



Macron-Bayrou, un couple exécutif désaccordé

► Le premier ministre propose un référendum – pour le moins risqué – sur les finances publiques dont il prendrait la responsabilité en cas d'échec

► Cette consultation lui permettrait, alors qu'il est atteint par l'affaire Betharram, « de tomber debout plutôt qu'à genoux », au dire de ses proches

► Emmanuel Macron, qui doit intervenir le 13 mai sur TF1, attend de voir le projet de son premier ministre pour éventuellement y donner suite

► Lui-même réfléchit à l'idée de consulter les Français sur des thèmes sociaux supposés moins clivants, comme le service national ou la fin de vie

► Autre sujet envisagé : les ravages causés sur les plus jeunes par les écrans et des plateformes comme TikTok

PAGE 6 ET CHRONIQUE P. 30

À CANTON, DANS LES ATELIERS DE LA SUEUR DE SHEIN

► Plongée dans l'enfer de la fast-fashion, où sont produits par millions des vêtements destinés au géant de l'e-commerce
► Les taxes douanières américaines et les réglementations européennes tentent d'endiguer l'essor mondial de Shein
► Des lobbyistes de haut vol sont au service du mastodonte chinois

PAGES 10-11



Dans un atelier produisant des vêtements pour Shein, à Canton, le 15 avril.
GILLES SABRIÉ POUR « LE MONDE »

Ukraine Les Européens à la recherche d'un cessez-le-feu

La « coalition des volontaires » se réunit à Kiev ce samedi. Emmanuel Macron veut croire en l'émergence d'un plan américano-européen «dans les prochains jours»

PAGE 3

Soudan Port-Soudan sous le feu d'une guerre des drones

Plus aucune ville du pays n'est à présent à l'abri du conflit qui oppose les forces armées soudanaises à la milice paramilitaire des Forces de soutien rapide. Une course à l'armement s'engage des deux côtés

PAGE 2

Architecture A Venise, le désastre est célébré en grande pompe



A la Biennale d'architecture de Venise, le 7 mai. MARCO ZORZANELLO

SUR LE THÈME «Intelligens», la 19^e Biennale d'architecture de Venise a ouvert ses portes au public le 10 mai. Au pavillon chilien, une question résume ce néologisme forgé pour célébrer les noces de l'intelligence du vivant avec celle que fabrique la technologie numérique : «Sommes-nous en train

de fabriquer l'intelligence, ou est-ce l'intelligence qui fabrique ce que nous sommes ?»

Notre envoyée spéciale décrit cette manifestation transdisciplinaire en forme de spectacle au parfum hollywoodien, extravagant et angoissant.

PAGE 23

Léon XIV
Deux points de vue sur la pensée du nouveau pape

PAGE 27

Inde-Pakistan
«Le Cachemire incarne l'inachèvement de la partition»

PAGES 16-17

Allemagne
Baisse des opinions positives vis-à-vis d'Israël

PAGE 4

Lille
L'enthousiasme «Faust» de Denis Podalydès

PAGE 24

Idées
Faudrait-il travailler plus pour produire plus ?

Pour François Bayrou, le constat est simple : les Français ne travaillent pas assez. En réalité, il faudrait commencer par s'attaquer au problème du taux d'emploi des jeunes et des seniors, plus faible que dans les pays voisins

PAGES 28-29

ÉDITORIAL
LA BATAILLE POUR LE SOFT POWER AMÉRICAIN

PAGE 30 ET DISPARITIONS P. 20

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

LE MADE IN FRANCE DANS LA PEAU



Duvivier, Moulins, Neology, Ralph M, l'Espace Topper met le Made In France à l'honneur.
FRENCH DAYS VRAIMENT
FRENCH DU 30/04 AU 14/05
Fauteuils & canapés cuir ou tissu.

Paris 15 • M° Charles Michels • 7j/7
63 rue de la Convention • 01 45 77 80 40
147 rue Saint-Charles • 01 45 75 02 81

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr



Après des frappes de drones effectuées par les Forces de soutien rapide sur Port-Soudan, le 6 mai. AP

Soudan : une guerre des drones sans précédent

La ville de Port-Soudan, jusque-là épargnée par les combats, est désormais la cible de frappes aériennes

LE CAIRE - correspondance

Plus aucune ville du Soudan n'est à l'abri. Pour la sixième journée d'affilée, Port-Soudan, sur les rives de la mer Rouge, s'est réveillé, vendredi 9 mai, au son du bourdonnement des drones et des détonations de batteries antiaériennes. Depuis dimanche, la capitale de fait du pays, aux mains des forces armées soudanaises (FAS) du général Abdel Fattah Al-Bourhane, est la cible d'attaques de drones imputées à la milice paramilitaire des Forces de soutien rapide (FSR) dirigée par le général Mohammed Hamdan Daglo, alias « Hemetti ».

Bordé par des eaux turquoises, à plus de 800 kilomètres par la route au nord-est de Khartoum, Port-Soudan était jusqu'à présent un havre que l'armée régulière pensait inviolable. Depuis le 15 avril 2023 et le début de la guerre à Khartoum, épicentre des combats, la totalité des institutions du pays y avaient déménagé. La population de Port-Soudan, estimée avant-guerre à près de 300 000 habitants, a été multipliée par deux, gonflée par des vagues successives de civils pensant y trouver refuge alors que le littoral était jusqu'à présent épargné par les combats. Désormais, ici aussi, le ciel est devenu une menace.

Vols humanitaires suspendus

Si les FSR n'ont pas officiellement revendiqué ces attaques, elles ont frappé des sites hautement stratégiques, causant des dégâts considérables et entraînant la paralysie du poumon économique du pays et sa seule fenêtre sur le monde extérieur. L'aéroport de Port-Soudan, la base aérienne Osman Digna qui le jouxte, les dépôts de carburant, la principale station électrique de la ville, le terminal pétrolier Bas-hayer 2, la base navale de Flamingo ainsi que le port de Souakin ont été pris pour cible. Dans le centre-ville, des explosions ont égale-

ment touché des hôtels requisitionnés par des cadres de la junte, et la résidence du général Al-Bourhane a failli être touchée, à quelques mètres près.

Les files de voitures s'allongent aux stations essence. Des centaines de milliers de personnes sont plongées dans le noir, des hôpitaux sont hors service et le trafic aérien est presque intégralement interrompu. Alors que l'ONU a suspendu ses vols humanitaires à destination de Port-Soudan, les attaques contre ce hub logistique majeur pourraient perturber l'acheminement de l'aide dans le pays, où plus de la moitié des 50 millions d'habitants sont dans une situation proche de la famine.

Dans sa dernière apparition filmée, le général Hemetti avait promis d'exporter la guerre dans de nouvelles régions du pays. C'est désormais chose faite. Ces dernières semaines, les FSR ont multiplié les attaques de drones à travers la moitié orientale du Soudan.

Dans des raids successifs, elles ont démontré leur capacité à frapper l'intégralité du territoire contrôlé par l'armée régulière : de Dongola, au nord, jusqu'à Kosti, au sud, en passant par la centrale électrique d'Atbara, le barrage hydroélectrique de Meroé et les villes d'El-Obeid, de Kassala et d'El-Fasher. A Port-Soudan, les défens-

ses antiaériennes des FAS ont été largement débordées par une attaque d'une ampleur jamais vue depuis le début du conflit : au moins 35 drones auraient été utilisés, selon une source sécuritaire proche des FAS à Port-Soudan, parmi lesquels neuf auraient été abattus et six se seraient écrasés dans la mer Rouge. Plusieurs sources confirment au *Monde* que les FSR ont mené une opération hybride couplant des drones kamikazes et des drones « stratégiques » porteurs de missiles.

« Cette attaque est sans précédent par sa sophistication. Les FSR ont utilisé des technologies GPS et laser avancées pour mener des frappes de précision. Nous ne pouvons pas encore attester avec certitude du point de lancement de la totalité des drones, mais un certain nombre d'entre eux ont décollé de la base aérienne de Nyala, au Darfour », assure notre source sécuritaire, qui a requis l'anonymat.

Selon toute vraisemblance, les raids à Port-Soudan ont été menés en représailles à un bombardement effectué samedi par un drone sur ce même aéroport de Nyala, dans la capitale du Darfour du Sud, converti par les FSR en base militaire et en plateforme d'approvisionnement. L'armée régulière affirme y avoir détruit un dépôt de munitions et un avion-cargo livrant du matériel militaire à la milice.

« Les FSR veulent envoyer un message clair : « nous pouvons désormais vous atteindre partout et nous avons la capacité de perturber vos installations et la vie quotidienne des civils sous votre contrôle ». Il ne faut pas oublier que l'armée a fait pareil, avec des campagnes de bombardements indiscriminés sur des zones civiles », rappelle Suliman Baldo, du groupe de réflexion Sudan Transparency and Policy Tracker.

Depuis le début du conflit, les deux camps n'ont cessé de renforcer leurs flottes de drones respecti-

ves. En analysant des images satellites, en recoupant des rapports d'experts et des données récoltées sur le terrain, confirmées par diverses sources soudanaises et étrangères, *Le Monde* est en mesure de dresser un inventaire non exhaustif de certains types de drones utilisés par les deux belligérants, dont les usages varient entre la simple reconnaissance et les tirs de combat.

L'implication des Emirats

Avant même le début de la guerre, les FAS étaient en possession de plusieurs drones iraniens de la gamme Mohajer, ainsi que de drones kamikazes fabriqués localement. Leur arsenal s'est renforcé début 2024 avec de nouvelles livraisons en provenance d'Iran, incluant des drones de type Mohajer-6 qui ont été déterminants dans la bataille de Khartoum. Port-Soudan a aussi reçu plusieurs drones Bayraktar TB2 (au moins six, selon les informations du *Monde*), achetés à la Turquie.

L'armée régulière dispose enfin de drones de surveillance de type Zagli-3, fabriqués localement sur le modèle des Ababil-3 iraniens, et d'une flotte de drones kamikazes, notamment de type Kammin-25. On retrouve également, dans chacun des deux camps, des drones commerciaux ou quadri-coptères, notamment de fabrication russe ou chinoise, adaptés pour pouvoir lâcher des bombes ou des grenades.

« Tout indique que cet arsenal a été fourni par les Emirats arabes unis », indique Wim Zwijnenburg, expert en drones militaires pour l'ONG néerlandaise Pax : « A Port-Soudan, certaines frappes ont été menées avec des missiles de fabrication chinoise de type Norinco GB50A, vraisemblablement livrés par les Emirats. Ce type de munition peut être porté par des drones sophistiqués, incluant le CH-95 et le Wing Loong-2, dont sont dotées les FSR ». Ces roquettes ont par ailleurs déjà été utilisées par la mi-

« La guerre au Soudan devient comme la guerre en Ukraine, mais sans l'attention internationale »

SULIMAN BALDO
Sudan Transparency and Policy Tracker

lise au Darfour du Nord, comme Amnesty International l'a révélé.

Face à l'utilisation de plus en plus systématique des drones de combat, la guerre au Soudan prend un tournant sans précédent. Les FAS, qui disposaient autrefois du monopole de la force dans les airs, sont en train de perdre leur avantage stratégique. « Les FSR ont surpris tout le monde. Après leur défaite à Khartoum, tout semblait indiquer qu'elles allaient se replier au Darfour. Mais avec ces raids coordonnés, elles opèrent un changement tactique. Le temps de la guérilla urbaine et des villes assiégées est révolu, on se retrouve dans un conflit sans champ de bataille, sans ligne de front, où la guerre peut faire irruption n'importe quand, à n'importe quel endroit du pays », analyse Cameron Hudson, du Center for Strategic and International Studies, basé à Washington.

Alors que la guerre entre dans une nouvelle phase, plus technologique, les experts prédisent une course effrénée à l'armement, dans le but d'acquérir des équipements de plus en plus perfectionnés, notamment des systèmes de défense antiaérienne de pointe.

« La guerre au Soudan devient comme la guerre en Ukraine, mais sans l'attention internationale. Nous sommes désormais face à une guerre de destruction totale de toutes les infrastructures, de tous les moyens de l'économie nationale, affectant les transports, les hôpitaux et les activités agricoles. Sans qu'aucun camp ne l'emporte militairement, cette guerre ne va faire qu'accroître la souffrance des civils, pris entre deux feux », déplore Suliman Baldo, rappelant que les drones permettront la continuation des affrontements même pendant la saison des pluies. ■

ELLIOTT BRACHET



Les alliés de l'Ukraine tentent d'accroître la pression sur Moscou

Depuis Kiev, Emmanuel Macron, Friedrich Merz, Keir Starmer et Donald Tusk ont appelé la Russie à une cessation des hostilités de trente jours

KIEV - envoyé spécial

Après une nuit de voyage, les quatre dirigeants sont arrivés tôt, samedi 10 mai au matin à Kiev. Dans la foulée, Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz, les premiers ministres britannique et polonais Keir Starmer et Donald Tusk ont rendu hommage, sur la place Maïdan, aux défenseurs de l'Ukraine tués et blessés dans les combats contre la Russie. Une minute de silence en présence de Volodymyr Zelensky devant les lumières déposées au sol, en mémoire des victimes, au milieu d'une forêt de drapeaux ukrainiens.

« Ce qui est en train de faire avec la Pologne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, c'est un moment d'histoire pour une Europe de la défense et une plus grande indépendance pour notre sécurité. Evidemment pour l'Ukraine, mais pour nous tous », a commenté le président français. Les quatre dirigeants devaient ensuite participer à un sommet de la « coalition des volontaires », avec leurs homologues de la trentaine d'Etats les plus engagés dans le soutien à Kiev, présents par visioconférence.

Dans la soirée de vendredi, Emmanuel Macron, Friedrich Merz et Keir Starmer ont pris place dans leur train pour Kiev au départ de la frontière polonaise. Le premier ministre polonais, Donald Tusk, s'est installé dans un convoi distinct. Leur visite avait été annoncée à la dernière minute pour des raisons de sécurité. Emmanuel Macron, dans le wagon de tête, s'est d'abord entretenu près d'une heure avec Friedrich Merz, avant que Keir Starmer se joigne à leurs discussions pendant trois quarts d'heure.

Ce déplacement à Kiev se veut une forme de réponse à la parade militaire organisée à Moscou le 9 mai

« Les Américains montrent désormais une forme d'agacement très prononcé vis-à-vis de la posture russe, la décision est quasiment prise de faire cette annonce. On atteint un point où l'on n'attendra plus la réponse formelle de Moscou pour déclarer ce cessez-le-feu et les conséquences qui pourraient en découler » en cas de refus, décrypte une source diplomatique, alors que les pourparlers engagés par les Américains et les Russes depuis mi-février se sont enlisés.

L'idée serait une suspension des combats pour une durée de trente jours, ou pour trois séquences de dix jours, le tout accompagné de la menace d'une riposte, sous forme de nouvelles sanctions dans les domaines énergétique ou financier, si la partie russe n'acceptait pas la proposition, ou l'acceptait pour la violer ensuite.

Ce déplacement est la première visite en Ukraine de Friedrich Merz depuis son entrée en fonction, mardi, et la deuxième du chef de l'Etat français. En juin 2022, quatre mois après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, Emmanuel Macron s'était rendu à Kiev avec le chancelier allemand, Olaf Scholz, le président du conseil italien, Mario Draghi, et le président roumain, Klaus Iohannis. Leur voyage avait alors permis d'avancer sur le

chemin de l'attribution à l'Ukraine du statut de candidat à l'Union européenne (UE).

Ce déplacement à Kiev se veut aussi une réponse à la parade militaire organisée à Moscou par Vladimir Poutine, vendredi, afin de célébrer le 80^e anniversaire de la victoire soviétique dans la «Grande Guerre patriotique». Le président russe a reçu son homologue chinois, Xi Jinping, ainsi que des figures du «Sud global», comme le Brésilien Lula et deux dirigeants européens, le Slovaque Robert Fico (seul dirigeant d'un Etat membre de l'UE présent) et le Serbe Aleksandar Vucic.

En cas de cessez-le-feu, les pays volontaires, emmenés par la France et le Royaume-Uni, sont prêts à envoyer des forces sur le terrain pour garantir la sécurité de l'Ukraine et éviter de nouvelles offensives russes. Les préparatifs en ce sens continuent, mais butent sur l'absence d'appui des Etats-Unis. De nombreux Etats européens conditionnent en effet leur participation à cette force de réassurance, à un «filet de sécurité» (*backstop*) américain, qui pourrait les protéger en cas de heurts avec les forces russes sur le terrain.

D'autres pays, comme l'Allemagne, ne sont pas pressés de se positionner tant que les combats continuent. Le nouveau chancelier allemand a insisté, lors de sa visite à l'Elysée, mercredi, sur le fait qu'il comptait sur la poursuite de l'engagement américain. «La guerre en Ukraine ne prendra pas fin sans encore plus d'engagement politique et militaire des Etats-Unis. Les Européens ne peuvent pas s'y substituer», a-t-il jugé, alors que Donald Trump menace de se retirer des négociations de paix, voire de renoncer à tout appui militaire. ■

PHILIPPE RICARD

L'Europe approuve la création d'un tribunal pour juger les « crimes d'agression » russes

La juridiction, soutenue par 35 pays, devrait être créée dans le cadre du Conseil de l'Europe

BRUXELLES - bureau européen
LVIV - envoyé spécial

L'Ukraine et ses partenaires européens ont donné leur approbation, vendredi 9 mai, à la création d'un tribunal spécial chargé de juger les « crimes d'agression » commis par la Russie depuis le déclenchement de son invasion, le 24 février 2022. « Cela signifie que personne ne peut rester impuni pour les crimes commis, pas même les dirigeants [russe] qui ont décidé d'envoyer tous ces soldats ici pour commettre des crimes de guerre », a déclaré la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, en visite à Lviv avec des délégués venues de 35 pays européens. Ces dernières ont été accueillies par le premier ministre ukrainien, Denys Chmyhal, et le ministre des affaires étrangères, Andrii Sybiha, qui ont salué un jour historique pour les relations entre l'Ukraine et ses alliés.

La visite a été l'occasion de montrer un front uni, alors que, au même moment, la Russie célébrait le 80^e anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie, en présence d'une vingtaine de dirigeants étrangers, parmi lesquels le président chinois, Xi Jinping, et le premier ministre slo-

vake, Robert Fico, seul représentant d'un pays membre de l'UE présent sur la place Rouge, à Moscou. « Si vous êtes pour la paix, vous devriez être ici, en Ukraine, et non à Moscou aujourd'hui », a tancé Kaja Kallas aux personnalités ayant fait le déplacement en Russie, dans une référence aux refus de Vladimir Poutine d'accepter un cessez-le-feu de trente jours, proposé depuis deux mois par l'administration américaine.

Immunité fonctionnelle
Les représentants européens ont commencé leur journée par la visite d'un cimetière et d'un hôpital militaire. Le lieu choisi pour l'événement, le centre-ville historique de Lviv, n'avait pas été choisi au hasard. C'est en effet dans cette ville que les juristes en droit international pénal, Raphael Lemkin (1900-1959) et Hersch Lauterpacht (1897-1960), qui ont développé et imposé les concepts de génocide et de crimes contre l'humanité, ont passé une partie de leurs vies.

Le tribunal spécial pour les « crimes d'agression » devrait travailler aux côtés de la Cour pénale internationale (CPI), qui a déjà émis des mandats d'arrêt internationaux contre plusieurs dirigeants russes, dont Vladimir Poutine. Cette idée d'un tribunal ad hoc, sous l'égide du Conseil de l'Eu-

rope, avait été pensée peu après le déclenchement de l'invasion, en février 2022, en raison de l'impossibilité, pour la CPI, de juger pour «crimes d'agression» des dirigeants d'Etats non signataires du statut de Rome, à l'instar de la Russie. Il faudra néanmoins que Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, fasse une demande formelle au Conseil de l'Europe pour que le tribunal spécial voie le jour, au plus tôt au second semestre.

Son objectif sera de poursuivre «de 20 à 30 dirigeants politiques et militaires russes responsables du crime d'agression contre l'Ukraine», précise un juriste de l'UE. Néanmoins, en vertu de leur immunité fonctionnelle, ni Vladimir Poutine, le président russe, ni le premier ministre, Mikhaïl Michoustine, ni le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ne pourront être poursuivis pour avoir décidé d'envahir l'Ukraine. Cependant, assure-t-on à Bruxelles, «le futur procureur du tribunal pourra enquêter sur ces dirigeants et utiliser les preuves recueillies par le Centre international pour la poursuite du crime d'agression contre l'Ukraine établi après l'invasion]. Le procureur peut également émettre un acte d'accusation contenant les charges contre le président Poutine, mais le tribunal ne tiendra pas de procès tant que le

THOMAS D'ISTRIA
ET PHILIPPE JACQUÉ

La France et la Pologne signent un traité de défense réciproque

Les deux pays s'engagent par une clause d'assistance mutuelle en cas d'agression

NANCY ET VARSOVIE - envoyée spéciale et correspondance

La France et la Pologne ont signé, vendredi 9 mai, au palais de Stanislas, l'hôtel de ville de Nancy, un traité de coopération inédit, avec de forts enjeux de défense. Symboliquement, la cérémonie a eu lieu en pleines commémorations des 80 ans de la fin de la seconde guerre mondiale, alors que Paris et Varsovie sont aujourd'hui les deux principales puissances militaires conventionnelles de l'Union européenne. Au même moment, Vladimir Poutine fêtait à Moscou la reddition de l'Allemagne nazie aux côtés du président chinois, Xi Jinping.

Si le traité comporte des volets de coopération dans les domaines économique, agricole et éducatif, sa dimension militaire est considérée comme centrale par les deux parties. «Tout le monde tire les leçons de l'histoire (...). Je suis profondément convaincu (...) que la France et la Pologne pourront compter l'une sur l'autre dans toutes les circonstances», a déclaré le premier ministre polonais, Donald Tusk, à l'issue de la cérémonie de signature. «C'est une nouvelle page (...). Ce traité nous engage dans une solidarité irréversible», a, de son côté, souligné le président français, Emmanuel Macron.

Le document prévoit, en effet, une clause d'assistance mutuelle. «En cas d'agression armée sur leur territoire, les parties s'assistent mutuellement, y compris par des moyens militaires», stipule le texte rendu public. «Cette aide et cette assistance seront mises en œuvre» dans le cadre de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord et de l'article 42 du traité de l'Union européenne, explique le document, en référence à ces clauses qui prévoient déjà ce type de mécanisme, mais à l'échelle des alliés européens. Ce traité ne se «substitue ni à l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord] ni à l'UE», il vient «opérationnaliser ce lien qui existe déjà», a précisé M. Macron.

Purger les malentendus

Le traité de Nancy s'inscrit dans une longue période de relations relativement fraîches entre Paris et Varsovie. Une distance en grande partie héritée des désillusions nées de la seconde guerre mondiale et d'une précédente alliance de défense, la convention Kasprzycki-Gamelin, signée en mai 1939. Celle-ci prévoyait déjà une clause d'assistance mutuelle. Mais quand la Pologne a été envahie par l'Allemagne nazie, en septembre 1939, la France, retranchée derrière sa ligne Maginot, n'est pas intervenue. «Une page sombre», a reconnu le président français.

Pour purger les malentendus de l'histoire, dont la mémoire demeure à vif, côté polonais, ce nouveau traité se veut beaucoup plus précis et concret. Alors que l'invasion de la Pologne, en 1939, s'était réalisée en un temps très bref – environ un mois –, Emmanuel Macron a assuré que les forces françaises seraient, cette fois, capables d'intervenir en moins de trente jours. «Nous avons cette possibilité et elle sera évidemment

« C'est une nouvelle page (...), ce traité nous engage dans une solidarité irréversible »

EMMANUEL MACRON
président français

Le traité comporte une importante dimension nucléaire qui n'existe pas lors de la seconde guerre mondiale

activée si une telle agression venait à voir le jour», a déclaré le chef de l'Etat. Aujourd'hui, l'armée de terre estime être en mesure de déployer une brigade de 5000 soldats dans ces délais. Elle vise le niveau de la division, soit de 10 000 à 12 000 militaires, d'ici à 2027.

Le traité de Nancy comporte une importante dimension nucléaire, qui n'existe pas lors du déclenchement de la seconde guerre mondiale. Aucune référence explicite à la dissuasion française n'apparaît dans le texte, conformément à la nécessité de préserver l'ambiguïté stratégique en la matière. Mais, lors de la conférence de presse, le chef de l'Etat français a insisté sur le fait que la «clause de solidarité» entre la France et la Pologne impliquait «l'ensemble des composantes». Donc, aussi la dissuasion nucléaire, si les circonstances l'exigeaient. Il s'agit, au passage, d'une nouvelle affirmation de la dimension européenne du parapluie nucléaire français.

Cet engagement militaire de la France envers la Pologne, alors que Varsovie se sent de plus en plus menacé par la Russie et par les risques de désengagement des troupes américaines du continent européen, a été négocié par les parties jusqu'à dans les derniers jours. Varsovie a accepté de signer un accord connexe sur le nucléaire civil, également paraphé, vendredi, à Nancy. La Pologne, qui a récemment décidé le passage à cette source d'énergie, doit lancer un appel d'offres pour la construction d'une seconde centrale, d'ici à 2040, la première étant confiée à l'américain Westinghouse.

Les Français ont arraché aux Polonais une référence explicite à la «préférence européenne» pour les futures acquisitions d'armements, cheval de bataille de Paris. Avec ce traité, la Pologne s'engage en principe à «promouvoir», «progressivement», l'achat d'équipements de défense fabriqués par les industriels européens. Elle accepte ainsi de moins s'en remettre à des achats auprès de pays tiers, en particulier les Etats-Unis, comme elle l'a beaucoup fait pour s'assurer leur protection, surtout depuis le début de la guerre en Ukraine.

Ce traité marque, à ce titre, «un basculement de la politique de sécurité polonaise vers l'Europe, avec une véritable prise de conscience polonaise, un changement fondamental d'approche qui, pour des raisons politique et historique, n'a rien d'évident», analyse Piotr Buras, chef du bureau de Varsovie du Conseil européen pour les relations internationales. Un tournant très soupçonné par M. Tusk, alors que la Pologne est en pleine campagne présidentielle. «A l'heure actuelle, le virage vers l'Europe et le rapport aux Etats-Unis est un des principaux clivages de la scène politique polonaise», détaille M. Buras. Plus le gouvernement se tourne vers l'Europe, plus il se retrouve sous les feux de l'opposition nationaliste, accusé de remettre en cause la sacro-sainte alliance avec Washington.» Le premier tour de scrutin est prévu pour le 18 mai. ■

JAKUB IWANIUK
ET ÉLISE VINCENT

A Bruxelles, les Européens jaugent Friedrich Merz

Le nouveau chancelier allemand a rencontré les principaux dirigeants de l'Union vendredi

BRUXELLES - bureau européen

Vous allez voir. Pendant quelques semaines, on va entendre que l'Allemagne est de retour en Europe. Mais ça ne va pas durer», lâche un diplomate européen, alors que le nouveau chancelier, le chrétien-démocrate Friedrich Merz, était à Bruxelles vendredi 9 mai, en ce jour de célébration du 75^e anniversaire de la déclaration Schuman, qui avait proposé la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il y a rencontré Antonio Costa, le président du Conseil européen, sa compatriote Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, ainsi que le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Mark Rutte.

L'arrivée à la chancellerie de Friedrich Merz était très attendue par la sphère européenne, où personne ne regrette son prédécesseur. Coincé par une coalition difficile à gouverner, empêtré dans la crise du modèle allemand, incapable de travailler avec Paris, le social-démocrate Olaf Scholz s'est en effet peu investi dans les affaires communautaires, qui ont pâti de l'atténusme de Berlin.

«Ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible», avait lancé Friedrich Merz au soir des élections législatives qu'il a remportées le 23 février. Depuis sa prise de fonctions, mardi 6 mai, il a souhaité donner corps à cette stratégie en se rendant d'abord à Paris puis à Varsovie et à Bruxelles, «au troisième jour de [son] mandat», a-t-il insisté vendredi. Le chancelier a répété son attachement à l'Union européenne (UE), qu'il avait déjà servie quand il était eurodéputé entre 1989 et 1994. «au moment de la réunification» allemande. «D'une certaine manière, je rentre à la maison à Bruxelles, je rentre à la maison en Europe», a-t-il lancé.

Mais, au-delà des mots, le premier signal envoyé par Friedrich Merz n'a pas forcément été du meilleur augure pour l'Union. Jeudi, en décidant unilatéralement de refouler des demandeurs d'asile aux frontières de l'Allemagne, il a exaspéré la Pologne et instillé les premiers doutes sur sa détermination à jouer collectif. Ses partenaires s'inquiètent aussi de sa capacité à compter sur une majorité solide, alors qu'il a dû s'y prendre à deux fois, mardi, pour être investi par le Bundestag.



Le chancelier allemand, Friedrich Merz, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, à Bruxelles, le 9 mai. P. VAN DE WOUW/REUTERS

Depuis 2018 ambassadeur allemand auprès de l'UE. Ce diplomate aguerri, passé par la Chine, connaît la perfection la machine communautaire, maîtrise les dossiers stratégiques qui y sont traités et bénéficie de l'estime de ses pairs. «Michael n'y serait jamais allé s'il n'avait pas été convaincu des intentions de Merz», assure l'un de ses anciens collègues.

Peser à Bruxelles
Sur le fond, il est difficile de savoir quel Européen sera Friedrich Merz, dès lors qu'il n'a jamais exercé de responsabilité nationale et que sa fréquentation des affaires communautaires remonte à plus de trente ans. Au sein de son gouvernement, à part le ministre de la défense, Boris Pistorius, on trouve peu de personnalités fortes. Mais l'organisation de son équipe et le choix de ses collaborateurs témoignent de sa volonté de peser à Bruxelles.

Comme conseiller Europe, il a nommé Michael Clauss, qui était

depuis 2018 ambassadeur allemand auprès de l'UE. Ce diplomate aguerri, passé par la Chine, connaît la perfection la machine communautaire, maîtrise les dossiers stratégiques qui y sont traités et bénéficie de l'estime de ses pairs. «Michael n'y serait jamais allé s'il n'avait pas été convaincu des intentions de Merz», assure l'un de ses anciens collègues.

A Bruxelles, Friedrich Merz peut aussi compter sur un réseau allemand puissant. A commencer par le Bavarois Manfred Weber, qui préside la première force politique européenne, le Parti populaire européen, et Ursula von der Leyen, issue, comme lui, des rangs de l'Union chrétien-démocrate (CDU). Il n'est cependant pas certain qu'il s'entende au mieux avec la présidente de la Commission, une proche d'Angela Merkel dont Friedrich Merz a longtemps été le rival malheu-

reux. D'autant que le chancelier, adepte d'une Europe intergouvernementale, a plus d'une fois critiqué un exécutif communautaire qui serait trop avide de pouvoirs.

Le nouvel homme fort de Berlin mise aussi sur le moteur franco-allemand, qu'il compte relancer après la panne des années Scholz, et sans lequel les avancées européennes sont difficiles. «Je suis fermement décidé à utiliser les deux dernières années du mandat du président Macron pour concrétiser avec lui la vision d'une Europe souveraine», déclarait-il le 23 janvier, pour le plus grand bonheur de l'Elysée.

«La France apprécie Merz parce qu'il s'exprime comme un président français», comme s'il pouvait avoir un exercice vertical du pouvoir, commente un diplomate européen, mais «ce mode de gouvernance n'est pas du tout allemand, Merz va devoir s'adapter».

L'Elysée se réjouit aussi que le chancelier partage quelques-unes de ses préoccupations.

De fait, Friedrich Merz parle d'une Europe qui doit être «indépendante des Etats-Unis», «souveraine» et «puissante». Autant de thèmes chers à Emmanuel Macron et, jusqu'ici, peu prisés à Berlin. «Merz, qui a quitté la vie politique pour passer plus de dix ans dans le privé avant d'y revenir, n'a pas les réflexes d'un homme politique allemand traditionnel», analyse un proche de l'Elysée.

Obsessions allemandes

D'ailleurs, en quelques semaines, il a déjà fait opérer une révolution à l'Allemagne en levant le frein à l'endettement pour la défense et en lançant un plan d'investissements sans précédent. Il a même appelé l'UE à une réforme du pacte de stabilité et de croissance pour libérer les dé-

Le chancelier mise sur le moteur franco-allemand, qu'il compte relancer après la panne des années Scholz

penses militaires des règles budgétaires européennes.

Cela ne signifie pas, pour autant, que le chancelier partage intégralement la vision d'Emmanuel Macron pour une Union que la guerre en Ukraine, l'élection de Donald Trump et le retard de compétitivité mettent au défi comme jamais. Au sujet, notamment, d'une nouvelle dette commune aux Vingt-Sept, pour financer l'effort de défense européen, il reste prudent, sans toutefois fermer la porte. «Il devra composer avec la CDU que la levée du frein à l'endettement a déjà heurtée. Pourra-t-il aller plus loin? C'est toute la question», commente un diplomate européen.

Les premiers tests de l'engagement européen de Friedrich Merz ne tarderont pas. Avant l'été, on en saura plus sur la nature du soutien de Berlin à l'Ukraine, sa détermination à construire une industrie de la défense européenne ou encore la manière dont la si transatlantique Allemagne gère la présidence Trump.

Vendredi, Friedrich Merz a éludé ces questions, préférant réaffirmer des obsessions allemandes bien connues, comme la nécessité de réduire la bureaucratie. Il a également prévenu que l'Allemagne se battrait pour le retrait de la directive sur le devoir de vigilance (qui contraint les entreprises et les sous-traitants à respecter leurs obligations sociales et environnementales) et a appelé à une «ratification rapide de l'accord Mercosur». Après deux ans de récession, l'Allemagne cherche désespérément des sources de croissance et compte sur l'Europe pour l'aider à défendre ses intérêts. De ce point de vue, le message est clair. ■

VIRGINIE MALINGRE

L'opinion des Allemands à propos d'Israël se dégrade

Selon la Fondation Bertelsmann, seulement 36% des personnes interrogées expriment une opinion positive à l'égard de l'Etat hébreu

BERLIN - correspondante

Pendant la campagne pour les élections législatives allemandes, le candidat chrétien-démocrate à la chancellerie, Friedrich Merz, avait tenu des propos sans ambiguïté. «Il doit être à nouveau très clair que l'Allemagne n'est pas dans un entre-deux, mais qu'elle se tient très clairement aux côtés d'Israël», avait-il averti lors d'un discours à la Fondation Körber, le 23 janvier, promettant de «mettre fin à cet embargo plus ou moins en vigueur contre les exportations d'armes à Israël» et jugeant «inconcevable» d'empêcher «un premier ministre d'Israël de se rendre en Allemagne ou ailleurs en Europe parce qu'il risque d'y être arrêté». S'il devait devenir chancelier, l'Allemagne aurait «à nouveau une raison d'Etat», avait-il assuré, une allusion à la doctrine prévalant à Berlin, selon laquelle la protection d'Israël répond à un impératif de «raison d'Etat».

Cette attitude, en ligne avec la position traditionnelle de l'Allemagne vis-à-vis d'Israël du fait de sa responsabilité dans la Shoah, se retrouve dans le contrat de coalition conclu avec les sociaux-dé-

Les moins convaincus d'une obligation particulière de Berlin envers Israël sont les sympathisants de l'extrême droite

son homologue israélien, Benjamin Nétanyahou, alors que plusieurs responsables allemands doivent se rendre en Israël dans les prochains jours – le président fédéral, Frank-Walter Steinmeier, et le nouveau ministre des affaires étrangères, Johann Wadepluh. Il est probable que le glissement des mots choisis par le chancelier s'explique avant tout par la nécessité d'un alignement entre Berlin et ses partenaires européens. Mais elle reflète aussi une évolution de plus en plus marquée au sein de l'opinion publique allemande. L'écart entre la position officielle du gouvernement et celle de la société allemande se creuse, conclut en effet une étude de la Fondation

Bertelsmann parue vendredi 9 mai, à l'occasion des 60 ans de la reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'Allemagne. Celle-ci confirme les conclusions d'une étude antérieure, menée en 2021, soit avant les attentats du 7 octobre 2023, qui montrait déjà un durcissement du regard posé par les Allemands sur l'Etat hébreu.

Seules 36 % des personnes interrogées expriment ainsi aujourd'hui une opinion positive à l'égard d'Israël, soit 10 points de moins qu'en 2021. Et 60 % d'entre elles jugent négativement le gouvernement israélien actuel. Parallèlement, le sentiment d'une responsabilité particulière hérité de la Shoah, qui fonde la position de Berlin vis-à-vis d'Israël, s'estompe progressivement, alors que celle-ci devient plus abstraite. Seules un tiers des personnes interrogées sont d'accord avec l'idée d'une responsabilité de l'Allemagne envers le peuple juif, et seul un quart reconnaît une obligation particulière envers l'Etat d'Israël, les sympathisants du parti d'extrême droite AfD étant les moins convaincus.

Seuls 16 % d'entre eux estiment avoir une responsabilité particu-

lière envers le peuple juif, et 12 % envers l'Etat d'Israël.

«L'Allemagne est prise en état entre la relation particulière qu'elle entretient avec Israël et son engagement en faveur du droit international et des droits de l'homme, qui sont, dans un cas comme dans l'autre, liés à son histoire», souligne Stephan Vopel, expert des relations germano-israéliennes, qui dirige le bureau berlinois de la Fondation Bertelsmann. Pour de nombreux Allemands, la Shoah est devenue un événement de portée universelle, dont il faut prévenir la répétition. Pour Israël, c'est un événement spécifique, et la leçon à en tirer n'est pas nécessairement de prévenir un nouveau génocide, mais d'éviter que cela n'arrive à nouveau aux juifs.»

Progression de l'antisémitisme

L'étude souligne également la progression de l'antisémitisme en Allemagne, notamment chez les jeunes hommes de moins de 40 ans et chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation. Quelque 27 % des Allemands admettent ainsi penser que les juifs ont une «trop grande influence dans le monde», le niveau le

plus élevé depuis des années. Et 29 % des personnes interrogées affirment que la politique israélienne leur rend les juifs de moins en moins sympathiques, contre 21 % il y a quatre ans.

«L'Allemagne a un problème d'antisémitisme qui n'est pas lié à l'immigration», poursuit le chercheur, qui souligne le risque d'un discours politique assimilant la critique d'Israël à un antisémitisme. «Le parti d'extrême droite AfD et certains conservateurs ont en partie réussi à faire de l'antisémitisme une question pour les autres, juge-t-il. Quand on brouille la frontière entre la critique d'Israël et l'antisémitisme, on évite de parler de l'antisémitisme d'extrême droite, qui est, à mon sens, le gros du problème, si l'on en croit les incidents rapportés par le Conseil central des juifs en Allemagne.» Il reconnaît l'existence d'un antisémitisme dans certains milieux musulmans en Allemagne, «mais personne n'ose en parler de peur d'être instrumentalisé». La polarisation est telle que le conflit en Israël est «en réalité une projection de la question de l'intégration des immigrés». ■

ELSA CONESA

Aide à Gaza : le désastre annoncé du plan israélien

L'Etat hébreu envisage de confier la livraison de nourriture à l'enclave, actuellement fermée, à des sociétés de sécurité privées

JÉRUSALEM - correspondance

La crise humanitaire qui sévit à Gaza et qui a atteint un paroxysme avec le blocage des livraisons d'aide par Israël depuis le 2 mars pourrait encore s'aggraver si l'Etat hébreu met en place le plan approuvé par son cabinet de sécurité dans la semaine du 5 mai. Sur le plan militaire, il s'agit d'entreprendre une offensive d'envergure pour s'emparer de l'ensemble de l'enclave, puis de l'occuper pour une durée indéterminée. Sur le plan humanitaire, l'objectif est de prendre le contrôle de la distribution de l'aide, dont le gouvernement estime qu'elle est détournée par le Hamas, en s'affranchissant des mécanismes mis en place par la communauté internationale, et, au premier plan, les Nations unies.

Le nouveau système de distribution serait centralisé et dirigé par la Gaza Humanitarian Foundation, entité créée en janvier, et dont le siège est basé à Genève. Elle assure être guidée par les principes humanitaires : humanité, neutralité, impartialité et indépendance. Le conseil d'administration est composé d'entrepreneurs, dont l'un d'entre eux, Nate Mook, est l'ancien PDG de l'ONG World Central Kitchen, qui opère notamment en Ukraine et à Gaza.

Surtout, l'organisation serait dirigée par David Beasley, ancien directeur du Programme alimentaire mondial jusqu'en décembre 2023 et lauréat du prix Nobel de la paix. Cet Américain, ancien gouverneur de Caroline du Sud, est à la fois respecté dans le milieu humanitaire et accepté par l'administration du président des

Etats-Unis, Donald Trump. Mais il n'a pas encore donné son accord.

Le mémo qui présente cette nouvelle fondation, destiné notamment aux donateurs, transpire l'amateurisme, tant sur la forme, avec des fautes d'orthographe jusque dans le nom du potentiel directeur - écrit David Beasley (sic) -, que sur le fond. L'opération humanitaire décrite serait d'une portée limitée alors que la crise a atteint une magnitude dantesque, potentiellement dangereuse aussi bien pour les acteurs de ce projet que pour ses bénéficiaires, et rien ne garantit que l'aide ne soit, là aussi, détournée par le Hamas.

Dans la phase initiale, quatre « zones humanitaires », qualifiées de « hubs », seraient mises en place dans le sud de Gaza, fournissant de l'aide pour 1,2 million de personnes, sur une population totale d'au moins 2 millions. Israël permettrait l'entrée de l'équivalent de 60 camions par jour pour commencer, soit dix fois moins que ce qu'a reçu Gaza pendant le cessez-le-feu entre le 19 janvier et le 2 mars et alors que la menace de la famine plane sur l'enclave. Le nombre de ces « hubs » pourrait monter jusqu'à dix, en fonction des besoins. Le mémo indique que « les rations préemballées, les kits d'hygiène et

les fournitures médicales circulent dans des couloirs étroitement contrôlés, surveillés en temps réel pour éviter tout détournement ».

Israël agirait en tant que coordinateur principal, définissant le type et la quantité de l'aide, réglementant son entrée, son stockage et sa distribution, et déterminant qui seront les bénéficiaires éligibles - un représentant par famille, identifié par des technologies de reconnaissance faciale, à la façon des contrôles de sécurité dans les aéroports. Chaque famille recevrait un colis deux fois par mois.

Rejeté par les Nations unies

Les zones humanitaires seraient doublement sécurisées. A distance, par l'armée israélienne, et sur le terrain, par des compagnies de sécurité privées : « La sécurité sur place et sur le périmètre sera assurée par des professionnels expérimentés, notamment ceux qui ont déjà sécurisé le corridor de Netzarim lors du récent cessez-le-feu. Leur mission est de dissuader toute ingérence de réseaux criminels ou d'autres groupes armés qui ont toujours cherché à contrôler ou à rediriger l'aide humanitaire », précise le mémo.

Les Nations unies ont fermement rejeté ce nouveau mécanisme. « Il semble s'agir d'une tentative délibérée de militariser l'aide, et nous mettons en garde contre cela depuis très longtemps. L'aide doit être fournie en fonction des besoins humanitaires et à ceux qui en ont besoin », a déclaré, lundi, à Genève Jens Laerke, porte-parole de l'OCHA, le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies. Et d'ajouter : « Les responsables israéliens cherchent à fermer le système d'aide existant géré par 15 agences de l'ONU et 200 ONG et partenaires. » Même les Emirats arabes

Israël permettrait l'entrée à Gaza de l'équivalent de 60 camions par jour, soit dix fois moins que pendant le cessez-le-feu

Les humanitaires avertissent que ce mécanisme pourrait déclencher des violences, agraver les inégalités

unis, le plus proche allié arabe d'Israël et l'un des principaux pourvoyeurs d'aide à Gaza, ont rejeté le plan « en l'état », révèle le journaliste Barak Ravid sur le site Axios.

Selon un responsable humanitaire qui s'est entretenu avec *Le Monde*, ce projet aura le même avenir que la jetée de Gaza, un port flottant aménagé par l'armée américaine en 2024, sous la présidence Biden, qui devait être la tête de pont d'un nouveau mécanisme de livraison d'aide. L'installation a été balayée par les flots, couvrant la précédente administration américaine de ridicule.

Car le nouveau projet comporte de nombreux risques, relève l'ensemble des acteurs, et notamment le cercle de réflexion Israel Policy Forum. A commencer par les problèmes légaux et opérationnels posés par les compagnies de sécurité privées censées sécuriser l'acheminement. Leur activité est régulée par le document de Montreux, dont Israël n'est pas signataire. L'Etat hébreu, à la fois contractant et administrateur de fait de Gaza, délègue ainsi des missions à haut risque tout en s'affranchissant de toute responsabilité en cas de mauvaise conduite des opérateurs de sécurité privés.

Il est notable que ces compagnies ont tendance à susciter l'hostilité des populations locales. Le précédent irakien, avec des entreprises comme Blackwater, s'est révélé désastreux. En septembre 2007, des hommes de cette société américaine avaient ouvert le feu sur une place de Bagdad, tuant 17 Irakiens et blessant une vingtaine d'autres personnes. Israël assume partant de suivre cet exemple. Selon un communiqué du 31 mars publié par l'UNRWA, l'agence onusienne d'aide aux réfugiés palestiniens, l'armée israélienne a tué 408 travailleurs humanitaires à Gaza depuis le 7-Octobre.

Le projet présenté par la Gaza Humanitarian Foundation ne dit rien de ce qui se passera en dehors des « zones humanitaires ». Rien ne garantit que le Hamas, ou d'autres acteurs, ne s'emparent de l'aide livrée. Les humanitaires avertissent que ce mécanisme pourrait déclencher des violences, agraver les inégalités et limiter l'accès à ceux qui peuvent le mieux se déplacer. Les plus vulnérables pourraient être privées d'aide, ou dépendre de personnes qui pourraient la monnayer.

Le plan est tout aussi contre-productif pour Israël : il coûte plus cher que les mécanismes habituels. L'armée israélienne risque de s'embourber dans une nouvelle occupation directe de Gaza, sans plan de sortie, et le discrédit touchant Israël au niveau international pourrait encore s'accroître. Selon un communiqué publié le 1^{er} mai par Tom Fletcher, le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations unies, l'actuel blocus imposé à Gaza s'apparente moins à une tentative de redéfinition du mécanisme de l'aide qu'à une « punition collective ». Le nouveau mécanisme promet de prolonger celle-ci. ■

SAMUEL FOREY

Les progrès en balistique de l'Iran inquiètent les Occidentaux

Téhéran poursuit le renforcement de son arsenal et possède aujourd'hui plusieurs types de missiles capables d'atteindre l'est de l'Europe

A lors qu'un nouveau round de négociations sur le programme nucléaire de Téhéran devait avoir lieu dimanche 11 mai, à Oman, entre l'Iran et les Etats-Unis, l'en-cadrement de l'enrichissement de l'uranium iranien n'est pas le seul enjeu des discussions, aux yeux des Occidentaux. Un autre dossier compte beaucoup pour Washington, Paris et d'autres capitales du Vieux Continent : le programme balistique iranien, jugé de plus en plus menaçant, avec des missiles désormais capables d'atteindre une partie de l'Europe.

L'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), qui limitait les activités atomiques de Téhéran, est devenu caduc depuis le retrait américain, en 2018, sous la première présidence de Donald Trump. En réponse, l'Iran s'est affranchi de nombre de ses engagements. Aujourd'hui, les Occidentaux ont pu mesurer les progrès de son programme balisti-

que lors de l'attaque contre Israël, en octobre 2024.

Même si la plupart des missiles ont été interceptés par la défense israélienne, Téhéran dispose d'un arsenal qui n'a jamais été aussi poussé. Selon les experts, trois ou quatre types de missiles de portée intermédiaire développés par l'Iran sont en mesure d'atteindre l'est de l'Europe, avec des portéesannoncées de 1700 à 3 000 kilomètres : l'Emad, le Ghadr-1, le Khorramshahr et le Sejjil. En fonction de la charge, certains spécialistes considèrent même que Téhéran est en mesure d'atteindre un arc allant du nord des Alpes italiennes à la Finlande en passant par l'est de la France, le Danemark et la Suède.

Fin mars, le commandement stratégique des Etats-Unis (Stratcom), chargé de la dissuasion nucléaire, est allé plus loin. Dans sa déclaration de « posture pour 2025 », ce document qui cadre chaque année ses axes de travail, le général Anthony Cotton, chef de Stratcom, a fait valoir que l'Iran

pourrait bientôt se doter d'un missile balistique intercontinental (ICBM), un vecteur d'une portée supérieure à 5 500 km. De quoi mettre à sa portée la base américaine de Diego Garcia, située dans l'archipel des Chagos, au milieu de l'océan Indien, cruciale pour ses opérations en Indo-Pacifique.

Missiles hypersoniques

Les autorités iraniennes assurent depuis plusieurs années que la portée de leurs missiles - dont les stocks sont évalués à plusieurs milliers - ne dépasse pas 2 000 kilomètres. En juin 2021, le guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, qui commande l'ensemble des forces armées du pays, avait déclaré avoir donné l'ordre d'interdire la fabrication de missiles ayant une portée supérieure à 2 000 kilomètres.

Même si l'Europe n'est pas la cible numéro un de l'Iran, qui demeure concentré sur Israël et la sécurité de son territoire national, la montée en gamme de son arsenal est jugée préoccupante

parce qu'elle se combine à d'autres développements technologiques, comme des missiles hypersoniques, c'est-à-dire manœuvrant, donc plus difficiles à intercepter. Un nouveau modèle, baptisé Ghassem Basir, a encore été dévoilé le 4 mai. Un missile comme le Khorramshahr est aussi, « depuis le départ (...) capable de transporter une ogive nucléaire », détaillait Farzin Nadimi, spécialiste de la sécurité du golfe Persique et chercheur au Washington Institute, dans une note publiée en 2023.

L'Iran met régulièrement en scène son arsenal, organisé autour d'un réseau de tunnels répartis dans diverses régions montagneuses du pays. Le régime appelle ces sites « villes de missiles », destinées à la fois au stockage et au lancement de missiles balistiques, de missiles de croisière, ainsi que d'autres équipements comme des drones ou des systèmes de défense aérienne. La « dernière ville des missiles » a été dévoilée le 25 mars, le même jour

que la publication de la posture 2025 du Stratcom américain.

« Les Iraniens arrivent à la table des négociations en position de force », estime Benjamin Blandin, chercheur associé au Korea Institute of Maritime Strategy et spécialiste des enjeux de guerre asymétrique dans la zone indo-pacifique. « L'arsenal iranien n'a jamais été aussi important et diversifié et les frappes de 2020 contre plusieurs bases américaines en Irak et plus récemment envers Israël, démontrent leur portée et leur précision. Téhéran est d'autant plus en confiance que même les plus grosses bombes américaines, les « MOAB », ne sont pas en mesure de détruire son réseau de bases souterraines », ajoute M. Blandin.

Les missiles iraniens ne seraient toutefois pas en mesure d'assurer une frappe de précision jusqu'en Europe ou sur Diego Garcia, relativise le chercheur. « Les Iraniens n'ont jamais fait de tests à de telles distances et ils ne disposent pas, à ce stade, de capacités de guidage continu et terminal de leurs missi-

les », reprend-il. Cette analyse est partagée par certaines chancelleries européennes.

Alors que les discussions sur le nucléaire reprennent, les Iraniens savent que leur arsenal est une de leur meilleure assurance-vie et ils en font une « ligne rouge ». A ce titre, leur programme balistique ne fait pas partie, pour l'heure, des sujets amenés à être négociés officiellement. Les Européens signataires du JCPOA (Allemagne, Royaume-Uni, France) estiment cependant une négociation possible d'ici à l'expiration définitive du « deal », en octobre, même s'ils démeurent, pour l'instant, à l'écart des discussions entre Téhéran et Washington. Le risque de déclenchement du « snapback », mécanisme de rétablissement automatique des sanctions en cas d'échec des négociations, pourrait pousser la République islamique à faire des concessions. Celui-ci pourrait, en effet, permettre d'entrer le programme balistique de l'Iran. ■

GHAZAL GOLSHIRI ET ÉLISE VINCENT

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
ÉLODIE FORêt



Jean-Noël Barrot,
ministre de l'Europe et des
Affaires étrangères

avec Nathalie Saint-Cricq
et Claire Gatinois

france
inter

franceinfo:

TV canal 27

Le Monde

photo : © Christophe Abramowicz / RF

Macron et Bayrou, un duo exécutif désaccordé

Le chef de l'Etat et le premier ministre envisagent chacun des consultations référendaires, mais pour des raisons différentes

Quelle plus belle image, pour signifier l'harmonie entre le président de la République et son premier ministre, que cette cérémonie de commémoration du 80e anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 ? Sous l'Arc de Triomphe pavoisé du drapeau tricolore, jeudi 8 mai, Emmanuel Macron, torse bombé, teint hâlé et sourire aux lèvres, savoure un *Chant des partisans* vigoureusement entonné par le chœur de l'Armée française. A quelques pas de là, parmi les mines graves des invités, François Bayrou chante à gorge déployée l'hymne de la Résistance française durant l'occupation par l'Allemagne nazie.

Unies dans l'hommage aux héros d'hier, les deux têtes de l'exécutif sont, en revanche, dans l'exercice du pouvoir, engagées dans un rapport de force permanent, comme l'a laissé transparaître, ces derniers jours, une série d'annonces à donner le tournis. Vendredi 2 mai, l'Elysée fait savoir qu'Emmanuel Macron lancera en juin une convention citoyenne sur «les temps de l'enfant». Sujet de politique intérieure s'il en est. Deux jours plus tard, François Bayrou dégaine sans crier gare une proposition de référendum sur un retour à l'équilibre des finances publiques, dans un entretien au *Jour-*

«Il n'y a pas d'autre voie»
Or il n'y a rien à attendre d'une Assemblée nationale où «tout est bloqué», et dans laquelle «les intérêts personnels prennent le pas sur tout le reste», selon Matignon. La seule issue serait donc de prendre les Français à témoins, de les mettre devant leurs responsabilités, estime l'ancien candidat à la présidentielle, qui a atteint son meilleur score (18,57 %) à cette élection, en 2007, en faisant campagne contre «la dette qui écrase le pays». «Si l'opinion publique ne s'en empêse pas, si on ne fait rien, on est mort», lance le centriste aux responsables du bloc central dubitatifs. La question des finances publiques, «il faut que les Français s'en saisissent, qu'ils s'en

imprègnent, martèle-t-il. Il n'y a pas d'autre voie...».

Demander aux Français s'ils sont d'accord pour contribuer à la réduction des dépenses publiques, c'est cependant l'assurance de voir le «non» l'emporter. «Ce référendum, c'est un risque absolu, mais il y a une chance que ça marche», veut pourtant croire l'ancien député MoDem des Yvelines (2017-2024) Bruno Millienne, désormais conseiller du premier ministre. Pour convaincre le chef de l'Etat de s'engager sur ce chemin hasardeux, François Bayrou avance un argument qu'il pense imparable : ce référendum serait soumis aux Français «sur proposition du gouvernement». «Le président peut le convoquer en dégageant sa responsabilité», estime-t-on Rue de Varenne. En cas d'échec, c'est le premier ministre qui remettrait sa démission, et non le chef de l'Etat. Le calendrier est déjà fixé à Matignon : le projet de loi référendaire serait présenté avant la mi-juillet, pour un scrutin fin septembre.

Convaincu qu'il ne passera pas le cap du prochain budget si celui-ci comporte des économies drastiques, François Bayrou «veut tomber debout plutôt qu'à genoux», résume un proche, soucieux de torde le cou à l'idée selon laquelle le premier ministre aurait pour seul objectif de se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir.

Après cinq mois éprouvants dans l'enfer de Matignon, François Bayrou cherche une sortie par le haut. Personnellement atteint par l'affaire de Bétharram – du nom de cet établissement catholique béar-

nais au centre d'un scandale de violences physiques et sexuelles –, sur laquelle il doit être auditionné le 14 mai à l'Assemblée, déçu par le résultat de la «revue des missions de l'Etat» qui devait permettre de réaliser 40 milliards d'euros d'économies, fragilisé par son impopularité, il est aussi à la peine pour maintenir son autorité sur l'équipe gouvernementale. Après avoir laissé une liberté d'expression totale à ses ministres, le Béarnais tente désormais de conjurer la cacophonie qui s'est installée au sein de l'exécutif. «Toute idée répandue est une idée morte», a-t-il grondé, mercredi, dans le huis clos du conseil des ministres.

«François est entré au gouvernement en Edgar Faure, il veut en sortir en [Pierre] Mendès France», a résumé son ami historien Jean-Thomas Nordmann lors d'un récent conseil de rédaction de la revue *Commentaire*, en référence à deux présidents du conseil des ministres de la IV^e République. «Bayrou veut montrer qu'il est courageux, qu'il ne tombe pas dans la facilité», traduit le chef de file des sénateurs macronistes, François Patriat.

L'hôte de l'Elysée, lui, entrevoit avec le référendum la possibilité de se relégitimer auprès des Français

Emmanuel Macron, qui a passé, mercredi 7 mai, le cap des huit années à l'Elysée, est à mille lieues des préoccupations existentielles de ce premier ministre qui s'est imposé à lui. Quand François Bayrou alerte sur la dérive des finances publiques, Emmanuel Macron regarde ailleurs, annonçant le lendemain 100 millions d'euros pour attirer les chercheurs américains. «A l'Elysée, ils sont enkystés dans le souvenir du premier quinquennat», soupire un conseiller du premier ministre, celui des réformes adoptées au pas de charge et du «quo qu'il en coûte».

«Déni total»

Loin de songer à démissionner, Emmanuel Macron, flatté par le timide regain de confiance dans l'opinion depuis le début de l'année, entrevoit, lui, avec le référendum, la possibilité de se relégitimer auprès des Français. Il est convaincu qu'il peut encore «retourner les foules», confie un de ses interlocuteurs réguliers. Il n'a pas non plus renoncé à nommer un jour à Matignon l'un de ses fidèles, Sébastien Lecornu, réputé plus malléable que l'actuel locataire.

Pour emporter l'adhésion des Français, l'Elysée phosphore sur des sujets sociétaux, supposés non clivants, au risque de paraître anecdotiques, comme le service national, la réorganisation territoriale, la fin de vie ou l'interdiction des écrans pour les enfants. Les soutiens du chef de l'Etat craignent malgré tout que ce dernier s'abîme dans une campagne référendaire qui finirait en

un plébiscite contre sa personne. A l'exception peut-être d'un référendum sur la fin de vie, «ce sera non sur tous les sujets», pronostique l'analyste politique Gérard Le Gall. Car les oppositions ne manqueront pas de cibler le chef de l'Etat, quelles que soient les questions posées.

Près d'un an après la dissolution ratée de l'Assemblée, dans un pays toujours confronté à l'urgence budgétaire et à l'émettement des forces politiques, Emmanuel Macron est de nouveau travaillé par la tentation d'un retour au peuple, alors même qu'il a échoué à convaincre les Français de lui redonner le pouvoir en juillet 2024. Cet espoir fou d'un retour en grâce est perçu, au sein du gouvernement, comme un «déni total» de la part du président. «Il a regagné des points à l'international, mais le mal est profond», juge un ministre.

Cette volonté de revenir sur le devant de la scène à tout prix, notamment pour défendre son bilan, s'incarne dans le choix d'Emmanuel Macron de participer à une longue émission sur TF1, le 13 mai, face à des «personnalités de la société civile» et à des téléspectateurs, sur l'actualité internationale comme sur les sujets de vie quotidienne. Le lendemain, le chef de l'Etat a prévu un déplacement sur le thème de «la lutte contre la criminalité organisée et les régimes adaptés de détention». Interférant de plus en plus ostensiblement avec l'action du premier ministre. ■

MARIAMA DARAMÉ
ET NATHALIE SEGAUNES



Après cinq mois éprouvants dans l'enfer de Matignon, François Bayrou cherche une sortie par le haut

HORS-SÉRIE
Le Monde UNE VIE, UNE ŒUVRE

Marguerite Yourcenar
Désirs d'ailleurs

PORTRAIT L'art d'être peu comme il faut, par Josyane Savigneau

Un hors-série **Le Monde**
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Philippe rêve d'un pacte avec Retailleau pour 2027

Le président du parti Horizons cherche à s'assurer d'être le seul représentant de la droite et du centre

Nulle critique, maints égards. Rarement un adversaire politique aura été à ce point choyé. A l'approche du vote des Républicains (LR), appelés à désigner, les 17 et 18 mai, leur chef de parti, Edouard Philippe et ses fidèles d'Horizons rivalisent de politesse à l'adresse du favori, Bruno Retailleau. Le ministre de l'intérieur, ancien sénateur de la Vendée, porte-voix d'une droite catholique conservatrice a «un côté réglo», estime Christophe Béchu, proche du maire du Havre (Seine-Maritime).

L'ancien premier ministre d'Emmanuel Macron, pro-européen et juppiste dans l'âme, seul candidat déclaré à ce jour pour l'élection présidentielle de 2027, a bien des divergences avec l'ex-lieutenant de Philippe de Villiers. Mais les deux hommes «peuvent s'entendre. Ils se connaissent», souffle Jean-Pierre Raffarin, soutien d'Edouard Philippe. «Nous nous estimons», confirme, au *Figaro*, le 24 avril, le candidat à l'Elysée. «Il arrive que nous ne pensions pas la même chose sur tous les sujets, précise-t-il. Mais je suis assez convaincu que nous sommes complémentaires», poursuit le Normand, semblant oublier les propos du locataire de la Place Beauvau sur l'Etat de droit (*«ni intangible ni sacré»*, disait-il, le 28 septembre 2024, au *Journal du dimanche*).

«On se positionne»

Une demande en mariage? Presque. A Horizons, on préfère parler de «coalition» tout en admettant que rien ne pourra se faire avant le vote des adhérents de LR. Et si c'était le rival du ministre de l'intérieur, Laurent Wauquiez, qui emportait la présidence du parti? Les discussions seraient plus délicates, avoue-t-on à Horizons. Une alliance «pour moi et avec moi, ce ne sera jamais le cas!», certifie l'agréé d'histoire, le 7 mai, sur CNews, fustigeant les «bruits d'un rapprochement (...) pas clairement démentis», selon lui, par Bruno Retailleau. A l'heure où le parti Les Républicains, en lambeaux depuis sa défaite à la présidentielle de 2017, se met à nouveau à rêver du pouvoir, choisir le Vendéen pour diriger LR reviendrait, dénonce l'élu de la Haute-Loire, à



Edouard Philippe, lors du congrès d'Horizons, à Lille, le 16 mars. JULIEN MUGUET POUR «LE MONDE»

«Les deux hommes peuvent s'entendre. Ils se connaissent»

JEAN-PIERRE RAFFARIN
ancien premier ministre
et soutien d'Edouard Philippe

renoncer à une candidature en propre en 2027. A qui veut l'entendre, le ministre de l'intérieur se défend de vouloir pactiser avec celui qui a, pour certains LR, les allures d'un traître. «Depuis 2017, Bruno Retailleau dit que c'est une folie de faire une alliance «des raisonnables» face aux populistes. Chacun dans son rail!», plaide-t-on dans l'entourage de l'ex-sénateur LR, tout en convenant que ce dernier et Edouard Philippe «partagent la même langue».

«Je crois comprendre que l'élection interne chez Les Républicains rend difficile cette discussion stratégique [d'une entente]. J'espère qu'après cette élection, nous pourrons passer aux choses sérieuses», expliquait M. Philippe lors de son congrès à Lille, le 16 mars. «Il y aura un avant et un après-18 mai. On se positionne», explique Christophe Béchu, tout en jurant qu'Horizons ne «s'empêche pas de respirer» avant cette échéance. Pour preuve, Edouard Philippe tiendra, la veille du résultat de l'élection à LR, le troisième congrès régional de son parti à Marseille pour parler laïcité et régional. La seule concession faite à l'actualité politique est d'avoir avancé de vingt-quatre heures ce meeting, présenté comme une «montée en puissance» de la candidature du chef de file d'Horizons.

A deux ans du scrutin présidentiel et à un an des élections municipales, l'opération de séduction d'Edouard Philippe envers Bruno Retailleau peut apparaître prémature. Mais «quand vous avez cranté les choses le premier, ceux qui arrivent après apparaissent comme des possibles diviseurs», analyse Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut de sondage Ipsos, rappelant la campagne précoce de Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2007. L'ex-locataire de Matignon observe, sans doute un peu préoccupé, la «hype» sondagiére du ministre de l'intérieur, selon les mots d'un élu d'Horizons. Pas de quoi rivaliser avec le Normand, mais assez pour le gêner.

Long plan de bataille

Edouard Philippe, qui, depuis des mois, sillonne le pays de long en large pour ne pas se faire oublier des Français, veut s'assurer d'être le seul représentant de la droite et

du centre en 2027 afin d'être sélectionné pour le second tour. «Ceux-là s'apercevront-ils que, malgré leurs divergences politiques, ils ne sont pas aussi divisés qu'ils le pensent sur les grandes questions qui engagent l'avenir de la nation. Peut-être s'apercevront-ils que seule l'union des volontés et des caractères de ceux qui ont la passion des grandes ambitions permettra de conjurer la tentation, toujours présente dans l'esprit français, de l'abandon», écrit le haut fonctionnaire Clément Tonon, l'une des éminences grises d'Edouard Philippe, dans son livre *Gouverner l'avenir* (Tallandier, 224 pages, 19,50 euros). «Pour espérer gagner, il faut réunir la droite orléaniste et la droite bonapartiste», appuie Jean-Pierre Raffarin.

Edouard Philippe, ancien LR qui n'a jamais cessé de se dépeindre en «homme de droite», en dépit de sa collaboration avec Emma-

Ramener dans son giron les LR, des partenaires cruciaux, dès les municipales de 2026, est la première haie à franchir pour le maire du Havre

nuel Macron, rêve de reformer feu le Rassemblement pour la République (RPR), le parti de l'ancien président de la République Jacques Chirac. Et ainsi l'emporter. S'il vante, au fil de ses interventions publiques, un large rassemblement allant des «sociaux-démocrates à la droite conservatrice», il ne lorgne, à ce jour, que du côté de LR – et de son électorat. Comme si les ambitions de plus en plus explicites de Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, le laissaient de marbre, il feint d'ignorer les manœuvres de l'éphémère premier ministre.

Edouard Philippe sait sans doute que, s'il est le mieux placé dans les sondages, ni Gabriel Attal ni aucun autre candidat de l'ex-majorité, dont il est l'allié, n'osera prendre le risque de compromettre ses chances. L'éidle, homme méthodique qui a construit sa campagne comme un long plan de bataille, veut faire les choses dans l'ordre. Ramener dans son giron les LR, des partenaires cruciaux, dès les municipales de 2026, est la première haie à franchir.

Une étape à la fois nécessaire et accessible: son profil savamment entretenu d'homme de droite modérée ne devrait pas braquer les LR. «On ne va pas porter un projet présidentiel avec des gens comme [les anciens premiers ministres] Elisabeth Borne ou Gabriel Attal. Mais c'est plus compliqué avec Edouard Philippe. Son origine politique rend la chose plus confuse pour les électeurs de droite», constate l'eurodéputé (LR) François-Xavier Bellamy, proche de Bruno Retailleau. Rendez-vous le 18 mai. ■

CLAIRE GATINOIS
ET ALEXANDRE PEDRO

A Faches-Thumesnil, le maire «insoumis» artisan d'un NFP local

A un an des municipales, Patrick Proisy vise un deuxième mandat en misant sur l'union de la gauche, à rebours de la stratégie de son parti

PORTRAIT

FACHES-THUMESNIL (NORD) - envoyée spéciale

Dans le bureau de Patrick Proisy, faisant face à un grand portrait de Louise Michel, figure de la Commune, trône une affiche sur l'évolution des délits à Faches-Thumesnil (Nord) sur ces cinq dernières années. «Il y a cet imaginaire que sécurité et gauche ne vont pas ensemble, c'est faux», défend le maire La France insoumise (LFI), issu d'une famille de policiers et qui fait de la sécurité l'une de ses priorités, à rebours de son parti.

Le professeur d'histoire de 37 ans a été élu en 2020 dès le premier tour, avec 53,02 % des voix contre 46,98 %, face à Nicolas Mazurier (divers droite), dans cette commune de 18 000 habitants qui jouxte Lille. Et s'il y a bien une chose que l'éidle aime répéter à propos de son élection et de son équipe municipale, c'est qu'ils ont «fait le Nouveau Front populaire avant l'heure, dès 2020». Ce natif de Cambrai (Nord) s'initie à la politique sur les bancs de la fac de Lille-III, en 2005, auprès de la Ligue

communiste révolutionnaire. Les meetings d'Olivier Besancenot, figure du Nouveau Parti anticapitaliste et candidat aux présidentielles de 2002 et 2007, l'intéressent un temps. Avant qu'il ne s'en détourne pour une approche «plus populaire et pacifiste de la question du pouvoir par les urnes».

Alors que Jean-Luc Mélenchon est encore au Parti de gauche (2008-2016), Patrick Proisy est happé lors d'un meeting, en 2012, par «la culture [générale] du bonhomme, son lyrisme et surtout ses idées». Peu de temps après son installation à Faches-Thumesnil en 2017, il s'investit dans le groupe d'action «insoumis», avant de devenir tête de liste, puis de remporter les élections en 2020.

Cet «hyperactif», comme il se qualifie lui-même, a la bougeotte. Le maire sillonne sa ville d'un commerce à l'autre et enchaîne les projets, d'un nouveau terrain de basket à la construction d'une résidence pour jeunes actifs. Il ne déconnecte jamais, et a fait des questions sécuritaires un enjeu majeur. Il souhaite ainsi installer de nouvelles caméras de vidéosurveillance, notamment près des

rues Ferrer et Paul-Lafargue, à la frontière de Lille-Sud, quartier populaire et enclavé de Lille, où le trafic de drogue sévit. Une position à l'opposé de la doctrine de LFI, qui, dans le programme de la formation en 2022, rejette ces «caméras [qui] coûtent cher, sont intrusives et inefficaces». Sans être intégré au noyau du parti, Patrick Proisy cultive néanmoins l'ADN «insoumis». Sa communication est rodée sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook et sur X. Il n'hésite pas non plus à partager les positions nationales du parti. Une banderole «Stop aux massacres, pour un cessez-le-feu et une application du droit international en Palestine» recouvre la mairie.

L'éidle, qui souhaite installer de nouvelles caméras, a fait des questions sécuritaires un enjeu majeur

Auprès des habitants, l'étiquette «insoumis» de l'éidle semble secondaire, mais pas chez quelques élus locaux, hostiles au parti à cause de ses positionnements nationaux. «Un maire du Nord m'a dit, lors des révoltes urbaines [de juin 2023]: «Ça fait quoi d'être dans un parti qui favorise les émeutes?»

Il croit que moi, maire «insoumis», je veux qu'on vienne brûler ma mairie!», fustige l'élu.

«Apte au consensus»
Ici, à Faches-Thumesnil, la question d'une union des gauches ne se pose pas pour 2026. «On va se représenter aux prochaines municipales avec la même équipe construite autour de socialistes, d'«insoumis» et de communistes», glisse le maire. «Il y a une différence entre la politique nationale, où l'on s'écharpe sur les bancs de l'Assemblée avec François Hollande [député socialiste de la Corrèze], et gérer une ville avec des adjoints socialistes, où nous travaillons sur des sujets concrets», précise-t-il.

Un autre choix, en marge de la stratégie du mouvement de Jean-Luc Mélenchon, qui souhaite ravir plusieurs grandes villes au Parti

socialiste en 2026, et envisage notamment de présenter des candidats «insoumis» à Marseille, Vaulx-en-Velin (Grand Lyon), ou encore Rennes face à des maires de gauche bien installés.

La personnalité de l'éidle joue un rôle-clé dans cette coalition. La socialiste Catherine Poutier-Lombard, adjointe aux finances, estime qu'il n'y a «pas d'ego chez Patrick Proisy». «J'ai rarement vu quelqu'un d'aussi apte au consensus», ajoute-t-elle. Mais cette soupleesse a aussi ses défauts. «Au début [de son mandat], il avait du mal à s'affirmer et à diriger une équipe. Il le fait de plus en plus. Quelquefois ça fait grincer des dents dans ses rangs, au point d'avoir eu plus de soutien des socialistes ou des communistes au conseil municipal», note la militante chevronnée.

Habitué à enjamber les élections municipales au profit de l'élection présidentielle, le parti change de cap pour 2026: l'heure est à la conquête des sièges de maire. Le 27 mars, LFI a dévoilé son projet de «communalisme insoumis», référence au socialisme municipal de la fin du XIX^e siècle, centré autour d'une démocratie directe. Reste à voir si Patrick Proisy est un précurseur des maires «insoumis» ou une simple anomalie dans le paysage politique. ■

MALIKA CHEKLAL

Maintien de l'ordre : la course aux technologies

Gilets tactiques connectés ou écouteurs Bluetooth, l'Etat veut des « policiers et des gendarmes augmentés »

L'explosion d'un énorme pétard artisanal ne fait pas ciller les gendarmes mobiles caparaçonnés, disposés à l'angle de la place de la République et de la rue du Temple, dans le 3^e arrondissement de Paris. Sous leurs casques, un dispositif acoustique de dernière génération a isolé leurs tympans en une milliseconde au moment de la déflagration. Sur les ondes, un drone équipé d'un système de comptage de la foule par intelligence artificielle (IA) annonce d'une voix synthétique : « Volume des éléments hostiles, 56. »

En quelques « plop » assourdis, les lance-grenades saturent la zone d'un gaz incolore et inodore, dépourvu de tout agent irritant, mais qui persuade le cerveau du contraire. Titubant, trois émeutiers sont atteints par des tirs de billes remplies d'ADN synthétique appliqués par un drone tactique. Invisible à l'œil nu, ce produit marquant codé sera révélé sur leurs vêtements deux jours plus tard par les lampes à ultraviolets d'enquêteurs spécialisés.

Ces événements n'ont jamais eu lieu, mais ils dessinent peut-être les contours des futures opérations de rétablissement de l'ordre, entre innovation scientifique et technique de contrôle des foules aux accents orwelliens. Produit marquant codé, gaz agissant comme unurreur cérébral, drones équipés d'IA : nombre de ces moyens figurent déjà dans l'arsenal des forces de l'ordre ou, encore en phase de test, attendent une évolution de la législation pour être déployés.

« Doctrine d'emploi appropriée »
Au sein de la gendarmerie, ce type d'équipements est évalué par le bureau analyse, anticipation et pédagogie (BAAP) du Centre national d'entraînement des forces de la gendarmerie, à Saint-Astier (Dordogne). Le rythme des expérimentations qui y sont menées illustre la montée en charge d'une structure particulièrement sollicitée : d'une dizaine en 2020, elles sont passées à 118 en 2024, au point que les centaines de vidéos et de photos réalisées pendant les tests ont saturé un temps l'espace de stockage informatique interne.

« Nous ne sommes pas des scientifiques. Notre outil, c'est le bon sens et notre expérience d'opérateurs de terrain », avance le lieutenant-colonel Philippe Wingler, chef du BAAP. Herse automatisée et télécommandée ; grenade « réversible », dont le déclenchement est annulé d'une simple pression sur le bouchon allumeur ; gilet tactique connecté avec gyroscope intégré, capable de détecter la chute ou l'immobilisation de



Au Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie, à Saint-Astier (Dordogne), le 9 avril. FABRICE HEBERT/COLLECTIF DR

L'usage futur de solutions dites « innovantes » dépend en grande partie de leur acceptabilité par l'opinion publique

son porteur ; bras articulé supportant les 28 kilos du lourd bouclier balistique : c'est en passant entre les mains de ces experts que des matériels innovants – ou pré-tendus tels – sont testés jusqu'aux limites de leurs capacités.

C'est ici qu'ont été approuvés les « bouchons d'oreille actifs » équipés de Bluetooth, qui isolent les tympans en une milliseconde lorsqu'un volume sonore est dépassé, une source de blessures parfois invalidantes. « Les industriels ont du mal à nous croire lorsque nous leur expliquons que leur matériel n'est pas adapté à nos conditions de travail spécifiques, notamment en rétablissement de l'ordre », avance l'officier. Raisons pour lesquelles nous recherchons des matériels durcis. » « Et nous validons chaque outil sélectionné en aidant l'institution à élaborer la doctrine d'emploi appro-

priée », complète son adjoint, le lieutenant-colonel Louis Houël.

Pour éviter tout lobbying des industriels de la sécurité, chaque produit est testé exclusivement en fonction des besoins exprimés par le terrain, après commande par la hiérarchie et validation du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur. Problème, avance Philippe Wingler : « Nous sommes un marché de niche. » Et les industriels qui investissent dans la recherche et le développement de matériel de pointe n'ont pas la garantie de voir un jour l'achat de leurs produits, ce qui peut les inciter à ne pas s'engager dans un processus expérimental coûteux et contraignant.

Dans le domaine sensible – et éminemment politique – du maintien de l'ordre, l'usage futur d'équipements et de solutions technologiques dites « innovantes » dépend en grande partie de leur acceptabilité par l'opinion publique. Un enjeu qui « implique de s'interroger sur la place des technologies dans le renforcement de la confiance ou, au contraire, de l'accentuation de la défiance entre policiers et citoyens », observait le think tank Fondation pour l'innovation politique, dans un rapport intitulé « L'IA au service de la sécurité », rendu public en mars.

Si la police nationale n'a pas donné suite à nos demandes de

précisions sur sa stratégie en la matière, la gendarmerie produit, depuis plus de dix ans, une abondante réflexion sur la question des nouvelles technologies à travers colloques, forums, articles publiés dans des revues spécialisées par des experts de l'institution. En 2017, un officier supérieur théorisait ainsi, dans la *Revue défense nationale*, proche des cénales militaires, l'augmentation des « capacités physiques, cognitives, mentales et psychiques » des gendarmes grâce à des « prothèses, implants, substances diverses ». A condition, bien entendu, d'anticiper sur les « obstacles éthiques, médicaux et légaux » et de conserver « le gendarme de chair et d'os (...) au cœur du dispositif ».

« Pure prospective »

« Tout ça relève de la pure prospective, presque un exercice de style dans une revue à vocation théorique », minimise un haut responsable de la gendarmerie. Publié six ans avant la promulgation de la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur en 2023, l'« exercice de style » préfigurait pourtant les termes mêmes du rapport annexé au texte : « Le policier et le gendarme de demain seront augmentés. » Quitte à ce que la course technologique dépasse parfois les besoins de la base. « Les dispositifs connectés, c'est très

bien, observe un jeune officier de gendarmerie mobile. Mais sur le terrain, les effectifs réclament des améliorations basiques comme des visières de masques à gaz qui ne raient pas au bout de deux opérations et leur permettent de voir où ils mettent les pieds. »

Davantage que l'« augmentation » des aptitudes physiques ou cognitives des policiers et des gendarmes, l'entreprise de technologisation croissante du maintien de l'ordre s'appuie surtout sur le potentiel de l'IA, dont l'intérêt était soulevé dans un mémoire universitaire, du sous-lieutenant de réserve Aurélien Beaugrand, couronné par le prix « Recherche et réflexion stratégique » attribué en 2021 par... la gendarmerie nationale.

« Inextricable source de conflits avec les libertés collectives et individuelles », l'IA y est pourtant analysée comme une « technologie à fort potentiel opérationnel », susceptible d'évaluer les réactions de l'opinion publique grâce à l'« exploitation (...) des données numériques en libre accès » ou de « modéliser intégralement l'environnement (...) en temps réel » grâce aux images captées par les drones, les caméras-piétons des agents. Un véritable panoptique numérique qui viserait, selon un argumentaire rodé, à assurer une « garantie sup-

L'entreprise de technologisation croissante du maintien de l'ordre s'appuie surtout sur le potentiel de l'IA

plémentaire tant à la préservation de la paix publique qu'au respect d'un déploiement nécessaire et proportionné de forces de l'ordre».

Le secteur privé a bien compris l'intérêt de ce marché en pleine croissance. Des dizaines de sociétés déploient d'ores et déjà une gamme complète d'outils destinés à exploiter des masses grandissantes de données publiques, à prévoir les risques de débordements à l'occasion d'une manifestation ou à brouiller les communications de téléphones portables dans une zone précise. Parmi plusieurs entreprises, une seule a répondu aux sollicitations du *Monde*, avant de décliner tout échange, « pour des raisons de confidentialité ».

Commande publique

« Le secteur développe des stratégies d'opacité, mais les offres de marché sont déjà très structurées », analyse Félix Trégouer, chercheur au CNRS et membre de l'association de défense et de promotion des droits et libertés sur Internet, La Quadrature du Net. « Il serait d'ailleurs étrange que des entreprises investissent si massivement dans ces technologies si aucun marché régional ne venait soutenir leur activité », ajoute celui qui est aussi l'auteur de *Technopolice* (Editions Divergences, 2024).

Pourtant, s'il est relativement facile de consulter l'appel d'offres lancé le 22 mars pour l'acquisition de nouveaux boucliers de maintien de l'ordre, se faire une idée de l'état de la commande publique dans le domaine des nouvelles technologies appliquées à la sécurité intérieure se révèle beaucoup plus complexe. « Il existe des dispositions dérogatoires du code de la commande publique dans les secteurs de la défense et de la sécurité », explique Laurent Bidault, avocat spécialisé en droit public des affaires. Moins formalistes, ces mécanismes permettent des « achats de gré à gré, sans véritable mise en concurrence » et assurent, dans certains cas, une publicité beaucoup plus discrète aux achats publics. Autrement dit, poursuit l'avocat, « il est plus facile à l'Etat d'expérimenter une solution d'IA en matière de sécurité intérieure qu'à une collectivité publique d'acheter de nouveaux ordinateurs ».

Depuis une dizaine d'années se développe, en outre, la pratique des appels à manifestation d'intérêt, « une procédure ad hoc non prévue par le code de la commande publique », précise la direction interministérielle du numérique. Rédigés en des termes très généraux, ils permettent à l'Etat de repérer les sociétés positionnées sur un secteur visé, en particulier lorsqu'il relève de l'innovation technologique, où l'offre de services est florissante. Le tout, en espagnant les contraintes de la commande publique. Le 7 avril, le gouvernement a ainsi lancé l'un de ces appels à manifestation d'intérêt à destination des acteurs privés susceptibles de fournir des solutions « permettant à toute administration de mobiliser le potentiel de l'intelligence artificielle générative ». « Toute administration, y compris la notre à condition de nous emparer du sujet », avance une source du ministère de l'intérieur. Qui ne perçoit, dans le procédé, rien d'autre qu'une « manière simple et efficace de fluidifier les échanges avec le secteur privé ». ■

« Nous n'avons pas vocation à réprimer en frappant un individu pour le sanctionner »

GÉNÉRAL de gendarmerie en deuxième section (retraité mais rappelable), Jean-Régis Véchambre a notamment commandé le groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale, qui rassemblait les unités d'élite. S'il admet l'importance des nouvelles technologies, il plaide d'abord pour une mise à jour du logiciel français en matière de maintien de l'ordre en commençant par la sémantique, « partie essentielle de la doctrine ».

Comment percevez-vous l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine du maintien de l'ordre ?

On ne peut pas faire fi de ces évolutions, mais on doit en investir les angles morts, comme les communications. En France, les ordres se crivent en raison de moyens radios qui ne permettent pas toujours de les entendre correctement. C'est une des grandes différences avec l'Allemagne, où la manœuvre paraît plus propre parce que les liaisons radios sont efficaces : peu de cris, des ordres entendus et appliqués sur le terrain.

Idem pour l'aspect judiciaire : comment désimbriquer les éléments violents de la masse de manifestants pacifiques ? Par le renseignement en amont, en discutant avec les organisateurs, mais aussi en assurant une captation des événements avec des régies vidéo et des unités dédiées, capables d'exploiter les images pour constater les infractions, mais aussi pour analyser les conditions d'emploi des armes.

Quelles innovations rendraient les opérations plus fluides ?

Celles qui donneraient une image du parcours d'une manifestation en temps réel en indiquant si le cortège est arrêté, bloqué, si des éléments indésirables agissent. En Allemagne, encore, des camions audio accompagnent parfois les manifestants, non dans une configuration agressive, mais afin de les avertir de la situation, voire, dans certains cas, de prendre à partie un individu qui « déconne ». Tout cela doit viser à ne jamais empêcher l'expression publique légitime.

La doctrine française semble pourtant se diriger vers une militarisation du maintien de l'ordre...

Oui et c'est un problème. On doit changer cette tenue noire, agressive, qui est un piège qu'on nous tend et une image perçue comme provocatrice. Nous devons au contraire aller vers la notion de réversibilité, elle-même relevant du principe de ritualisation.

C'est-à-dire ?

Nous pouvons envisager, par exemple, d'équiper les gendarmes mobiles du blouson bleu ciel de la gendarmerie départementale. Tant qu'une manifestation se déroule dans le calme, les effectifs conservent cette tenue. Si elle dégénère, ils sont amenés à la quitter pour afficher un équipement plus « opérationnel ». Parfois, ce seul changement suffit à envoyer un signal et à apaiser les esprits au lieu de réprimer. Le terme de « répression » pose d'ailleurs un autre problème car nous n'avons pas vocation à réprimer en frappant un individu pour le corriger ou le sanctionner. La seule représ-

sion légale est celle prévue par le législateur et prononcée par les tribunaux.

Vous plaidez justement pour une révolution sémantique : quelle forme devrait-elle prendre ?

La sémantique est une partie essentielle de la doctrine et doit être révisée. Le terme de « forces de l'ordre » lui-même est impropre et ne dit pas ce que nous sommes constitutionnellement, c'est-à-dire la force publique, des citoyens mandatés par d'autres citoyens pour assurer leur sécurité. C'est pourquoi il faut banir les termes d'« adversaires » ou d'« hostiles », sans parler de celui d'« ennemi », à proscrire. Si nous sommes les « ennemis » des black blocs, ils ne doivent pas être les nôtres. De même, les notions de maintien et de rétablissement de l'ordre, hormis dans le cas des violences urbaines, doivent être remplacées par celle de « protection de la paix et de l'expression publiques ». Bien nommer les choses, c'est redonner du sens à la mission, c'est préserver la liberté de manifester. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. AL

ANTOINE ALBERTINI

Comment redonner une voix à ceux qui en sont privés

Le gouvernement veut développer la communication alternative et améliorée, qui permet de s'exprimer grâce à des outils spécifiques

Comment communiquer quand on est privé de sa parole ? En raison de troubles du neurodéveloppement, de handicaps moteurs et intellectuels, d'aphasies ou de maladies neurodégénératives, comme Alzheimer, près de 2 millions de personnes en France ont un handicap ou une maladie qui les empêche de mobiliser le langage oral. La communication alternative et améliorée (CAA) regroupe un ensemble de méthodes et d'outils pour les aider à échanger et faire entendre leur voix. Son développement est une priorité affichée en 2023 par Emmanuel Macron, et réaffirmée par le Comité interministériel du handicap du 6 mars.

« La parole, c'est 20 % de la communication. » L'orthopédagogue Sandrine Eifermann Soutarson incarne ce constat, tant elle déploie d'énergie pour exagérer ses expressions, faire des signes, même pointer des images ou montrer des vidéos lors de l'atelier CAA qu'elle anime dans une salle municipale de Meaux (Seine-et-Marne). Ce samedi d'avril, trois mères sont venues découvrir comment mieux communiquer avec leurs enfants. Annabelle (elle n'a pas souhaité donner son nom, comme les personnes citées par leur prénom) explique que son fils Lény, autiste de 11 ans, utilise le PECS, un système de dialogue par échange d'images, mais « c'est limité, il grandit, il est agité en ce moment car il a du mal à s'exprimer ». Ophélie veut aussi aider sa fille de 17 ans, autiste non verbale, à entrer dans l'écrit. Une autre maman est venue avec son garçon de 4 ans, qui a un retard de langage.

Classeurs et tablettes tactiles Au fil de l'atelier, les participantes s'entraînent, lors d'un jeu, à se parler avec des gestes et des pictos colorés. Représentant des personnes, des actions, des lieux et des objets, mais aussi des émotions, ces pictos peuvent être combinés pour créer un véritable langage. « Il y a toutes sortes d'outils "no tech" comme la langue des signes, "low tech" comme les classeurs, ou "high tech" comme les tablettes tactiles. On peut tous les avoir en même temps », explique Sandrine, qui s'est intéressée au sujet pour sa fille Leina, 11 ans, atteinte du syndrome de Rett, qui l'empêche de parler ou de coordonner ses mouvements. Elle s'exprime grâce à une tablette à synthèse vocale et à commande oculaire, toujours à portée de son regard, qui lui permet d'être sco-

larisée en unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS).

Les outils de CAA s'adaptent aux handicaps : certains utilisateurs sont en mesure de montrer du doigt les images d'un classeur, avec une personne qui les aide à tourner les pages et à formuler les phrases, d'autres utilisent un pointeur accroché sur leur tête, comme Mohamed Amri, un Toulosain de 22 ans. Grâce à son « casque licorne », une tablette et un synthétiseur vocal, il révèle sur TikTok ses passions à ses 37 000 abonnés : foot, jeux vidéo, vêtements de marque... Interrogé par *Le Monde*, il explique – à l'écrit – qu'il veut « montrer aux gens qu'il est un ado comme un autre » malgré son lourd handicap moteur et qu'il peut « faire de grandes choses ». S'exprimer lui demande du temps, et parfois l'aide de sa famille, mais grâce à la CAA, il partage ses rêves : « être connu » comme créateur de contenus, ou participer aux épreuves olympiques de boccia, un handisport de boules.

Car ce langage est assez complet pour déployer toutes les dimensions de la communication : demander quelque chose, donner son avis, poser une question, raconter une histoire, plaisanter... Et même dénoncer des violences : grâce à son outil de CAA, un adolescent de 14 ans a pu dénoncer un viol commis par un éducateur dans un centre spécialisé à Paris en janvier 2024.

Comme le langage oral, l'apprentissage de la CAA prend du temps. Les enfants à qui on parle en permanence ne disent leurs premiers mots que vers 1 ou 2 ans. Mais, face à des personnes non oralisantes, les interlocuteurs ont tendance à moins communiquer, pensant qu'ils ne comprennent pas. « Pendant longtemps, on s'est demandé si les personnes avaient la capacité de bénéficier des outils de la CAA. Or on sait aujourd'hui que cet argument n'est pas valable : il faut considérer que toute personne qui en a besoin est une bonne candidate », explique Marie Voisin-Du Buit, présidente de l'association Isaac Francophone. Y compris les adultes. « Plus on commence tôt, mieux c'est, mais on peut démarrer tard. »

Ce modèle, qui repose sur la participation et la « posture présupposant des potentialités d'expression de la personne et de sa volonté de communiquer », est aussi le préambule du plaidoyer pour la CAA publié en 2023 par le Groupe national de coopération handicaps rares, qui appelle à tous les établissements sociaux et médico-sociaux l'obligation de



L'orthopédagogue Sandrine Eifermann Soutarson, lors d'un atelier, à Meaux (Seine-et-Marne), le 5 avril. BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

tout lieu, de la crèche à l'Ehpad. Un autre mouvement, CAApt, a été lancé par plusieurs associations du secteur en 2024.

Certains outils existent depuis longtemps. Exemples avec le Makaton, un mélange plurimodal de signes et de symboles, inventé en 1972 au Royaume-Uni, le système américain PECS et l'australien PODD, qui remontent aux années 1990. Mais ils sont longtemps restés confidentiels en France. Quand elle a appris que son fils, désormais âgé de 18 ans, était atteint du syndrome d'Angelman et ne pourrait pas parler, Mathilde Suc-Mella a suivi des formations à l'étranger, puis a adapté en français la méthode PODD, qu'elle jugeait suffisamment évolutive et « robuste » en matière de syntaxe pour s'adapter aux besoins de l'enfant.

La France « très en retard » Désormais, elle forme des parents, orthophonistes, éducateurs ou aides-soignants, en insistant sur la répétition, l'immersion dans un « bain de langage assisté » et l'accès permanent à l'outil, que l'on soit à la maison, au parc, à l'école ou en institution. « La communication, c'est partout, tout le temps, pas dans un planning d'atelier d'une heure par semaine. » Les freins sont aussi matériels ou financiers. Pour avoir un classeur, les pictos et les mises en pages sont fournis par des logiciels payants, mais il faut ensuite imprimer, plastifier et relier les feuillets. Les tablettes tactiles, qui coûtent plusieurs milliers d'euros, ne sont pas toujours bien remboursées par la prestation de compensation du handicap, des aides versées inégalement selon les départements.

« En France, on est très en retard sur la communication alternative et améliorée », reconnaît Céline Poulet, secrétaire générale du comité interministériel du handicap, citant en exemple la Suisse ou le Luxembourg. Persuadée que « la première brique de l'autodétermination, c'est d'avoir des moyens de communication », elle annonce la publication, fin mai, d'une instruction nationale pour rappeler à tous les établissements sociaux et médico-sociaux l'obligation de

Ce langage est assez complet pour déployer toutes les dimensions de la communication : donner son avis, questionner, plaisanter...

mettre en place la CAA, et de former tout le personnel. « Beaucoup de professionnels sont sur la réserve, disent qu'ils n'ont pas que cela à faire, déplore-t-elle. Mais lorsqu'on met la CAA en place dans un établissement, il y a moins de turn-over, les personnels sont plus engagés car ils ne font pas que du nursing et il y a moins de troubles du comportement. »

En parallèle, des missions seront déployées dans tous les départements d'ici à 2027, en commençant par une vingtaine en 2025,

ANNE-AËL DURAND

JUSTICE Mort d'Aboubakar Cissé : l'assassin présumé mis en examen

Olivier Hadzovic, 20 ans, soupçonné d'avoir tué de 57 coups de couteau le jeune Malien Aboubakar Cissé dans la salle de prière de la mosquée Khadija, à La Grand-Combe (Gard) le 25 avril, a été mis en examen, vendredi 9 mai, «du chef

d'assassinat à raison de la race ou de la religion et placé en détention provisoire, décision conforme aux réquisitions du parquet», a affirmé la procureure de Nîmes, Cécile Gensac, dans un communiqué.

Le jeune homme avait été remis à la justice française un peu plus tôt dans la journée par l'Italie, où il s'était rendu après une brève cavale. Il « n'a

pas été en mesure de faire des déclarations et sera interrogé ultérieurement par le magistrat instructeur», a-t-elle précisé. Ce silence n'est «en aucune manière une quelconque volonté d'obstruction ou de soustraction, mais une incapacité, à l'heure où je vous parle, de s'exprimer», a dit Adrien Gaubaud, un de ses avocats, sans donner plus de détails. – (AFP)

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : *Le Monde* - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

241EMQAD6MPVI

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du *Monde* pendant **6 mois** pour **169€** (au lieu de 603,20€) et je tente de gagner une visite « Un matin avec la rédaction du *Monde* ».

► 6 quotidiens

+ « *M le magazine du Monde* »

+ tous les contenus du *Monde* sur le site et les applications

Je règle :

Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du *Monde*

Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local) du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 6939 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE - 75017 PARIS - RCS Paris. Offre réservée aux nouveaux abonnés validés en France métropolitaine jusqu'au 20/06/2025. Les conditions sociétales d'abonnement sont consultables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/gp>. En retournant ce formulaire, vous consentez à ce que la Société éditrice du *Monde*, responsable de l'exécution de votre offre, gère et conserve vos informations personnelles et sensibles relatives à votre abonnement et à votre utilisation des services et contenus du site et de l'application, pour la durée de l'abonnement et pour les besoins de la gestion de votre contrat, (i) activation et gestion de votre compte, information sur les avantages et services associés, (ii) sous réserve de réservation de votre ligne téléphonique (V) pour l'envoi de factures et autres notifications, (iii) pour la gestion de votre offre, (iv) pour la gestion de vos paiements, (v) pour la gestion de vos produits et services et/ou ceux de ses partenaires, (vi) pour la gestion de vos relations commerciales et de vos partenariats et (vii) pour la gestion de vos ventes et commandes. Pour en savoir plus ou exercer vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements) consultez notre Politique de confidentialité ou contactez notre DPO (<https://dpo.lemonde.fr/contact>). En cas de réclamation, consulter notre Règlement de jeu accessible au lien suivant : <https://compte.lemonde.fr/reglement-matin>.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

Je souhaite être informé par voie numérique des offres du *Monde*

Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du *Monde*

Tél. : _____

FAST-FASHION

A Canton, dans les ateliers de la sueur de Shein

Plongée dans ces ateliers qui produisent par millions des vêtements pour le géant de l'e-commerce. Employés et patrons racontent l'appréciation d'un système ultraconcurrentiel

REPORTAGE

CANTON (GUANGZHOU) - envoyé spécial

A 18 heures, c'est la pause. Les travailleurs quittent leurs machines à coudre, laissent derrière eux les piles de tissu rayé bleu et blanc ou uni mauve, et les tas de pochettes plastiques estampillées Shein qui seront reçues à l'autre bout du monde. Ils dévalent les escaliers par groupes de deux ou trois. Certains vont manger à la cantine aménagée au pied de cet immeuble de huit étages, dont chaque niveau est occupé par une petite dizaine d'ateliers travaillant pour les champions chinois de la fast-fashion. D'autres préfèrent prendre l'air et changer de cuisine. Les serveurs des gares aéroportuaires connaissent les horaires, ils sont à l'affût. La nuit qui tombe, les enseignes éblouissantes, le flux continu de scooters électriques et les ouvriers qui sortent dîner donnent à ce quartier de Canton (Guangzhou), entièrement consacré à l'industrie textile, son atmosphère vibrante.

Dong, elle, a choisi de repasser à son dortoir qui est à cinq minutes à pied pour se poser un peu. A Hezhou d'où est originaire sa famille, à 300 kilomètres de là, dans la région du Guangxi, les opportunités de travail sont très limitées. Alors, à 18 ans, elle part pour Canton, accompagnée par sa sœur aînée qui y avait déjà trouvé du travail. Elle en a 21 aujourd'hui. En chemise bleue ouverte sur un débardeur blanc, pointes des mèches décolorées, elle est souriante et ne se plaint pas, mais confie que les journées sont longues, le rythme usant : « Je suis fatiguée, mais si je ne me fatigais pas je ne gagnerais pas ma vie, car je n'ai pas de compétences très spécifiques. »

Son travail consiste à plier les vêtements et à les mettre dans les pochettes de la marque. Ses journées commencent à 8 heures, elle a une pause déjeuner de midi à 13 heures, une autre de 18 heures à 19 heures, avant de reprendre trois heures le soir jusqu'à 22 heu-

res. Cela fait douze heures. Dans certains ateliers, on travaille six jours par semaine, mais Dong n'a pas eu de journée de repos ce mois-ci. Elle peut ainsi gagner chaque mois de 6000 à 7000 yuans, de 735 à 860 euros.

Quand elle trouve un peu de temps, elle aime bien regarder à son tour et parfois acheter les vêtements qui lui plaisent en ligne. Son père aussi vit à Canton, il y fait de la manutention. Mais comme tous les deux sont très occupés, ils se voient plutôt lors de leur retour au Guangxi en début d'année pour les congés du Nouvel An lunaire.

« LE PATRON FAIT PEU DE MARGE »

A Canton, où Shein a son siège, ce sont des quartiers entiers qui vivent au rythme de la production du million de vêtements, environ, partant en petits colis que le site est capable d'écouler chaque jour, selon l'évaluation des consultants ShipMatrix. Lancé il y a une décennie, Shein est devenu l'un des plus grands géants mondiaux de l'habillement, sans même s'adresser au marché chinois.

Le Monde a pu passer du temps dans plusieurs ateliers, interviewer quatre patrons sous-traitants et de nombreux employés pour comprendre la mécanique. Nous n'utilisons que les noms de famille ou pas de noms pour préserver leurs emplois et leurs commandes, car certains disent avoir été prévenus qu'il vaut mieux éviter les interviews.

L'industrie subit l'ultraconcurrence qui permet de baisser toujours davantage les prix. « Le patron fait peu de marge, donc ce n'est pas évident pour nous non plus », dit, devant sa machine, Mme He. A 50 ans, dont trente dans le textile, elle a acquis une indéniable dextérité et gagne un peu moins de mille euros par mois en moyenne. Beaucoup d'ouvriers sont plutôt dans sa tranche d'âge : leurs chefs expliquent que ces métiers difficiles n'attirent pas les jeunes.

L'un des patrons, que l'on appellera M. Wang, reçoit chaleureusement dans son bureau derrière l'atelier. A Canton, il a



Dans un atelier produisant des vêtements pour Shein, à Canton, le 15 avril. GILLES SABRIÉ POUR « LE MONDE »

SI SHEIN VEUT 60 NOUVEAUX PRODUITS PAR MOIS CHEZ NOUS, ON DOIT LUI EN PROPOSER 600 », RACONTE LE PATRON D'UN ATELIER

80 ouvriers, à qui il confie les commandes les plus urgentes, tandis que le reste est fait dans un autre atelier dans sa région d'origine, le Hubei, dans le centre de la Chine, où il emploie 200 personnes et où les salaires et loyers sont bien moins élevés.

Même si la tentation existe dans le secteur d'aller se fournir ailleurs, au Bangladesh ou au Cambodge comme le font Zara et H&M, lui juge la productivité chinoise seule à même de tenir le rythme redoutable du business avec les plateformes chinoises. « Ici, l'efficacité est double par rapport à l'Asie du Sud-Est, dit cet

homme en tee-shirt beige. La Chine produit les matières premières et nous proposons les modèles. Autour de Canton, des centaines de milliers de gens travaillent dans ce secteur. »

Il faut bien cela, car la cadence est élevée, comme en témoigne l'écran plat géant fixé au mur et sur lequel le directeur garde un œil : s'y affichent la production de l'atelier – des données partagées en temps réel avec le siège de Shein – ainsi que les commandes pour les semaines à venir. Il détaille : pour les habits qui sortiront en juin, les designs ont été proposés en avril, ils doivent être arrêtés mi-mai.

Des lobbyistes de haut vol au service du mastodonte chinois

En France, l'ancien ministre de l'intérieur Christophe Castaner fait partie des personnalités recrutées pour défendre la réputation de Shein

Pourfendu pour concurrence déloyale, non-respect de la réglementation et violation du droit du travail, le site de prêt-à-porter chinois Shein a opéré un casting de choix pour défendre ses intérêts et sa réputation. L'enseigne s'est, coup sur coup, attaché les bons et loyaux services d'un ancien commissaire européen, Günther Oettinger, d'un ancien ministre de l'intérieur français, Christophe Castaner, d'une militante des droits de l'homme, l'avocate et ancienne secrétaire d'Etat Nicole Guedj, et de l'ex-président du pôle international et Europe du Medef Bernard Spitz. Chacun sa tâche. Chacun son réseau. Tous doivent ouvrir les portes du pouvoir et diffuser la bonne parole, faire du lobbying.

Très vite, M. Castaner vante cette « marque la plus populaire au monde » et dénonce la proposition de loi qui instaure un malus sur les enseignes de fast-fashion.

« C'est assez dégueulasse » de vouloir « faire payer plus en taxant les produits pour les plus populaires », a-t-il déclaré le 27 janvier, devant les caméras de BFM, reprenant ainsi l'argumentaire élaboré par les conseillers en communication de Shein.

Depuis 2023, la plateforme fait appel à l'agence Image 7. Fondée par Anne Méaux, le cabinet de conseil, qui a pour clients Hermès, Kering ou Accor, lui permet d'entrer dans le cercle parisien des affaires, tandis que Plead, filiale de Havas Group dirigé par Yannick Bolloré, relevant de Vivendi, est chargée de la communication de crise. La firme a aussi embauché Fabrice Layer, ancien lobbyiste du chinois Huawei, qui fait l'objet d'une enquête judiciaire pour corruption active au sein du Parlement européen.

Malgré cette armada de communicants, la méthode Shein surprend parfois. Début janvier 2023,

Donald Tang, son président exécutif, fait appel à une banque américaine pour contacter *Le Monde* à Paris. Assis dans le hall de l'hôtel Peninsula, à Paris dans le 16^e arrondissement, pressé de s'envoler pour le Forum économique de Davos, le patron de Shein souligne « combien la compagnie se porte bien », sans dévoiler aucun chiffre.

Levée de boucliers

Face aux défenseurs des droits humains, de l'environnement et aux industriels du textile qui, unanimement, dénoncent ses conditions de fabrication, son impact environnemental et sa concurrence déloyale, M. Tang, entouré de conseillers, a une réponse pour chacun. Il réfute tout recours à des fournisseurs opérant au Xinjiang, région où Pékin persécute les Ouïgours, et annonce que le groupe réduira de 25 % ses émissions de CO₂ d'ici à 2030.

Lorsque le groupe, qui a généré 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022, vise une introduction en Bourse à Londres pour une valorisation de près de 60 milliards d'euros, en mandatant deux autres banques, UBS et Barclays, d'après Bloomberg. Depuis, le patron de Shein fait le tour des investisseurs.

Shein s'active à Bruxelles. Depuis l'été 2024, la plateforme a pour « conseiller en cybersécurité » M. Oettinger, ancien commissaire européen au budget, à l'énergie, à l'économie numérique (2010-2019). Ce lobbyiste allemand avait déjà signé un contrat de 199 999 euros pour Shein en 2023. Son agenda sera chargé. Car la Commission muscle ses mesures anti-Shein. En 2023 a été proposée la suppression de l'exemption des droits de douane sur les colis de moins de 150 euros, une brèche qui facilite ses livraisons depuis les usines chinoises. L'Union européenne a aussi ouvert une en-

quête à l'encontre de Shein, le 5 février. Soit un an après l'avoir classé parmi les « VLOP », ces très grandes plateformes assujetties aux mesures les plus strictes du règlement sur les services numériques. Shein doit, depuis, dévoiler le nombre de ses utilisateurs. Soit 130 millions de personnes en Europe chaque mois.

Ce chiffre colossal stupéifie le secteur. Grand classique des opérations de lobbying, Shein a missionné le cabinet Oxford Economics pour une étude d'impact favorable. D'après ses calculs, publiés en novembre 2024, la contribution de Shein au PIB français serait « de l'ordre de 640 millions d'euros, pour 2900 emplois en 2023 ». Depuis, sans relâche, M. Tang accorde des entretiens : le 22 avril, à *Ouest-France*, un mois seulement après *Le JDD*. D'après un porte-parole, il s'agit de « faire de la pédagogie ». ■

JULIETTE GARNIER



« Si Shein veut 60 nouveaux produits par mois chez nous, on doit lui en proposer 600, et il y a des allers-retours », résume le patron.

Une des clés de Shein est de confier largement aux ateliers fournisseurs le soin de lui proposer les nouveaux modèles. Ce qui permet de démultiplier encore l'offre, allant bien au-delà des nouveautés hebdomadaires que Zara, qui fait en propre ses nouveaux designs, propose en rayon.

A ce rythme, il faut trouver l'inspiration. Ce même fournisseur explique que son designer n'hésite pas depuis six mois à s'aider des intelligences artificielles ChatGPT et Deepseek pour trouver des variantes de styles qui marchent bien. En attendant l'ascenseur, il croise le patron d'un petit atelier d'un autre immeuble. M. Wang lui demande : « Tu utilises Deepseek, toi ? » L'autre, plus âgé, et visiblement moins familier des nouvelles technologies, répond, un peu dépassé : « Euh, oui ou bien sûr... »

Dans un atelier voisin, le directeur, originaire du Sichuan, est rivé sur son écran, tandis que son designer fait des allers-retours entre l'imprimante grand format avec ses dernières propositions qui traînent encore au sol et les tables où les ouvriers s'affairent. « On va bien plus vite que ce qui se fait pour Zara, on veut que ça aille vite, c'est le business », dit-il en affirmant faire, avec plusieurs ateliers, 500 000 pièces par mois.

Etre force de proposition de nouveaux vêtements à succès est l'un des facteurs principaux de la notation que Shein attribue à chaque fournisseur. « C'est 32 % de notre note », pointe M. Wang en faisant apparaître un autre tableau sur son grand écran. Selon lui, les fournisseurs de Shein sont réévalués chaque trimestre. Ils se voient alors attribuer une note, d'une à cinq étoiles, fondée sur dix critères : qualité, facilité d'interaction avec Shein, nouvelles propositions, respect des délais...

Les fournisseurs savent tous en retour qu'il y a un lien avec les volumes de commandes et les délais de paiement, même si ceux-ci restent bien moins longs que chez le concurrent Temu. « Cinq étoiles, ils te payent en une semaine ; quatre étoiles, deux semaines ; trois étoiles, un mois. On a deux étoiles en ce moment, donc on sera payés le mois prochain »,

sourit-il en resservant du thé. Il attend ainsi un peu plus de 300 000 euros.

Sur son écran de suivi, M. Wang, qui ne fait que de l'habillement féminin, montre un chemisier d'été. L'économie du produit est la suivante : il aura coûté 4 euros à la sortie de son atelier, dont 35 % de tissu et 40 % de salaire, 25 % dans sa marge et le loyer. Il est vendu 12 euros sur le site en Europe. Les deux autres tiers du prix vont dans le transport, le stockage, les coûts opérationnels de Shein et sa marge. La guerre commerciale avec les Etats-Unis pose souci, mais ce patron s'inquiète surtout pour la survie de son business si l'Union européenne devait fermer la porte.

INSPECTIONS DEUX FOIS PAR AN

Les commandes sont suffisamment régulières chez Shein pour que la plupart des employés des sous-traitants soient sous contrat fixe, mais M. Wang dit quand même prendre 10 % de journaliers. Ceux-ci, les moins chanceux de l'industrie de la mode à bas coût, attendent chaque matin à un impressionnant marché de la main-d'œuvre du textile. Un vêtement à la main, les producteurs y cherchent les travailleurs pour savoir s'ils sont capables de faire ce type de pièces et quelle rémunération ils demandent.

De même, Shein donne un avertissement si les employés travaillent plus de vingt jours d'affilée. L'entreprise demande que les employés de ses fournisseurs ne fassent pas plus de huit heures par jour mais, comme ce n'est réaliste ni pour tenir la cadence ni pour assurer un revenu suffisant aux travailleurs, les fournisseurs acceptent de payer les amendes de Shein ou parviennent à contourner les règles. Les inspections, faites par un auditeur tiers, n'ont lieu que deux fois par an.

M. Wang s'interroge sur la viabilité du modèle économique, tant les prix sont cassés entre producteurs et entre sites de vente en ligne concurrents. « C'est une course capitaliste extrême. Cette industrie va à une telle vitesse qu'elle va mourir d'ici à cinq ans », prédit le patron, qui voudrait bien savoir comment tout cela est perçu en Europe. Hasard de la mode, son assistant porte un tee-shirt sur lequel est écrit « Nous sommes le prolétariat ». ■

HAROLD THIBAULT

Les Etats tentent d'entraver le géant de la fast-fashion

Les taxes douanières américaines et les réglementations européennes compromettent l'essor mondial de Shein

Donald Trump veut cloquer au sol Shein. Le site de vente en ligne d'habillement à petits prix qui, chaque jour, par avion, expédie dans 150 pays 5 000 tonnes de marchandises produites majoritairement en Chine bataille pour maintenir son essor mondial.

Aux Etats-Unis, où il livre 90 millions de clients, l'instauration de droits de douane de 145 % sur les produits importés de Chine, depuis le 2 mai, met à mal le modèle de production low-cost. D'autant que désormais chaque colis est taxé à 120 % de sa valeur ou soumis à des frais forfaitaires de 100 dollars (89 euros), qui seront doublés au 1^{er} juin. Shein dit avoir « ajusté » les prix pour conserver ses clients américains, fans de ses jeans à 10 dollars. Mais, d'après Bloomberg, ils pourraient payer jusqu'à 377 % de plus sur certains produits.

L'Europe s'attaque aussi au mastodonte de l'e-commerce. Bruxelles entend mettre fin à l'exemption de droits de douane sur les petits colis de moins de 150 euros dès 2026. Deux ans avant la date prévue par la réforme de l'union douanière. Or, c'est en particulier cette brèche réglementaire qui a permis à Shein de déverser, par millions, jeans, robes et bikinis en Europe. Et de convaincre 130 millions de personnes, chaque mois, en moyenne, d'utiliser ses services.

Paris prétend également freiner Shein en instaurant des « frais de gestion » à la charge des plateformes importants ces colis. La compétitivité du groupe pourrait aussi s'émousser si la loi dite « anti-fast-fashion », qui arrive au Sénat le 10 juin, parvient à son terme. Le texte, qui vise à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile, lui imposerait un malus. A la veille de cet examen, la firme s'est offert des pages de publicité pour clamer que « la mode est un droit, pas un privilège ».

Dix ans seulement

Les méthodes de Shein sont aussi dans la ligne de mire des élus britanniques. Le 7 janvier, au palais de Westminster, une commission a soumis une représentante de Shein, Yinan Zhu, à un feu de questions sur le recours au coton produit au Xinjiang par des Ouïgours dans des camps de travail forcé. A l'issue de son audition, le président, Liam Byrne, député travailliste, dit combien la « commission est horrifiée » et a « une confiance quasi nulle dans l'intégrité » de l'approvisionnement de Shein.

Des attaques à la hauteur de la puissance de cette marque lancée voilà dix ans seulement, lorsqu'en 2015 Chris Xu, Sino-Singapourien aujourd'hui âgé de 41 ans, alors à la tête de Sheinside, un site qui vend uniquement des robes de mariée, change de stratégie : il racourcit le nom en Shein, l'ouvre à tous types de vêtements, puis déménage à Canton (Guangzhou), bassin textile du pays, où il a recours à des sous-traitants, pour produire en fonction des ventes.

La machine s'emballe en 2020. La crise due au Covid-19 donne un coup de fouet à l'e-commerce. Le chiffre d'affaires de Shein s'envole : 8,8 milliards d'euros en 2020, 16 milliards en 2021, 30 milliards en 2022, selon plusieurs estimations. Il atteindrait 34 milliards d'euros en 2024, d'après le Financial Times. Le succès a attiré la crème des fonds d'investissement, comme Sequoia Capital,

LA FORCE DE FRAPPE DE SHEIN EST TELLE QUE LE GROUPE TALONNE DÉSORMAIS INDITEX, LE NUMÉRO UN MONDIAL DE L'HABILLEMENT, PROPRIÉTAIRE DE ZARA

General Atlantic, Tiger Global Management, IDG Capital, le fonds souverain d'Abou Dhabi... qui espèrent monétiser leur participation lors de l'introduction en Bourse de Shein. Menée à Londres, cette opération « reflète une volonté d'engagement, de responsabilité et de transparence » ainsi que « d'assurer [leur] croissance à long terme », explique un porte-parole de Shein.

Mais, aujourd'hui, le projet est suspendu, affirme le *Financial Times*, compte tenu du maelström des taxes douanières et du plongeon de la valorisation. Information que Shein ne souhaite pas commenter. D'après le quotidien économique, Shein ne vaut plus que 26 milliards d'euros, contre 59,6 milliards estimés lors de sa dernière levée de fonds en 2023.

L'entreprise, bien qu'établie à Singapour, doit aussi obtenir le feu vert des autorités chinoises. Or, Pékin pourrait voir rouge. Car Shein (16 000 salariés) est un très gros employeur en Chine, où il a recours « à plus de 7 000 fournisseurs », précise son porte-parole. Pékin redoute que Shein s'approvisionne ailleurs, pour contourner les barrières douanières, et fasse chuter l'emploi dans le secteur textile, pilier de l'économie chinoise qui emploie plus de 2,5 millions de personnes. Le ministère du commerce chinois aurait invité Shein, comme d'autres entreprises, à « suspendre » tout changement d'approvisionnement, affirme Bloomberg, le 8 avril. Ce que l'entreprise dément. Tout comme elle nie avoir approché les industriels du Vietnam pour y faire fabriquer ses collections et les expédier aux Etats-Unis, les droits de douane y étant moins élevés que ceux imposés aux ateliers chinois.

De fait, Shein a déjà retouché sa politique d'approvisionnement. En 2023, la firme a annoncé investir 130 millions d'euros au Brésil dans un « hub » pour fournir le marché d'Amérique latine, grâce à « 2 000 fabricants locaux » à terme. A l'été 2024, elle a annoncé recourir davantage à l'industrie turque, pour livrer le marché européen.

La force de frappe de Shein est telle que le groupe talonne désormais Inditex, le numéro un mondial de l'habillement, propriétaire de Zara, qui, avec 7 577 magasins dans le monde, génère 38,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Car Shein s'est imposé dans les placards. En France, il compte 23 millions de clients ; deux tiers d'entre eux sont âgés entre 18 et 35 ans, d'après Kantar. Et chacun commande 3,8 fois par an, en moyenne.

« Avec 1,5 % du marché de l'habillement en France, il pèse autant qu'Amazon », entré sur le territoire en 2000, note Hélène Janicaud, directrice des études chez Kantar.

Dans l'Hexagone, où prospéraient les enseignes d'habillement à petits prix, son catalogue de

7 000 références mis en ligne en permanence a fait la différence. L'offre est pléthorique, singulière. « Il y a des choses très jolies qui sortent de l'ordinaire, qu'on ne voit pas ailleurs. C'est sans équivalent », décrit Eloïse Martel, esthéticienne de 20 ans. Le tout à des prix imbattables. « Parfois, je prenais dix articles d'un coup, puisque c'est très peu cher », se souvient une ancienne cliente âgée de 21 ans. Mais le phénomène ne se résume plus à la fièvre acheteuse de jeunes filles. « En 2025, 20 % de ses volumes de vente proviennent des femmes de plus de 50 ans, contre moitié moins en 2022 », observe Mme Janicaud. Ses prix ont convaincu les familles modestes.

La machine Shein est soutenue par un marketing très agressif. Loteries, prix cassés pour quelques heures... Sur les réseaux sociaux, Shein a recours à des influenceurs, fait appel à des stars de la télé-réalité et relaie l'ouverture de chaque « pop-up store », ces boutiques éphémères. A outrance. Les détracteurs de Shein dénoncent combien le site pousse à la surconsommation, contribue à la surproduction, au réchauffement climatique et à la pollution, de par ses livraisons par avion et son recours massif au polyester. « Nous produisons à la demande. Nous ne produisons que ce que nous vendons. Le taux d'inventaire est faible », répond un porte-parole.

Violation de la vie privée

De nombreux médias ont publié des enquêtes accablantes. Le quotidien suédois *Aftonbladet* a retourné cinq colis de vêtements Shein dans chacun desquels avait été placé un AirTag, sorte de traceur. Trois ont quitté l'Europe, après avoir transité par l'entrepôt Shein de Varsovie, pour être expédiés à Iquique au Chili, puis en Bolivie pour échouer à Cochabamba et être brûlés ou revendus. Soit 2 130 kilomètres parcourus de Stockholm.

Des fédérations mènent leur enquête. A Noël 2024, les fabricants de jouets ont relevé que 86 % des jeux qu'ils avaient achetés chez Temu et Shein ne respectaient pas les normes de sécurité européennes. Le Conseil du commerce de France (CCF) émet des doutes sur la protection des données du consommateur. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) aurait ouvert une enquête, d'après *L'Informé*, qui préconisera une amende de 150 millions d'euros pour violation de la vie privée des internautes. La CNIL refuse de commenter ces révélations. En attendant, Yves Audo, président du CCF, regrette que l'enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, lancée en 2022, n'ait pas encore abouti. Cette concurrence est « déloyale », s'agace Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin, qui veut interdire Shein en France.

L'urgence à contrer le site est d'autant plus forte qu'un autre projet animerait Shein : à en croire un concurrent, le site veut exploiter son audience colossale pour devenir une plateforme incontournable de vente de marques internationales. Sur le modèle des spécialistes de la mode Asos (Royaume-Uni) et Zalando (Allemagne) ou de l'américain Amazon. Le numéro un mondial a répliqué en lançant Amazon Haul fin 2024, où aucun des prix n'excède 20 dollars. ■

JULIETTE GARNIER
ET CÉCILE PRUDHOMME



MATIÈRES PREMIÈRES
PAR LAURENCE GIRARD

Prime à la pomme de terre primeur

La bonne note de la bonnette. Depuis début mai, la pépite de l'île de Noirmoutier se laisse déguster par les gourmets. Cette variété oubliée, puis ressuscitée il y a une trentaine d'années, s'est imposée comme le gratin de la pomme de terre avec son petit goût iodé. Mais elle ne pèse pas lourd dans le panier de la production française de tubercule. Une centaine de tonnes seulement à comparer aux 10 000 tonnes extraites par an du seul terroir de Noirmoutier.

Lorsque la pomme de terre nouvelle déboule sur les marchés, elle accompagne asperge et fraise dans un bouquet de produits printaniers. En tout début de saison, sa rareté la rend très prisée. Prime à la pomme de terre primeur. «Nous démarrons à un prix, livré à la distribution, de 5,50 à 6,50 euros le kilo. Aujourd'hui, alors que le rythme de récolte atteint 100 tonnes par jour, le kilo se négocie à près de 2,50 euros et il terminera à 1,30 euro en fin de campagne», précise Nicolas Paille, directeur de la coopérative de Noirmoutier. Pour les plus petits calibres, les grenailles, ajoutez 1 euro de plus.

La pomme de terre de Noirmoutier mise sur son indication géographique protégée (IGP) et son Label rouge, de même que celle de l'île de Ré sur son appellation d'origine protégée (AOP) pour maintenir sa spécificité et

continuer à être valorisée. Mais, cette année, la tendance est à une légère décrue des prix. En cause : le poids des pommes de terre encore en stock qui pèse sur le marché.

Récolte plantureuse

En effet, alléchés par le filon très lucratif de ce tubercule, les agriculteurs ont augmenté de près de 11 % les surfaces plantées en 2024, les portant à 178 000 hectares. Résultat, avec un rendement resté stable, la récolte, à l'automne, a été plantureuse, en progression de 12 %, à 7,7 millions de tonnes.

Même si les exportations sont très dynamiques, avec 1,4 million de tonnes écoulées hors des frontières à fin janvier, il restait à date 382 000 tonnes de pommes de terre disponibles sur le territoire. Or, l'appétit des industriels français, belges ou néerlandais, qui croquaient avecavidité la patate nordiste pour la transformer en frites ou en chips, montre des signes de ralentissement. «*A la suite des menaces de taxes et des craintes de répercussion sur la situation économique, les industriels sont frileux aux achats depuis fin février et les prix ont été divisés de moitié, à 100 euros la tonne*», affirme Antoine Peenaert, vice-président de l'Union nationale des producteurs de pommes de terre. Le prix de la patate réduit en purée. ■

La dette américaine, arme de négociation contre Trump

Un tiers du marché de la dette américaine, qui s'élève à presque 29 000 milliards de dollars, est détenu hors des Etats-Unis

Katsunobu Kato a osé dire tout haut ce que tout le monde murmure tout bas. Lors d'un entretien à TV Tokyo, vendredi 2 mai, le ministre des finances japonais a reconnu qu'il pourrait utiliser la dette américaine détenue par le Japon comme une arme de négociation contre Donald Trump. «*C'est une carte qui existe, mais la décision de l'utiliser ou non est autre chose*.» La déclaration a fait sursauter les milieux financiers. Voilà le meilleur allié asiatique des Etats-Unis qui menace d'utiliser une arme redoutable contre les Etats-Unis.

Le Japon est le premier pays étranger détenteur de bons du Trésor des Etats-Unis, avec 1125 milliards de dollars (100 milliards d'euros). C'est un peu moins de 4 % du total de la dette américaine, mais suffisant pour provoquer un électrochoc s'il se mettait à vendre en masse ces titres. Une telle manœuvre provoquerait une forte hausse des taux d'intérêt des Etats-Unis, rendant plus cher le financement de son déficit.

Preuve de la sensibilité du sujet, deux jours après sa déclaration, M. Kato rétropédalait : «*Nous n'envisageons pas de vendre des bons du Trésor américains dans le cadre des négociations Japon - Etats-Unis*.» Mais le dossier est loin

d'être refermé. Depuis l'annonce des droits de douane «*réciproques*» par Donald Trump début avril, la rumeur circule sur les marchés : les Asiatiques, Chinois en tête, auraient vendu une partie de leurs bons du Trésor américains comme contre-offensive aux annonces de la Maison Blanche.

Une arme à double tranchant

Le dirigeant d'un grand gestionnaire d'actifs européen, qui était en déplacement à Londres pendant le pic des turbulences du mois d'avril, a entendu plusieurs de ses clients raconter la même histoire. Selon eux, la Chine aurait vendu, directement ou indirectement, pour environ 60 milliards de dollars de bons du Trésor. Pour l'instant, aucune statistique officielle ne permet de corroborer cette information. Scott Bessent, le secrétaire au Trésor américain, a rejeté, le 15 avril, l'hypothèse d'une vente par les Chinois : «*Si la Réserve fédérale pense qu'un rival étranger - je n'utiliserais pas le mot d'adversaire - faisait du marché de la dette américaine une arme, ou cherchait à déstabiliser pour des raisons politiques, je suis sûr qu'on ferait quelque chose, mais, pour l'instant, on n'a pas vu cela.*»

Aujourd'hui, le marché de la dette américaine s'élève à presque 29 000 milliards de dollars. Environ

Les premiers détenteurs étrangers sont les Japonais, suivis de près par la Chine

30 % sont détenus hors des Etats-Unis, dont un peu moins de la moitié par des banques centrales, le reste étant aux mains de fonds d'investissement privés (gestionnaires d'actifs, assureurs, fonds de pension...).

Les premiers détenteurs étrangers sont donc les Japonais (125 milliards de dollars), suivis de près par la Chine (1060 milliards, en incluant Hongkong). Au total, les acteurs asiatiques détiennent environ 10 % de la dette américaine. L'Europe, au sens large (l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Norvège et la Suisse), possède presque la même part (9,5 %). Théoriquement de quoi faire pression sur les Etats-Unis.

Le problème est que la relation va dans les deux sens. Si la Chine ou le Japon vendaient leur dette américaine, ils feraient baisser son prix, et ils essuieraient donc eux-mêmes une perte. Maintenir la valeur des bons du Trésor est autant

dans leur intérêt que dans celui des Etats-Unis. Par ailleurs, note Cyril Regnat, directeur de la recherche à Natixis, l'opération n'est pas si simple que cela à réaliser : «*Où réallouer le cash [dégagé par les ventes de dette] ? Il n'existe aujourd'hui pas de marché équivalent [à celui des bons du Trésor américains]. Ce sera forcément sporadique comme vente, donc long et peu crédible à court terme.*»

En clair, la dette américaine est une arme à double tranchant, illustrant une situation de dépendance mutuelle : les Asiatiques et les Européens financent le déficit américain, mais ils détiennent en échange un actif jugé jusqu'à présent sûr, au rendement garanti. C'est pour se défaire de cette interdépendance que la Chine se retire depuis quinze ans de la dette américaine. Depuis 2013, elle a réduit de 40 % son portefeuille de bons du Trésor. Plusieurs banques centrales asiatiques ont fait de même.

La conséquence est une dette américaine qui est de plus en plus détenue par les Américains eux-mêmes. En 2008, avant la grande crise, ils n'en possédaient que la moitié. Cette part est montée à 70 %. Comme le commerce mondial, la finance se fragmente en grands blocs géographiques. ■

ÉRIC ALBERT
ET MARC ANGRAND



JUILLET 2025
11-12-13
COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

PHARMACIE BMS et Sanofi vont payer 700 millions de dollars à Hawaï pour solder un litige judiciaire

Le groupe pharmaceutique américain Bristol Myers Squibb (BMS) et trois filiales du laboratoire français Sanofi aux Etats-Unis vont verser 700 millions de dollars (622 millions d'euros) à Hawaï pour solder un litige judiciaire concernant son anticoagulant Plavix, annoncé vendredi 9 mai l'Etat américain. Hawaï poursuivait les entreprises depuis plus d'une dizaine d'années, en leur reprochant d'avoir omis de communiquer sur les limites de l'efficacité de ce médicament. — (AFP)

CONJONCTURE France : stabilité du nombre de défaillances d'entreprises en mars

Le nombre de défaillances d'entreprises en France cumulé sur douze mois est resté stable en mars, a annoncé vendredi 9 mai la Banque de France. Fin mars, ce nombre s'élève à 66 379 sur les douze derniers mois (+ 1,8 % en rythme annuel). Les défaillances restent nettement supérieures à la moyenne annuelle des années précédant la pandémie de Covid, qui était de 59 342 entre 2010-2019. — (AFP)

AUTOMOBILE Moody's abaisse la note de Stellantis

L'agence de notation Moody's a abaissé vendredi 9 mai la note à Baa2 du géant automobile Stellantis (Peugeot, Fiat, Jeep...), estimant que les tensions commerciales et le ralentissement économique pourraient compliquer le rebond de l'entreprise. En difficulté depuis 2024, le groupe a vu son chiffre d'affaires baisser de 14 % sur un an au premier trimestre 2025, à 35,8 milliards d'euros. — (AFP)

Royaume-Uni : des magasins au ralenti après une cyberattaque

Le rayon banane est entièrement vide. Du côté des robes d'été, il ne reste plus que les très petites et les grandes tailles. Une file s'est formée devant le service clientèle, composée de clients cherchant à se faire rembourser des achats. Près de trois semaines après la cyberattaque qui a frappé la chaîne de magasins Marks & Spencer dès le 21 avril, son enseigne phare sur Oxford Street, à Londres, en porte encore les stigmates. Une situation qui se répète à l'identique dans les plus de 1000 magasins que le groupe exploite au Royaume-Uni.

Le groupe a suspendu les commandes en ligne, les retours ne peuvent se faire que dans les boutiques, et de nombreux rayons sont vides, car les systèmes de gestion automatisée des stocks ont dû être désactivés. «*Nous travaillons jour et nuit pour gérer ce cyberincident et faire en sorte que nos opérations reviennent à la normale le plus rapidement possible*», a déclaré, le 2 mai, le directeur général, Stuart Machin, dans un post sur LinkedIn. Interrogée jeudi 8 mai, la société dit ne pas souhaiter communiquer davantage à ce stade.

L'AFFAIRE A DÉJÀ COÛTÉ 30 MILLIONS DE LIVRES À LA CHAÎNE MARKS & SPENCER DEPUIS LE 21 AVRIL

L'attaque a déjà coûté 30 millions de livres (35,4 millions d'euros) à la chaîne de magasins, a estimé la banque allemande Deutsche Bank dans une note, relevée le 2 mai par Reuters. Son action a chuté de 12 % depuis le week-end de Pâques.

Ces derniers jours, la chaîne de supermarchés Co-op et l'enseigne de luxe Harrods ont à leur tour fait état d'une cyberattaque. Ils ont déclaré avoir dû désactiver une partie de leurs services en ligne. Co-op s'est

également fait ravir des données personnelles de clients, a admis un porte-parole, le vendredi 2 mai.

Le même jour, un groupe appelé DragonForce a revendiqué la triple attaque auprès de la BBC. Un autre collectif, appelé Scattered Spider, serait également impliqué dans l'attaque contre Marks & Spencer, selon un rapport de la plateforme spécialisée BleepingComputer. «*A l'échelle mondiale, il n'existe que quelques centaines de personnes capables de rédiger du code pour un logiciel de rançon*, explique Alan Woodward, un expert de la sécurité informatique à l'université de Surrey (Angleterre). *DragonForce est l'une des entités spécialisées dans ce domaine.*»

En septembre 2023, Scattered Spider avait déjà piraté les opérateurs de casino Caesars Entertainment et MGM Resorts International. En 2022, des membres de ce collectif avaient volé des données et des cryptomonnaies à des dizaines d'entreprises aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Inde, selon les autorités américaines. Six membres ont été arrêtés en 2024, dans le cadre d'une opération du FBI, dont deux Britanniques. ■

JULIE ZAUGG
(LONDRES, CORRESPONDANCE)

Le Brésil enquête sur le rôle des entreprises sous la dictature

Douze sociétés sont visées par le ministère public fédéral pour s'être rendues complices de crimes sous le régime militaire, de 1964 à 1985

RIO DE JANEIRO (BRÉSIL) - correspondance

Le samedi 17 mars 1973, Adriano Diogo, un étudiant de 23 ans engagé contre la dictature militaire (1964-1985) au Brésil, rentre chez lui, dans le quartier de la Mooca, à l'est de São Paulo. Il remarque alors une camionnette jaune avec le logo du journal *Folha de S. Paulo*, stationnée devant son immeuble.

Peu après avoir franchi le seuil de sa porte, des militaires font irruption et l'emmènent de force dans une unité militaire où il subit quatre-vingt-dix jours de torture.

«Les militaires étaient cachés dans la voiture de la *Folha*», affirme Adriano Diogo, accusant le journal d'avoir apporté un soutien logistique à la répression.

Au Brésil, de nombreux témoignages de victimes de la dictature ont permis de mettre en lumière la complicité d'entreprises avec les crimes commis par le régime. Actuellement, 12 sociétés, parmi lesquelles *Folha de S. Paulo*, le constructeur aéronautique Embraer, la compagnie pétrolière Petrobras, l'entreprise qui gère le barrage d'Itaipu ou le groupe automobile Fiat, font l'objet d'enquêtes civiles menées par le ministère public fédéral (MPF) pour des faits tels que la surveillance, l'emprisonnement, la torture ou l'assassinat de travailleurs.

Des aveux et des regrets

Les entreprises ne contestent pas les accusations. Dans un article publié le 1^{er} juillet 2023 en réponse à l'étude de l'Unifesp, le

Folha de S. Paulo a avoué avoir «commis une erreur en soutenant le coup d'Etat contre Joao Goulart [le président brésilien renversé par le putsch qui a instauré la dictature en 1964]».

De son côté, Petrobras a exprimé, dans un courriel envoyé au *Monde*, que sa direction «regrette que de tels épisodes se soient produits dans le passé». Les entreprises Itaipu et Stellantis (issue de la fusion avec Fiat en 2021) ont, elles, assuré coopérer pleinement avec les enquêtes pour faire avancer les investigations.

Quarante ans après le retour de la démocratie, les entreprises seront-elles condamnées? Il n'existe qu'un précédent: celui de Volkswagen.

En 2014, la Commission nationale de la vérité, mise en place par l'ancienne présidente Dilma Rousseff (2011-2016) pour enquêter sur les crimes commis par la dictature, a établi que le constructeur automobile avait enlevé, torturé et assassiné des ouvriers dans ses usines. Le 23 septembre 2020, Volkswagen a reconnu les faits et signé un accord extrajudiciaire: le groupe a ainsi dû verser environ 5,5 millions d'euros aux victimes ou à des projets de mémoire.

Afin de maximiser les chances de réparation pour les victimes, les assureurs ont assuré de coopérer pleinement avec les enquêtes pour faire avancer les investigations.

Embraer, Fiat Petrobras... font l'objet d'enquêtes civiles pour des faits tels que la surveillance, la torture ou l'assassinat de travailleurs

sociation d'activistes pour la réparation afin de les représenter. «L'objectif est que ces enquêtes aboutissent à une action civile collective, et qu'il soit possible d'obtenir des fonds des entreprises pour financer des activités de promotion de la démocratie», explique Ney Strozake, l'un des avocats.

Depuis 1979, une loi d'amnistie empêche toute poursuite pénale pour les crimes commis durant la dictature, pourtant responsable de 434 morts. «Il n'y a pas de justice contre les militaires, les tortionnaires et les entreprises qui ont financé la torture», s'indigne Adriano Diogo, qui souhaiterait voir ses bourreaux enfin «punis».

Une demande pressante au regard des faits récents, qui mettent en doute l'engagement démocratique de certains pans du patronat. Le 21 novembre 2024, une enquête de la police fédérale a révélé que des membres influents de l'agro-business avaient financé une tentative d'assassinat, orchestrée par l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2023) et des militaires de haut rang, visant notamment le président Lula. Un complot finalement avorté et qui a débouché sur l'insurrection du 8 janvier 2023 à Brasilia, ravivant les heures sombres de l'histoire du pays. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

En Grèce, Human Rights Watch s'inquiète pour «la liberté de la presse»

Un rapport de l'ONG pointe les contraintes qui pèsent sur le journalisme dans le pays

ATHÈNES - correspondance

C'est un rapport accablant qu'a publié jeudi 8 mai l'ONG Human Rights Watch (HRW). L'organisation internationale de défense des droits humains y souligne une véritable «crise de la liberté de la presse» en Grèce et exhorte l'Union européenne (UE) à agir pour y défendre «l'état de droit». Le pays occupe le dernier rang des pays de l'UE dans le classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse depuis 2022.

Le rapport met en lumière des «contraintes omniprésentes et délibérées qui pèsent sur le journalisme en Grèce, créant un environnement où l'information critique est étouffée». L'ONG dénonce des pratiques systémiques de «surveillance numérique (...), [de] harcèlement judiciaire et [de] campagnes d'intimidation, souvent orchestrées ou encouragées par des acteurs proches du pouvoir».

HRW revient sur l'affaire du «Predatorgate», véritable scandale d'Etat qui avait éclaté en 2022 et mis en lumière la surveillance, entre autres, de journalistes via le logiciel espion Predator, ainsi que par des écoutes «traditionnelles», par les services de renseignements grecs – alors directement placés sous l'égide de l'exécutif.

HRW pointe aussi de potentielles «interférences gouvernementales» sur des «médias publics tels que l'ERT et l'Agence de presse Athénas-Macédoine [AMNA]». Ces deux institutions ont, peu après l'élection de Kyriakos Mitsotakis en 2019, été placées sous son contrôle, par l'intermédiaire du secrétariat général à la communication et à l'information, dit le rapport.

Révélations

La sortie de ce rapport intervient tandis que le parti Nouvelle Démocratie du premier ministre Kyriakos Mitsotakis est embourré dans un nouveau scandale. Des révélations publiées en avril par des médias grecs ont dévoilé des liens étroits présumés entre le gouvernement et une agence de communication privée nommée Blue Skies. A sa tête se trouvent plusieurs cadres du parti ou proches du premier ministre, qui contribueraient à une «propagande» organisée au service du parti au pouvoir, notamment à travers le site Internet *Groupe de la vérité*. Les deux principaux partis d'opposition (Pasok et Syriza) réclament «des réponses» sur l'affaire ainsi que l'ouverture d'une enquête judiciaire. Le gouvernement nie de son côté tout lien direct avec Blue Skies. ■

ISABELLE KARAISKOS

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Ensemble Royal
Fauteuil inclinable et son pouf
2590€



LE PLUS GRAND ESPACE RELAXATION À PARIS



EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Distributeur officiel des fauteuils Stressless® et Himolla
63 rue de la Convention Paris 15, 7J/7, 01 45 77 80 40, M° Charles Michels
54 cours de Vincennes Paris 12, 7J/7, 01 40 21 87 53, M° Nation
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE Achète



DISPONIBLES EN VENTE EN LIGNE
TARIF D'ACHAT EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.
La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr



RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE
Prix à la ligne :
15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODULES
Merci de nous consulter

stephane.pesque@mpublicite.fr

- 1000€ !

CANAPÉ D'ANGLE VOGUE
2990€ au lieu de 3990€

L.300/160 x P.94 x H.74 cm
Tissu Ribcord White cat 1.
Confort mousse à mémoire de forme. Existe en version droite ou méridienne, tissu ou cuir, plusieurs dimensions.



Offre valable du 23/02 au 30/03 2025. Ecopart. incluse, prix hors livraison, photo non contractuelle.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • M° Charles Michels • 7j/7
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES



Disque sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World, Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

En Bretagne, un laboratoire vigie de l'influenza aviaire

A Ploufragan, des experts analysent les échantillons d'animaux suspectés d'avoir contracté la maladie dans les territoires français

REPORTAGE

PLOUFRAGAN (CÔTES-D'ARMOR) - envoyée spéciale

Un gros carton qui a visiblement beaucoup voyagé a été déposé dans une zone de stockage du laboratoire national de référence (LNR) de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) de Ploufragan (Côtes-d'Armor). C'est ici que sont réceptionnés et analysés les échantillons d'animaux suspectés d'avoir contracté l'influenza aviaire (on ne parle de grippe aviaire que lorsque le virus affecte un humain) dans les territoires français. « Il s'agit de prélèvements effectués sur des orques dans les terres australes et antarctiques françaises », précise Béatrice Grasland, responsable du LNR et cheffe de l'unité virologie, immunologie, parasitologie aviaires et cunicoles, qui a dû troquer ses vêtements de ville contre une tenue de protection pour entrer dans cette partie du laboratoire.

L'influenza aviaire, plus précisément le clade 2.3.4.4b – cette famille de virus particulièrement pathogènes qui s'est diffusée sur la presque totalité du globe en seulement quatre ans –, est arrivée dans ces confins du monde en octobre 2024. Elle a été repérée pour la première fois sur l'île de la Possession, dans l'archipel Crozet, et dans la péninsule Courbet, dans l'archipel des Kerguelen, aux portes de l'Antarctique. Le virus, apporté par des oiseaux migrateurs, a notamment décimé des populations d'éléphants de mer et de manchots royaux dans

cette vaste aire marine protégée, l'une des plus grandes du monde.

Ce colis du bout du monde est arrivé dans les Côtes-d'Armor car le laboratoire de Ploufragan est la vigie de l'influenza aviaire en France, tête de pont d'un réseau d'une cinquantaine de laboratoires agréés et reconnus dispersés sur le territoire. Ses experts doivent désormais déterminer si ces orques ont été contaminées par un virus appartenant à ce clade infectant des espèces animales jusque-là indemnes. « Comme il s'agit d'une espèce protégée, le diagnostic est fait directement ici au LNR, explique la virologue. Quand une nouvelle espèce est analysée, il faut parfois adapter nos outils. »

La France « indemne »

Les échantillons ont été aussitôt transférés dans l'espace de confinement de niveau trois du laboratoire, consacré aux agents pathogènes pouvant causer une maladie grave, voire mortelle, chez l'humain mais qui ne se propage habituellement pas d'une personne infectée à une autre. C'est dans cet espace légèrement dépressurisé, accessible par un sas où il faut changer ses vêtements et passer sous une douche, que les agents suréquipés vont établir un diagnostic et procéder au séquençage. La dépression permettrait d'éviter que des molécules dangereuses soient dispersées dans le reste des locaux en cas d'explosion – car rien n'est laissé au hasard avec ce type de pathogène.

Pour établir le diagnostic, des machines PCR en temps réel vont venir cibler deux fragments du virus situés sur son enveloppe. La première cible est la protéine de

« L'objectif est d'empêcher l'accumulation de mutations rendant le virus plus transmissible à l'homme »

NICOLAS ETERRADOSSI
laboratoire de Ploufragan-
Plouzané de l'Anses

matrice, dont l'identification permet de savoir s'il s'agit d'un virus influenza aviaire. Le deuxième fragment étudié est une protéine de surface appelée hémagglutinine, qui permet au virus de se fixer sur une cellule, première étape pour l'infecter. Les hémagglutinines de type H5 et H7 sont particulièrement recherchées, car elles représentent le plus grand risque de passage de l'animal à l'homme. S'il s'agit d'un virus H5, une nouvelle analyse est réalisée pour déterminer s'il appartient au clade 2.3.4.4b. « Si c'est le cas, on sait que le virus est hautement pathogène », prévient Mme Grasland.

Au-delà du diagnostic, le LNR procède au séquençage du virus, c'est-à-dire à l'analyse approfondie des gènes qui le composent, afin de déterminer s'il s'agit d'un nouveau type de virus et ensuite de le comparer à ceux déjà connus, dans l'espérance de retracer de potentielles chaînes de contamination.

Ces analyses sont extrêmement rapides : en moins de trente-six heures, elles permettent de savoir quelle attitude adopter face à l'animal infecté. Une information

clé quand il s'agit d'animaux d'élevage. En France, la détection d'un animal malade de l'influenza aviaire conduit à l'abattage de son troupeau. Les cinq vagues d'influenza aviaire qui se sont succédé dans les élevages de volailles français entre 2015 et 2023 ont ainsi provoqué la mort ou l'abattage de 40 millions d'oiseaux. Mais la mise en place de la vaccination des élevages de plus de 250 canards en octobre 2023 a changé la donne. Depuis le début de février, la France est considérée comme « indemne », aucun nouveau foyer n'ayant été détecté en 2025.

Le LNR de Ploufragan reçoit aussi des échantillons prélevés dans la faune sauvage par le réseau Sagir, coordonné par l'Office français de la biodiversité. La récente baisse du nombre de cas repérés parmi les oiseaux sauvages a permis, jeudi 8 mai, d'abaisser le risque épizootique à son plus bas niveau, qualifié de « négligeable ». « L'objectif de cette surveillance est d'empêcher l'accumulation de mutations rendant le virus plus transmissible à l'homme », insiste Nicolas Eterradossi, directeur du laboratoire de Ploufragan-Plouzané de l'Anses. Plus le virus se réplique, plus la probabilité d'apparition de ces mutations augmente, donc on ne peut pas se permettre de laisser circuler, comme le suggèrent certains. » Aux États-Unis, le ministre de la santé, Robert F. Kennedy Jr, a suggéré cette option en mars, provoquant un tollé chez les scientifiques qui s'inquiètent de l'épidémie en cours parmi les élevages de vaches laitières. Une situation préoccupante observée de près de ce côté de l'Atlantique. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Le chacal doré, un nouveau venu en France qui pourrait s'établir durablement

Des individus de cette espèce, aperçue sporadiquement en France depuis 2017, ont été identifiés en Occitanie et en Normandie

En novembre 2024, deux individus ont été photographiés pour la première fois dans le même secteur, en Camargue

tions plus favorables aux prédateurs. Des individus quittent le clan familial et partent en quête d'un nouveau territoire et d'un nouveau partenaire et, comme les loups, ils sont capables de parcourir de très grandes distances lors de ces dispersions.

Combien d'individus sont aujourd'hui présents en France ?

Si cette nouvelle espèce venait à s'établir, quel impact aurait-elle sur les activités humaines telles que l'élevage, sur les autres espèces sauvages et domestiques, les écosystèmes ? Sur le plan sanitaire, pourrait-elle être porteuse de certains pathogènes ? Aujourd'hui, l'objectif de l'OFB est de collecter le plus d'informations possible pour mieux évaluer la taille de la population et sa répartition géographique.

Présent en Europe depuis des centaines d'années et faisant partie du patrimoine naturel du continent, le chacal doré n'est pas considéré comme une espèce exotique envahissante, c'est-à-dire une espèce introduite dans un territoire situé hors de son aire géographique historique et dont la présence peut mettre en péril d'autres animaux. Ce prédateur a un régime alimentaire et des comportements assez proches de ceux du renard, dont il utilise, par exemple, parfois les terriers, et avec lequel il pourrait se retrouver en compétition. Le chacal doré semble, en revanche, avoir peu de chance de s'établir dans des zones occupées par des loups.

« Les deux facteurs limitant pour l'établissement de l'espèce sont la présence de loups et un enneigement pérenne, dans de grands massifs montagneux par exemple. En dehors de ces deux éléments, le chacal doré peut s'installer dans de nombreux territoires », explique Jean-Michel Vandel. En France, l'espèce ne peut être ni chassée ni piégée. ■

PERRINE MOUTERDE

Microalgues toxiques : une prolifération exceptionnelle sur les côtes de l'Atlantique

En mars et en avril, la pêche et le ramassage des coquillages ont été interdits

REPORTAGE

LE CROISIC (LOIRE-ATLANTIQUE) - envoyée spéciale

Du navire orange des sauveteurs en mer du Croisic (Loire-Atlantique), immobile au large de la côte sauvage, Olivier Pierre-Duplessix plonge une longue bouteille grise dans l'océan. Le technicien de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) fait glisser machinalement entre ses doigts la corde accrochée au dispositif lesté, qui permet de prélever de l'eau de mer. « On va l'enlever au fond. Je descends assez vite : on dérive un peu », explique-t-il. Ramené à bord, le liquide recueilli à 28 mètres de profondeur est réparti dans plusieurs flacons.

Au laboratoire de Nantes, les scientifiques de l'Ifremer y scrutent la présence de microalgues : ces organismes unicellulaires, qui se situent à la base de la chaîne alimentaire marine, et qui peuvent, pour une partie des espèces, être à risque pour la santé humaine. En mars et avril, une prolifération d'ampleur de *Pseudo-nitzschia australis* a ainsi entraîné la fermeture de la pêche et du ramassage de tous les coquillages en Loire-Atlantique, sur une large partie du Morbihan, et sur une partie des littoraux vendéens et finistériens. La toxine – dite amnésante – que produit *Pseudo-*

nitzschia australis peut, en effet, s'accumuler dans les coquillages et les crustacés, et entraîner des troubles neurologiques pour les personnes qui les consomment.

Les interdictions de pêche et de ramassage ont été progressivement levées après la fin de cette efflorescence de phytoplancton, exceptionnelle par son étendue géographique, le nombre de coquillages concernés et les fortes concentrations de toxines relevées dans les coquillages et de *Pseudo-nitzschia australis* dans l'eau de mer. Jusqu'à 550 000 cellules par litre ont été enregistrées au large de Lorient (Morbihan) la semaine du 30 mars, un niveau dix fois supérieur au seuil qui déclenche l'analyse des coquillages.

Même si la pêche des coquilles Saint-Jacques, qui peuvent mettre des mois à se décontaminer, reste interdite, « l'épisode toxique est bien derrière nous », relève Maud Lemoine, chercheuse à l'Ifremer et coordinatrice du Rephy, le réseau d'observation et de surveillance du phytoplancton et de l'hydrologie dans les eaux littorales, qui compte 250 points de surveillance.

Il n'y a plus que « quelques *Pseudo-nitzschia australis* en quantité raisonnable, sous les seuils d'alerte », dans les échantillons collectés au large du Croisic, en cette matinée de mai. Sur le navire de sauvetage qui a mené les scientifiques de l'Ifremer jusqu'à ce point

de surveillance dit de « la Basse-Michaud », où des prélèvements ont lieu tous les quinze jours, Maud Lemoine remonte une autre sonde et sa corde trempée d'eau de mer. L'appareil mesure plusieurs paramètres physico-chimiques, telle la température de l'eau, qui peut contribuer, comme la lumière, aux efflorescences de *Pseudo-nitzschia australis*. Celles-ci se produisent habituellement avec une ampleur moindre que la prolifération observée en Loire-Atlantique et sur les littoraux voisins.

Nutriments déversés

« La principale hypothèse pour expliquer ce phénomène serait la durée et l'intensité de l'épisode pluviométrique survenu cet hiver », note Maud Lemoine. En lessivant les sols, les pluies ont pu amasser des nutriments liés aux activités humaines, par exemple des nitrates issus de l'agriculture, et les déverser dans l'océan, « de manière plus importante qu'habituellement », les mettant ainsi à disposition des microalgues.

Celles-ci, qu'elles soient toxiques ou non, restent encore largement méconnues. La précédente grande alerte de *Pseudo-nitzschia australis* remonte à 2010 : des efflorescences importantes avaient suivi la tempête Xynthia, qui avait « remis en suspension les sédiments, rendant disponibles aux microalgues des nutriments quid'ordinaire

ne le sont pas à ce moment-là de l'année », explique Maud Lemoine.

Le rôle du changement climatique est également interrogé. Si les interdictions de pêche et de ramassage des coquillages semblent « plus fréquentes et démarrent plus tôt dans l'année », il est difficile d'« être complètement affirmatif sur les causes et l'impact du changement climatique parce qu'il y a plein de paramètres qui entrent en jeu », dont la variabilité entre les années ou encore l'amélioration de la surveillance.

Marc Valmassoni, coordinateur eau et santé de la fondation Surfrider Europe, craint ainsi la possibilité « migration vers le nord » d'*Ostreopsis*, une microalgue des eaux tropicales identifiée sur la côte basque depuis cinq ans, dont les toxines contamineraient principalement les humains par inhalation des embruns marins, selon un avis de l'Anses de 2023.

Au-delà des risques pour la santé humaine, ces fermetures ont aussi des conséquences économiques : en Loire-Atlantique, les 200 pêcheurs à pied qui disposent d'une licence professionnelle ont subi une « absence de revenus pendant la période de fermeture, sans possibilité de les rattraper », relève Jean-Philippe Gallas, pêcheur et membre du bureau du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire. ■

LÉA SANCHEZ

BIODIVERSITÉ Deux hommes reconnus coupables d'avoir abattu un arbre célèbre

Daniel Graham, 39 ans, et Adam Carruthers, 32 ans, ont été reconnus coupables, vendredi 9 mai, d'avoir abattu un célèbre érable en 2023 au Royaume-Uni. Les deux hommes se sont filmés en train d'abattre à la tronçonneuse le Sycamore Gap Tree, un arbre jouxtant le mur d'Hadrien immortalisé dans de nombreux films et séries, très apprécié du grand public, et d'emporter un morceau du tronc comme trophée dans leur coffre. Ils seront fixés sur leur peine, le 15 juillet, et risquent une « longue période de détention », a précisé la juge. ■ (AFP)

RECTIFICATIF

Dans l'article paru dans *Le Monde* daté du 24 avril intitulé « Polluants éternels : des niveaux élevés de TFA dans des vins européens », certaines valeurs d'acide trifluoroacétique ont, par erreur, été exprimées en grammes par litre, alors qu'il s'agissait de microgrammes par litre. Ainsi, le vin blanc autrichien compte 320 µg/l de TFA, deux vins rouges français affichent des taux de respectivement 140 µg/l et 220 µg/l. Des niveaux plus de deux fois supérieurs à ceux identifiés dans une étude de la Commission européenne qui montrait une concentration moyenne de 50 µg/l avec un pic à 120 µg/l dans 27 vins testés en 2017.

ROME - correspondant

L'Europe est aussi un archipel. Elle compte, suspendues au large du tracé familial de ses côtes, une myriade de petites îles où il peut arriver que l'histoire s'écrive. Le caillou volcanique de Ventotene, dans la mer Tyrrhénienne, à 25 milles marins au large de la Campanie, en fait partie. C'est même sur sa surface désolée de 1,5 kilomètre carré qu'a germé une certaine idée de l'Europe. Une idée italienne.

L'île a été utilisée par le régime de Benito Mussolini pour éloigner des esprits réputés dangereux. Des centaines de prisonniers privés de liberté y ont ainsi formé une petite société antifasciste sous contrainte, sans que leurs geôliers réussissent à les empêcher de penser. Si bien qu'en 1941, alors que la guerre ravageait le continent, deux d'entre eux, le libéral Ernesto Rossi (1897-1967) et l'ancien communiste en rupture de ban Altiero Spinelli (1907-1986), y ont écrit clandestinement, sur du papier à cigarettes, un texte considéré comme fondateur du fédéralisme européen, le *Manifeste de Ventotene*. Antitotalitaire, antiraciste, attentif au sort des minorités, il proclame une révolution continentale contre les nationalismes et les oligarchies économiques pour construire, une fois le III^e Reich vaincu, une Europe unifiée et démocratique dotée de sa propre armée.

Aujourd'hui encore, le manifeste reste une référence dans les cercles pro-européens en Italie, même si celle-ci n'est pas du goût de la présidente du conseil, Giorgia Meloni. «Je ne sais pas si c'est votre vision de l'Europe, mais ce n'est certainement pas la mienne!», a-t-elle lancé à ses opposants, le 20 mars, devant la représentation nationale, lors d'un débat sur le positionnement de l'Italie dans la crise transatlantique, laissant entendre que l'idée d'une Europe fédérale était par vocation liberticide.

Nationaliste conservatrice, jouant le jeu de Bruxelles tout en jouissant de rapports privilégiés avec Donald Trump et Elon Musk, Giorgia Meloni tourne ainsi le dos à une longue histoire. A la tête d'une famille politique dont les racines puisent dans l'histoire du régime qui avait relégué à Ventotene les auteurs du manifeste, elle s'inscrivait en rupture avec un européenisme indissociable de l'antifascisme italien de l'après-guerre, dont l'apport à l'unification du continent fut fondamental.

Dans l'histoire de cet idéal, deux générations s'entrecroisent. La tradition fédéraliste radicale d'Altiero Spinelli, l'ancien prisonnier devenu parlementaire et commissaire européen, est l'une d'entre elles. L'autre, plus consensuelle, est celle du père fondateur italien de l'Europe, le démocrate-chrétien Alcide De Gasperi (1881-1954), pionnier de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le socle historique de l'Union actuelle.

DE GASPERI, L'AUSTRO-HONGROIS

Homme des confins, né sujet de la double monarchie austro-hongroise alors que le Trentin relevait encore de la couronne des Habsbourg, le futur président du conseil Alcide De Gasperi a exercé son premier mandat à Vienne, après son élection en 1911 comme député au Parlement autrichien. «De Gasperi défendait la minorité italienne dont il était issu, mais il était d'abord catholique et il appréciait l'Empire [austro-hongrois] avec son Parlement multinational, multiréligieux, multilingue... C'est là que se trouvait la matrice de la réflexion qui l'a accompagné toute sa vie sur les liens qui unissent les peuples européens», explique Agostino Giovagnoli, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan.

Sur le chemin de la construction européenne, De Gasperi rencontre deux autres frontaliers, catholiques et, comme lui, germanophones : le Français Robert Schuman (1886-1963), né à Luxembourg et dont la première nationalité fut allemande, et le Rhénan Konrad Adenauer (1876-1967), premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne (RFA), en 1949. «Chez De Gasperi comme chez les autres pères fondateurs démocrates chrétiens, l'intégration du continent est indissociable de l'alliance atlantique. L'enjeu n'est cependant pas seulement l'anticommunisme, mais aussi un certain universalisme catholique», explique Antonio Varsori, historien de la construction européenne à l'université de Padoue.

L'héritage d'Altiero Spinelli diffère. Il est issu d'une tradition laïque, celle d'une uni-



Le « Manifeste de Ventotene », lors d'un rassemblement pro-européen, à Rome, le 15 mars. MASSIMO DIVITA/MONDADORI PORTFOLIO/SIPA USA

L'Europe, une histoire italienne

Pays fondateur de l'Union européenne, née du rejet des nationalismes après 1945, l'Italie a peu à peu tourné le dos au fédéralisme, au point de voir le gouvernement Meloni renier l'héritage des pionniers italiens de l'UE

cation italienne qui s'est faite contre le pouvoir temporel du pape, maître de Rome jusqu'en 1870. «Dans la perspective de Spinelli, l'unification de l'Europe peut être comprise comme un prolongement de l'unification des Etats italiens au XIX^e siècle. Mais il pouvait aussi entrer en résonance avec les préoccupations des démocrates chrétiens», explique Luigi Giannitti, membre du comité scientifique de la Fondation De Gasperi.

«Nous, les Italiens qui avons œuvré à l'unité de l'Europe, sommes tous les enfants de ce Spinelli qui a été attaqué par Giorgia Meloni. La culture politique italienne a longtemps été la plus fédérale, la plus européenne du continent...», affirme Emma Bonino, 77 ans, figure tutélaire de la lutte pour les droits civils en Italie, conseillère européenne de 1995 à 1999. Au-delà, l'Acte unique de 1986 et le traité de Maastricht ayant institué l'Union européenne en 1992 doivent beaucoup au plan Spinelli, adopté en 1984 par le Parlement européen.

En Italie, cependant, l'année de naissance de l'Union européenne marque aussi la fin d'un monde. En 1992, une affaire de corruption éclate et voit disparaître les formations euro-péistes qui avaient dominé la vie politique du pays depuis un demi-siècle, peu après que la chute du mur de Berlin eut mis en crise le plus grand parti communiste d'Europe de l'Ouest. «Avec la décomposition de la classe politique et l'affirmation d'une Europe plus contraignante émerge en Italie une classe de grands commis, des européens convaincus, technocrates ou venus du monde académique qui vont jouer un rôle nouveau à Rome comme à Bruxelles», explique Paolo Gentiloni, 70 ans, ancien président du conseil italien (2016-2018) et commissaire européen (2019-2024).

L'un des plus illustres d'entre eux est l'économiste Romano Prodi, né en 1939, qui fut lié à la Démocratie chrétienne. A la tête d'une coalition de centre gauche entre 1996 et 1998, il impose le respect des critères de Maastricht et prépare l'entrée de l'Italie dans l'euro. «L'idéal était encore si fort que je pouvais justifier des décisions difficiles à Rome par l'objectif de construire l'Europe, se souvient-il, inter-

rogé par *Le Monde*. Un président du conseil qui tenterait de faire ça aujourd'hui se ferait exécuter sur place.» Président de la Commission européenne de 1999 à 2004, M. Prodi accompagne l'entrée en vigueur de la monnaie unique, l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale et le projet de constitution européenne, qui butera sur le référendum français de 2005.

La situation sera différente en 2011, lorsque l'ancien commissaire européen Mario Monti, né en 1943, succède à Silvio Berlusconi au poste de président du conseil, alors que la catastrophe pointe sur le front des comptes publics italiens. Pour rassurer les marchés, l'économiste doit mener une politique de rigueur absolue. «D'idéal, l'Europe était devenue une contrainte, mais c'était pour éviter des effets plus dévastateurs. J'ai voulu expliquer que je ne ferai rien à cause de l'Europe parce que nous avions besoin de ces mesures comme Italiens et que la responsabilité en revenait à mon gouvernement, par nature passager, et non à l'Union, qui allait demeurer», raconte M. Monti.

MARIO DRAGHI, SAUVEUR DE L'EURO

Les «grands commis» italiens n'ont jamais cessé de peupler les hautes sphères européennes. Président de la Banque centrale européenne en 2012, au plus fort de la crise de l'euro, le technocrate Mario Draghi a sauvé la monnaie unique en affirmant qu'elle serait soutenue «quois qu'il en coûte», calmant les spéculateurs. En 2021, comme Mario Monti dix ans avant lui, il a été appelé à la tête du gouvernement lors de la crise liée au Covid-19.

Sa présence avec le chancelier allemand Olaf Scholz et le président français Emmanuel Macron dans un train pour Kiev, une nuit de juin 2022, restera dans l'histoire comme illustrant un moment où, aux heures les plus sombres, avec un grand européen à sa tête, l'Italie avait la place qui lui revenait, pesant tout autant que Berlin et Paris. C'est d'ailleurs à M. Draghi que la Commission européenne a confié un rapport capital sur la compétitivité rendu en 2024, tandis que son compatriote Enrico Letta, ancien prési-

dent du conseil, était chargé de se pencher sur le marché unique.

Le grand bouleversement de 1992 a aussi donné naissance à une génération politique critique du projet européen. Les trois décennies de la «deuxième République italienne» ont été dominées par Silvio Berlusconi, dont le populisme a pu virer à l'euroscepticisme, tandis qu'il ouvrait la voie, avec ses coalitions construites vers la droite, à la participation au pouvoir de forces hostiles à Bruxelles. Ce fut le cas des autonomistes nordistes de la Ligue, dérivant vers la droite radicale prorusse et l'europhobie sous la houlette de Matteo Salvini, aujourd'hui vice-président du conseil.

On doit aussi à Silvio Berlusconi d'avoir mis le pied à l'étrier aux héritiers du néofascisme, dont Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, est la dernière incarnation. A gauche, les antisystèmes du Mouvement 5 étoiles ont, eux aussi, prospéré sur les effets des politiques d'austérité portées par les «grands commis» italiens de l'Europe. «Le souverainisme italien n'est pas un désir de faire sans l'Europe, mais une déception vis-à-vis d'une Europe dont on pense qu'elle aurait pu mieux défendre l'Italie», résume Giovanni Orsina, chef du département de sciences politiques de l'université Luiss Guido Carli, à Rome.

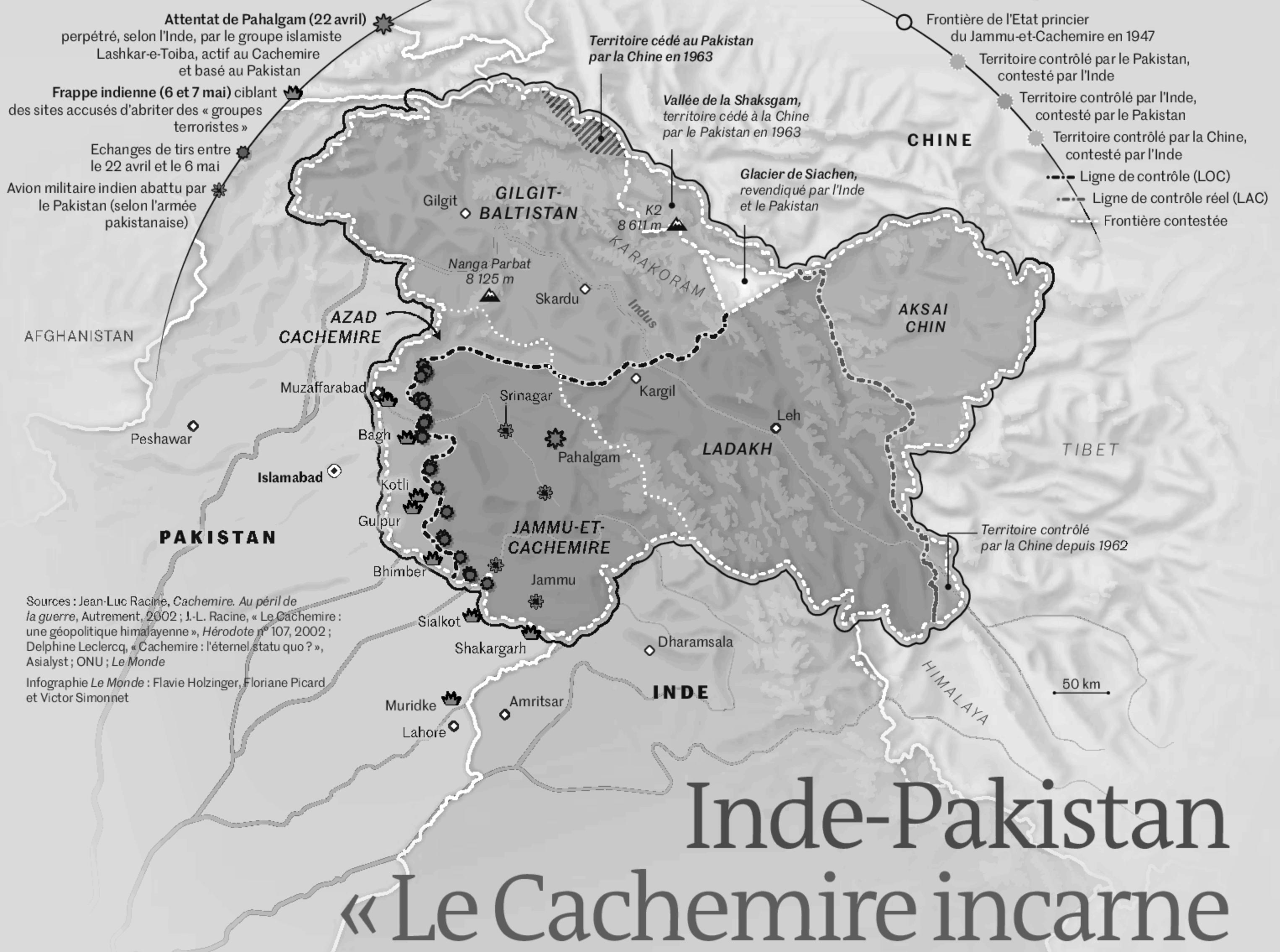
Le volet italien du plan de relance post-Covid-19 NextGenerationEU, le mieux doté de l'Union avec 200 milliards d'euros, devait y remédier. De fait, Giorgia Meloni a joué le jeu européen à son arrivée au pouvoir et soigne sa relation avec la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Cependant s'est diffusée, depuis les années 1990, notamment avec l'influence de la revue de géopolitique *Limes*, une narration des relations internationales fondée sur la mise en avant de l'intérêt des Etats. Une union politique poussée entre les partenaires européens y est souvent perçue comme contre-nature, chaque pays étant voué par sa géographie à un destin singulier. La vision de l'Europe portée par Giorgia Meloni, qui entend approfondir les relations de Rome avec les Etats-Unis de Donald Trump et se méfie d'une autonomie stratégique européenne, en porte la marque.

A Rome, le centre d'information officiel de l'UE a été baptisé du nom d'un ancien président italien du Parlement de Strasbourg, David Sassoli. On y explique les bienfaits de l'Europe aux écoliers et on y donne des conférences. *Le Monde* y retrouve Pier Virgilio Dastoli, 75 ans, qui fut l'assistant d'Altiero Spinelli. «Giorgia Meloni représente le retour d'une forme de nationalisme en Europe, prévient-il, elle attaque le Manifeste de Ventotene parce qu'il n'a jamais été aussi actuel, désignant deux ennemis : le pouvoir sans limite des gouvernements, c'est-à-dire ce que cherchent Trump, Poutine, Nétanyahou... et la souveraineté sans limite des nations, c'est-à-dire la guerre.»

L'espace David Sassoli se trouve Piazza Venezia, en face du palais du même nom, quartier général de Benito Mussolini à partir de 1922 et haut lieu de la rhétorique fasciste où, du balcon, le dictateur assénéait au peuple ses harangues nationalistes et annonçait ses guerres. ■

ALLAN KAVAL

Une nouvelle montée des tensions entre l'Inde et le Pakistan...



Sources : Jean-Luc Racine, *Cachemire. Au péril de la guerre*, Autrement, 2002 ; J.-L. Racine, « Le Cachemire : une géopolitique himalayenne », *Hérodote* n° 107, 2002 ; Delphine Leclercq, « Cachemire : l'éternel statu quo ? », *Asialyst* ; ONU ; *Le Monde*

Infographie Le Monde : Flavie Holzinger, Floriane Picard et Victor Simonnet

Inde-Pakistan « Le Cachemire incarne l'inachèvement de la partition »

Spécialiste de l'Inde, Jean-Luc Racine analyse les ressorts historiques du conflit entre New Delhi et Islamabad, réactivé par l'attentat de Pahalgam

d'un antagonisme croissant, dans les années 1940, entre les principales forces politiques, le Parti du Congrès d'une part et la Ligue musulmane d'autre part, alors que se profitait le départ des Britanniques.

La partition de 1947 était-elle une fatalité ?

La population de l'Inde coloniale était composée d'une majorité d'hindous (près des deux tiers), d'une forte minorité musulmane (environ un quart), auxquelles s'ajoutaient les minorités sikhe, chrétienne et autres. Dans les années 1930, sous l'impulsion de figures comme Gandhi [1869-1948] et Nehru [1889-1964], le Parti du Congrès s'est imposé comme la principale force politique du pays. Il revendiquait l'indépendance de l'Inde à travers le projet d'un Etat uni, rassemblant les communautés du sous-continent. De son côté, la Ligue musulmane, dirigée par Mohammad Ali Jinnah [1876-1948], défendait la création d'un Etat pour les musulmans, craignant leur marginalisation dans une Inde majoritairement hindoue. Le débat ne portait donc pas seulement sur l'indépendance, mais sur la nature de la citoyenneté. La Ligue musulmane tendait à considérer la population non pas comme un ensemble d'individus citoyens, mais comme une aggrégation de communautés religieuses, envisagées chacune comme un électorat distinct.

La vision communautaire l'a emporté, conduisant à la création, en 1947, de l'Union indienne, majoritairement hindoue, et du Pakistan, à majorité musulmane. Cette partition d'une extrême violence – responsable de plusieurs centaines de milliers de morts – s'accompagne du plus grand exode de l'histoire moderne, avec environ 15 millions de déplacés. Les conséquences de cette partition continuent d'alimenter les tensions entre les

ENTRETIEN

Alors que le gouvernement indien se targuait d'avoir démantelé l'« écosystème terroriste » dans le Jammu-et-Cachemire, ce territoire a été le théâtre, le 22 avril, d'une attaque meurtrière visant des touristes à Pahalgam. L'Inde a riposté en lançant l'opération « Sindo » – le nom de la poudre vermillon appliquée sur le front des hindous – et bombardé, dans la nuit du 6 au 7 mai, neuf « infrastructures terroristes » au Cachemire et dans le Pendjab pakistanais. Dénonçant un « acte de guerre », Islamabad affirme avoir abattu cinq avions indiens, dont des Rafale. Les échanges de tirs d'artillerie s'intensifient à la frontière.

Jean-Luc Racine, directeur de recherche émérite au CNRS et auteur de *Cachemire. Au péril de la guerre* (Autrement, 2002), revient sur les origines de cette montée des violences. Une fois de plus, celle-ci a pour origine la question du Cachemire, territoire himalayen à majorité musulmane, dont la souveraineté est disputée entre les deux grandes puissances voisines.

Interrogé sur les suites de l'attentat de Pahalgam, le président américain, Donald Trump, a rétorqué que « ce conflit existe depuis un millénaire »...

Rien n'est plus faux. L'origine du différend sur le Cachemire remonte à 1947, année de l'accession à l'indépendance de l'ancien Empire britannique des Indes. La question ne se résume pas à un conflit territorial où s'affronteraient des intérêts étatiques opposés et des logiques de pouvoir, même si cela ajoute à l'imbroglio. Elle a pour source le syndrome de la partition, c'est-à-dire la montée



Infographie Le Monde : Jean-Luc Racine, *Hérodote* n° 107, 2002



Infographie Le Monde

deux pays : le Cachemire en incarne l'inachèvement. Elle a entraîné une configuration territoriale étrange, dans laquelle le Pakistan est coupé en deux parties séparées par plus de 1 600 kilomètres de territoire indien : le Pakistan occidental, l'actuel Pakistan, structuré par la plaine de l'Indus, et le Pakistan oriental devenu le Bangladesh, en 1971, établi dans le delta du Gange. Ce découpage répondait à des considérations démographiques et confessionnelles : d'autres réalités culturelles, linguistiques ou économiques n'ont pas été prises en compte.

Dans ce contexte, comment définir la singularité du Cachemire ?

En 1947, les territoires directement administrés par les Britanniques ont été divisés entre l'Inde et le Pakistan : les zones à majorité hindoue rejoignaient l'Inde, tandis que celles à majorité musulmane formaient le Pakistan. Les Etats principaux avaient le choix d'intégrer l'un ou l'autre pays. Situé à la frontière des deux nouveaux Etats, le royaume du Cachemire était particulier. Le maharaja, Hari Singh [1895-1961], était hindou, alors que la majorité de la population était musulmane. Cette situation a compliqué le choix du rattachement.

Le 27 octobre 1947, des milices musulmanes, venues des zones tribales proches de l'Afghanistan, entrent au Cachemire et marchent sur Srinagar. Face à ces incursions, le maharaja sollicite l'aide de l'Inde. Le premier ministre Nehru accepte d'envoyer des troupes, à la condition que le royaume signe l'acte d'accession le rattachant officiellement à l'Inde. Le maharaja accepte. Ce geste déclenche le premier conflit indo-pakistanaise, qui s'achève par un cessez-le-feu, le 1^{er} janvier 1949, autour d'une ligne scindant en deux le Cachemire. La région est, depuis, régulièrement agitée par des tensions militaires, parfois extrêmes [au moins 70 000 morts et 8 000 disparus parmi les civils, depuis la fin des années 1980].

En 1972, l'accord de Simla conclut la guerre indo-pakistanaise de 1971. Signé par la première ministre indienne, Indira Gandhi [1917-1984], et le président pakistanaise, Zulfikar Ali Bhutto, [1928-1979], celui-ci vise à établir les bases d'une résolution pacifique du conflit, en transformant la ligne de cessez-le-feu en une «ligne de contrôle» et en encourageant les deux pays à résoudre leurs différends par des négociations bilatérales. Pour autant, la normalisation demeure une perspective lointaine. Jusqu'à ce jour, les cartes indiennes affirment le «tout est à nous», ce qui provoque en outre des tensions avec la Chine, qui, elle aussi, a ses revendications.

Pour quelles raisons la Chine a-t-elle des revendications sur ce territoire ?

Depuis la guerre sino-indienne de 1962, la Chine contrôle la région de l'Aksai Chin, dans le nord-est de l'ancien royaume du Cachemire, qu'elle considère comme partie intégrante de son territoire. Cette région quasi désertique revêt une importance stratégique : une route y a été construite pour relier le Tibet à la province du Xinjiang. Pour Pékin, la frontière s'arrête à la ligne de contrôle effective – sujette à interprétations divergentes entre la Chine et l'Inde, et fortement militarisée des deux côtés, à fortiori après les accrochages meurtriers de 2020. Cette configuration complexe explique pourquoi la Chine entretient une alliance stratégique étroite avec le Pakistan, consolidée par l'accord de 1963, par lequel Islamabad a cédé à Pékin la vallée de Shaksgam – une cession que l'Inde conteste, redoutant une possible guerre sur deux fronts.

Quelles sont aujourd'hui les revendications indiennes et pakistanaises sur le Cachemire ?

En vertu de l'acte d'accession signé par le maharaja en octobre 1947, les Indiens considèrent la totalité du Cachemire – y compris les territoires contrôlés par le Pakistan et par la Chine – comme une partie intégrante de leur territoire. Les Pakistanais, eux, estiment que le rattachement du Cachemire à l'Inde ne reflétait pas la volonté de la population de ce territoire, à 80 % musulmane en 1947. Pour Islamabad, un référendum d'autodétermination, prévu par des résolutions de l'ONU, mais jamais mis en œuvre, constitue la seule issue légitime au conflit.

Au-delà de la revendication territoriale, la question du Cachemire joue un rôle central dans l'unité nationale pakistanaise. Elle alimente un récit fondateur : l'Inde opprimerait les musulmans, au Cachemire comme ailleurs. Ce discours sert aussi les intérêts de l'armée, qui s'appuie sur ce conflit pour légitimer sa place au sommet de l'Etat et maintenir un budget de défense considérable.

Après l'attentat de Pahalgam, l'Inde a, pour la première fois, utilisé l'arme de l'eau, en suspendant l'application du traité de l'Indus. Quelles en sont les conséquences pour le Pakistan ?

Le traité de l'Indus, signé en 1960 par l'Inde et le Pakistan, garantit un partage des eaux et constitue l'un des rares mécanismes de coopération stables entre les deux pays. Pour New Delhi, ce traité est devenu inéquitable, notamment parce qu'il accorde à Islamabad la majorité des eaux. Le fleuve prend sa source dans la région autonome du Tibet,

en Chine, puis traverse le Cachemire. Il est alimenté par des affluents, dont certains comme la Jhelum et la Chenab, traversent le Cachemire sous administration indienne. C'est dans ces zones disputées que l'Inde a entrepris la construction de barrages. Officiellement, ces ouvrages sont à usage hydroélectrique, ce qui est autorisé par le traité de l'Indus. Mais, pour le Pakistan, ils représentent une menace existentielle. L'Indus est vital pour l'agriculture locale : il irrigue une grande partie du Pendjab, grenier à blé du pays.

Ces barrages pourraient permettre à l'Inde de réguler, voire de restreindre, le débit de l'eau, en particulier à la saison des semaines et des récoltes. L'eau devient ainsi un levier stratégique : en menacer l'accès revient à fragiliser la sécurité alimentaire du Pakistan. Le premier ministre pakistanaise, Shehbaz Sharif, a prévenu que toute tentative visant à interrompre ou à détourner le cours des eaux appartenant au Pakistan sera considérée comme un acte de guerre. L'Inde doit agir avec prudence. Remettre en question le traité de l'Indus peut lui nuire, en particulier si la Chine en tirait argument pour gérer à sa guise, sur le plateau tibétain, les eaux du Brahmapoutre, au détriment de l'Etat indien de l'Assam et du Bangladesh. C'est du reste ce qu'elle fait déjà en planifiant d'énormes barrages sur le fleuve.

Quelles relations le Pakistan entretient-il avec les territoires qu'il contrôle au Cachemire ?

Situé non loin de la capitale, Islamabad, l'Azad Cachemire, qui longe la ligne de contrôle au sud et dispose théoriquement d'une gouvernance autonome avec un Parlement élu, un président et un premier ministre, est en réalité largement sous le contrôle du gouvernement pakistanaise. Au Gilgit-Baltistan, le déficit démocratique est encore plus marqué. Reconnaître cette région comme une province à part entière reviendrait à l'intégrer officiellement au pays. Or, le Pakistan souhaite préserver l'ambiguité de son statut pour maintenir la possibilité d'un référendum d'autodétermination dans l'ensemble du Cachemire, tel que prévu par les résolutions de l'ONU. Cette position bloque les aspirations d'une grande partie des habitants, qui souhaitent un rattachement clair au Pakistan.

Côté indien, comment le statut de la région a-t-il évolué au fil du temps ?

La Constitution indienne de 1950 a doté le Jammu-et-Cachemire d'une large autonomie. L'article 370 lui accorde une Constitution propre, un drapeau et le droit de refuser certaines lois. L'article 35A protège les droits fonciers et les emplois publics des résidents, interdisant aux non-Cachemiris d'acheter des terres et d'occuper certains postes. Mais, peu à peu, les marges d'autonomie se réduisent. Les choses s'aggravent dans les années 1990, avec l'apparition de mouvements insurgés et sécessionnistes, les plus radicaux étant bientôt en lien avec les groupes terroristes Lashkar-e-Toiba et Jaish-e-Mohammed, basés au Pakistan. Le Cachemire ainsi que le cœur de l'Inde [Delhi en 2001, Bombay en 2008] sont touchés par de graves attentats, tandis que la répression s'abat sur le Cachemire.

En 2019, les articles 370 et 35A sont abrogés par le gouvernement de Narendra Modi, au motif que ce statut spécial freine l'intégration nationale et favorise le séparatisme. Pour le Parti du peuple indien [BJP, parti nationaliste hindou au pouvoir], la suppression de ce statut constitue une étape vers l'unité de l'Inde, rassemblée autour de l'hindutva, l'hindouïté. Le Jammu-et-Cachemire

perd alors son autonomie, devient un territoire de l'Union, placé sous le contrôle direct de New Delhi. Le marché foncier et les emplois sont désormais ouverts à tous les citoyens indiens, suscitant des craintes de changement démographique, au profit des hindous acquis à New Delhi. C'est d'ailleurs ce point qu'a invoqué le Front de résistance du Cachemire, en revendiquant l'opération terroriste de Pahalgam – avant un démenti.

La stratégie autoritaire de Narendra Modi au Cachemire peut-elle stabiliser la région ?

Le gouvernement de Modi s'appuie sur une rhétorique nationaliste hindoue, centrée sur une vision d'unité et de puissance retrouvées. Parmi les symboles forts de ce projet figurent la reconstruction du temple de Ram à Ayodhya [en lieu et place d'une ancienne mosquée moghole détruite par des fanatiques hindous en 1992, le temple a été inauguré en janvier 2024], la mise en place d'un registre national des citoyens [vaste initiative consistant à vérifier la citoyenneté des résidents sur le territoire] et, surtout, l'abolition de l'article 370 sur le Cachemire, présentée comme un moyen de lutter contre le terrorisme, d'encourager les investissements et le tourisme. Cette politique s'inscrit dans l'ambition affichée de faire de l'Inde une superpuissance économique à l'horizon de 2047, date du centenaire de l'indépendance.

Face à ce discours conquérant, le Pakistan apparaît politiquement instable et économiquement fragile. Dans le cadre des «nouvelles routes de la soie» chinoises, il mise sur le projet de couloir économique sino-pakistanais, de Kachgar [au Xinjiang] à Karachi, en passant par le Gilgit-Baltistan, et jusqu'à Gwadar – un port financé par la Chine où, pour l'instant, presque aucun bateau n'accoste. Les Indiens ont d'ailleurs protesté contre la mise en place de ce corridor, considérant qu'ils devaient être consultés, dans la mesure où celui-ci traverse des territoires qu'ils revendentquent.

Si la dynamique économique est donc en faveur de l'Inde, la tuerie de Pahalgam, ciblant délibérément les hommes hindous au sein d'un groupe de touristes, a remis en question le discours officiel indien annonçant le retour du Cachemire à la normalité. Accusant les auteurs de l'attaque d'être liés à Lashkar-e-Toiba, et l'organisation d'être sous la coupe d'Islamabad, l'Inde a bombardé le Cachemire sous administration pakistanaise, mais aussi la province du Pendjab. Le Pakistan a répliqué, visant des cibles indiennes au Cachemire... : des opérations d'une ampleur inédite depuis deux décennies, au péril d'une guerre ouverte. Soixante-dix ans après la partition, la question irrésolue du Cachemire reste une plaie ouverte.

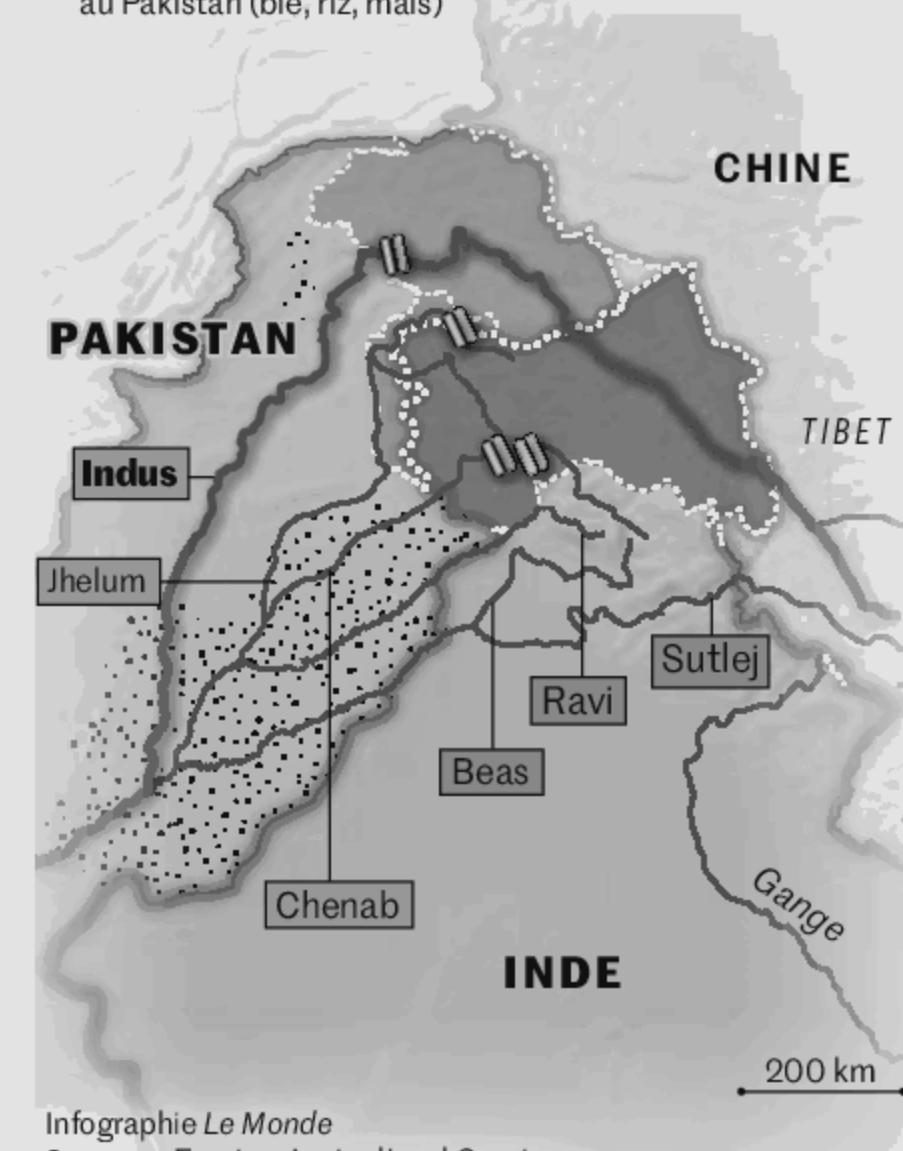
La situation suscite d'autant plus d'inquiétudes que l'Inde et le Pakistan sont tous deux dotés de l'arme atomique...

Oui, cette donnée ajoute une incertitude considérable. Depuis les essais nucléaires respectifs des deux pays, en 1998, le spectre d'une guerre ouverte échappe à la simple logique conventionnelle. Le fragile équilibre de la terreur, fondé sur la dissuasion mutuelle, empêche l'escalade ouverte, mais accroît la volatilité régionale : un malentendu, une provocation ou une riposte excessive, peut déclencher un engrenage incontrôlable. Il ne faut cependant pas més估imer Indiens et Pakistanais au point de penser qu'ils ne savent pas que l'arme nucléaire est faite pour ne pas être utilisée. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JÉRÔME GAUTHERET ET DELPHINE PAPIN

Le traité des eaux de l'Indus en 1960

Dispositions donnant l'utilisation exclusive de l'Indus et de ses affluents	Aménagements hydrauliques sous tension
XX au Pakistan	Barrage indien contesté par le Pakistan
XX à l'Inde	Barrage pakistanaise contesté par l'Inde
■ Agriculture vivrière au Pakistan (blé, riz, maïs)	



Infographie Le Monde

Sources : Foreign Agricultural Service, US Department of Agriculture, ONU

Loudmila

84 ans, enfant du siège de Leningrad (1941-1944) et ancienne ouvrière, à Saint-Pétersbourg

« Avant tout, je rêve de paix. Que les gens cessent de se battre et de se quereller. La terre est notre maison commune, et nous sommes tous voisins. Elle est petite comme un grain de sable, et nous l'avons polluée de tant de choses : chars, missiles, colère, haine. Je veux qu'elle soit verte, belle, pleine de vie. Avec les tremblements de terre, les ouragans et les incendies, la nature nous crie déjà : "Arrêtez !" A ses signaux, nous restons sourds. Nous construisons des monstres géants et inutiles, alors que nous pourrions bâtir des maisons confortables, lumineuses et humaines.

Cela me fait mal de voir à quel point tout est négligé. Autrefois, nous avions une culture, une âme. Je regarde ceux qui ont fui le pays depuis trois ans – des gens talentueux, intelligents. Ils doivent revenir. Ils seraient capables de relever et de revitaliser le pays, de lui insuffler de la chaleur. Je voudrais que nous soyons tous fiers d'avoir fait le bien : planter un arbre, aider un voisin, construire quelque chose de nécessaire... »

Pour que nous puissions être fiers de la création, et non de la destruction. Je veux qu'il n'y ait plus aucune peur. Notre peuple est effrayé, fatigué. Et en hibernation. J'en suis sûre : les bonnes personnes constituent la majorité, il faut juste les réveiller. »



Des logements à Tomilino, un village de la région de Moscou.



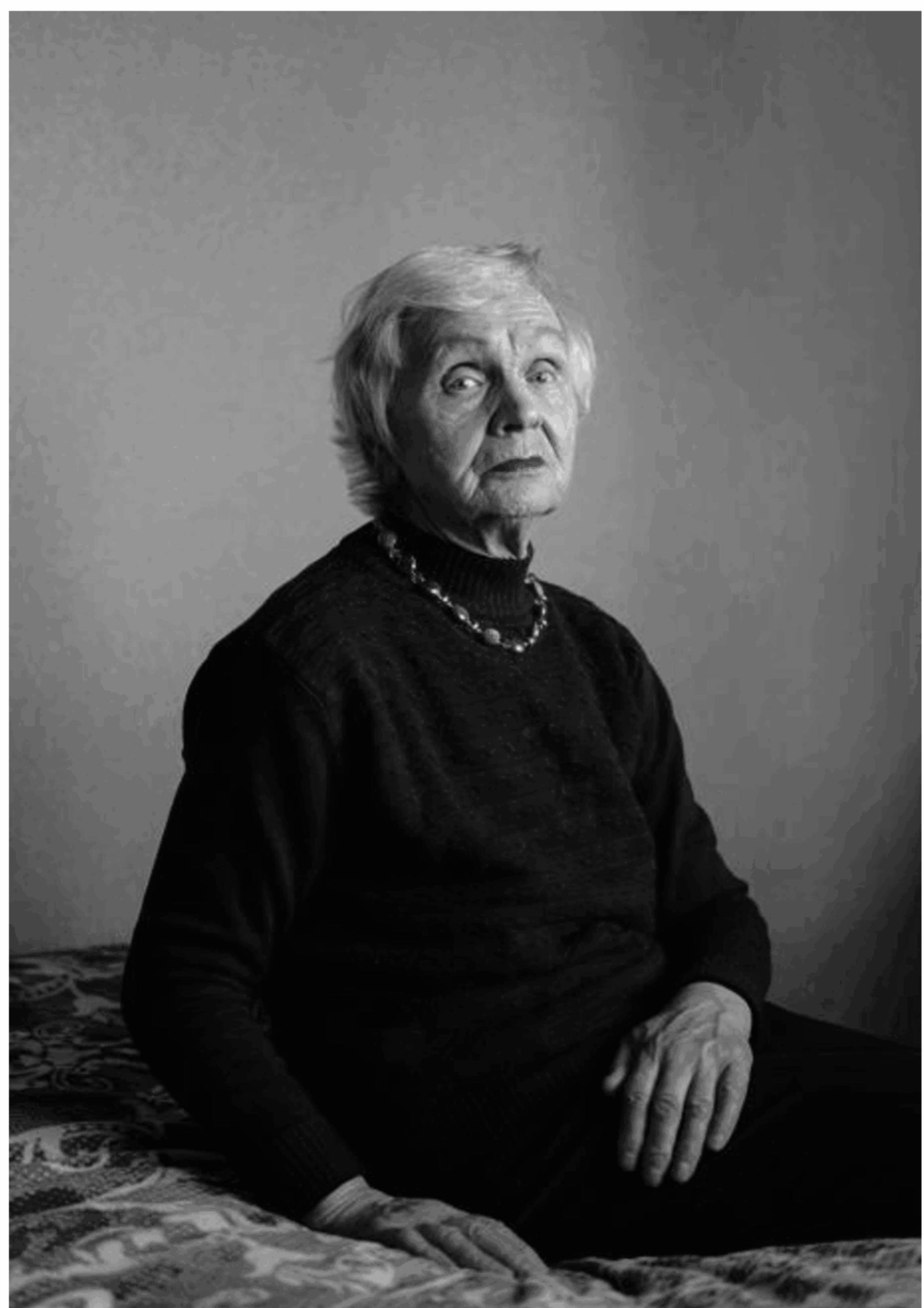
Alexandre, à Tomilino.

Alexandre

30 ans, musicien et employé d'un entrepôt de pièces automobiles, à Tomilino, un village de la région de Moscou

« Je réfléchis beaucoup, non pas à l'avenir du pays dans un sens abstrait, mais à ce que je ressens personnellement. Il s'agit de pouvoir respirer en toute liberté. Ces dernières années ont été comme de l'air en béton qui s'infiltra dans les poumons. Tu vis comme si tu portais constamment une lourde charge sur le dos. Tu comprends que ce n'est pas seulement la tienne. C'est commun, collectif. Nous la traînons tous. Je veux que nous ayons la capacité de vivre sans nostalgie. C'est comme si nous regardions toujours le passé, quand "tout allait bien". C'est important, la mémoire, les racines. Mais, lorsque le passé devient le principal point de référence, il est difficile d'avancer.

Je rêve que notre présent devienne un lieu de développement, non de stagnation. Parfois, on a l'impression de vivre dans un espace clos, où beaucoup de choses sont décidées à l'avance : ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, où l'on peut aller et où l'on ne peut pas. Cela me ronge. Au contraire, je veux pouvoir penser, faire des erreurs, essayer. Quand ce n'est pas le cas, ce n'est pas seulement l'économie qui est en panne, ce sont aussi les gens. Je rêve qu'il y ait plus de vie autour de nous. Des musiques, des pensées. Pour que nous puissions, sans crainte, avoir la conviction que demain est possible. »



Loudmila, chez elle à Saint-Pétersbourg.

La vie rêvée des Russes

Après plus de trois ans de guerre contre l'Ukraine, la parole des Russes, muselée par le Kremlin, reste rare. Comment imaginent-ils leur avenir et celui de leur pays ? Pour « Le Monde », la photographe russe Mary Gelman a recueilli, au printemps, cinq témoignages, fragments de la réalité de ses concitoyens et de leurs espoirs



Loudmila

84 ans, enfant du siège de Leningrad (1941-1944) et ancienne ouvrière, à Saint-Pétersbourg

« Avant tout, je rêve de paix. Que les gens cessent de se battre et de se quereller. La terre est notre maison commune, et nous sommes tous voisins. Elle est petite comme un grain de sable, et nous l'avons polluée de tant de choses : chars, missiles, colère, haine. Je veux qu'elle soit verte, belle, pleine de vie. Avec les tremblements de terre, les ouragans et les incendies, la nature nous crie déjà : "Arrêtez !" A ses signaux, nous restons sourds. Nous construisons des monstres géants et inutiles, alors que nous pourrions bâtir des maisons confortables, lumineuses et humaines.

Cela me fait mal de voir à quel point tout est négligé. Autrefois, nous avions une culture, une âme. Je regarde ceux qui ont fui le pays depuis trois ans – des gens talentueux, intelligents. Ils doivent revenir. Ils seraient capables de relever et de revitaliser le pays, de lui insuffler de la chaleur. Je voudrais que nous soyons tous fiers d'avoir fait le bien : planter un arbre, aider un voisin, construire quelque chose de nécessaire... »

Pour que nous puissions être fiers de la création, et non de la destruction. Je veux qu'il n'y ait plus aucune peur. Notre peuple est effrayé, fatigué. Et en hibernation. J'en suis sûre : les bonnes personnes constituent la majorité, il faut juste les réveiller. »



Des logements à Tomilino, un village de la région de Moscou.



Alexandre, à Tomilino.

Alexandre

30 ans, musicien et employé d'un entrepôt de pièces automobiles, à Tomilino, un village de la région de Moscou

« Je réfléchis beaucoup, non pas à l'avenir du pays dans un sens abstrait, mais à ce que je ressens personnellement. Il s'agit de pouvoir respirer en toute liberté. Ces dernières années ont été comme de l'air en béton qui s'infiltra dans les poumons. Tu vis comme si tu portais constamment une lourde charge sur le dos. Tu comprends que ce n'est pas seulement la tienne. C'est commun, collectif. Nous la traînons tous. Je veux que nous ayons la capacité de vivre sans nostalgie. C'est comme si nous regardions toujours le passé, quand "tout allait bien". C'est important, la mémoire, les racines. Mais, lorsque le passé devient le principal point de référence, il est difficile d'avancer.

Je rêve que notre présent devienne un lieu de développement, non de stagnation. Parfois, on a l'impression de vivre dans un espace clos, où beaucoup de choses sont décidées à l'avance : ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, où l'on peut aller et où l'on ne peut pas. Cela me ronge. Au contraire, je veux pouvoir penser, faire des erreurs, essayer. Quand ce n'est pas le cas, ce n'est pas seulement l'économie qui est en panne, ce sont aussi les gens. Je rêve qu'il y ait plus de vie autour de nous. Des musiques, des pensées. Pour que nous puissions, sans crainte, avoir la conviction que demain est possible. »



Loudmila, chez elle à Saint-Pétersbourg.

La vie rêvée des Russes

Après plus de trois ans de guerre contre l'Ukraine, la parole des Russes, muselée par le Kremlin, reste rare. Comment imaginent-ils leur avenir et celui de leur pays ? Pour « Le Monde », la photographe russe Mary Gelman a recueilli, au printemps, cinq témoignages, fragments de la réalité de ses concitoyens et de leurs espoirs



Angelo Rinaldi

Ecrivain et critique littéraire

Il est mort à la manière des souverains en exil, dans une solitude apparente et triste, entouré d'amis qui l'ont veillé jusqu'au dernier souffle. Angelo Rinaldi, membre de l'Académie française, s'est éteint, mercredi 7 mai, à Paris. Avec lui disparaît une lignée de chroniqueurs littéraires du temps d'avant, à une époque où les règles de l'exercice n'interdisaient ni d'éreinter les œuvres ni de souffler leurs auteurs.

Né à Bastia, dans une famille modeste, le 17 juin 1939 – et non en 1940, comme il aimait à le faire croire –, Ange-Marie (son prénom à l'état civil) perd tôt son père, est élevé par une mère qui tient un petit café à l'enseigne du Claridge. A peine adolescent, il livre ses premiers articles dans la presse locale, y brocarde les auteurs en vogue, Sartre le premier, avec un culot de garnement.

Mais la société corse des années 1950 l'étouffe et, après quelques piges données à un quotidien local, il « prend le bateau », comme on dit alors dans l'île à chaque départ pour le continent. Devenu journaliste à *Nice-Matin*, il se frotte à la chronique judiciaire sans perdre Paris du regard. L'insulaire s'y installe à la fin des années 1960. Parrainé par Maurice Nadeau et, bientôt, par Françoise Giroud, dont il conservera toujours le portrait dans son appartement parisien du quartier de la porte Saint-Martin, il officiera à *L'Express*, au *Point*, au *Nouvel Observateur*, avant de prendre la direction du *Figaro littéraire*, de 2003 jusqu'à sa retraite en 2005.

Au fil de centaines d'articles, la littérature apparaît comme la grande affaire de sa vie, depuis que sa mère lui fait découvrir *Paul et Virginie*, de Bernardin de Saint-Pierre, à l'âge de 9 ans. Les classiques français dévorés, il s'attache aux auteurs italiens du XX^e siècle, lus en version originale: Ungaretti, Morante, Moravia et Sciascia, le trop oublié Elio Vittorini, dont la publication de la *Conversationen Sicile* au nez et à la barbe de la censure mussolinienne, entre 1938 et 1939, réjouissait cet antifasciste viscéral.

En 1969, ses premiers pas en littérature, avec *La Loge du gouverneur* (Denoël), lui valent le prix Fénéon. « Il écrit (...) comme on n'a plus écrit, dans une langue de grand siècle », salue alors *Le Monde*, quand certains critiques ne voient dans son style

qu'afféterie et maniéisme grammatical. Son deuxième roman, *La Maison des Atlantes* (Denoël, 1971), décroche le prix Femina. Suivront notamment *Les Dames de France* (Gallimard, 1977), *La Dernière Fête de l'Empire* (Gallimard, 1980), *Dernières nouvelles de la nuit* (Grasset, 1997) ou *Torrent* (Fayard, 2016).

C'est toutefois dans l'exercice critique qu'il excellera, au fil d'articles parfois nostalgiques, volontiers assassins, mais où la part d'œuvres saluées excède largement celle des exécutions. Les poètes foudroyés lui inspirent une tendresse toute particulière et c'est sans réserve qu'il célèbre Jean-Pierre Duprey, Olivier Larroque ou Jean de La Ville de Mirmont, gagnant dans cette vainre entreprise de remise au goût du jour une réputation de pédantisme pourtant fort éloignée de ses goûts pour les romans d'espiionage de Graham Greene ou les polars de Raymond Chandler.

Enthousiasmes flamboyants
S'il se défend d'avoir jamais descendu un premier roman, trop conscient disait-il des « défauts » du sien, la férocité de ce franc-tireur n'en fera pas moins trembler la République des lettres. Publiées dans *Service de presse* (Plon, 1999), *Dans un état critique* (La Découverte, 2010) ou le très récent *Les Roses et les Epines* (Edition des Instants, 272 pages, 21 euros), paru en mars, ses chroniques littéraires, livrées essentiellement à *L'Express* entre 1972 et 1998, dévoilent une érudition désinvolte et un humour de démolisseur.

Il y place Marguerite Duras « au premier rang de nos écrivains mineurs », raille les « Cent ans de platiitudes » de Gabriel García Marquez et pourfend le Nouveau Roman, qualifié de « littérature mondaine où cuistres, oisifs et impuissants s'illusionnent sur eux-mêmes », tout en portant aux nues le théâtre de Nathalie Sarraute, éminente figure de ce courant. Il se désole aussi que Victoria Ocampo soit tombée dans l'oubli, découvre Edmund White et Fritz Zorn, encense Flannery O'Connor et Vialatte. Ses enthousiasmes sont flamboyants; ses détestations, vénéreuses et jouissives, lui interdisent de reconnaître le talent de Mishima, de Philip Roth ou de Kundera.

Ce journaliste intranigeant fuit aussi la connivence compassée des dîners mondains dans le monde de l'édition, à laquelle il

préfère la fréquentation de « l'internationale des petites gens ». « La critique doit rendre des jugements et non pas des services », déclarait-il à la *Revue des deux mondes* en 2024. Élu à l'Académie française en 2001 – ses amis se cotisent pour lui offrir une épée –, il y occupe le fauteuil 20, le même numéro que celui de son département de naissance, et y formera un couple avec l'académicien Hector Bianciotti, d'origine argentine, jusqu'à son décès, en 2012.

Un an auparavant, fidèle à ses convictions de toujours, Rinaldi avait démissionné de la présidence de l'Association de défense de la langue française, qui s'ap-

prêtait à remettre un prix à Eric Zemmour, fraîchement condamné pour « provocation à la haine raciale ». « Je me plie au vote démocratique, car je n'ai pas le choix », proclame-t-il, à l'époque. Par contre, je refuse de présider une association qui récompense et donc légitime la propagande haineuse de M. Eric Zemmour. »

Dans son appartement parisien encombré de livres et de souvenirs, Angelo Rinaldi tenait salon autour d'un fond de whisky, allumait chaque cigarette au mégot de la précédente et laissait parfois échapper une exclamation en langue corse, maîtrisée à la perfection mais source de malenten-

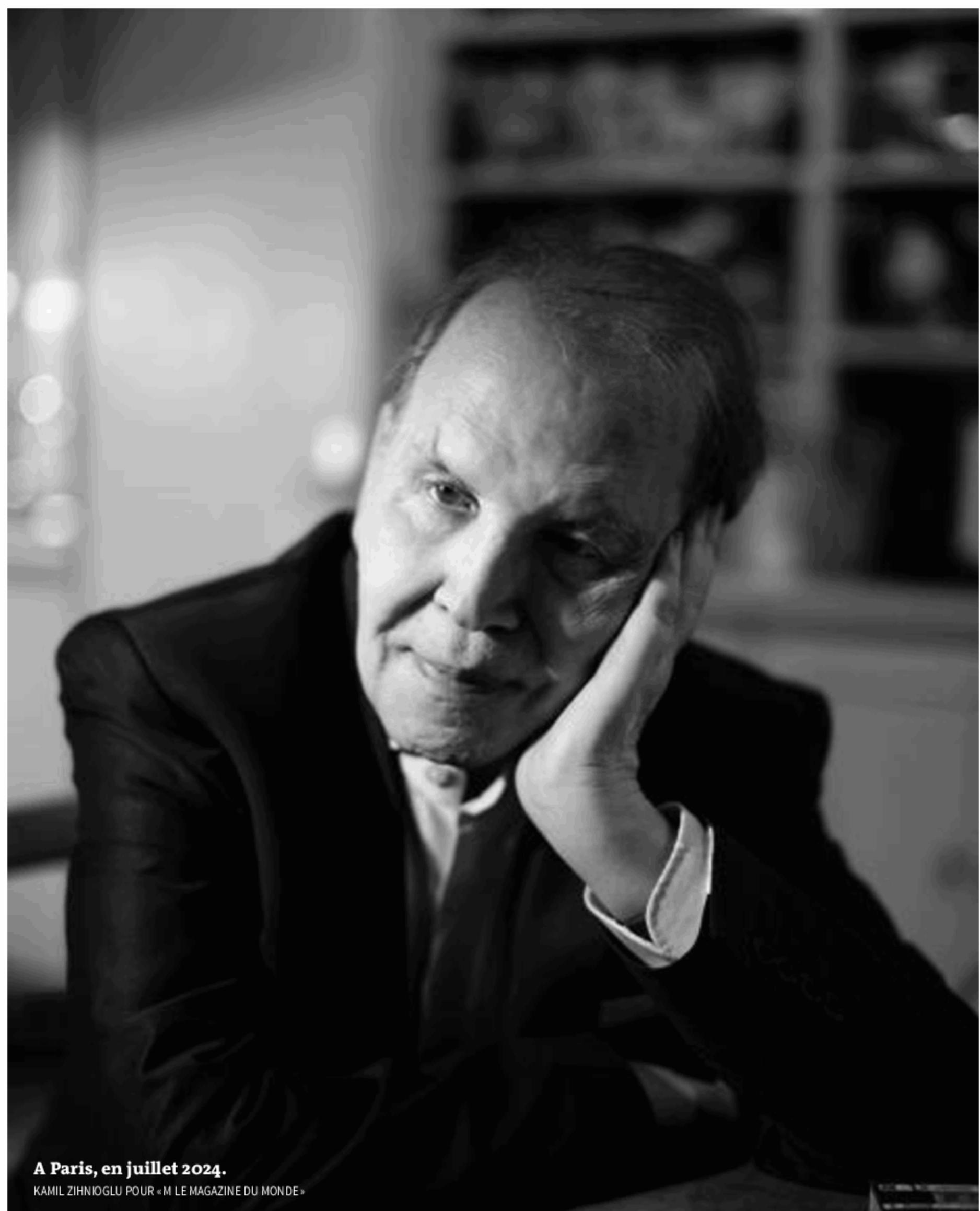
dus avec son île depuis qu'il avait déclaré au *Nouvel Obs*, en 2000, qu'on n'y avait « guère en commun qu'une certaine façon de siffler les chèvres ».

En juin 2024, il avait confié au *Monde* envisager un pèlerinage sur la terre de son enfance, si rarement foulée depuis son départ soixante ans plus tôt. Il gagnera finalement l'île pour rejoindre le tombeau familial du cimetière de Bastia, « tourné vers la mer », dans lequel sa mère vénérée avait placé ses dernières économies. Un retour au pays natal maintes fois repoussé par peur de n'y « croiser que des fantômes ». ■

ANTOINE ALBERTINI

A Paris, en juillet 2024.

KAMIL ZHINIOGLU POUR « LE MAGAZINE DU MONDE »



Joseph S. Nye

Politologue américain

L'histoire a réservé un curieux sort à Joseph S. Nye. Ce théoricien des affaires internationales, passé par des administrations démocrates, disparaît alors que le concept qui a contribué à sa réputation, le soft power, est radicalement remis en cause par le président du pays qui en a tiré le plus grand profit, Donald Trump. S'y ajoute le fait que l'institution où il a passé l'essentiel de sa carrière universitaire, Harvard, est au même moment la cible d'une offensive anti-élite conduite par le même locataire de la Maison Blanche.

Décédé le 6 mai, Joseph Samuel Nye était né le 19 janvier 1937 à South Orange, dans le New Jersey. Il suit tout d'abord des études d'histoire à Princeton. Il y accumule les diplômes et les distinctions, comme la prestigieuse

bourse Rhodes, avant de rejoindre Harvard. Il y obtient un doctorat en 1964. Il enseigne à l'école d'administration publique de l'université, rebaptisée du nom de l'ancien président John F. Kennedy après son assassinat, en 1963, et dont il prendra la direction au faîte de sa carrière, de 1995 à 2004.

Dans des années 1970, qui ont pour toile de fond la guerre froide, Joseph Nye participe avec son collègue Robert Keohane à l'émergence d'une nouvelle école des relations internationales, le néolibéralisme (dans le sens anglo-saxon), qui répond à un néoréalisme privilégiant le rapport de force. Au contraire, le néolibéralisme met en avant le concept d'interdépendance pour tenter de répondre à la complexité d'un monde plus fragmenté que ne laisse entendre la division entre blocs. Selon cette théorie, les pays

peuvent devenir si étroitement liés économiquement que la force militaire cesse alors d'être le facteur le plus important entre eux.

Preuve par l'absurde

Ce courant de pensée, durablement influent, fait de la coopération internationale entre les Etats un facteur de réduction des conflits. Sur cette base, Joseph S. Nye élabore au cours des années suivantes le concept de soft power, qu'il définit par « la capacité d'influencer les autres par l'attraction et la persuasion plutôt que par la coercition et l'achat ». Il réagit alors à un débat alimenté en 1987 par l'ouvrage de l'historien britannique Paul Kennedy *Naissance et déclin des grandes puissances*. Cette idée de « puissance douce » assoie d'autant plus sa réputation que les Etats-Unis triomphent à la même époque de la guerre froide. Il verra

19 JANVIER 1937 Naissance à South Orange (New Jersey)

1964 Doctorat à Harvard

1994-1995 Secrétaire adjoint à la défense de Bill Clinton

1995-2004 Dirige la Kennedy School of Government, à Harvard

6 MAI 2025 Mort

dans l'invasion funeste de l'Irak, en 2003, une preuve par l'absurde de la pertinence de ses idées.

Joseph S. Nye a l'occasion de passer de la réflexion à la pratique.

Nommé sous-secrétaire d'Etat, il est ainsi chargé par le président démocrate Jimmy Carter (1977-1981) des démarches de son administration en matière de non-prolifération nucléaire. Il est ensuite promu par Bill Clinton (1993-2001) comme secrétaire adjoint à la défense, de 1994 à 1995. Son nom circulait pendant la campagne présidentielle de 2004 pour occuper le poste de conseiller à la sécurité nationale du candidat démocrate, John Kerry, finalement battu par le président sortant, George W. Bush.

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier, avait poussé Joseph Nye à multiplier les interventions publiques. Il déployait que « son passé dans l'immobilier new-yorkais lui ait donné une vision tronquée du pouvoir, limité à la coercition et aux transactions », comme le prouvaient ses déclarations relatives au Panama, au Canada ou au Groenland.

Dans le *Financial Times*, début mars, il rappelait ainsi que le soft power, contrairement à ce que peuvent en dire ses détracteurs, « n'est qu'une partie de la puissance d'un pays. Il doit être associé à la puissance dure de manière à se renforcer mutuellement plutôt qu'à se contredire ». « Le vrai réalisme ne néglige pas les valeurs libérales ou le soft power. Mais les narcissiques extrêmes, tels que Trump, ne sont pas de vrais réalisistes, et le soft power américain aura du mal à s'imposer au cours des quatre prochaines années », prognostiquait-il sombrement. ■

GILLES PARIS

17 JUIN 1939 Naissance à Bastia

1969 « La Loge du gouverneur » (Denoël), prix Fénéon l'année suivante

1971 « La Maison des Atlantes » (Denoël), prix Femina

1972-1998 Critique littéraire à *L'Express*

2001 Élu à l'Académie française

2003-2005 Directeur du *« Figaro littéraire »*

7 MAI 2025 Mort à Paris



■ En kiosque



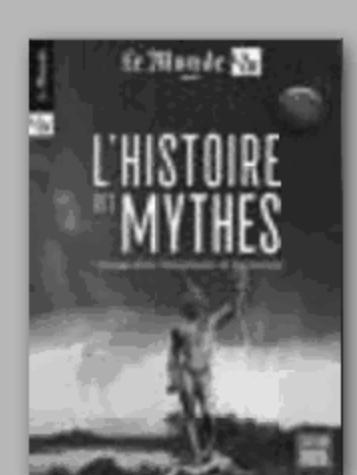
Dès vendredi 9 mai



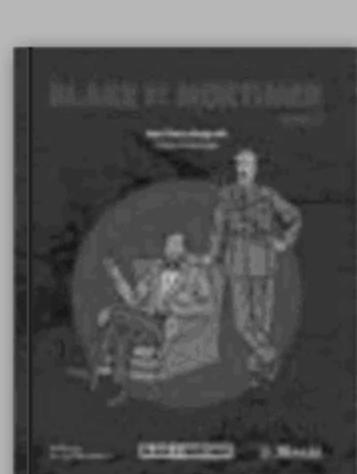
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Le livre
BLAKE ET MORTIMER

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr

(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Jean-Pierre MORIGNY

a le bonheur d'annoncer la venue au monde de son petit-fils

James,

le 5 mai 2025, à Saint-Maur, au foyer de

Eva et Paul,
sa belle-fille et son fils.

Anniversaire de naissance

Émilie COUTANT

a quarante ans.

Docteure en sociologie, enseignante-rechercheuse, épouse des Lettres et de la beauté du monde, elle éclaire mes jours d'une intelligence lumineuse et d'une érudition rare.

Bon anniversaire, Émilie.

Décès

M. et Mme Janusz Plodowski, son frère et sa belle-sœur,

M. Jérôme Bonnet, son fils,

M. Rafael Bonnet--Da Silva, Mme Éléonore Bonnet Talbi, ses petits-enfants,

Mme Adriana Talbi et sa fille, Clémence Fernandes, Sa belle-famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Małgorzata BONNET, née PŁODOWSKA,

survenu à Paris, le 24 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 7 mai, en l'église de Boos (Seine-Maritime), suivie de l'inhumation dans le caveau familial où elle repose.

Cannes, Vitry-le-François, Briennon-sur-Armançon.

Mme Mireille BOUVET, sa fille,

a la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Gérard BOUVET,

survenu le 6 mai 2025, à Cannes, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 9 mai, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marguerite, à Cannes-la-Bocca.

Et rappelle le souvenir de son épouse

Yvonne BOUVET,

décédée le 27 juillet 2020.

243, rue Jeanne d'Arc,
54000 Nancy.

Isabelle, Céline, Muriel, ses filles,
Ses petits-enfants,
Toute la famille
Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul BUCHER,
psychanalyste-peintre,

survenu le 6 mai 2025 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 14 mai, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Contact avec la famille :
bucher.isabelle92@gmail.com

Marseille.

M. Jean-Marc DEBIOL, son époux,

François, Michel et Marion (†), ses enfants

et leurs familles,

Pierre, Luc et Philippe HEITZLER, ses frères

et leurs familles,

Mme Marie-France ROUX, née DEBIOL, sa belle-sœur et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Martine DEBIOL, née HEITZLER,

survenu le 8 mai 2025, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Lazare, 13, rue Saint-Lazare, Marseille 3^e.

Paris.

Jacques, Pierre, Michel et leur mère, Monica Bernatets,

Guillaume, Juliette et leur mère, Evelyne Cavalier,

Marcel, son frère,

Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Noël DÉCOURT, ancien élève de l'INA,

ingénieur des Eaux et Forêts, directeur de recherches à l'INRAE, conseiller scientifique en ambassade à Tel-Aviv et Bonn,

survenu le 7 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Une cérémonie civile sera célébrée le 14 mai, à 13 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Nous associons à notre peine le souvenir de son fils

M. Yves DÉCOURT,

décédé en 1992, à l'âge de trente-sept ans.

17, rue de Rungis, 75013 Paris.

M. et Mme Olivier et Yumiko FAVRY, Mme et M. Gwenola et Stéphane Niccolaini,

Rébecca, Amaury et Raphaël, ses petits-enfants,

M. et Mme Albert Favry et leurs enfants,

Ses neveux, ses nièces et leurs enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Roger FAVRY, professeur agrégé de Lettres modernes,

auteur de nombreux ouvrages et articles parus dans la revue *Esprit*, PEMF et Ellipses,

survenu le 23 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Sophie et Hélène, ses filles,

Tristan, Axel et Yanis, ses petits-fils,

ont la douleur de faire part de la disparition de

M. Jean-Pierre GIOVANNANGELI,

le 3 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, des suites d'une longue maladie.

Un dernier hommage lui sera rendu le 14 mai, à 14 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Yvonne BOUVET,

décédée le 27 juillet 2020.

243, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy.

Sylviane Gueth, son épouse, Sylvie et Jacques Deville, Frédéric Gueth et Doris Maier, ses enfants,

Antonin, Benjamin, Noé, Anna et Lucas, ses petits-enfants, Les familles Gueth et Apruzzese,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Francis GUETH, élève de l'ENS Saint-Cloud (promotion 1961),

Bureau de la Lecture publique au sein de la direction des bibliothèques du ministère de l'enseignement (1967-1968), directeur de la bibliothèque municipale de Colmar (1969-2007),

survenu le 2 mai 2025, à Colmar.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une cérémonie d'hommage aura lieu à l'automne prochain.

sylvie.devillegueth@gmail.com

C'est avec une profonde tristesse que

Jean-Louis Rossi, son compagnon, Martine et Pierre, sa sœur et son frère Et tous ses proches et ami.e.s,

font part du décès de

Françoise MAZURE,

survenu le 3 mai 2025.

Une cérémonie en son honneur se tiendra le 13 mai, à 12 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Cecilia Moreau, son épouse, Mélanie, Yann, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc MOREAU, dit MORO,

survenu le 1^{er} mai 2025.

L'auteur dramatique, comédien, doubleur, chanteur et parolier, entre autres, laisse derrière lui une œuvre riche, de ses chansons (parfois signées Mc Orm) à Areu=MC2.

En union avec Fernanda (†), son épouse, Simon Nobili, son fils,

Fiona et Eileen Nobili, ses petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mario NOBILI,

survenu le 1^{er} mai 2025, dans sa quarante-cinqième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e.

En union avec Henri Porte (†), son époux, François et Catherine Porte, Sabine Porte, ses enfants,

Lucie, Antoine, Séan, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie PORTE, née DUMESNIL,

survenu le 5 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 mai, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Franklin REINHARD, Antoine et Arthur Fox-Reinhard, ses fils,

Léo Reinhard, son petit-fils, Philippe (†), Alain et Martine, ses frères et sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Claude REINHARD,

survenu à son domicile, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Une cérémonie de recueillement aura lieu le mercredi 14 mai 2025, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20^e.

Paris. Vincelottes. L'île Tudy.

Guillaume et Grégoire, Pauline et Clémence, ses fils et belles-filles, Antoinette, Capucine, Félix et Armand, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe ROUMEGUÈRE,

X 1960



Caroline Guiela
Nguyen, directrice
du Théâtre national
de Strasbourg,
le 25 janvier.
SMITH/MODDS



L'humoriste
Merwane
Benlazar,
en 2022.
LUCA DE VITA

M. B.: S'agit-il aussi pour vous de questionner votre public d'habitues sur ce qu'ils pensent ne pas aimer ? Le type de stand-up que vous avez choisi pour ce TNS Comedy Club ne repose pas sur l'improvisation, mais sur l'écriture. Peut-être faudrait-il l'appeler « monologue comique », pour qu'il soit considéré différemment.

Cette initiative du TNS Comedy Club va-t-elle inspirer d'autres théâtres publics ou craignez-vous qu'elle soit critiquée ?

C. G. N.: Si ma démarche soulève des questions, c'est très bien. Je ne dis pas que j'ai envie que ça soit la révolte et que tout d'un coup on m'enlève mes subventions, je dis juste : réfléchissons tous ensemble. Il y a quand même des choses qui avancent. Regardez *Par les villages*, mis en scène par Sébastien Kheroufi [en 2024], avec la rappeuse Casey dans la distribution. Il y a quinze ans, on se serait étonné de voir une femme qui fait du rap sur la scène de théâtre public. Les choses sont déjà en marche et nous, en tant qu'institution, il faut juste qu'on puisse être dans le même tempo.

En choisissant de faire du stand-up, quel est votre objectif premier sur scène ?

M. B.: J'essaie de changer le regard par le rire. Mon spectacle s'est politisé sans le vouloir, notamment lorsque j'ai évoqué mon expérience de tournée en France, lorsque je faisais les premières parties de Panayotis Pascot ou de Roman Frayssinet. Les gens avaient un peu peur de voir arriver un barbu avec une capuche ! Finalement, après mon passage, pendant lequel ils avaient ri parce que je faisais des blagues sur le regard que je suscitais, peut-être se disaient-ils : « Ce n'est pas lui qui fait peur, c'est moi qui suis ridicule. » Si j'arrive à ça, c'est que j'ai fait mon travail.

Sur les préjugés, il y a eu la polémique suscitée par votre passage, le 31 janvier, dans l'émission « C à vous », sur France 5. Vous avez été accusé d'être un salafiste à cause de votre tenue et d'échanges de tweets.

Que vous inspire cet épisode ?

M. B.: C'était un épisode malheureux, mais, finalement, quelle occasion formidable de faire mon travail ! Je suis évidemment meurtri par cette histoire, parce que j'aime mon pays, mais je suis content d'avoir pu montrer, à travers un sketch, toute l'absurdité de cette polémique. Et, finalement, les salles se remplissent très vite. Peut-être que, pour une fois, en me virant de la télévision, le ministère de la culture a bien fait son boulot. Ils ont mis la lumière sur un très bel artiste ! [rires]

C. G. N.: Franchement, cette polémique était surréaliste. C'est sidérant qu'on n'ait pas compris immédiatement que la seule chose dont il s'agissait, c'était de faire tomber un artiste parce qu'il est arabe et qu'il porte une barbe.

M. B.: Je pense que, à ce moment-là, les gens se moquaient de la vérité.

C. G. N.: Exactement. C'est devenu une attaque en règle sur ce que tu représentes. Evidemment, je suis allée vérifier dans les échanges de tweets si tu avais tenu des propos misogynes. Il n'y a pas de sujet. Tu l'expliques très bien dans le sketch que tu as fait pour répondre à la polémique, tu es sorti de cette histoire de façon digne. Ton sketch a plié le game !

L'arrivée du stand-up dans la programmation a-t-elle un impact sur la formation au sein de l'école du TNS ?

C. G. N.: Pour la section jeu du concours du TNS, on a changé les intitulés pour le premier tour de sélection. Les élèves peuvent présenter des textes classiques, mais aussi du stand-up. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRINE BLANCHARD

TNS Comedy Club, du 10 au 15 mai, au Théâtre national de Strasbourg.

ENTRETIEN

Du 10 au 15 mai, le Théâtre national de Strasbourg (TNS) ouvre ses portes au stand-up, avec le TNS Comedy Club. Cette initiative inédite, voulue par la directrice de cette institution, Caroline Guiela Nguyen, marque une étape importante dans la reconnaissance de cet art de la parole et de la vanne, souvent considéré contre un sous-genre par les théâtreux. Le programme, composé en collaboration avec l'équipe de Madame Sarfati, le comedy club parisien créé par l'humoriste Fary, offre un échantillon éclectique de la scène actuelle du stand-up. Laura Domenge, Panayotis Pascot et Merwane Benlazar y présenteront leur spectacle. Le Plato, comedy club strasbourgeois, organisera une soirée mêlant artistes émergents et confirmés. Enfin, des élèves de l'école du TNS qui ont suivi un module consacré à l'écriture du stand-up roderont leurs blagues devant le public.

C'est la première fois que des stand-uppers vont se produire sur une scène de théâtre public. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Caroline Guiela Nguyen: J'ai toujours travaillé avec la volonté de battre en brèche l'idée qu'il existerait une hiérarchie, une classification des cultures. C'est profondément ce qui crée du mépris social et, surtout, ce qui nous empêche d'accéder à des formes d'art puissantes, parce que l'on estime que telle création relève du théâtre public et telle autre du théâtre privé, sous prétexte que cette dernière serait commerciale et pour le peuple. En tant qu'artiste, directrice d'institution et d'école, mon travail est de totalement rebattre les cartes. Il était temps qu'on franchisse cette nouvelle étape parce que, en vérité, l'institution est en retard. Il s'agit d'être dans une égalité d'estime.

Dans notre programmation, nous avons des artistes comme Eric Feldman, qui a écrit *On ne jouait pas à la pétanque dans le ghetto de Varsovie* [en 2024], ou Laurène Marx, avec *Pour un temps sois peu* [2021] : ce sont des formes solos qui s'adressent directement au public. Pourquoi ces spectacles-là ont-ils leur place dans des théâtres nationaux et pas le

« La base du stand-up, c'était de déranger »

Dialogue entre Caroline Guiela Nguyen, la directrice du Théâtre national de Strasbourg, qui programme, pour la première fois dans un théâtre public, des stand-uppers, du 10 au 15 mai, et Merwane Benlazar, l'un des humoristes invités

stand-up ? Parce que le stand-up, c'est de l'humour ? Parce qu'il aborde des sujets contemporains ? Parce qu'il est grand public ? La question qu'on devrait poser est : pourquoi, pendant longtemps, n'avons-nous pas considéré que ce genre pouvait être dans des théâtres publics et un élément important de la culture commune ?

Merwane Benlazar : Jouer dans des comedy clubs, devant un public d'habitues, c'est une chose. Aller sur la scène du TNS, prêcher « au-delà de ma paroisse », devant un public qui n'a pas l'habitude de cette forme d'art, me donne le sentiment de faire pleinement mon travail.

Pourquoi l'humour a-t-il été considéré comme quelque chose de moins noble ?

C. G. N.: Intuitivement, je dirais que c'est lié à la question de l'émotion. Je fais beaucoup de spectacles où les gens pleurent et, ça aussi, c'est considéré comme moins noble. Comme si l'émotion ne pouvait pas laisser la place au sérieux du politique, à la distance

brechtienne qui permet de comprendre, d'analyser ; elle ferait bifurquer la pensée. Peut-être faudrait-il aussi regarder comment est né le stand-up et comment ceux qui le pratiquaient étaient alors considérés.

M. B.: Lenny Bruce [1925-1966], l'un des premiers stand-uppers américains, a fait plusieurs séjours en prison parce qu'il évoquait des sujets très tabous pour l'époque. Officiellement, on lui reprochait sa vulgarité, et la police venait l'arrêter lors de ses shows.

C'est ça, la base du stand-up : le principe même était de déranger. Il n'y avait pas encore de comedy clubs, le public le découvrait dans des clubs de jazz. On n'avait pas l'habitude, peut-être, de rire fort, de faire du bruit, d'être choqué, d'avoir toutes ces émotions.

En tant que stand-upper, quel est votre rapport au théâtre ?

M. B.: Je suis né et j'ai grandi en Seine-Saint-Denis, où, grâce à l'école, j'ai pu découvrir des pièces au théâtre public Gérard-Philipe de Saint-Denis. Quand j'étais jeune, je trouvais le théâtre rigide, la lecture n'étant pas mon fort. Alors, quand je devais lire des pièces dans un français ancien, cela me demandait beaucoup d'efforts. Lorsque j'allais au théâtre avec le collège, cela m'intéressait, mais je n'avais pas la capacité de me concentrer sur les dialogues qui étaient datés, parce que je n'avais pas le bagage culturel. A 12-13 ans, j'ai découvert le stand-up grâce au « Jamel Comedy Club » à la télévision : dans sa façon de parler et de faire des blagues, cette troupe me ressemblait,

je m'identifiais plus facilement. Le stand-up est davantage venu à moi que la dramaturgie classique. Donc le théâtre est devenu l'endroit où j'allais voir du stand-up, et c'était dans des théâtres privés ou des salles municipales. J'ai suivi des cours d'improvisation au Studio Théâtre de Stains, avec, comme premier professeur, Kheiron et, à 16 ans, j'ai fait ma première scène de stand-up. Avec Caroline, nous faisons la même chose : le stand-up, c'est beaucoup de texte, d'écriture.

Et vous, Caroline Guiela Nguyen, quel est votre rapport au stand-up ?

C. G. N.: C'est présent dans ma vie depuis longtemps. Je viens d'une famille où l'humour est très important. Je regardais à la télé le Jamel Comedy Club, mais aussi Gad Elmaleh, Elie Semoun, etc. Et j'ai continué. Par exemple, avec mon frère, des cousins ou des amis férus de ce genre, on s'envoie quotidiennement une dizaine de vidéos d'extraits d'humoristes trouvés sur Instagram. Puis on se rappelle, on se redit les punchlines et on mesure à quel point le choix des mots a un sens qui fait que soit ça passe, soit ça ne passe pas. C'est tenu. Le stand-up, c'est vraiment de l'écriture. C'est ça que j'adore.

En tant qu'autrice, quand j'écoute du stand-up, je suis dans un rapport très simple d'humour, mais aussi parfois dans la pensée politique. Réussir à écrire sur des sujets très actuels, en trouvant l'endroit où ça peut nous faire rire sans que ça flingue toutes les personnes autour, je trouve que c'est une prise de risque assez dingue.

« Pourquoi n'avons-nous pas considéré que le stand-up pouvait être un élément important de la culture commune ? »

CAROLINE GUIELA NGUYEN

Le stand-up a amené dans les salles de spectacle un public jeune et très diversifié...

C. G. N.: La question des publics, c'est mon obsession. J'ai toujours fait du théâtre en me disant : je veux que ce soit un lieu hospitalier, dans lequel ma mère se sente totalement à sa place. Je ne veux pas qu'elle entre dans la salle avec la peur au ventre, en ayant l'impression que ce n'est pas pour elle. Il ne s'agit pas uniquement d'accueillir du stand-up pour qu'il y ait des jeunes, des publics divers, mais de dire à ces publics-là : ce que vous aimez a de la valeur. Pour moi, il n'y a rien de plus violent, dans la vie, que d'attaquer les gens sur leurs goûts, de leur dire ce que qu'ils aiment n'est pas culturellement admissible.

Je suis très heureuse que le public qui ne va pas voir habituellement du stand-up, qui n'en connaît pas les codes, puisse y participer, mais aussi côtoyer un autre public, qui, lui, est très habitué à cette discipline. Il s'agit, finalement, de créer une nouvelle communauté dans la salle.

« Aller devant un public qui n'a pas l'habitude de cette forme d'art me donne le sentiment de faire pleinement mon travail »

MERWANE BENLAZAR

A Venise, le grand spectacle face au désastre mondial

Devant la crise climatique, la Biennale d'architecture célèbre les puissances de l'intelligence artificielle

ARCHITECTURE

VENISE (ITALIE) - envoyée spéciale

Sommes-nous en train de fabriquer l'intelligence ou est-ce l'intelligence qui fabrique ce que nous sommes ? La question résonne dans l'espace du pavillon chilien de la Biennale d'architecture de Venise, qui a ouvert au public samedi 10 mai. C'est l'interrogation la plus sensée qu'il ait été donné d'entendre sur le thème de cette 19^e édition, «Intelligens», néologisme forgé pour célébrer les noces de l'intelligence du vivant avec celle fabriquée par la technologie numérique.

Serena Dambrosio et Nicolas Dias Bejarano, les commissaires du pavillon chilien, se sont intéressés aux data centers qui prolifèrent de manière inquiétante, selon eux, dans leur pays. Plongée dans le noir, éclairée par les maquettes de ces infrastructures construites par des ingénieurs, sans architectes, et par les images qui dansent à la surface de l'eau qu'on a coulée dans le relief d'une table de banquet, leur installation fait écho à la contestation que le phénomène suscite au sein de la population. Les visiteurs sont invités à prendre place autour de la table, et à s'immerger dans un concert de questions d'ordres anthropologique, politique, environnemental, qui soulève la course folle à l'intelligence artificielle.

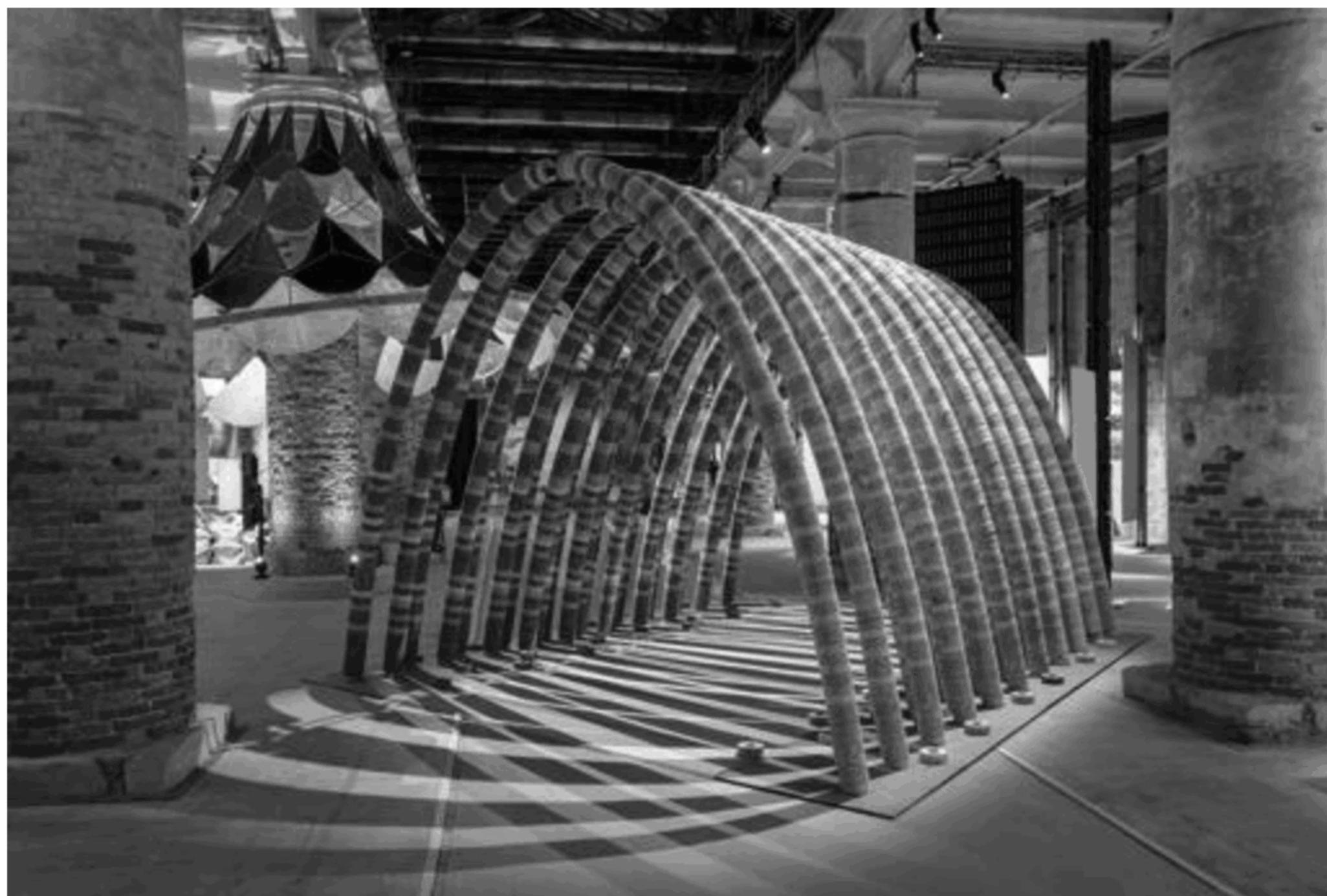
Si ces Chiliens n'en étaient pas chargés, elles seraient restées en suspens. L'exposition principale qui se déploie exclusivement dans l'espace de la Corderie, sur le site de l'Arsenal, ne fait aucune place au doute, elle. Ni à l'esprit critique ni à la résistance. L'«intelligens» y est célébrée sur un mode résolument orgiaque comme une réponse offensive aux défis lancés par les violents désordres qui bouleversent la planète. «Face au futur, il y a deux attitudes possibles», déclarait Carlo Ratti, le commissaire général de la biennale, lors de la présentation qu'il a faite à la presse le 6 mai: «Si nous ne choisissons pas d'en être les architectes, alors nous en serons les victimes.»

Température suffocante

L'entrée dans l'exposition se fait par un sas où sont concentrés des dizaines de climatiseurs – censément ceux qui rafraîchissent le reste de l'exposition. La température est suffocante. Réalisée par un collectif international (l'agence Transsolar, la climatalogue Sonia Seneviratne de l'ETH de Zurich, les designers Bilge Kobas et Daniel A. Barber), cette installation est présentée dans le catalogue comme une allégorie «des inégalités flagrantes à l'échelle mondiale, et sans cesse croissantes, de la température des espaces intérieurs». Et appelle la question suivante: «Qui a droit au confort, pour combien de temps, et à quel coût?» Ce qui apparaît clairement, une fois sorti de ce cauchemar climatique et propulsé au cœur de l'exposition monstre, c'est que Carlo Ratti a choisi son camp. Et ce n'est pas celui des victimes.

On ne peut que saluer la performance de cet ingénieur et architecte italien, professeur de technologies urbaines et directeur du Senseable City Lab du Massachusetts Institute of Technology qui a su comme peu d'autres s'appuyer sur la monumentale Corderie pour célébrer l'architecture de son temps dans ce qu'elle a de plus séduisant. Conçue comme un superorganisme proliférant, son exposition s'appuie sur une colonne vertébrale d'installations éblouissantes qui combinent matériaux naturels et technologies de science-fiction de toutes les manières possibles et imaginables.

Elles sont, pour partie du moins, le fait d'une internationale chic



L'installation « Elephant Chapel » de Boonserm Premthada, à la Biennale de Venise, le 6 mai. MARCO ZORZANELLO/COURTESY LA BIENNALE DI VENEZIA



Le « Reflective Intelligences », au pavillon chilien, à la Biennale d'architecture de Venise, le 7 mai. CRISTOBAL PALMA

« Face au futur, si nous ne choisissons pas d'en être les architectes, alors nous en serons les victimes »

CARLO RATTI
commissaire général
de la biennale

qui se partage les projets urbains les plus prestigieux sur le globe. Leurs noms : Kengo Kuma, Winy Maas, Jeanne Gang, Ma Yansong, Alejandro Aravena, Diller Scofidio + Renfro, Norman Foster, Bjarke Ingels, Lina Ghoshmeh, SO-IL... A ces derniers s'agrégent des personnalités comme le designer Philippe Starck, le musicien Jean-Michel Jarre, le philosophe Emanuelle Coccia, le photographe Yann Arthus-Bertrand, et d'autres encore dont les contributions illustrent la dimension transdisciplinaire de la manifestation.

Les autres exposants, beaucoup plus nombreux, sont relégués le

long des murs dans des présentations bidimensionnelles. Cette polarisation entre l'élite et la plèbe était déjà en germe il y a deux ans dans la biennale « woke » de Lesley Lokko. En valorisant la présence des quelques rares stars d'origine africaine, cette militante décoloniale espérait intensifier le rayonnement du continent tout entier. Plus fongible dans l'idéologie d'extrême droite du gouvernement Meloni, la vision de Carlo Ratti se situe aux antipodes.

La réussite de son exposition n'en est pas moins réelle. Elle doit beaucoup à cette transdisciplinarité qu'il revendique. Réalisées par des équipes de scientifiques, d'architectes et d'artistes, les installations intègrent le fond et la forme dans une plastique saisissante. On est loin des projets d'architectes se prenant pour des artistes, des cinéastes, ou des scientifiques, qui ont si souvent caractérisé les biennales d'architecture.

Un parfum hollywoodien flotte dans l'air, de fait, et tout semble clair, malgré la profusion. Les textes des cartels sont moins denses que par le passé, et accompagnés qui plus est d'une synthèse pro-

duite par une intelligence artificielle. Ces résumés sont instructifs, accessoirement, pour ce qu'ils révèlent du champ lexical de l'exposition. D'un carton à l'autre, les mêmes mots reviennent : «résilience», «collaboration», «biomorphique», «matériaux recyclés», «performance»...

Gageons que le succès sera au rendez-vous, et pas seulement pour des raisons de forme. Au crédit de Carlo Ratti, il faut aussi inscrire la représentation assez extraordinaire qu'il a réussi à donner du moment présent, du moins en regard des critères qu'il s'est lui-même fixés pour définir l'expérience humaine. Une gigantesque fresque historique en détaille les catégories : de la médecine à la doctrine militaire, de la nature du corps humain à la collecte de données, de l'éducation aux systèmes de surveillance, de la prison au système économique, du colonialisme aux algorithmes, de la biosphère à l'architecture...

Optimisme et mauvaise foi
Mais ce spectacle extravagant n'en est pas moins angoissant. Irriguée par l'idée que le désastre généralisé ne serait qu'un immense gisement d'opportunités, l'exposition distille un optimisme aussi absurde qu'éhonté, sans crainte de verser dans la mauvaise foi. Le directeur du Senseable City Lab a beau prétendre qu'elle célèbre l'intelligence sous toutes ses formes et sans hiérarchie, les vraies vedettes sont les androides avec lesquels les visiteurs sont invités à interagir.

Le Turinois a beau multiplier les précautions de langage lorsqu'il évoque la partie de l'exposition consacrée à la vie dans l'espace, marteler que «non, il n'y a pas de planète B, contrairement à ce que voudraient faire croire certains», ce qui est montré dans cette dernière section suggère le contraire : une forêt spatiale (Thomas Heatherwick); un data center lunaire pour parer à des situations où le réchauffement terrestre serait tel que les centres de données eux-mêmes n'y résisteraient pas (IVAAIU City); une ville amphibie pour la planète Mars d'une capacité de 10 000 personnes (Clouds Architecture Office et Jun Sato Structural Engineers), dont on comprend dans le catalogue qu'elle a été inspirée par les fantasmes de colonisation spatiale d'Elon Musk... Ex-chantre de la smart city («ville intelligente»),

Carlo Ratti a changé son fusil d'épaule lorsqu'il est devenu évident que ce concept sur lequel il avait bâti sa carrière recouvrait l'ambition qu'avaient les Gafam de prendre le contrôle des villes et s'est repositionné en gourou de la *senseable city* («ville sensible»). Mais il n'a pas su résister à la tentation d'exposer le projet Sidewalk Labs, cette ville Google ultraconnectée, prototype de *smart city* envisagé à Toronto, qui aurait fait triompher ses idées si les habitants ne l'avaient pas, in extremis, fait capoter.

Et la poésie surgit sans crier gare, au détour d'un empilement de blocs de pierres aux allures de créatures mythologiques, qui crachent en continu des volutes de

Réalisées par des scientifiques, architectes et artistes, les installations intègrent le fond et la forme dans une plastique saisissante

vapeur d'eau. C'est l'œuvre du Madrilène Andres Jaque et de son Office for Political Innovation (en collaboration avec Gokce Ustunisik), un projet centré sur la biomérialisation qui s'opère lorsqu'on laisse les pierres respirer, sans leur appliquer aucun produit, sans les nettoyer non plus : «Les pierres sont comme des forêts, s'enthousiasma-t-il lorsqu'on l'a croisé, elles peuvent abriter la vie, et stocker du carbone.» Certaines propositions sont véritablement portées d'espoir, comme cette Deserta Ecofolie, maison autonome conçue par les Chiliens Pedro Ignacio Alonso et Pamela Prado pour permettre à des chercheurs de faire longs séjours dans le désert.

Rien ne résiste pour autant au narratif de l'exposition. Les voix dissonantes («We're fucked!», «Thank you for the cheap labor», slogans qu'on lit ici et là...) sont réduites à une fonction publicitaire. «Le spectacle ne veut en venir à rien d'autre qu'à lui-même», écrivait Guy Debord en 1988 dans ses *Commentaires sur la société du spectacle*. Qui soupçonnait, sinon peut-être lui, le poids énorme dont ses mots étaient encore appelés à se charger ? A l'issue de ce parcours vertigineux, aux accents de baroud d'honneur d'une humanité qui fonce droit dans le mur, on le ressent presque physiquement. ■

ISABELLE REGNIER

Biennale d'architecture de Venise, du 10 mai au 23 novembre 2025

DIJON 2025

théâtre en mai FESTIVAL

THEATRE DIJON BOURGOGNE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL TDB-CDN.COM INFOS RÉSEAUX SOCIAUX 2025

23.05→01.06 DIJON 2025

creation graphique © Brest Brest

Illustration: Guin Slave © Marin Lec



« Faust », de Charles Gounod, mis en scène par Denis Podalydès, lors de la prégénérale à l'Opéra de Lille, le 30 avril. SIMON GOSSELIN

L'enthousiasmant « Faust » de Denis Podalydès

Présenté dans la version originale avec dialogues parlés de 1859, le chef-d'œuvre de Charles Gounod retrouve jeunesse et érotisme

MUSIQUE

LILLE - envoyée spéciale

Et Satan conduit le bal ! Le célèbre air de Méphisto-phélès, chanté par les plus grandes basses du monde entier, ne figure pas dans la version originale du *Faust* de Gounod. Sa présence dans la version proposée à l'Opéra de Lille jusqu'au 22 mai illustre en filigrane la mise en scène de Denis Podalydès, dénonçant le culte d'un « Veau d'or » bien solide sur ses quatre pattes – luxure, pouvoir, argent, avidité. En choisissant la première mouture avec des dialogues parlés, créée à l'Opéra-Comique en 1859, *Faust* se révèle nettement plus incisif et licencieux, frondeur et satirique. On se signe à l'église pour mieux se vautrer dans le péché.

Le travail fondamental des musicologues du Centre de musique romantique française, le Palazzetto Bru Zane, en donnait un aperçu en version concertante au Théâtre des Champs-Elysées avant l'album enregistré par Christophe Rousset (avec Benjamin Bernheim et Véronique Gens), publié en 2019 sur leur label. Mais le passage à la scène, dopé par les choix du chef d'orchestre, Louis Langrée, opérant un nouveau détournage, en particulier des seconds rôles, renouvelle incontestablement la mise, pour le meilleur.

Un personnage virevoltant

Certains tubes, *Le Veau d'or est toujours debout, Avant de quitter ces lieux ou encore l'immarscible Gloire immortelle de nos aïeuls*, passent certes à la trappe. Mais l'inédit et inquiétant *Air du chiffre treize*, les dialogues de Jules Barbier et Michel Carré (subtilement remaniés, dont Podalydès a réussi à faire du vrai théâtre), des trios explicitant davantage les rapports des personnages, renforcent l'intérêt de ce retour aux sources. Ainsi la cabarette de *Faust*, repérée il y a quelques années dans une brocante, qui prolonge le fameux *Salut ! Demeure chaste et pure*, témoigne d'une prise de conscience du héros face au crime qu'il s'apprête à com-

Le Chœur de l'Opéra de Lille impressionne par son homogénéité et sa facilité à passer de petits groupes à une puissante entité

mettre en trompant et dévoitant la pure Marguerite.

Sous les dehors vestimentaires d'un bourgeois du XIX^e siècle, chapeau claque et pipe d'écume en bouche, Denis Podalydès a fait de son Méphisto un personnage virevoltant, courant, gambadant, dansant. De cet être aérien à la désinvolture sympathique, servi par un couple d'acolytes circassiens tout de noir vêtus, le baryton Jérôme Boutillier dresse un portrait savoureux. Ses reparties font mouche face à une Dame Marthe trop facile à séduire. Les graves manquent peut-être de noirceur, mais le chanteur parcourt habilement le rôle entre juste faconde et cynisme distancié.

Le *Faust* de Julien Dran est une bien belle surprise. Le ténor français, très en verve, se joue avec aisance de l'ambivalence d'un personnage que sa jeunesse retrouvée, après l'amertume déclatée dans une nuit de Walpurgis transformée en bordel pour notables, les veuves noires se dépouillant de leurs noirs oripeaux de sorcière pour mieux s'offrir à la débauche, dans de magnifiques costumes de courtisane, signés Christian Lacroix.

Victime de cette victoire du vice sur la vertu, la pieuse Marguerite qui file sur son rouet un bien mauvais coton. Déjà remplacée à

la générale, la soprano Vannina Santoni, après avoir assuré la première du 5 mai, a déclaré forfait pour cette deuxième représentation. Elle est remplacée par Gabrielle Philiponet, dont la prestation, parfois feuillets en main pour ce qui concerne les dialogues, ne démerite pas, tant s'en faut. Sombre et charnue, la ligne de chant manque parfois de précision, mais l'incarnation de la soprano française force le respect. Si l'*Air des bijoux* ne scintille pas de l'éclat frivole dont se pare la coquette en herbe, la terrible scène de la malédiction à l'église, puis le dernier duo avec *Faust*, au cœur de la prison où l'infanticide attend d'être guillotiné, sont poignants. A ce propos, la ronde solitaire de la mère et du fils, enlacés sur la musique pendant l'étrangement lent et doux de l'enfant, est juste insoutenable.

D'inventives chorégraphiques

Une tournette savamment dosée, des pans de mur réversibles (le fameux envers du décor), quelques meubles opportunément descendus des cintres composent l'ingénieuse scénographie dépourvue d'Eric Ruf. Dans ce monde de la nuit et de l'obscurité (les seules lumières, sont, à l'instar des tableaux de saints, celles de l'âme) subtilement éclairé par Bertrand Couderc, Denis Podalydès crée un beau théâtre, intelligent et subversif, d'une grande sensualité. L'érotisme affleure jusque sur les bancs de l'église, s'épanouit dans d'inventives chorégraphies guerrières et amoureuses de Cécile Bon, se glisse dans les baisers, les frôlements, jusque dans le tableau final. Marguerite a été sauvée en extérieur de la damnation par le verdict du Ciel, mais c'est un Méphisto goguenard, en habit de soirée, qui se retourne vers le public du fond de scène, dans un dernier nuage de fumée. Le diable, comme Dieu, est aussi futur de havane.

Très bien distribués, les seconds rôles distinguant d'abord le Valentin de Lionel Lhôte, profondément humain et d'une vocalité sans faille, dont les terribles imprécations contre sa pécheresse de cœur, au moment de mourir,

rappellent les atours métaphysiques d'un Commandeur justicier, tançant son donjuanesque assassin. Si Anas Séguin campe un Wagner de fier parage, la voix ronde et déliée, le timbre charnu au vibrato serré de Juliette Mey confère au rôle de Siebel, amoureux malheureux puis témoin impuissant de la chute de Marguerite, une profondeur et une épaisseur inhabituelles. En Dame Marthe, un peu trop mûre au goût du diable, Marie Lenormand humanise un personnage trop souvent caricatural de matrone habillée par le démon de midi.

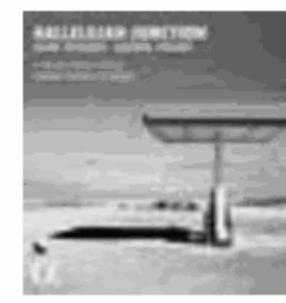
Le Chœur de l'Opéra de Lille impressionne par son homogénéité et sa facilité à passer de petits groupes (femmes ou hommes par pupitres séparés) à une puissante entité, dont la cohésion accompagne et renforce la dramaturgie. A la tête d'un Orchestre national de Lille galvanisé, Louis Langrée fait sonner avec passion et volupté cette musique dont l'ardente flamme court dans ses veines. Les épanchements des cordes, leur poison vénéneux, les plaintes et les ricanements des vents, le plein jeu de l'orgue, sidérant tel qu'au Jugement dernier, sont rendus avec un enivrement palpable. Après plus de vingt-deux ans à la direction de l'Opéra de Lille, le riche mandat de Caroline Sonrier s'achève donc en beauté. L'avenir appartient à la Suisse Barbara Eckle, qui lui succède en juillet. ■

MARIE-AUDE ROUX

Faust, de Charles Gounod. Avec Julien Dran, Gabrielle Philiponet, Jérôme Boutillier, Lionel Lhôte, Juliette Mey, Anas Séguin, Marie Lenormand, Denis Podalydès (mise en scène), Eric Ruf (scénographie), Christian Lacroix (costumes), Bertrand Couderc (lumières), Cécile Bon (chorégraphie). Chœur de l'Opéra de Lille, Orchestre National de Lille, Louis Langrée (direction). Opéra national de Lille, jusqu'au 22 mai.

Retransmission en direct le 15 mai dans 14 villes des Hauts-de-France, puis diffusion sur Mezzo et Medici.tv, le 25 mai. Reprise à l'Opéra-Comique, Paris 2^e. Du 21 juin au 1^{er} juillet.

SÉLECTION ALBUMS



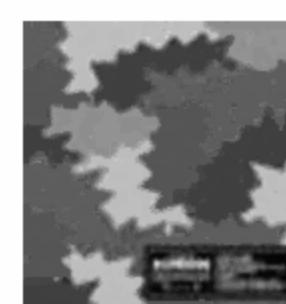
LUKAS GENIUSAS ET ANNA GENIUSHENE *Hallelujah Junction*

Oeuvres de George Gershwin, Igor Stravinsky, Aaron Copland, Frederic Rzewski, Colin McPhee et John Adams. Représentatives de la musique américaine du XX^e siècle par leur capacité à recycler comme le Russo-Lituanien Lukas Geniusas et la Russe Anna Geniushene, 34 ans chacun. D'abord intitulée *Rumba*, la *Cuban Overture*, de George Gershwin, explore une façon enivrante de se mouvoir qui dépasse le cadre de la danse. Après *La Havane*, Bach fait l'objet d'une extension jubilatoire dans le *Dumbarton Oaks Concerto*, d'Igor Stravinsky. L'extrapolation inspirée des références se poursuit avec Aaron Copland (*El Salón Mexico*), Frederic Rzewski (*Winnsboro Cotton Mill Blues*) et Colin McPhee (*Balinese Ceremonial Music*). Quant au fascinant *Hallelujah Junction*, de John Adams, il est l'apothéose d'un album où l'art du musicien s'apparente à celui d'un jongleur. ■ PIERRE GERVASONI



SUZANNE VEGA *Flying With Angels*

Il y a quarante ans, sortait, à rebours de la pop new wave, le premier album d'une jeune folkeuse américaine, Suzanne Vega. Dix albums plus tard et quelques tubes devenus intemporels – *Luka*, *Tom's Diner*, *In Liverpool...* –, sa voix sensible s'est installée parmi les plus familières du folk urbain. *Flying With Angels*, son premier recueil de chansons inédites depuis onze ans, pourrait céder à un classicisme folk-rock, bien loin de 99.9° (1992) qui, jadis, surprenait par ses arrangements électro-niques. Mais on se prend à revenir sur ce disque plus contrasté qu'il n'y paraît, où se déclinent ses racines rock new-yorkaises (*Speakers'Corner, Rats*), arpèges boisés aux harmonies hantées (*Alley, Flying With Angels*), et un pur exercice soul (*Love Thief*). La parolière excelle sur le superbe *Lucinda*, dédié à sa conceur country folk Lucinda Williams. *Chambermaid* est un hommage malicieux à Bob Dylan, où elle reprend une partie de *I Want You*. Le terrain engagé n'est pas en reste, avec le poignant *Last Train From Mariupol* qui revient sur l'invasion russe en Ukraine, sans pathos mais avec la force des mots. ■ FRANCK COLOMBANI



GIORGIO POI *Schegge*

Voilà un objet qui ravira les amoureux de variété italienne, telle qu'elle triomphait dans les années 1980. Sous une pochette colorée, Giorgio Poi a taillé neuf *Schegge* (« échardes ») qui feront plus de bien que de mal aux oreilles de l'auditeur. Signataire de la musique originale de *Trois mètres au-dessus du ciel*, une romance adolescente, sur Netflix, le multi-instrumentiste romain est un indécrottable romantique basculant dans la contemplation et la mélancolie. Il aime les mélodies légères pour des ballades lovées entre des couches de synthés moelleuses, parfois animées de rythmiques sautillantes (*un Nelle tue piscine* idéal pour faire tremper l'été). Le protégé de Calcutta et du groupe Phoenix (dont le guitariste, Laurent Brancowitz, a apporté son aide sur ce quatrième album) ne se contente pas pour autant de bluesies, préférant les images surréalistes et un propos désenchanté. Il affirme qu'« il n'y a pas de vie au-dessus des 3000 kelvins » (l'unité de mesure de la température thermodynamique) et, dans *Uomini contro insetti* (inspiré par *Eloge de l'oisiveté*, de Bertrand Russell) que « les chansons sont toujours ridicules ». Elles y échappent habilement ici. ■ BRUNO LESPRIT



MOONSHINE *SMS for Location. Vol. 6*

Depuis dix ans, le collectif Moonshine agite les nuits de Montréal chaque samedi après la pleine lune. Organisés autour du chanteur d'origine congolaise Pierre Kwenders, les beatmakers et les DJ (Bonbon Kojak, Odile Mytil...) proposent une sono mondiale des plus inventives : afro-futuriste, électro-funk, au carrefour de toutes les musiques qui font bouger la planète, de l'amaïpiano sud-africain au baile funk brésilien. Depuis, le collectif, qui gardait secret le lieu de leur fête et qui envoyait l'information par SMS au dernier moment, d'où le titre de leur compilation, s'est déplacé à New York, Los Angeles, Paris et Santiago au Chili. Il a aussi invité des artistes comme leur célèbre compatriote Kaytranada ou le Californien Dâm-Funk. Pour se retrouver dans l'ambiance de ces nuits magiques, il faut écouter ce volume 6 de leurs nouvelles productions. ■ STÉPHANIE BINET



LUC-HUBERT SÉJOR *Mizik Filamonik - Spiritual Sound*

Réédition d'un 33-tours fondamental de gwoka, l'âme musicale guadeloupéenne, paru en 1979. Le gwoka, c'est le son du tambour ka, fabriqué autrefois à partir du « gros quart » – la barrique contenant des salaisons, et des rythmes, inventés par les « nèg'mawons », les esclaves rebelles qui se réfugiaient dans les mornes (collines). Des frappes à main nues sur les peaux au-dessus desquelles s'élancent des voix fiévreuses dans les « léwoz » (les veillées villageoises), dans les grêves et manifestations qui émaillent l'histoire de l'île. Luc-Hubert Séjor (auteur-compositeur, voix, triang', chacha – sorte de maracas), né en 1948 à Sainte-Anne, est l'un des plus fameux passeurs du gwoka. Entouré de tambouyés (Roger Raspaïl, Rudy Monpierre, Eric Danquin), des flûtistes Olivier Vamur et Françoise Lancréot, de la claviériste Annick Noël, il chante l'importance pour les Guadeloupéens de rester en connexion avec le gwoka (*Son*). ■ PATRICK LABESSE

□ Lire aussi sur Lemonde.fr la critique de l'album d'Eleonora Buratto, « Indomita ».

Un récit apocalyptique sur le Rio de la Plata, adapté d'une BD

Sur Netflix, «L'Eternaute» colle à la ville de Buenos Aires et à l'Argentine

SÉRIE

Dans la cohorte des récits apocalyptiques, *L'Eternaute* peut au moins se prévaloir du droit d'aînesse. La série argentine que propose Netflix, depuis mercredi 30 avril, est issue d'une bande dessinée dont la première version fut publiée entre 1957 et 1960. Scénarisée par Hector German Oesterheld (1919-1977), dessinée par Francisco Solano Lopez (1928-2011), elle imaginait Buenos Aires recouverte d'une neige létale, parcourue par des survivants assez malins pour avoir dégoté à temps masques à gaz et imperméables étanches.

Réécrit par Oesterheld et redessiné par Alberto Breccia (1919-1993), contemporain et égal d'Hugo Pratt ou Guido Buzzelli, dans les années 1970, *L'Eternaute* est devenu une œuvre majeure qui a fasciné des générations de créateurs argentins qui ont tenté de porter ce cauchemar très politique à l'écran. Militant péroniste de gauche, Oesterheld écrivit le dernier chapitre de la bande dessinée dans la clandestinité en 1976 avant d'être arrêté et de disparaître dans les geôles de la junte qui venait de s'emparer du pouvoir. Il imaginait, dans cette ultime version, que les extraterrestres avaient pu envahir l'Amérique latine avec l'accord des grandes puissances nucléaires terrestres.

Panorama inédit et hallucinant
Il y a une dizaine d'années, la réalisatrice Lucrcia Martel (*La Niña Santa, Zama*) consacra des mois à une adaptation qui fut abandonnée, tant le projet excédait les moyens. Netflix en dispose. Issue d'un accord avec les héritiers d'Oesterheld, qui ont exigé que la série soit tournée en Argentine et en espagnol, l'adaptation du cinéaste Bruno Stagnaro que propose la plateforme déploie un panorama d'autant plus hallucinant qu'il est inédit. En découvrant *L'Eternaute*, on prend la mesure du quasi-monopole que les Etats-Unis se sont arrogé sur la fin de



Alfredo «Tano» Favalli (César Troncoso) et Juan Salvo (Ricardo Darín). MARCOS LUDEVÍD/NETFLIX

l'humanité. Cette fois, l'architecture, l'urbanisme, les objets de la vie quotidienne que métamorphose la catastrophe ne sont pas issus de l'iconographie gringa. La série offre la vision d'une ville qui – à l'écran – est généralement le théâtre de drames intimes ou d'affrontements politiques. Buenos Aires. Le scénario fait une large place à la géographie horizontale de cette immense cité, d'abord parcourue par un solitaire, Juan Salvo (Ricardo Darín), parti à la recherche de sa fille dont il espère qu'elle a survécu.

Le travail d'Oesterheld reposait sur cette confrontation entre l'ordinaire et l'aberrant. La série reprend la situation de départ :

La BD d'Hector German Oesterheld reposait sur la confrontation entre l'ordinaire et l'aberrant

quatre amis quadragénaires se réunissent pour une partie de *truco*, jeu de cartes argentin, la nuit où la neige commence à tomber. Ces hommes quelconques se retrouvent au centre d'un drame galactique. La série fait de Juan Salvo un militaire expérimenté, ancien combattant de la guerre des Malouines, dont les compétences seront mises à contribution une fois que l'on aura compris que la neige était l'équivalent d'une préparation d'artillerie, avant l'arrivée d'extra-terrestres malintentionnés. Heureusement, les créateurs ont en la personne de Ricardo Darín l'interprète idéal, un maître dans l'art d'allier le charisme à l'humilité.

Comme le suggère son titre, néologisme fabriqué à partir d'éternité et d'astronaute, le récit original fait usage des paradoxes temporels qu'autorise la science-fiction. Cette dimension est, pour l'instant, à peine esquissée dans la série (une deuxième saison vient d'être annoncée). Sur le terrain de la métaphore politique, *L'Eternaute* fait preuve de la même réserve, sans pour autant le déserter tout à fait : on apprendra, en cours de saison (attention, spoiler), que l'armée argentine a survécu à l'invasion sous une forme embryonnaire et la peinture qui en est faite n'est rien moins que flatteuse.

A force de digressions souvent spectaculaires, et parfois superflues, les six épisodes de cette première saison couvrent à peine la moitié du scénario de la bande dessinée. Alors que le sort de Juan Salvo et celui de la planète restent en suspens, le matériau de *L'Eternaute* reste assez malléable pour suivre l'une ou l'autre de ces tentations : se ranger parmi les grands spectacles masochistes (*The Last of Us, The Walking Dead, et al.*) ou travailler dans le sillage du scénariste disparu, qui, lui, se réclamait à la fois de l'art militaire et d'une tradition littéraire allant d'Edgar Allan Poe à Jorge Luis Borges. ■

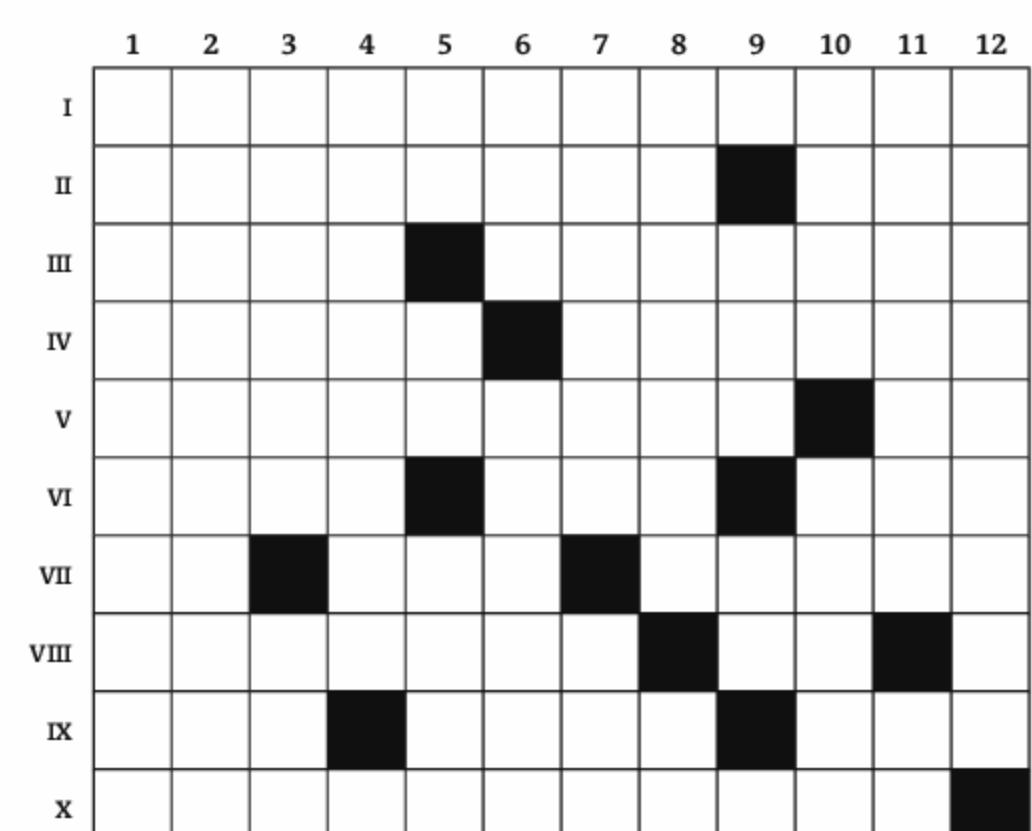
THOMAS SOTINEL

L'Eternaute, par Bruno Stagnaro d'après la bande dessinée d'Hector German Oesterheld et Francisco Solano Lopez (Arg., 2025, 6 x 55 min). Avec Ricardo Darín, Carla Peterson, César Troncoso.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 109
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 108

HORIZONTALEMENT **I.** Croche-pattes. **II.** Hebdomadaire. **III.** Api. RPR. Unes. **IV.** Nettoyeurs. **V.** CRS. Drève. AM. **VI.** Ec. SAE. Pue. **VII.** Lu. Ateliers. **VIII.** Atèle. Et. Eta. **IX.** Nems. Avertir. **X.** Truandassent.
VERTICALEMENT **1.** Chancelant. **2.** Répercuter. **3.** Obits. Emu. **4.** CD. Salsa. **5.** Horodaté. **6.** Empyrée. Ad. **7.** Parée. Leva. **8.** Ad. Uvéites. **9.** Taure. Rs. **10.** Tins. Prête. **11.** Ere. Austin. **12.** Sésame. Art.

HORizontalement

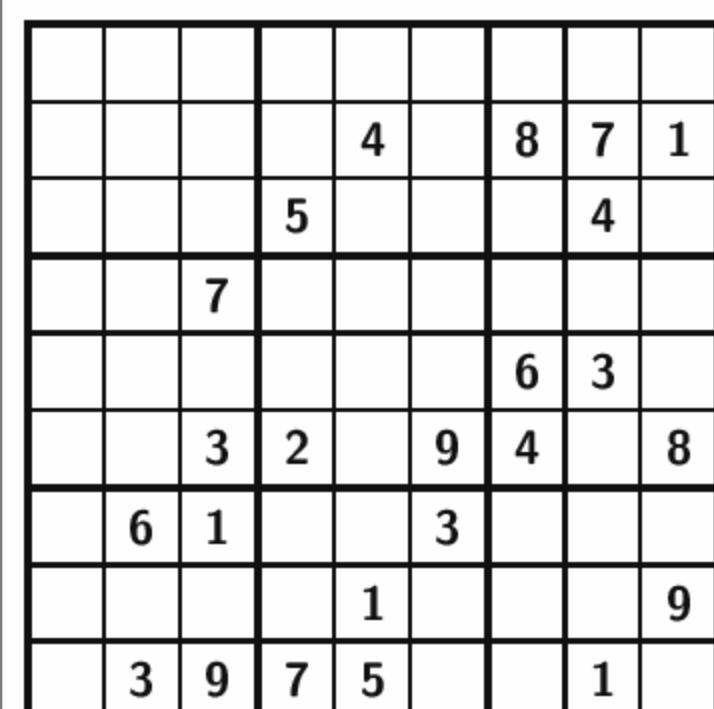
- I.** L'art de vivre aux crochets des autres. **II.** Préparée comme une mauvaise action. ADN perturbé. **III.** Prix du transport des marchandises. Enfonçai dans les fonds. **IV.** Flanc ensoleillé. Sale coup pour celui qui encaisse. **V.** Equipés d'un filet et d'un trident pour combattre. Dans tout. **VI.** Bruit sur le coup. Récupère toutes nos saletés. Jeu d'adresse. **VII.** Paresse sous les tropiques. Personnel. Mystique musulman. **VIII.** Adepte et partisane. Cité antique. **IX.** Bout du centre. Termina le cigare. Bon à rien. **X.** Membre d'un institut.

VERTICAMENT

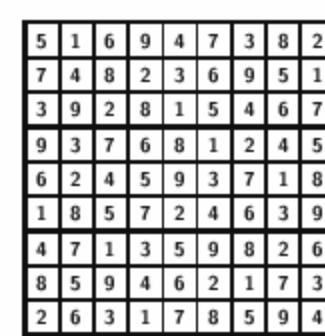
- 1.** Petite fauvette dans les roseaux. **2.** Club de Danton et de Marat. **3.** Impose le silence. Sans le moindre débordement. **4.** Redonna des couleurs. **5.** Chez la bonne. Possessif. Précieuse mesure. **6.** Met le feu aux organes. Suivit le mieux qu'il put. **7.** Ouvrir brutalement l'âme et le cœur. Droit et fier. **8.** Aident aux soulèvements. En action. **9.** Jonction sur la monture. Ouvre des possibilités. **10.** Passe très près. Taudis. **11.** Sans travail ni effet. Ouverture des comptes. **12.** Engage le journal.

SUDOKU

N°25-109



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



Sur France Inter, Giulia Foïs fait l'éloge de la différence

Dans la deuxième saison de son podcast, la journaliste donne la parole aux personnes atteintes de troubles mentaux

PODCAST

Cela faisait un moment que nous ne lui avions pas parlé. C'était en 2019. Avant qu'elle n'évoque son viol et publie *Je suis une sur deux* (Flammarion, 2020), en précisant d'emblée : « Ce qui m'est arrivé n'est pas un fait divers, c'est un fait de société. » C'était avant *Ce que le féminisme m'a fait*, chez le même éditeur, en 2024, puis son *Pas tous les hommes quand même!* (La Meute, 96 pages, 11,50 euros). C'était quand elle présentait « Pas son genre », sur France Inter, une émission engagée et pédagogique : « Il faut toujours donner des chiffres, rappeler des faits : l'ennemi, c'est l'ignorance. » Depuis 2021, « Pas son genre » est devenue « En marge », parce que, « depuis toujours, je m'intéresse à la question de la norme ».

« C'est un peu la même galaxie qu'"En marge", souligne Giulia Foïs. Ce sont des personnes qui, d'une manière ou d'une autre, sont sorties de l'autoroute. Comme toutes les féministes, je suis beaucoup sur les réseaux sociaux. Et comme ces luttes – nos luttes – se rejoignent et se rejoignent, nous partageons les mêmes outils de libération. »

Restait à trouver la forme. Elle décide d'emprunter celle utilisée par son amie la journaliste Caroline Gillet pour son podcast « Inside Kaboul » (prix Italia 2023, France Inter) : des notes vocales. « Je leur ai demandé de s'enregistrer, de m'envoyer leur carnet de bord 5G. » Pour chaque épisode de quarante minutes, Giulia Foïs récolte jusqu'à trois heures de rush. Et après ? Pour que cela soit « fluide et qu'on n'entende pas les coutures, il faut des heures et des heures de montage et de réalisation ». Elle dit d'ailleurs qu'on ne la reprendra plus. Sauf que c'est Giulia Foïs. Et qu'elle sait que « la radio a le pouvoir d'abattre des murs ». ■

« Expérience immersive »

Autant de raisons qui la poussent à imaginer le podcast « Ma différence à moi », dont la première saison, à l'automne 2024, donnait à entendre des personnes atteintes de troubles mentaux : Ali raconte son trouble dissociatif de l'identité, Maxime sa bipolarité, Agathe son anorexie.

Les cinq épisodes sortis le 7 mai laissent la parole à celles et à ceux qui sont « physiquement en dehors des normes ». Le dispositif reste le même : pas de commentaire, d'in-

ÉMILIE GRANGERAY

Ma différence à moi, podcast de Giulia Foïs (Fr., 2025, 40 min par épisode). A retrouver sur France Inter et toutes les plateformes d'écoute habituelles.

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abonnement@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40; Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE
Directrice générale
Elisabeth Cialdella



L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimer sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eurofinition : PILO = 0,0083 kg/tonne de papier

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

François Sureau « Je n'ai jamais cessé de vouloir m'en aller »

ENTRETIEN

François Sureau vient de publier *Les Enfants perdus* (Gallimard, 160 pages, 19 euros), premier volet d'un « feuilleton » policier, sur les traces de son héros, Thomas More, « personnage énigmatique et amical » qui résout des crimes oubliés par le temps. A 68 ans, il reçoit en fumant la pipe dans son bureau encombré de livres et d'objets : un dessin représentant Guillaume Apollinaire (1880-1918), un petit tableau des insignes de la Légion étrangère et une statuette du capitaine Haddock, son « double ».

Je ne serais pas arrivé là si...

... Si je n'avais pas eu cette peur irrationnelle d'être exclu, rejeté dans les ténèbres, si je ne faisais pas ce qu'il fallait. C'est pour cette raison que j'ai passé les concours comme Sciences Po, l'Ecole nationale d'administration (ENA). Et quand, ensuite, on m'a proposé de me présenter à l'Académie française, je l'ai fait. Pour moitié parce que mon père avait été membre de l'Académie de médecine, et que ça me paraissait honorable de faire la même chose que lui. Mais aussi parce que je craignais qu'une attitude de refus ne fasse de moi tôt ou tard un clochard. Une partie de moi s'est toujours rassurée par l'univers institutionnel.

Mais dans un autre mouvement, j'ai toujours envié ceux qui, comme le poète Arthur Rimbaud [1854-1891] ou les surréalistes, qui ont beaucoup compté pour moi, se refusaient à tous les hochets, par lesquels la société cherche à vous détourner de la vraie vie.

D'où vient cette crainte de l'effacement ?

De cette idée, apparue très tôt, que le monde des adultes était mensonger et cruel. Et que, pour y survivre, il fallait ruser, se conformer, obéir. Mais, en même temps, comme je suis resté fidèle à certains souvenirs de mon enfance, je n'ai jamais pu m'en accommoder complètement. Ce qui fait de moi quelqu'un qui est sans arrêt entre l'un et l'autre, entre dedans et dehors. Ça a commencé avec l'école, d'où je voulais m'évader. Puis il y a eu l'ENA, avec son classement désagréable, où j'ai été malheureux. Ensuite, je suis entré au Conseil d'Etat et j'en suis sorti. Je n'ai jamais cessé de vouloir m'en aller.

Quels sont ces souvenirs d'enfance auxquels vous êtes fidèle ?

J'avais 12 ans et préparais ma première communion. A ce moment-là, j'ai eu l'impression d'une coïncidence absolue avec moi-même. Tout à coup, ce que j'étais, ce que je pouvais être, ce que Dieu demandait de moi, ce qu'il était le monde autour de moi..., coïncidait merveilleusement, comme une grâce, un éblouissement. J'ai vécu toute ma vie dans la nostalgie de ce moment fondateur de l'enfance.

D'où venez-vous ?

Ma famille touche à tous les bouts de l'univers social : hobereaux de province, militaires, médecins, directrices d'école, cultivateurs, artisans... Du côté de ma mère, mon grand-père, dont la famille était d'origine protestante, travaillait à la Bourse et votait socialiste. La famille de ma grand-mère maternelle, elle, habitait Paris depuis le XVI^e siècle : les uns étaient avocats ou procureurs au tribunal du Châtelet ; les autres avaient des usines de gants, rue de Belleville. Il y avait aussi beaucoup de religieux, dont ma grand-tante, tante Babet, l'une des premières femmes agrégées de physique en France, devenue dominicaine des prisons.

Et du côté de votre père ?

Des gens de droite classique, décalés par rapport à leur monde. Mon père [Claude Sureau], qui était professeur de médecine, comme son père avant lui, a toujours été très anticolonial, favorable par exemple à l'indépendance de l'Algérie [1962]. Bien que catholique, il prônait la contraception et laissait les médecins libres de pratiquer les avortements dans son service. Il n'avait aucun préjugé. Je crois que ça a beaucoup contribué à m'éloigner du choc des idées contemporaines, le « c'était mieux avant » ou « ce sera mieux demain ».

Comment vos parents étaient-ils ?

Je trouve indiscret de parler des vivants, d'attirer l'attention sur soi à propos d'eux. Mon père est mort il y a cinq ans. Nous étions amis.

Pouvez-vous quand même essayer de dire ce qu'ils vous ont transmis ?

Mon père s'occupait de ses malades avant tout. Il partait la nuit, il était tout le temps dans son service. J'aurais aimé être un



A Paris, en 2023.
ROBERT JEAN-FRANCOIS / MODDS

« JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... » « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L'avocat et académicien revient sur les origines de sa vocation littéraire

homme comme lui, univoque, dédié à la poursuite d'un seul but, essayant de faire le bien dans la voie qu'il a choisie. J'ai probablement souffert, jeune, de n'avoir pas eu assez de proximité avec lui, que j'admirais tant, pour son intelligence et sa sensibilité.

Plus tard, quand il avait 60 ans et moi 30, nous allions déjeuner. Nous parlions de tout, mais jamais de nous-mêmes. Mon père donnait l'exemple d'un certain type de comportement mais ne m'a jamais dit comment me comporter.

Diriez-vous que c'était une famille aimante ?

Y en a-t-il ? Et comment les familles aimantes le sont-elles ? Ces questions sont mystérieuses. Un autre personnage a marqué mon enfance : ma nurse, Arlette. Elle était la veuve d'un ouvrier agricole. Quand mes parents partaient en voyage, je passais une partie de l'été à Troussas [Gironde], dans sa ferme. Elle me donnait mon bain dans un tonneau de vin, au milieu de la cour. Puis, pour aller au village, elle me mettait sur le porte-bagages de son vélo et marchait à côté en disant : « N'aie pas peur, la grosse Arlette va monter. » J'entends encore sa voix.

Quel enfant étiez-vous ?

Nous passions nos vacances dans le château de mes grands-parents paternels, au bout de la vallée de Chevreuse [Yvelines]. C'était une maison de plaisance. Personne ne jouait au châtelain, peut-être parce que les médecins hospitaliers ne sont pas portés sur la comédie sociale. En 1939, on y avait déménagé une partie des archives nationales et ma grand-mère me racontait comment elle lisait au lit les pièces du procès de Marie-Antoinette [1755-1793].

Pour moi, un royaume enchanté. Je me promenais dans la forêt et je lisais sans cesse, et d'abord des romans d'aventures, des romans policiers, un genre auquel je reviens à présent avec bonheur, mais cette fois la plume à la main. La vente de cette maison a été un arrachement.

à ce que j'étais, quelqu'un qui n'est ni totalement d'un côté ni totalement de l'autre.

Que représentent l'écriture, la littérature ?

On écrit parce qu'on ne peut pas faire autrement. Parce que la difficulté d'être se résume par la littérature. Lire m'a procuré un tel bonheur. J'écris par contagion de la lecture. Etre dans la littérature, non seulement en lisant, mais en faisant, était pour moi la seule issue.

Vous avez été proche de personnalités politiques, dont François Fillon et Emmanuel Macron. Vous avez écrit un discours pour François Hollande et parlé littérature avec François Mitterrand.

Que retenez-vous de ce compagnonnage ?

Je suis né douze ans après la fin de la seconde guerre mondiale. La vie de ma famille était marquée par le souvenir de l'affondrement de 1940, très présent chez nous à cause de l'engagement de mon grand-père. Héros de la Grande Guerre, il avait intégré un réseau de résistance et sortait toutes les nuits dans Paris pour accoucher des enfants de familles de juifs étrangers. Il a suffi d'un rien pour que l'on prenne la mauvaise direction et que l'on hérite du régime de Vichy. J'en ai déduit qu'il valait mieux essayer de comprendre, et de s'engager avant qu'il ne soit trop tard.

Etre le conseiller du prince flatte la vanité...

La vanité ne guérit de rien. Et puis personne ne m'a jamais écouté. D'une manière générale, alors que j'avais été à « l'école des gouvernés », je me suis rangé peu à peu du côté des gouvernés. Je déteste cette prétention qu'ont certains hommes de vouloir en gouverner d'autres. J'en ai vu les conséquences.

Vous êtes devenu un ardent défenseur des libertés publiques. Pourquoi ?

Au moment de l'ascension de Nicolas Sarkozy, entre 2002 et 2007, j'ai compris la portée de la phrase de Léon Blum, qui, à Bordeaux en 1940, a dit qu'il avait vu des caractères se corrompre comme dans un bain d'acide. Voir un ministre de l'intérieur critiquer les juges, puis un autre aller manifester avec des policiers place Vendôme, constater qu'on pouvait mépriser les principes, a été un choc. J'ai vu s'ouvrir, par pure démagogie, l'abîme de l'oubli. L'oubli de ce qui nous constituait (la séparation des pouvoirs, le respect du droit, l'essence de la civilisation démocratique), l'oubli de ce que nous étions. Cette inquiétude n'a cessé de s'aggraver depuis.

Croyez-vous au Ciel ?

Mon père allait à la messe tous les dimanches, seul, considérant qu'il s'agissait d'une question qui regarde chacun. Pendant longtemps je n'y suis pas allé, avant d'y retourner, seul, vers 30 ans. J'imagine que nombre de croyants sont assaillis par le doute. Pour moi, c'est l'inverse. Incertain, porté à douter, je suis très souvent assailli au contraire par l'évidence bienveillante de Dieu.

Je regrette de ne pas croire davantage. Même si, avec l'âge, j'ai fini par m'accepter tel que je suis, un croyant imparfait. Je vais me ressourcer au monastère de la Grande-Chartreuse [Isère], dont j'aime le silence. Un silence habité par le désir d'unité (moine, c'est « monos », l'unité) et de réconciliation. C'est pour moi – qui aurai vécu toute ma vie divisé contre moi-même – comme un bain de jeunesse.

Avez-vous peur de la mort ?

Ayant beaucoup aimé la vie et en continuant de l'aimer, l'idée qu'elle s'arrête me paraît marquée au sceau d'une insupportable injustice. Ensuite, je dois avoir un côté médiéval, il y a la peur du jugement. Je sais que ma vie n'est pas ce qu'elle aurait dû être. Je ne suis pas prêt à me raconter des histoires. Il m'est arrivé de m'approcher assez près de la mort, dans différentes circonstances dont je ne souhaite pas parler. Mais, à ce moment, j'ai découvert, surpris, que je n'étais pas si inquiet que ça. J'y ai vu un signe de l'amour de Dieu.

Vous êtes avocat, depuis trente ans...

Quand j'étais au Conseil d'Etat, on ne m'a jamais proposé d'entrer dans un cabinet ministériel, même quand la droite est revenue au pouvoir, en 1986, à l'époque où j'étais considéré comme un homme de droite. Ceux qui décident de ces choses devaient sentir mon caractère inadapté. Qui colle parfaitement avec le métier d'avocat, parce qu'il évolue entre deux mondes : celui de son client délinquant et celui du juge, de la norme et de la loi. Il doit donc comprendre les deux, s'exprimer à l'égard de l'un avec les mots de l'autre et réciproquement. Ça correspondait

A 68 ans, qu'avez-vous compris de la vie ?

Dans l'Évangile, il y a une parole que j'aime beaucoup, celle de la drachme perdue. Une maîtresse de maison perd une pièce de monnaie. Cette pièce, c'est nous. Nous sommes sans cesse exposés à nous perdre en chemin. C'est notre visage véritable qui est perdu. Quand on retrouve la drachme, il faut l'épousseter pour voir... Ce que je retiens de la vie, c'est qu'il ne faut jamais cesser de frotter la drachme. ■

Si l'Esprit saint a vraiment inspiré les cardinaux de ce conclave, qui n'ont pas traîné à choisir le «meilleur d'entre eux», on peut dire qu'il a stoppé net la désorientation et les incertitudes qu'on leur prêtait, en même temps que nos spéculations les plus savantes. Son «messager» arrive concomitamment aux violentes prémisses d'un inquiétant conflit entre l'Inde et le Pakistan. Il s'exprime au mitan de deux jours d'une commémoration d'armistice, célébrée dans la division et le révisionnisme historique. Enfin, à peine élu, le nouveau pape prononce certes des paroles aux antipodes de la fureur de l'époque, mais aussi aux antipodes de l'esprit vengeur qui semble avoir saisi son pays de naissance.

Il n'a échappé à personne que ce pape était américain, avec un nom de famille français et des ancêtres italiens et espagnols. Il est né dans l'Illinois, cette terre ancienne où l'influence catholique a précédé la recolonisation anglaise, l'incorporation dans l'Union et les vagues de migration européenne. Comment ne pas considérer comme frappante cette concordance? Le cardinal Prevost devient le premier pape venu des Etats-Unis, au moment précis où son pays semble dévaler la pente des inimitiés intérieures et de la démoralisation internationale. Comme aurait dit le premier pape polonais de la guerre froide, Jean Paul II, difficile de ne pas y voir «*un signe des temps*».

Enrôlement politique national-trumpien
En effet, en un petit discours, Léon XIV a réarticulé la priorité des priorités des catholiques autour de l'axe à la fois ardu et simplissime de leur foi: vivre la paix en eux et la transmettre, entre eux et autour d'eux, comme un antidote collectif et fécond pour un monde détraqué, qui fabrique à la pelle de la discorde mortelle.

La première des paix est donc, pour ce nouveau pape, dès ses premières paroles, celle qui règne entre catholiques: «Tous unis pour être un seul peuple [de Dieu] toujours dans la paix. (...) Pions ensemble pour cette nouvelle mission, pour toute l'Eglise.» On peut entendre ces appels comme un message à peine subliminal aux catholiques américains dont

Blandine Chelini-Pont Les paroles de Léon XIV sont aux antipodes de l'esprit qui saisit les Etats-Unis

L'Américain Robert Francis Prevost, élu pape jeudi 8 mai, incarne une ligne pastorale et idéologique radicalement opposée au monde MAGA («*Make America Great Again*»), qui a porté Donald Trump au pouvoir, analyse l'historienne

la fracture apparente contamine les autres Eglises occidentales. L'importance du catholicisme américain en matière d'influence, jamais assez soulignée, fait qu'ils polarisent aussi les autres espaces catholiques.

Résorber la fracture qui les travaille, à l'image de leur société, est devenu une urgence: car le camp des anti-Français, qui risque de devenir le camp des anti-Léon, se considère comme une citadelle assiégée. Ce camp se défend contre des forces ennemis qui auraient pénétré l'Eglise et la dirigeaient, comme elles auraient pénétré et dirigeraient leur société, voire le monde occidental. Il y a deux manières pour ces catholiques américains d'entendre le message du nouveau pape. Soit penser que, dans la lignée de François - ce «*pape woke*», selon l'ancien député européen Philippe de Villiers -, Léon XIV vaachever de dénaturer l'Eglise, les obligeant à continuer sur leur lancée schismatique. Soit réviser dans la douleur leurs priorités, en se désintoxiquant d'un prisme cognitif et affectif identitaire, antagoniste et répressif qui ne correspond pas à leur histoire.

Il leur faudrait surtout questionner l'enrôlement politique «national-trumpien», dénigreur et raciste, qu'ils ont adopté comme libérateur depuis une dizaine d'années parce qu'en échange il aurait permis de rechristianiser la loi et les institutions et arrêterait l'immigration. Un enrôlement qui produit une personnalité aussi clivante et brutale

que J. D. Vance, mettant en scène sa foi catholique pour justifier sans nuance la politique intérieure et internationale de son pays, jusque devant le parterre médusé de ses auditeurs à la Conférence de Munich sur la sécurité.

«Eglise qui construit des ponts»

Il est certain que la personnalité du nouveau pape, sa vie, ses engagements pastoraux sont l'exemple vivant que l'enfermement progressif des catholiques blancs américains dans une sorte d'exasération mauvaise de nationalisme et de populisme n'est non seulement pas une fatalité, mais aussi pas du tout original. Léon XIV est polyglotte, il a vécu comme missionnaire puis comme évêque au Pérou, il a pris la nationalité péruvienne. Il a bataillé concrètement pour que le Pérou accueille les flux de réfugiés vénézuéliens, quand ils ont quitté par millions leur pays pour ne pas littéralement mourir de faim.

Quand Léon XIV dit que les catholiques doivent chercher ensemble à être «une Eglise qui construit des ponts, qui dialogue, toujours ouverte pour recevoir (...)»

tous ceux qui ont besoin de notre charité, de notre présence, de notre dialogue et de notre amour», il incarne lui-même cette forme de passerelle vivante entre pays et entre continents. Il incarne en un mot une forme d'universalisme de conviction à opposer aux impérialismes nationaux qui violent les frontières tout en construisant des murs. Et c'est ce qui a été considéré comme la priorité la plus urgente par les cardinaux du conclave.

Aussi, la nouvelle orientation «politique» de l'Eglise catholique semble avoir été annoncée: être prioritairement axée autour de la paix comme une force «désarmée (...), désarmante, humble et persévérente», pas simplement du point de vue de sa diplomatie traditionnelle, mais aussi en demandant aux catholiques de s'engager collectivement dans cette cause par tous les moyens. Ce qui signifie trouver les moyens de dénoncer ensemble et d'agir au-delà des frontières nationales, contre les logiques d'affrontements impérialistes que nous voyons se déployer, contre le retour de la prédateur territoriale et le déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre l'irrespect patent du droit international et du droit humanitaire.

Le dénoncer, y compris quand la logique est suscitée depuis les Etats-Unis par un gouvernement qui se dit chrétien et crée un «bureau de la foi» et autre commission de la liberté religieuse en se transformant en bunker. Il s'agit de le faire du point de vue des populations civiles qui subissent les violences d'Etat et celles des groupes et réseaux criminels. Pour finir, il n'est pas douteux que ce nouveau pontificat va s'investir et investir les catholiques dans la cause du désarmement généralisé... Autant de sujets qui ne sont pas du tout MAGA («*Make America Great Again*»). ■

IL INCARNE UNE FORME D'UNIVERSALISME DE CONVICTION À OPPOSER AUX IMPÉRIALISMES NATIONAUX QUI VIOLENTE LES FRONTIÈRES

Jean-Louis Schlegel Il sera intéressant de voir quel regard porte le pape sur les conséquences délétères du capitalisme financier

Léon XIV s'inscrit dans la filiation de Léon XIII, inventeur, en 1891, de la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Il porte ainsi avec lui la promesse d'un pontificat tourné vers le souci des inégalités scandaleuses créées par le libéralisme sans frein, analyse le sociologue des religions

Le nouveau pape est donc Robert Francis Prevost, né à Chicago en 1955, de nationalité américaine et péruvienne. A l'annonce de son nom et de son origine, le tout premier réflexe de beaucoup a sans doute été la déception. Comme si son élection conférait par elle-même un honneur immérité au pays dirigé depuis janvier par Donald Trump, voire apportait un soutien implicite à un président dont le pape François avait été le premier, et le seul, à rejeter la politique migratoire et sociale dans une lettre aux évêques américains, son dernier texte public.

Le nom que Robert F. Prevost, premier pape américain, s'est donné pour régner sur le trône de Pierre devrait pourtant rassurer ceux que sa nationalité inquiète. Le choix de «Léon XIV» est sans équivoque: le nouveau pape s'inscrit dans la filiation de Léon XIII (pape de 1878 à 1903), l'inventeur, en 1891, de la doctrine sociale de l'Eglise catholique avec l'encyclique *Rerum novarum*, première d'une série de textes sociaux catholiques depuis plus de cent trente ans, sur les réalités socio-économiques de l'époque et les «solutions» à leur apporter.

Trop modérées et «troisième voie» occultant le capitalisme pour les uns, les encycliques ont longtemps été perçues comme

critiques avant tout de la tradition socialiste (et à fortiori communiste). On a remarqué plus récemment à quel point elles dénonçaient aussi, dès le départ, les excès et les méfaits du laisser-faire économique et financier, les inégalités scandaleuses créées par le libéralisme sans frein, «la concentration, entre les mains de quelques-uns, de l'industrie et du commerce, devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires» (*Rerum novarum*, § 2.2).

Etrange clin d'œil de l'histoire

Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans la discussion de la doctrine sociale, dont l'objectif est d'éclairer et de promouvoir le bien commun le plus universel tel que le conçoit l'Eglise en interprétant le message de l'Evangile. Les esprits distingués la trouveront toujours trop morale, trop idéaliste, incomplète et irresponsable sur ces sujets.

Néanmoins, si Léon XIV s'inscrit vraiment dans la ligne de *Rerum novarum*, il sera intéressant de voir quel regard il porte sur les conséquences sociales délétères du capitalisme financier (et du capitalisme d'Etat dictatorial, voire totalitaire) des politiques autoritaires et policières pour gérer les inégalités, des effets destructeurs

du néolibéralisme. Peut-être aura-t-il des choses à dire prioritairement aux oligarques et aux milliardaires catholiques, qui redéfinissent à leur propre aune (fort étiquetée) le bien commun qu'ils soutiennent, grâce aux «fonds» qui lui sont dédiés.

Donald Trump a naturellement salué l'«excitation» et le «grand honneur pour notre pays» que représente l'élection de l'Américain Robert F. Prevost. Mais Léon XIV appartient à l'ordre (mendiant) de Saint-Augustin, né au XII^e siècle et vivant selon la règle, donc aussi la théologie et la spiritualité, de saint Augustin. Il a pu apprécier en connaisseur la vision politique de J. D. Vance, vice-pré-

sident des Etats-Unis, qui soutient des relations au prochain hiérarchisées, inégales, en avançant la théorie (augustinienne) d'un *ordo amoris* [l'«ordre de l'amour», notion postulant une hiérarchie dans l'ordre de la charité] pour défendre la politique anti-immigration de Trump.

François l'avait séchement démenti, en février, après avoir été soutenu par le cardinal Prevost, qui connaît, peut-on penser, son saint Augustin mieux que Vance... Le fait que ce dernier soit, malgré cette divergence de fond, le dernier dirigeant politique à avoir été reçu par François le matin de Pâques est un étrange clin d'œil de l'histoire. On en tirera ce qu'on veut, mais l'opposition, d'entrée de jeu, entre le pouvoir politique et le pouvoir spirituel sur le sujet de l'étranger et du migrant aux Etats-Unis, en Europe et dans le monde est sans doute symbolique de la difficulté politique principale qui attend, après François, le pape américano-péruvien.

Une autre sera peut-être celle de succéder non pas à François, qui l'a créé cardinal très récemment et auquel il a rendu un hommage très senti depuis la loggia où il s'est présenté à la foule, mais aux papes antérieurs. Il se trouvera là encore dans la situation de Léon XIII, succédant en 1878 à Pie IX, pape libéral en 1846, au

moment de son élection, devenu, après l'entrée violente de Garibaldi dans Rome en 1848, le pape «réactionnaire» qui promulgua, en 1864, le *Syllabus errorum*, un catalogue des «principales erreurs de notre temps».

Réformes nécessaires

Je n'assimile certes pas Jean Paul II et Benoît XVI à Pie IX (qui fut aussi le pape de l'*«infallibilité pontificale»*). Mais si Léon XIV veut moins restaurer l'identité de l'Eglise (comme Jean Paul II et Benoît XVI) que l'ouvrir (comme François) à quelques réformes nécessaires, dont certaines commencées mais abandonnées ou laissées inachevées par ce dernier, il risque de se heurter aux mêmes oppositions. Je pense à la rarefaction extrême des prêtres dans

nombre de pays, à la place statutaire des femmes dans l'Eglise, aux conséquences doctrinaires, morales et disciplinaires à tirer des violences sexuelles et de l'abus spirituel, à un meilleur équilibre des pouvoirs (entre le pape, la curie et les conférences épiscopales, entre Rome et les continents du monde, entre prêtres et laïques...).

Sauf que nous restons dans l'attente. On ne sait pas grand-chose du «style» de Léon XIV. On ignore ses options en matière théologique, éthique, liturgique, écologique. Le mot «missionnaire», sur lequel il insiste si fort dans son bref discours à la loggia pour qualifier ce que devrait être l'Eglise de demain, peut recouvrir beaucoup de choses, même des discours et des comportements exactement contraires... Nous sommes donc à la merci de la Providence, et après tout peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi. ■

LES ENCYCLIQUES DÉNONÇAIENT AUSSI LES INÉGALITÉS SCANDALEUSES CRÉÉES PAR LE LIBÉRALISME SANS FREIN

Jean-Louis Schlegel,
sociologue des religions,
est membre de la revue
«*Esprit*», coauteur de
«*Vers l'implosion ? Entretiens
sur le présent et l'avenir du
catholicisme*» (Seuil, 2022)

TRAVAILLER PLUS POUR PRODUIRE PLUS ?

François Bayrou juge que les Français ne travaillent pas assez. La plus faible quantité de travail ne provient pas du temps hebdomadaire, mais du sous-emploi des jeunes et des seniors

Mireille Bruyère Le débat sur le travail ne peut se réduire à une question de quantité

La France travaillerait cent heures de moins que l'Allemagne par an, d'après une étude. Un chiffre stigmatisant, selon l'économiste, qui rappelle que d'autres facteurs doivent être pris en compte pour expliquer notre modèle social

Le contexte

Un rapport du Conseil d'analyse économique sur le plein-emploi, publié en mars, constate que les Français travaillent en moyenne cent heures de moins par an que les Allemands ou les Britanniques. Dans ce contexte, le premier ministre, François Bayrou, a affirmé que la France «ne produit pas assez et ne travaille pas assez», pointant la nécessité d'augmenter la durée du travail tout au long de la vie afin de renforcer la croissance et de financer les priorités budgétaires du pays. Mais peut-on revenir sur les acquis sociaux – âge de la retraite, temps de travail hebdomadaire, accès à l'université pour tous... – sans détériorer la qualité de vie? Beaucoup s'accordent sur le fait qu'il faudrait s'attaquer pour commencer au problème des taux d'emploi des jeunes et des seniors, qui sont en France plus faibles que dans les pays voisins.

Depuis quelques semaines, une vieille ritournelle tourne dans le débat sur le financement de la protection sociale et des déficits publics. Pour Astrid Pano-syan-Bouvet, ministre du travail, il faudrait travailler plus pour sauver notre modèle social, un propos repris par le ministre de l'économie et des finances, Eric Lombard. Le travail serait un «*actif stratégique*» permettant de concilier dépenses sociales, remboursement de la dette publique et augmentation des dépenses militaires.

Mais il ne s'agit plus du «travailler plus pour gagner plus» de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy. Ce «travailler plus» signifiait l'augmentation des heures supplémentaires. Le nouveau «travailler plus» cherche la mise au travail. Les ministres s'appuient sur une note du Conseil d'analyse économique (CAE) («Objectif plein emploi»), datant de mars, qui compare les volumes de travail de la France avec ceux de l'Allemagne, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, réputés pour avoir des «marchés du travail» plus inégalitaires. La durée du travail annuelle n'est plus celle des travailleurs, mais celle de toutes les personnes entre 16 et 74 ans.

Cette nouvelle mesure des heures travaillées est le résultat de deux phénomènes distincts: la durée du travail en emploi encadrée par des dispositifs juridiques et le taux d'activité (nombre d'actifs en emploi ou au chômage/population en âge de travailler) des différentes catégories de la population. Or, ces taux sont déterminés par différents rapports sociaux, comme ceux de genre, de production, éducatif.

Alors, pourquoi utiliser une mesure qui mélange des éléments aussi socialement disparates, risquant d'obscurcir l'analyse, au lieu de comparer séparément durée du travail par emploi, taux de chômage et taux d'activité? Il s'agit de construire une mesure unique de la place quantitative du travail dans la société, sans considération ni du sens du travail ni de sa qualité. Les sociétés moins travailleuses sont fautives, puisqu'elles choisissent de soutenir l'inactivité jeunesse ou les «faux vieux».

Cette mesure réduit le débat sur le travail à une question de quantité. Des résultats détaillés de la note du CAE n'est repris par les ministres qu'un seul chiffre stigmatisant la France comme travaillant cent heures de moins que l'Allemagne par an (en passant sur le fait que l'enquête allemande sous-estime notamment les congés payés). Cet écart s'explique presque en totalité par les différences des taux d'emploi français et allemands, chez les jeunes et chez les seniors, ainsi

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES EMPLOIS LES MOINS QUALIFIÉS SE SONT DÉGRADÉES SOUS L'EFFET DU DÉVELOPPEMENT DES CONTRATS COURTS

que par la faible durée du travail en France des moins diplômés.

Analysée avec cet indicateur, la durabilité du modèle social est un problème d'offre de travail insuffisante en direction des jeunes, des seniors, des femmes et des moins diplômés français. Or, cette «offre» n'est pas une question de choix (comme le suggère la signification du mot «offre»), mais le résultat des rapports sociaux, en particulier du rapport social de production qui détermine la place du travail dans la société.

Logique inégalitaire

En France, la montée du niveau d'éducation lancée dans les années 1980 s'est appuyée sur un modèle généraliste fondé sur des universités publiques gratuites.

En Allemagne et au Royaume-Uni, l'enseignement supérieur est plus restrictif et une partie plus importante de la jeunesse ne fait pas d'études supérieures:

elle est donc plus fréquemment en activité. Doit-on limiter l'accès aux études supérieures d'une partie de notre jeunesse jugée non apte pour les études? On imagine facilement que cette partie de la jeunesse qu'il faudrait mettre au travail plus rapidement viserait les classes populaires...

La faible durée du travail des travailleurs les moins diplômés est le résultat non pas d'un arbitrage de ces derniers en faveur du chômage, mais des dynamiques productives et de quatre décennies de politiques de flexibilisation de l'emploi. La transformation des modes de production liée à la mondialisation, à la numérisation et à l'automatisation a détruit les emplois intermédiaires au profit des emplois plus qualifiés. Les conditions de travail des emplois les moins qualifiés, surtout dans les services, se sont dégradées sous l'effet du développement des temps partiels et des contrats courts.

Avec la logique inégalitaire qui marque les rapports sociaux du travail, ce sont les moins diplômés qui occupent ces postes de mauvaise qualité et faiblement rémunérés. Dans ces emplois, les périodes chômées sont liées à l'organisation du travail rationalisé et fragmenté qui augmente l'amplitude horaire sans accroître la durée effective de travail. Ceux qui les occupent peuvent donc difficilement travailler plus longtemps... sauf à améliorer les conditions de travail.

C'est aussi la marque du système productif français très polarisé avec des grandes entreprises multinationales qui dominent une myriade de petites entreprises sous-traitantes, franchisées ou filialisées à la limite de la rentabilité.

Presque 75 % de l'emploi en France appartient à un groupe dont la logique est de faire remonter la valeur ajoutée vers la tête du groupe.

Enfin, la note du CAE pointe une durée du travail des femmes inférieure à celle des hommes, car le rapport de genre au sein des familles reste inégalitaire. Les activités familiales sont toujours assurées majoritairement par les femmes, ce qui limite leur temps de travail. Mais faut-il chercher à augmenter ce temps de travail en favorisant les emplois de garde d'enfants ou de ménage confiés à des femmes issues des milieux populaires n'ayant pas fait d'études? Ne faut-il pas plutôt choisir enfin l'égalité et obliger les hommes à prendre en charge les activités familiales, ce qui limitera leur durée du travail, mais favorisera une société plus qualitative et égalitaire?

La stratégie réductrice du «travailler plus» qui cible l'«offre de travail» la plus défavorisée (les jeunes, les non-diplômés et les femmes) sans prendre en compte le mode de production qui la détermine accentue les inégalités et occulte mal un certain mépris de classe et de genre. ■

Mireille Bruyère est maîtresse de conférences en économie à l'université Toulouse-Jean-Jaurès

Christine Erhel Travailler plus dépend de la qualité de l'emploi

De meilleures conditions de travail, qu'elles soient physiques ou liées à l'environnement social, contribuent à la capacité de rester en activité plus longtemps, observe l'économiste



**EN FRANCE,
LE TEMPS PARTIEL
CONCERNE
EN PREMIER LIEU
LES MÈRES DE
JEUNES ENFANTS**

Pour comprendre la participation au marché du travail, il est utile de raisonner en matière de trajectoire de vie, de prendre en compte l'âge mais aussi les événements familiaux: décohabitation pour les études, mise en couple, naissances, dépendance de parents âgés... Or, par rapport aux autres pays, la France se singularise par une forte concentration de l'emploi dans la tranche d'âge médiane, entre 25 et 54 ans, alors que la part des personnes qui travaillent est plus faible à l'entrée comme à la fin de la vie active, particulièrement après 60 ans. Les taux d'emploi sont également relativement plus faibles pour les mères de

jeunes enfants, et plus particulièrement pour les mères de trois enfants et les femmes d'origine étrangère.

Si le temps partiel est moins fréquent que la moyenne européenne, il concerne en premier lieu les mères de jeunes enfants. La part des femmes déclarant être à temps partiel pour s'occuper de leurs enfants – ou d'un proche – se situe à un niveau élevé: près de quatre fois plus que chez les hommes. Pour résumer, le déficit français en temps de travail par rapport à certains de ses voisins européens n'est imputable ni à une durée hebdomadaire de travail plus faible (en raison des 35 heures), ni à un nombre supposé record de jours de congé, mais à une durée du travail plus faible tout au long de la vie.

Les appels à relever le taux d'emploi se multiplient, portés à la fois par les enjeux de financement de la protection sociale dans un contexte de vieillissement démographique, et par l'urgence née des tensions géopolitiques en Europe. Mais d'autres raisons plaident pour un rééquilibrage: il peut apparaître souhaitable en termes de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, tout autant qu'en matière d'égalité (de genre, d'âge, d'origine...) et de diversité au sein des meilleurs de travail. Pour y parvenir, l'expérience des pays qui connaissent de forts taux d'emploi tout au long de la vie montre qu'il convient tout d'abord de favoriser la qualité de l'emploi de tous et toutes, à tous les âges et étapes des parcours de vie.

A l'échelle macroéconomique, en Europe, on constate en effet une forte corrélation entre la qualité de l'emploi mesurée par un indicateur synthétique tel que celui proposé par l'Institut syndical européen ETUI (qui inclut les rémunérations, la sécurité de l'emploi, les conditions de travail, les horaires, la conciliation, l'accès à la formation et la représentation des salariés) et les taux d'emploi des Etats membres, qu'il s'agisse du taux d'emploi global (de 15 à 64 ans), de celui des femmes, des seniors ou des jeunes.

Horaires prévisibles et flexibles

Ainsi, les pays du Nord comme le Danemark, la Finlande, la Suède, ou encore les Pays-Bas, où la qualité du travail est la plus élevée (indice supérieur à 70 pour une moyenne européenne à environ 50), présentent également des taux d'emploi records pour les femmes (y compris les mères de jeunes enfants), les seniors ou les jeunes. De meilleures conditions de travail, qu'elles soient physiques ou liées à l'environnement social, contribuent à la capacité de rester en activité plus longtemps, en évitant les maladies professionnelles et l'invalidité.

Des horaires prévisibles et faisant l'objet d'un degré de flexibilité maîtrisé par les travailleurs constituent également un facteur favorable en termes de santé et de maintien en emploi: ils permettent de concilier les impératifs professionnels (même très contraignants, par exemple dans les métiers du soin, des transports,

de la sécurité...) et la vie personnelle. C'est d'autant plus important pour les groupes fragilisés sur le marché du travail, comme les mères de jeunes enfants ou les personnes en situation d'aide.

L'accès régulier à la formation, la capacité d'apprendre des choses nouvelles au travail sont également essentiels au maintien en emploi et à la progression de carrière. Pour les jeunes, l'enjeu de la formation est fondamental, en termes de perspectives de carrière, que ce soit pour celles et ceux qui ont déjà quitté le système éducatif ou pour les étudiants et étudiantes. Pour ces derniers, l'emploi doit permettre la poursuite des études, avec des horaires fortement aménagés et des rémunérations décentes, même à temps partiel, et lorsqu'il s'agit d'apprentissage, avec un réel contrôle du contenu du travail et des missions offertes par les entreprises.

Travailler plus tout au long de la vie ne peut se faire qu'en travaillant mieux, à toutes les étapes de la vie et selon toutes les dimensions de la qualité de l'emploi. ■

Christine Erhel est professeure au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire Economie du travail et de l'emploi, et directrice du Centre d'études de l'emploi et du travail

Alexandra Roulet Pour les seniors et les jeunes, l'enjeu, c'est le travail pour tous

Selon l'économiste, le taux d'emploi des plus âgés progressera si la réforme des retraites est maintenue, tandis que l'insertion des jeunes nécessite de renforcer les dispositifs existants

Historiquement, les revendications sur les conditions de travail et celles sur le temps passé à travailler étaient étroitement liées, ce que l'on comprend car, à l'époque, le travail était pour beaucoup de travailleurs un labeur qui mangeait une très grande partie de leur vie. Mais aujourd'hui, si la question du « travailler mieux » reste tout à fait d'actualité, celle de la quantité de travail se pose différemment qu'aux XIX^e et XX^e siècles.

L'opposition à la récente réforme des retraites peut être lue comme le signe que de trop nombreux Français ne sont pas heureux dans leur emploi : le sujet sur la qualité du travail n'a pas disparu. On sait par exemple que la France se singularise par un taux d'accidents du travail élevé et par des pratiques de management très verticales.

Mais sur la quantité de travail, la réalité pour les moins qualifiés n'est plus qu'ils travaillent trop mais, au contraire, qu'ils sont trop souvent exclus du marché du travail. Une récente note du Conseil d'analyse économique (CAE) sur le plein-emploi indique que le nombre moyen

EN 2023, 45 % DES 60-64 ANS EN FRANCE TRAVAILLAIENT, CONTRE 65 % EN ALLEMAGNE ET 55 % AU ROYAUME-UNI

d'heures travaillées par les moins diplômés s'est effondré de 40 % en trente ans, bien plus que dans d'autres pays comparables à la France. Cela est dû au fait que nombre d'entre eux sont au chômage ou inactifs.

Le sujet n'est donc certainement pas de travailler moins – la revendication d'autrefois –, mais de travailler tous. Par ailleurs, trop de salariés en France, en particulier des femmes, sont dans des emplois à temps partiel alors qu'ils souhaiteraient être à temps plein, ou du moins travailler davantage. Il faut œuvrer pour faciliter cela. L'objectif de plein-emploi se justi-

fie également par des considérations économiques. Les heures totales travaillées en France correspondent à cent heures de moins par an par habitant que chez nos voisins européens (et trois cents heures de moins qu'aux Etats-Unis). Cela implique moins de cotisations sociales et de recettes fiscales et davantage de dépenses, avec les conséquences que l'on connaît.

Dès lors, quelles politiques préconiser ? Si l'on décompose les écarts d'heures travaillées en France et ailleurs, deux facteurs explicatifs principaux ressortent : une proportion plus faible de nos jeunes et de nos seniors est en emploi. Face à cela, de nombreuses réformes ont été décidées ces dernières années. Certaines montent en charge graduellement. Ainsi, même si le taux de chômage peut varier au gré de la conjoncture, les taux d'activité et d'emploi, en particulier celui des seniors, devraient tendanciellement continuer d'augmenter.

Décaler le départ en retraite

En 2023, d'après l'étude du CAE, 45 % des 60-64 ans en France travaillent, contre 65 % en Allemagne et 55 % au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. Pour les plus de 65 ans, les chiffres sont beaucoup plus faibles mais avec des écarts comparables entre la France et les autres pays. Seules les réformes des systèmes de retraite font augmenter ces proportions de façon significative, quelles que soient les modalités qu'elles prennent. La réforme de 2023 n'a pas encore produit tous ses effets : l'âge légal de départ en retraite ne sera à 64 ans que dans cinq ans ! Il faut donc attendre, sans détricoter.

Cela ne signifie pas que les partenaires sociaux n'ont pas matière à discuter lors des négociations actuelles pour trouver des arrangements qui rendraient cette réforme mieux acceptée, mais aucune mesure, si souhaitable soit-elle par ailleurs, n'aura d'effet sur le taux d'emploi du même ordre que les dispositions visant à décaler l'âge de départ en

retraite. Sur les jeunes, de nombreux dispositifs d'insertion aux effets positifs ont été mis en place depuis 2017 (apprentissage, contrats d'engagement jeune, etc.). Certains, comme le programme Avenir pro pour les certificats d'aptitude professionnelle (CAP) et les bacs professionnels, gagneraient à être étendus, d'autres réduits, mais je ne suis pas sûre qu'il faille en ajouter. L'enjeu principal est celui de notre éducation primaire et secondaire. La hausse de notre niveau d'éducation permettra à plus de Français de mieux s'insérer sur le marché du travail et contribuera donc à la hausse des heures travaillées. Malgré les revalorisations importantes des enseignants en 2023, il faut poursuivre jusqu'à ce que l'attractivité du métier soit pleinement restaurée, et mettre en place les autres mesures nécessaires dans ce domaine.

Enfin, au-delà des seniors et des jeunes, la question du temps de travail se pose également. D'après une étude de Rexicode, en France, la durée effective du travail des salariés à temps complet est la troisième plus basse d'Europe : 1670 heures par an contre 1790 en moyenne dans l'Union européenne, soit un écart de trois semaines par an ! Ce constat est parfois obscurci, car les indépendants et salariés à temps partiel font davantage d'heures en France qu'ailleurs, ce qui fait une moyenne globale pour la France assez similaire à celle des autres pays. Mais cela signifie au minimum qu'on doit aider les salariés à temps plein ou partiel qui souhaitent travailler davantage à pouvoir le faire, par exemple en permettant à des jours fériés d'être travaillés et payés favorablement en cas d'accord entre l'employeur et le salarié. ■

Alexandra Roulet est professeure d'économie à l'Insee, lauréate du Prix du meilleur jeune économiste 2024

Philippe Garabiol et Laurent Pietraszewski Et si la multiactivité était mieux acceptée ?

Les deux spécialistes du travail plaident pour une reconnaissance des salariés qui possèdent deux emplois, cumul trop souvent vu avec réticence par leur employeur

des enseignants accordent une partie de leur temps de vacances à encadrer des séjours thématiques ou des colonies de vacances ou enseignent dans des cours privés, sans que cela suscite des oppositions.

Un grand nombre de travailleurs ou de retraités proposent leurs services soit contre rémunération, soit en échange d'autres services. Ces activités sont rarement déclarées, même si elles nécessitent le recours au matériel de travail usuel. Enfin, beaucoup de personnes donnent une large partie de leur temps libre dans le milieu associatif, sous une forme de bénévolat qui mériterait d'être mieux reconnu. Une étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) de 2024 sur les nouveaux rythmes de travail fait ressortir que la semaine de travail dite « standard » (du lundi au vendredi sur des horaires diurnes et fixes) ne concerne plus aujourd'hui, en France, que 36 % des salariés.

Compenser les pertes de pouvoir d'achat
La diminution tendancielle de l'écart entre le salaire médian et le salaire minimum, incitant un plus grand nombre de personnes à chercher à compenser des pertes de pouvoir d'achat par un surcroît de travail et d'heures supplémentaires ou à cumuler deux activités, a été soulignée par le haut-commissaire au plan. Il serait donc logique que le temps investi dans un second métier soit aussi un temps reconnu au moment de la liquidation de la pension de retraite.

Les entreprises sont en première ligne dans ce changement. Trop souvent encore, l'employeur éprouve des réticences par rapport à un candidat qui aurait une autre activité, sauf si celle-ci est bénévole et répond aux standards de la responsabilité sociale d'entreprise. Il serait plus juste de considérer qu'une autre

activité, y compris rémunérée, n'est pas le signe d'un désengagement, mais d'une certaine agilité professionnelle.

L'employeur principal aurait tout intérêt à accompagner son salarié vers un deuxième emploi, surtout s'il l'effectue en tant qu'autoentrepreneur, et à contribuer au renforcement de sa professionnalisation par sa seconde activité. Du côté du consommateur, il serait opportun d'admettre que des services soient rémunérés à leur vraie valeur. La manière dont les Français ont accepté de participer, par une contribution financière, au covoiturage atteste que les esprits peuvent s'adapter dès lors que le marché est favorable aux uns et aux autres. Un marché qui pourrait faciliter les services de proximité serait socialement appréciable.

Deux activités, dont une, le cas échéant, comme entrepreneur, multiplient les risques et l'exposition à la santé au travail. Dans ces conditions, une priorité absolue doit être donnée à la santé au travail. Celle-ci doit prendre une dimension universelle et offrir la même protection aussi bien aux salariés qu'aux entrepreneurs. Il ne s'agit pas d'une révolution du travail, mais d'acter une évolution pour que ceux et celles qui ont des activités multiples puissent bénéficier d'une meilleure reconnaissance et de droits sociaux. ■

Philippe Garabiol, haut fonctionnaire, ancien secrétaire général du Conseil d'orientation des conditions de travail (2018-2024)
Laurent Pietraszewski, ancien secrétaire d'Etat chargé des retraites et de la santé au travail de 2019 à 2022, président du cabinet de conseil en stratégie sociale Grenel



LA CHRONIQUE DE THOMAS PIKETTY

Ces 30 milliards d'euros que la France doit à Haïti

Il y a deux siècles, en 1825, l'Etat français imposait à Haïti un tribut afin de dédommager les propriétaires d'esclaves pour leur perte de propriété. Cette dette, que le frère Etat haïtien a dû péniblement rembourser jusqu'aux années 1950, a lourdement handicapé le développement du pays, aujourd'hui l'un des plus pauvres du monde. Tous les régimes qu'a connus la France au cours de cette période (monarchies, empire, républiques) ont continué de percevoir ces sommes, versées en toute bonne conscience à la Caisse des dépôts. Tous ces faits sont bien documentés et ne sont contestés par personne.

Disons-le d'emblée : la France doit environ 30 milliards d'euros à Haïti et devrait dès maintenant lancer des discussions sur les modalités de restitution. L'idée selon laquelle elle n'aurait pas les moyens d'un tel paiement ne tient pas. La somme est importante, mais représente moins de 1 % de la dette publique française (3300 milliards) et à peine 0,2 % des patrimoines privés (15 000 milliards) : on est dans l'épaisseur du trait.

Si l'on craint que l'argent soit mal utilisé, on peut imaginer qu'il soit placé dans des fonds réservés à des infrastructures d'éducation et de santé indispensables, comme le proposent depuis 2014 les pays de la Communauté des Caraïbes (Caricom). Cette proposition a été approfondie dans un remarquable rapport publié en 2023 par le Centre for Reparation Research, de l'université de Kingston (Jamaïque), et l'Association américaine de droit international. Coordonné par Patrick Robinson, ancien président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie et juge jamaïcain à la Cour internationale de justice, ce rapport va au-delà du cas haïtien et constitue sans doute le document le plus important publié à ce jour sur la question des réparations post-esclavagistes.

Ses conclusions chiffrées sont désormais reprises officiellement par la Communauté des Caraïbes et l'Union africaine. Le fait même qu'elles aient été si peu débattues dans les pays occidentaux témoigne des inquiétantes déconnexions Nord-Sud qui caractérisent notre époque.

Corriger les injustices du passé

En ces temps troubles, où le trumpisme tente de ressusciter l'idéologie extractiviste coloniale la plus brutale, la France gagnerait à entamer une démarche inverse, en montrant qu'elle est capable d'assumer et de corriger les injustices du passé, en commençant par le cas symbolique d'Haïti. Au XVII^e siècle, Saint-Domingue est la perle des colonies françaises, la plus profitable, grâce à ses productions de sucre, de café et de coton. Les esclaves transportés d'Afrique représentent 90 % de la population de l'île et atteignent un demi-million de personnes à la veille de 1789. Il s'agit de la plus forte concentration d'esclaves de l'espace atlantique de l'époque. Ils se révoltent et prennent le contrôle de l'île en 1791-1792. Sous leur pression, la Convention abolit l'esclavage en 1794. Les propriétaires obtiennent dès 1802 son rétablissement dans les autres îles esclavagistes françaises (Martinique, Guadeloupe, Réunion, où l'esclavage se prolongera jusqu'en 1848). Mais, malgré plusieurs tentatives, la France ne parvient pas à reprendre le contrôle de Saint-Domingue, qui proclame son indépendance en 1804, sous le nom d'Haïti.

LA SOMME EST IMPORTANTE MAIS PRÉSENTE MOINS DE 1 % DE LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE

L'Etat français finit par reconnaître le pays en 1825, mais en imposant le fameux tribut de 125 millions de francs-or. Pour Haïti, la somme représente environ 300 % de son revenu national, trois années de production. Il est impossible de la payer en une seule fois. Un consortium de banquiers français avance la somme, avec intérêts. C'est cette dette qu'Haïti va traîner comme un boulet jusqu'en 1950. En 1904, les autorités de la III^e République refusent d'aller aux cérémonies du centenaire de l'indépendance pour protester contre les retards de paiement. En 2004, Jacques Chirac renonce à se rendre au bicentenaire, car il craint les demandes de restitution. Que fera-t-on en 2104 ?

Pour transcrire le tribut de 1825 en montant de 2025, le plus transparent est d'appliquer la même proportion du revenu national haïtien actuel, ce qui conduit à une somme minimale de l'ordre de 30 milliards d'euros, compte tenu des remises de dette. Si l'on indexait la somme initiale non pas sur la croissance nominale de l'économie mais sur le rendement moyen du capital, on obtiendrait un montant cinq ou dix fois plus élevé ! L'indexation minimalistre proposée ici est proche de celle retenue dans le rapport Robinson de 2023. Ce dernier aboutit toutefois à des sommes totales autrement importantes (plusieurs milliers de milliards de dollars de réparations post-esclavagistes dans le cas français, et environ 100 000 milliards à l'échelle mondiale), car il inclut non seulement le tribut de 1825, mais aussi une estimation de tous les salaires non versés aux esclaves sous l'esclavage, ainsi qu'une évaluation des maltraitances subies (pour un montant comparable aux salaires). L'approche se défend et a le mérite d'être très clairement expliquée dans le rapport.

On peut aussi considérer que l'on ne pourra pas tout régler avec des réparations explicites, et qu'il faut inscrire cette discussion dans un débat plus général sur la réforme du système économique et financier international et des défis sociaux et climatiques du XXI^e siècle, ce qui est également l'esprit du rapport Robinson. Le cas haïtien justifie une restitution directe, dans la mesure où il met en jeu des versements interétatiques bien documentés. A un niveau plus général, mieux vaut privilégier une approche en termes de justice universaliste et prospective, ce qui de facto aboutira à des sommes au moins aussi élevées que dans la perspective de justice réparatrice. Ce qui est certain, c'est que les pays occidentaux ne pourront éternellement éviter ces débats, sauf à se couper du reste du monde. ■



HUMANITÉS | CHRONIQUE
PAR PHILIPPE BERNARD

Les réseaux sociaux, un enjeu de santé mentale

Il fut un temps, à portée de mémoire, où les meilleurs parents pouvaient asseoir un enfant à la « place du mort » dans leur voiture ou installer leur progéniture à l'arrière sans ceinture, où l'on fumait dans les lycées, où le harcèlement scolaire et professionnel était tabou. Portera-t-on, dans quelques années, le même regard atterré sur la façon dont nous fermons les yeux ou alléguons de notre impuissance face aux ravages des écrans et des réseaux sociaux sur les enfants et adolescents d'aujourd'hui ?

Paradoxalement, les parents surveillent infiniment plus leurs enfants qu'autrefois, mais acceptent, bon gré mal gré, qu'ils passent des heures (entre trois et cinq par jour chez les 7-19 ans) rivés sur des écrans. Une pratique qui altère durablement les capacités intellectuelles des petits et incite les adolescents à guetter compulsivement des signes de reconnaissance, leur donne en exemple des stéréotypes absurdes de beauté ou de sexualité, les confronte à la violence et à la pornographie, les place sous la domination de harceleurs, de charlatans et de semeurs de haine.

Comme pour la nicotine ou la vitesse sur les routes, la réalité et l'ampleur des dégâts sont établies. « Nous avons des données solides et pourtant il ne se passe rien. (...) Il s'agit de la santé des enfants, or on s'en fout », déplorait fin avril Bruno Falissard, président de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, cosignataire d'un texte alarmant réclamant des mesures de prévention au gouvernement.

Développement du langage et des capacités cognitives freiné, hyperexcitation permanente, troubles du sommeil et de la vision, intolérance à la frustration... Les écrans ne sont « pas adaptés à un cerveau en développement » et devraient être bannis chez les enfants de moins de 6 ans, y transchaient cinq sociétés savantes.

Quant aux ados, leur addiction aux réseaux sociaux « réduit drastiquement leurs interactions sociales de visu » et « confisque l'apprentissage social », autrement dit la connexion émotionnelle aux autres, « aussi cruciale pour le développement social que le mouvement et l'exercice pour le développement physique », explique le psychologue social américain Jonathan Haidt dans *Génération anxieuse* (Les Arènes, 448 pages, 24,90 euros). Il tient le remplacement des jeux de l'enfance par le smartphone pour « la cause majeure d'une épidémie internationale de maladie mentale chez les adolescents », une « catastrophe » marquée par l'explosion du nombre d'épisodios dépressifs, d'automutilations et de suicides aux Etats-Unis, surtout chez les filles.

Un constat proche émane désormais de multiples institutions, qui justifierait l'application du principe de précaution. En septembre 2024, l'Organisation mondiale de la santé s'est inquiétée de ce que « 11 % des adolescents montrent des signes de comportement problématique vis-à-vis des médias sociaux, (...) subissant des conséquences négatives » comme

LES ÉCRANS DEVRAIENT ÊTRE BANNIS CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS, TRANCHENT CINQ SOCIÉTÉS SAVANTES

N'EST-IL PAS TEMPS POUR L'EUROPE DE S'ÉRIGER EN ESPACE OÙ LES ADOLESCENTS SONT PROTÉGÉS DE CETTE JUNGLE ?

« des symptômes semblables à ceux de l'addiction » et « l'abandon d'autres activités ».

En 2023, Amnesty International a estimé que « le modèle économique de Meta, Google, TikTok et autres géants du numérique, reposant sur la captation de l'attention » et visant à « collecter toujours plus de données personnelles », porte des « atteintes aux droits humains ». Centrée sur TikTok, son enquête menée dans plusieurs pays constate que « les algorithmes surpuissants [de cette plateforme] peuvent attirer les compétences d'enfants dans des "spirales" de contenus qui idéalisent et encouragent les pensées dépressives », et qualifie son modèle économique d'« intrinsèquement abusif ».

En avril 2024, Emmanuel Macron avait donné un mois au gouvernement pour traduire en actes les 29 propositions des experts qu'il avait réunis, notamment celle visant à « s'attaquer, pour les interdire, aux conceptions additogènes et enfermantes » de certains services numériques. « Nos enfants sont devenus des marchandises (...). Nous ne pouvons laisser faire [ces plateformes] ! », proclamaient-ils. La dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 a réduit cette promesse à néant, alors que la justice est saisie de plaintes de parents pour « provocation au suicide » et « propagande ou publicité des moyens de se donner la mort ».

Alliés zélés du chaos trumpiste
Mais le sujet, objet de vastes polémiques aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, peine en France à trouver des relais politiques. Certes, une commission d'enquête « sur les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs » a été créée en mars à l'Assemblée nationale. Certes, l'ancien premier ministre Gabriel Attal et le pédopsychiatre Marcel Rufo prônent, dans *Le Figaro*, l'interdiction pure et simple des réseaux sociaux aux moins de 15 ans et un prélèvement de 2 % des revenus des plateformes pour financer la prise en charge de la santé mentale. Mais le sujet ne semble pas inclus dans la convention citoyenne sur « les temps de l'enfant » annoncée par le président de la République.

Les géants du numérique ont jeté leurs anciens masques de « génies sympas » pour s'afficher en alliés zélés du chaos trumpiste et ce cauchemar politique et sociétal assombrit les promesses de communication et d'éducation universelles du Web. N'est-il pas temps, pour la France et pour une Europe en quête de souveraineté et d'affirmation de ses valeurs, de s'ériger en espace où les adolescents sont protégés de la jungle addictive et harcelante des réseaux sociaux ? L'enjeu de la réglementation est immense et complexe, entre libertés, sécurité et santé, entre diplomatie et commerce international. Raison de plus pour s'y attaquer au plus vite, avant que, intelligence artificielle aidant, les Musk, Zuckerberg et Bezos ne mettent à exécution leur dernière menace : remédier à l'isolement social auquel ils contribuent et dont ils profitent aujourd'hui... en nous fournissant des amis grâce à leurs robots conversationnels. ■

LA BATAILLE POUR LE SOFT POWER AMÉRICAIN

ÉDITORIAL

M

C'est l'une de ces ironies que nous offre parfois l'histoire. Brillant théoricien américain des relations internationales, Joseph S. Nye, père du concept de soft power qu'il définissait comme « la capacité d'influencer les autres par l'attraction et la persuasion plutôt que par la coercition et l'achat », est mort mardi 6 mai, au moment où le président de son pays s'acharne à démolir précisément tout ce que les Etats-Unis ont assemblé de soft power depuis huit décennies.

En cent jours, Donald Trump a causé plus de tort à l'image et à l'influence des Etats-Unis que pendant les quatre ans de son premier mandat. En démantelant, sur la suggestion du milliardaire Elon Musk, l'agence fédérale d'aide au développement Usaid, il a condamné à disparaître des pro-

grammes essentiels à la santé, à l'éducation et aux sociétés civiles à travers le monde. En attaquant les universités, les médias et le système judiciaire américains, il a foulé aux pieds les principes traditionnellement mis en avant par les Etats-Unis pour promouvoir le modèle démocratique.

En maltraitant ses alliés et en organisant la chasse aux immigrés, il a détruit la légende installée par le président Ronald Reagan, celle de « la cité qui brille sur la colline » : l'idéal qui avait attiré les pèlerins vers les rivages de l'Amérique et servi de boussole au monde libre pendant la guerre froide. Aujourd'hui, Donald Trump n'a cure de séduire ou d'influencer ; pour lui, la puissance ne s'exerce que par l'intimidation, le « deal » ou la force.

Il reste cependant aux Etats-Unis des adeptes du soft power prêts à livrer bataille pour une vision différente du monde. Un autre milliardaire, Bill Gates, vient d'offrir un contraste saisissant avec la méthode Trump. Issu comme Elon Musk du secteur de la technologie, il a choisi, depuis vingt-cinq ans, d'utiliser l'immense fortune générée par Microsoft pour s'inscrire dans la tradition philanthropique américaine à travers la Fondation Gates (partenaire du « Monde Afrique »), qui joue un rôle crucial dans le domaine de la santé publique en Afrique. Il a toujours fait valoir que la philanthropie privée ne

pouvait qu'accompagner, et non remplacer, l'aide publique au développement.

Mais la réduction de l'aide au développement par les pays riches a amené Bill Gates à réorienter sa stratégie. Il ne fait pas partie de la cour des oligarques de Donald Trump ; ses idées sur la science, le climat et l'humanité sont à l'opposé de celles du président. Il n'admet pas que « l'homme le plus riche du monde » – Elon Musk – puisse, en décidant de mettre fin aux programmes d'aide, « tuer les enfants les plus pauvres du monde ». Jeudi 8 mai, il a annoncé sa décision de consacrer 99 % de sa fortune, soit 108 milliards de dollars (96 milliards d'euros), à la Fondation Gates dans les vingt années à venir, pour maximaliser ses effets, et de la fermer en 2045. Quelques jours plus tôt, Warren Buffett, milliardaire de 94 ans qui a donné la moitié de sa fortune à la Fondation Gates, prenait sa retraite en proclamant « le commerce ne doit pas être une arme ».

Bill Gates a le même âge, 69 ans, que le pape Léon XIV élu le 8 mai, jour où le milliardaire philanthrope a fait son annonce. Il se trouve que ce pape est aussi américain, qu'il est aussi tourné vers le monde au-delà des Etats-Unis et partage le même sens de la responsabilité des pays riches. Les deux hommes ne se connaissent probablement pas. Mais, chacun à sa manière, tous deux incarnent la défense du soft power si bien décrit par Joe S. Nye. ■



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur « l'héritage de la paix » et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du « Monde »

100 pages - 12,50 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

l'époque

Le Monde

Une joggeuse du collectif Gofast s'étire après son footing nocturne, dans les rues de Lyon, le 17 mars. JULIE CHARBONNIER POUR « LE MONDE »

5

MÉMOIRE

J'irai balayer sur vos tombes

Quelle soit une passion ou un métier, l'activité de nettoyeur de sépultures prend son essor, depuis que la fréquentation des cimetières diminue

7

« AU BESTIAIRE ! »

Capybaramania sur la Toile

Toute une communauté de fans voulant un culte au rongeur, qui aurait un effet apaisant et que certains assimilent à un révolutionnaire pacifique

8

FIGURE(S)

Marian, SDF à Paris

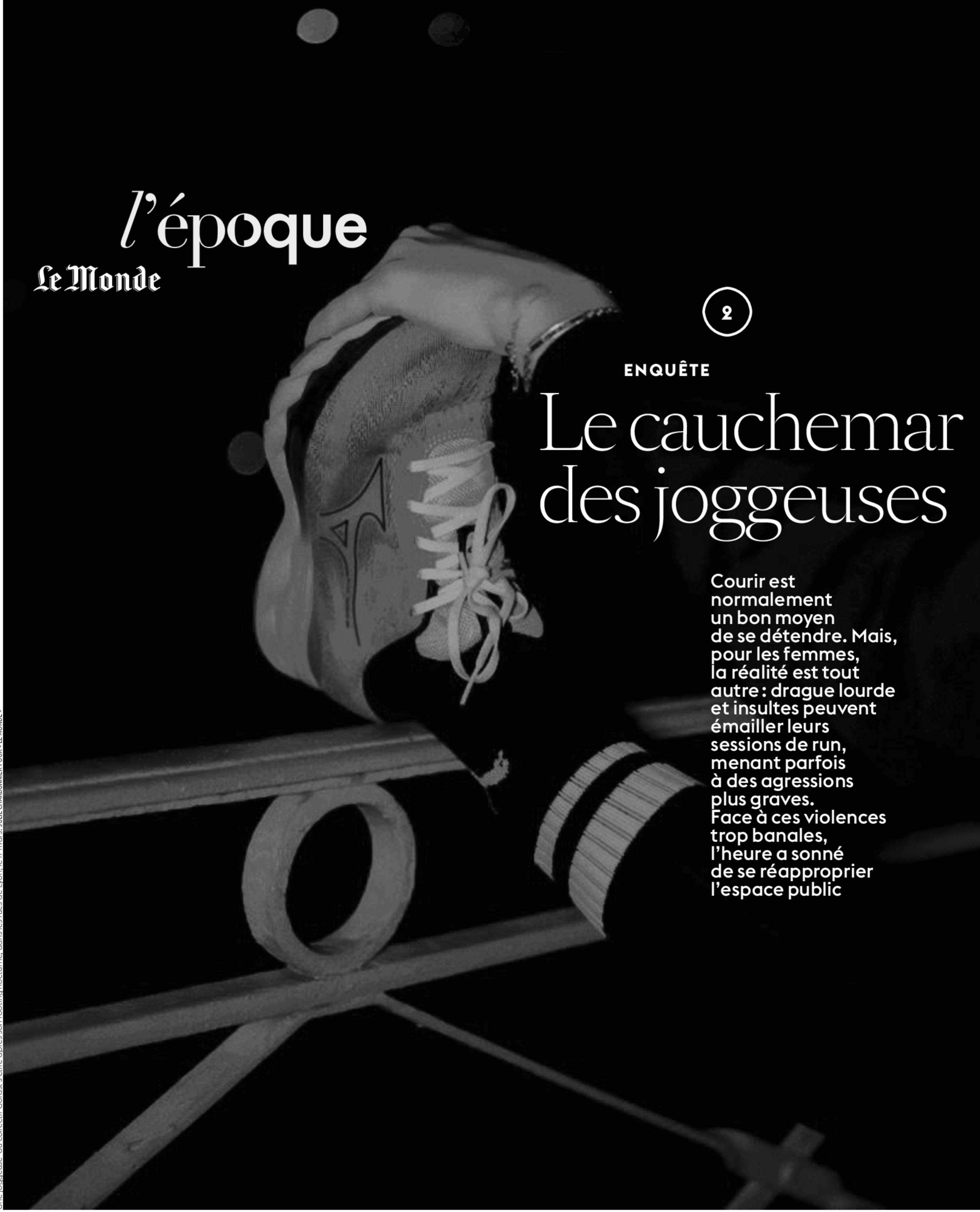
Pour pallier la raréfaction du cash, l'homme accepte les dons dématérialisés des passants des Champs-Elysées

2

ENQUÊTE

Le cauchemar des joggeuses

Courir est normalement un bon moyen de se détendre. Mais, pour les femmes, la réalité est tout autre : drague lourde et insultes peuvent émailler leurs sessions de run, menant parfois à des agressions plus graves. Face à ces violences trop banales, l'heure a sonné de se réapproprier l'espace public



ENQUÊTE

Ras-le-bol du harcèlement de run!



Des joggeuses du collectif Gofast, à Lyon, lors d'une course nocturne, le 20 mars. JULIE CHARBONNIER POUR « LE MONDE »

Face aux violences verbales ou sexuelles endémiques, les joggeuses cherchent la parade pour (enfin) courir en paix

Par Hélène Brunet-Rivaillon

Elle a tout remisé dans un petit placard niché sous l'escalier, dans le duplex familial, à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). « Ce sont mes reliques », dit Lina (les personnes citées par un prénom ont requis l'anonymat), la voix chargée de regrets. Depuis deux ans et demi, le sac de sport contenant une paire de chaussures de running, une lampe frontale et une veste coupe-vent orange fluo est recouvert par un tapis de yoga et des élastiques de musculation, souvenir d'un passé révolu où la course à pied occupait une grande place. Pendant des mois, cette secrétaire médicale trentenaire s'était entraînée pour le Marathon de New York. Jusqu'au 13 juillet 2022.

Ce jour-là, en fin d'après-midi, comme à son habitude, Lina fouille les allées du bois de Vincennes en écoutant sa playlist électropop couler dans ses AirPod, le chronomètre lancé sur sa montre connectée. En arrivant du côté du lac Daumesnil, elle constate qu'il y a moins de monde que d'habitude. Les Franciliens ont déserté la région pour le pont du 14-Juillet. Au moins, pensait-elle, elle n'aura pas à éviter la trajectoire chaotique des jeunes enfants sur leurs dräisiniens, ni à contourner les groupes de promeneurs étalés sur les chemins.

C'est alors que deux jeunes hommes arrivent dans sa direction. « Ils avaient l'air tout ce qu'il y a de plus normal, se rappelle la Nogentaise. Ils ressemblaient à mes copains. » En la croisant, l'un des deux lui fait un croche-pied. Elle s'écroule dans les graviers et se blesse. L'autre lui tend alors la main pour l'aider à se relever, feignant la bienveillance. « Une fois debout, ils m'ont bloquée et ils ont exigé ce qu'ils ont appelé "des remerciements" », relate-t-elle. Un viol, selon l'article 222-22 du code pénal. Lina s'est rendue au commissariat, a vendu ses shorts et ses brassières de running sur Vinted, et a entamé un long parcours thérapeutique pour se reconstruire.

En quelques années, la course à pied est devenue un sport de masse. Selon l'Observatoire du running 2024 de l'Union sport & cycle, 621 millions de personnes la pratiquent régulièrement dans le monde, dont 12,4 millions en France, soit près d'un Français sur cinq. Un engouement qui s'explique à la fois par l'accessibilité de la discipline, laquelle

nécessite peu d'équipements, mais aussi par les vertus qu'on lui prête en matière d'évacuation du stress et d'élimination des calories. En France, elle attire presque autant d'hommes (51 %) que de femmes (49 %). Mais, comme dans bien des domaines, les deux sexes ne sont pas logés à la même enseigne.

Car courir, quand on est une femme, c'est aussi courir des risques pour sa vie: « Coup de couteau et viol: deux courreuses agressées dans la métropole bordelaise », titrait, par exemple, *Le Figaro*, en novembre 2024. Le 11 janvier, une quadragénaire frôlait la mort après avoir reçu six coups de couteau, alors qu'elle faisait son footing dans un parc du Gard. En février, les gendarmes de l'Orne lançaient un appel à témoins pour retrouver les auteurs de l'agression d'une joggeuse de 27 ans, rouée de coups en plein jour pour un téléphone portable, autour d'une base de loisirs, à Coulonges-sur-Sarthe (Orne). Autant de crimes qui effraient certaines adeptes de la course à pied et leurs proches.

A Bordeaux, Noé, la petite trentaine, court régulièrement sur les quais de la Garonne. Elle assure ne pas penser « à tous ces trucs-là » quand elle s'élance au petit matin. Mais elle concède tout de même avoir du mal à trouver le sommeil certains soirs, en repensant à un féminicide non élucidé dont ses parents lui ont parlé quand elle était plus jeune, pour la mettre en garde. « C'est une histoire ancienne, l'assassinat d'une dame

qui travaillait dans une agence bancaire et qui a été tuée pendant son footing le soir de la Fête de la musique », résume-t-elle. En 2008, Caroline Marcel n'avait plus donné signe de vie après être partie courir, le 21 juin au soir, avant que son corps ne soit retrouvé sur les bords du Loiret. Elle avait été étranglée. En France, au moins onze joggeuses ont trouvé la mort entre 2005 et 2017, des affaires souvent liées à des agressions sexuelles.

Lorsque l'on énumère ces meurtres, Noé marque une pause. Souffle. Fronce les sourcils. Et finit par lancer: « Même s'il m'arrive de stresser le soir en pensant à Caroline Marcel, je suis convaincue que ce qui pourrit surtout la vie des runneuses, bien plus que le risque d'être égorgées, ce sont les gros relous. » Les harceleurs, en d'autres termes. Et la Bordelaise de décrire la grande quantité de comportements sexistes répétés auxquels sont confrontées bon nombre de femmes dès les premières foulées. « Ça va du coup de klaxon aux insultes, en passant par les regards insistants, les sifflements et même les attouchements », liste Myriam, une athlète de 41 ans, d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Le harcèlement de run peut prendre des formes variées, relents d'une dominance patriarcale saumâtre adaptée à la course à pied. « Il y a le piéton qui se met à sautiler à ta hauteur, le cycliste qui te colle, l'automobiliste qui ralentit et baisse sa vitre en faisant claquer sa langue, les mecs qui te reluquent de

haut en bas et ceux qui te balancent des injonctions salaces en commentant ton physique ou ta poitrine qui ballote », ajoute Laëtitia, une ancienne joggeuse de Brest (Finistère) blasée par ces attitudes. « Et les filles en surpoids comme moi, abonde Wendy, qui arpente la capitale en courant depuis près d'un an. On doit supporter, en plus, des remarques grossophobes hyperviolentes, comme "tu prépares le marathon des pachydermes?" »

Des attaques verbales et physiques qui insécurisent, fatallement. « Le pire, poursuit Myriam, quand on essaie de parler de tout ça autour de nous, on nous soupçonne d'exagérer et d'avoir l'intention de faire peur aux filles qui auraient envie de courir. On nous reproche d'en décourager certaines. »

Pourtant, le harcèlement de run est bel et bien un fléau entravant la pratique féminine du running en ville, en forêt, sur les fronts de mer ou à travers champs, de jour comme de nuit. Dans une étude réalisée en 2023 dans neuf pays par l'équipementier sportif Adidas, 55 % des joggeuses interrogées déclaraient avoir reçu des commentaires sexistes, 53 % avoir été klaxonnées et 50 % suivies.

Un climat anxiogène confirmé par une étude réalisée par l'Union sport & cycle et publiée en avril. Alors qu'elles sont censées se détendre, 15 % des coureuses se sentent en insécurité pendant leurs entraînements, un sentiment qui atteint 27 % chez les 18-24 ans. Et 56 % des coureuses ont dû affronter des si-

« Dès que les hommes nous voient en tenue de sport, c'est comme si ça leur donnait le droit de pouvoir critiquer notre corps »

Léa Rageaud
fondatrice du collectif Gofast

tuations problématiques lors de leurs sorties, la plupart du temps des remarques sexistes et des regards insistants. Parfois, la menace se fait plus pressante : 17 % des femmes interrogées disent avoir été suivies, 7 % ont eu à subir des gestes déplacés et 3 % des menaces ou des agressions.

NOMBREUSES sont celles qui portent leur trauma comme une blessure invisible. C'est le cas de Léa Rageaud, 29 ans, fondatrice du collectif Gofast, une communauté de femmes qui courent en groupe : « J'avais 19 ans, je vivais encore dans le centre-ville de Besançon, d'où je suis originaire. J'avais fini mon jogging et je bouclais les derniers mètres à pied, en plein centre. On m'a sifflée, je me suis retournée, c'était quelqu'un que je ne connaissais pas. Je me suis mise à courir, par réflexe. Je me suis faufilée sous un porche, et un couple qui rentrait m'a hébergée le temps que j'appelle un ami pour qu'il vienne me chercher. »

Face à cette pression plus ou moins insidieuse, de nombreuses femmes renoncent au plaisir de courir dans l'espace public et se tournent vers les tapis des salles de gym ou abandonnent complètement la discipline. Mathilde Castres, qui a créé l'association Sine Qua Non pour sensibiliser et lutter contre les agressions sexuelles et sexistes faites aux femmes, se souvient de ce qui a renforcé son engagement. « Un des tourments pour notre association a été le témoignage d'une femme qui nous a dit avoir arrêté le running après avoir été harcelée lors d'une sortie. Elle a eu tellement peur qu'elle n'a plus jamais recouru. Ce n'est pas possible que les femmes ne se sentent pas à leur place dans la rue au point de se détourner de cette pratique sportive. » Une étude, menée en 2016 par le magazine de running américain *Runner's World*, révélait déjà que 27 % des femmes avaient cessé la course à pied en raison du harcèlement.

Quand elles n'arrêtent pas totalement, nombreuses sont celles qui évitent certaines zones, comme si elles leur étaient interdites. « C'est injuste, s'insurge Laëtitia. C'est de la ségrégation sexuée ! » Ainsi, la pratique est vécue de

manière totalement opposée selon que l'on est un homme ou une femme. « La différence entre les sexes est flagrante : quand tu demandes aux hommes ce qu'ils font avant d'aller courir, ils te disent : "Je prends ma montre, je lance mon programme de course et je m'éclate." Alors que les femmes regardent avec angoisse le jour tomber, vérifient leur tenue, s'assurent que leur parcours est sécurisé, préviennent leur entourage... Autant d'injonctions qui font qu'elles n'appréhendent pas du tout la pratique de la même façon », confie Mathilde Castres. D'où le fait que de nombreuses femmes courent avec des écouteurs pour ne pas avoir à entendre les insultes.

Cette ségrégation se fait également sentir dans les réactions à l'égard des pratiquants en fonction de leur genre. Les coureuses assurent, notamment, que beaucoup de gens s'écartent spontanément pour laisser passer les coureurs sur les trottoirs, et que ce n'est pas le cas lorsqu'une femme en nage cherche à se frayer un chemin. Parfois, elle sera même considérée comme une aguicheuse, ce qui déclenche des vo-

« Ça va du coup de klaxon aux insultes, en passant par les regards insistants, les sifflements et même les attouchements »

Myriam,
athlète de 41 ans d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

lées de remarques. « Dès que les hommes nous voient en tenue de sport, c'est comme si ça enlevait certaines barrières et leur donnait le droit de pouvoir critiquer notre corps », confie Léa Rageaud.

Sophie Louargant est maîtresse de conférences à l'université Grenoble-Alpes, spécialiste de géographie sociale, d'aménagement du territoire et des questions de genre, de la ville et des territoires. Elle explique que certains hommes s'imaginent que l'espace public leur appartient, et « s'approprient tout ce qui est dans ce territoire, y compris le corps des femmes », qu'ils considèrent

comme « mis à disposition ». « Ils se permettent de suivre les joggeuses, de commenter leur tenue », poursuit l'universitaire. Un sentiment de propriété glaçant, qui a pour conséquence « des mécanismes de déprise de l'espace public, qui créent du repli, une fracture et divisent la société », selon Mme Louargant. Autrement dit, une mise en retrait des femmes pour se protéger.

D'après l'étude de l'Union sport & cycle, 61 % des femmes interrogées déclarent éviter de courir à des heures tardives, et 60 % préviennent systématiquement un proche avant de partir pour un run. Myriam confie ainsi contourner certains quartiers d'Aix-en-Provence quand elle court, ne plus porter de short après la tombée de la nuit et privilégier les itinéraires éclairés et sous vidéosurveillance.

« Mais ce n'est pas en mettant des caméras partout que l'on résoudra le problème ! », assure Sophie Louargant, en soulignant l'urgence de prendre à bras-le-corps le sujet de l'éducation des jeunes hommes, encore trop souvent imprégnée par un schéma de domination masculine. « On considère, dans une société dite "évoluée", "moderne", que l'on est tous égaux dans la manière d'appréhender l'espace. Or c'est faux. La ville est potentiellement dangereuse ou anxiogène pour les corps féminins, et il est nécessaire d'œuvrer à la constitution d'un espace public plus inclusif, par exemple à travers des collectifs militants ou par le biais de politiques publiques. »

Depuis quelques années, des municipalités se sont saisies de cette question de l'inégal accès à l'espace public, notamment en organisant des « marches exploratoires », un concept né à Toronto, au Canada, dans les années 1980. L'idée est d'arpenter un quartier en groupe, pour identifier les facteurs d'inégalités entre les genres, voire d'insécurité (manque d'éclairage, par exemple) et les corriger. En France, des mairies comme celles de Paris, de Lille ou de Drancy (Seine-Saint-Denis) travaillent en partenariat avec des sociologues et le collectif A places égales, pour organiser ce type de dé-marche. La Mairie de Paris a d'ailleurs élaboré un guide référentiel en matière d'égalité, « Genre et espace public », lequel a été mis à jour et enrichi en 2021.

Comme le montre l'émergence des collectifs de runneuses, la réassurance passe aussi par un investissement des lieux dont elles se détournent habituellement, comme les quartiers jugés dangereux. « Dans nos sessions de renforcement musculaire après la course, il y a toujours un moment où l'on occupe vraiment l'espace, où l'on se le réapproprie », confie Mathilde Castres, qui espère que les femmes pourront un jour courir en paix.

« En randonnée, au départ, j'étais terrorisée »

L'aventurière féministe Marie Albert a réalisé un tour du monde en cargo, plusieurs tours de France à pied pour dénoncer les violences sexistes et de nombreuses randonnées en solitaire en France et en Espagne. Dans *Rando solo. Le Guide féministe* (Gallimard, 19,90 euros, 144 pages), elle partage ses conseils pratiques pour randonner ou bivouaquer dans la nature quand on est une femme ou une personne minorisée.

Dans votre ouvrage, vous assurez qu'il existe un lieu bien plus sûr que la maison : la forêt. Pourtant, se promener ou dormir seule en forêt peut, à priori, sembler effrayant...

En effet, on me demande souvent si je n'ai pas peur d'être violée ou assassinée. Au départ, j'étais terrorisée, comme tout le monde, car j'ai été biberonnée au grand méchant loup. Mais on sait que l'endroit où les femmes subissent le plus de violences, c'est en fait le foyer. Dans la forêt, la nuit, il n'y a personne. Quant aux animaux, ils évitent en général les humains. Je me suis simplement fait avoir une fois car j'avais laissé de la nourriture à l'extérieur de ma tente et un renard l'avait dévorée !

Quelles sont les règles de sécurité à appliquer pour randonner et bivouaquer seule ?

Pour me préserver contre les personnes curieuses ou les harceleurs, je me cache. Je bivouaque dans une tente verte et je me dissimule dans la forêt ou derrière un arbre, pour être tranquille. Et puis j'envoie

ma localisation et mon itinéraire à mes proches, notamment via l'application Polarsteps. Parce qu'on ne sait jamais, je peux faire un malaise pendant la nuit ou tomber dans un ravin en marchant. Lors d'une expédition seule en Australie, l'aventurière suisse Sarah Marquis, dont j'ai adoré les livres, était tombée dans un ravin et elle s'était blessée. Comme elle se trouvait dans un endroit sans réseau, elle avait dû remonter toute seule pour pouvoir envoyer son signal de détresse. Alors je télécharge mes cartes et mes itinéraires à l'avance pour les partager avec mes proches.

Que recommandez-vous aux personnes qui ont envie de se lancer, mais qui n'y arrivent pas ?

Il faut faire les choses par étapes. Par exemple, commencer à marcher seule dans son quartier, puis aller faire une rando un peu plus loin de chez soi ou avec des personnes de confiance. Et, pour le bivouac, je conseille de commencer dans son jardin ou dans le jardin de quelqu'un que l'on connaît. C'est comme ça que j'ai commencé, avant de bivouaquer une première nuit dans une forêt près de chez moi. Et il faut se préparer psychologiquement au fait qu'on va avoir peur, que ça va être difficile et qu'on va avoir du mal à dormir. Et il faut accepter et accueillir cette peur qui n'est pas forcément négative. Et plus on va répéter l'expérience, plus la peur va diminuer. Donc il faut vraiment y aller progressivement et accepter l'inconfort et les peurs.

Et que conseillez-vous aux randonneuses qui pourraient tomber sur des harceleurs ?

On peut acheter une sirène anti-agression, qui s'accroche au porte-clés ou au sac. Il suffit de trier sur une petite languette pour qu'elle émette un son tellement atroce que n'importe qui s'enfuit ! Mais je n'en utilise pas car je fais régulièrement des stages d'autodéfense. Une des premières choses qu'on nous apprend, c'est qu'il ne faut pas avoir de couteau ou de bombe lacrymogène, car cela nous mettrait en danger. On apprend à utiliser notre corps,

quel qu'il soit, y compris si on est en situation de handicap ou une personne âgée. Les techniques d'autodéfense sont secrètes, pour que les agresseurs ne puissent pas s'adapter. Mais je peux vous parler de celle qui consiste à prendre, à tourner et à tirer sur un pénis pour se défendre en cas de viol. C'est imparable, l'agresseur tombe dans les pommes. Plusieurs associations proposent des stages d'autodéfense et les tarifs sont abordables. En deux jours, on apprend à reprendre confiance en nous.

Je cite huit associations dans mon livre, dont plusieurs que j'ai testées. Moi, ça a changé ma vie. **Propos recueillis par H. B.-R.**

L'UNION FAIT LA FORCE

Courir en groupe pour se protéger

POUR beaucoup de femmes qui pratiquent le running, courir seule signifie être constamment surveillées. Régulièrement victimes d'incivilités, de harcèlement, d'agressions, voire de crimes, de nombreuses coureuses mettent en place des paramètres pour se protéger contre les importuns et les comportements qui les mettent en danger. C'est le cas de Myriam, une joggeuse quadragénaire d'Aix-en-Provence : « Je glisse une bombe au poivre ou une bombe lacrymogène dans ma pochette », décrit-elle.

D'autres portent un sifflet autour de leur cou pour donner l'alerte ou s'équipent de gadgets tels que des shoc-kers électriques ou des porte-clés ou bracelets anti-agression, dotés d'une alarme. Noé, une sportive bordelaise, partage sa géolocalisation avec son copain, par l'intermédiaire de son téléphone. Certaines runneuses utilisent des applications telles que The Sorority, App-Elles, Street Alert ou Umay, auparavant Garde ton corps (elles permettent de partager sa géolocalisation avec les autres filles du réseau, de signaler les dangers un peu comme Waze et d'appeler à l'aide), quand d'autres pratiquent le canicross (la course à pied avec un chien en laisse) par précaution. Mais surtout, elles courent de plus en plus souvent à plusieurs pour se sentir moins vulnérables.

UNE ribambelle de collectifs de course à pied ayant pour but d'encourager les joggeuses à se réapproprier l'espace public a vu le jour ces dernières années. En France, l'association Sine Qua Non est l'une des premières du genre ; c'est aussi celle qui rassemble le

plus de pratiquants des deux sexes. Crée en 2017 par une joggeuse, Mathilde Castres, elle a pour mission de « piétiner les violences sexistes et sexuelles auxquelles les femmes sont trop souvent confrontées dans leur pratique du running ». L'association organise régulièrement des runs dans plusieurs villes de France, à la tombée de la nuit.

A La Rochelle, le squad est chapeauté par Julia Tourneur, une des 40 ambassadrices de l'organisation nationale. Une fois par mois, elle réunit une quinzaine de coureurs pour une session entre chien et loup. Ce soir-là, le rendez-vous est donné devant l'Aquarium de la ville. Quatre hommes sont présents au milieu des runneuses. Tangui Pointreau, un menuisier de 37 ans, est venu sur les conseils d'un ami. « Je ne peux pas dire que je suis particulièrement engagé sur les questions d'égalité des sexes, concède-t-il. Naïvement, je pensais que tout ça était réglé depuis longtemps. »

Dans son maillot violet floqué du slogan de l'association, « Run for equality », Julia Tourneur insiste sur l'importance de rendre visibles les sportives dans l'espace public, y compris la nuit. Chaque année, l'association organise un grand run à Paris, soutenu par la Mairie de la ville. D'autres collectifs ont éclaté un peu partout en France. A Lyon, Léa Rageaud, 29 ans, a créé Go Fast « pour renverser les inégalités sur la ligne de départ ».

L'accès problématique à l'espace public se double, historiquement, d'un accès inégal à la pratique : le marathon a, pendant longtemps, été interdit aux femmes, pour des raisons fumeuses

liées à leurs prétendues conditions physiques. Il a fallu attendre 1967 pour qu'une femme, Kathrine Switzer, soit autorisée à courir celui, très célèbre, de Boston. Et l'épreuve féminine aux Jeux olympiques n'est apparue qu'en 1984 !

« On court ensemble tous les lundis soir pour lever les barrières et dépasser le syndrome de l'imposteuse », résume Léa Rageaud, qui reste marquée après avoir été suivie à la fin d'un run il y a une dizaine d'années. « Dans ce que le patriarcat a construit, les femmes ne doivent pas être en mouvement, poursuit-elle. Et, si c'est le cas, certains hommes pensent que ça leur donne le droit de commenter, comme ils le font pour un match de foot. En courant à plusieurs, on se dit que, si ça dérape, ce sera plus facile d'appeler à l'aide. »

A Rennes, Vicky Fiquet a fondé Run VNR, « un club de course à pied féministe », en 2022. En plus d'offrir un cadre sécurisé pour les runneuses qui veulent s'entraîner le soir sur les chemins de halage longeant la Vilaine, elle propose aussi des séances ouvertes aux femmes qui n'ont jamais couru. « Ce sport est souvent associé à la performance, à la compétition ou à des objectifs de perte de poids, regrette-t-elle. Mais je souhaite donner l'accès à cette pratique à des gens qui n'auraient jamais osé se lancer seuls et qui découvrent, avec nous, le bonheur de courir au soleil. »

L'implication des hommes dans le combat pour l'égalité des sexes dans la pratique du running semble encore timide. Dans une étude menée par Adidas en 2023 dans neuf pays, seuls 18 % des hommes interrogés estimaient que garantir la sécurité des femmes était une

responsabilité qui leur incombe. Il y a là aussi, derrière ces chiffres, une autre forme de malentendu. Car ce qui est attendu des hommes n'est pas qu'ils jouent les gardes du corps, mais simplement qu'ils laissent courir les femmes sans les importuner.

Retour à La Rochelle. Ce soir, Carine Hammad, contrôleuse de gestion à l'hôpital, est aussi venue fouler l'asphalte autour de la baie avec l'équipe : « Quand il fait nuit, même s'il n'est pas très tard, je ne cours que dans les endroits sous vidéosurveillance ou éclairés par des lampadaires, ou avec mon chien », confie-t-elle. Le squad s'élance sous les cliquetis des mâts, puis s'enfonce dans l'obscurité. Au bout d'une heure, les runneuses reviennent au point de départ, essoufflées et sourire aux lèvres. « En plus d'avoir passé un bon moment, je sens que ça m'a donné confiance en moi », estime une des joggeuses, qui promet de répondre à nouveau à l'appel le mois prochain.

Ce plaisir de trotter en groupe en se sentant plus en sécurité fait d'ailleurs écho à une tendance de fond dans la course à pied. En 2024, l'entreprise Strava a analysé les données de sa communauté, soit 135 millions de personnes dans plus de 190 pays, et les a combinées avec les résultats d'un sondage mené sur 5 000 de ses utilisateurs, désignés de façon aléatoire. L'étude montre une explosion des activités en groupe. En janvier 2025, la Fédération française d'athlétisme enregistrait un record historique de licenciés : 321 000, soit 14,5 % de plus que l'année précédente. **H.B.-R.**



ALE GIORGINI

WORK IN PROGRESS

Au lit, on bosse !

Nicolas Santolaria

Le «work from bed» s'est durablement installé depuis la pandémie de Covid, créant un marché d'un nouveau genre. Mais gare au torticolis !

Avec la démocratisation du télétravail, nos lieux de travail potentiels se sont enrichis d'un espace inattendu, depuis lequel il est désormais admis que l'on peut faire avancer les dossiers, tel Sisyphe en pyjama : le lit. En effet, lorsqu'on bosse à la maison, il est tentant de quitter l'inconfortable posture assise pour se translater à un moment ou à un autre vers ce havre moelleux et rectangulaire qui semble nous faire de l'œil. Que celui ou celle qui n'a jamais assisté à une réunion à distance depuis son matelas me jette le premier coussin à mémoire de forme !

Si elle est difficilement quantifiable, cette tendance semble néanmoins s'être installée dans les mœurs. Une étude menée en 2020 par Tuck Sleep, qui documente le sommeil à des fins commerciales, a montré que la pandémie de Covid-19 avait eu pour effet collatéral une massification du travail depuis le lit. Parmi les 1000 Américains interrogés à cette occasion, 8,8 % passaient tout de même de vingt-quatre à quarante heures par semaine dans une attitude paradoxale de gisant-productif. Même si elle renvoie à un certain hédonisme, convoquant les figures tutélaires d'Alexandre le Bienheureux ou du fondateur de *Playboy*, Hugh Hefner – voire de Winston Churchill, qui travaillait également depuis son lit –, cette posture est parfois contrainte, dictée par l'absence de bureau dans les petits appartements.

Malgré ses promesses de mix improbable entre labeur et farniente, elle se révèle souvent inconfortable à l'usage. Variable inerte d'une société où l'information circule à toute vitesse, vous voilà potentiellement candidat à un lumbago ou à un torticolis engendré par une posture exagérément statique. Tous les micro-efforts que vous produisez la journée en entreprise sans même vous en rendre compte (marcher pour aller à l'imprimante, à la cantine ou se chercher un café) disparaissent si vous passez le plus clair de votre vie salariale allongé. Cette séentarité extrême qui vous fait aller du lit au lit s'accompagne d'une morbidité accrue, accentuant les problèmes cardio-vasculaires, métaboliques et musculo-squelettiques.

Malgré ses risques, cette tentation constitue aujourd'hui un nouveau marché, comme en atteste par exemple le fait que, sur Amazon, il est possible d'acquérir un étonnant coussin-bureau sur lequel poser son laptop («ordinateur portable») et son café latte, pour travailler en ayant le sentiment de prendre le p'tit déj à l'hôtel. Ikea a même inauguré une page intitulée «Comment travailler confortablement (et efficacement) dans son lit», où domine l'hybridité des espaces, ni vraiment lieux de repos ni tout à fait zones de travail 100 % crédibles. D'où cette blague récurrente sur TikTok, taguée #WorkFromBed, dans laquelle un salarié émergeant de sous la couette se fend d'un vindicatif : «Oh, j'suis au bureau, là !»

Dans une conversation sur Reddit consacrée au thème du travail depuis le lit, on s'aperçoit que les raisons qui motivent cette pratique sont très éclectiques : la douleur (les règles, par exemple), la fatigue, le besoin de réassurance procuré par les couvertures, la dépression, la revendication de pouvoir travailler d'où l'on veut, la nécessité créative de laisser son esprit vagabonder...

Néanmoins, tout cela nécessite certaines dispositions, pour ne pas que les univers du boulot et du repos finissent par devenir totalement indistincts. «Je m'assure simplement d'avoir une transition entre le travail et le sommeil : ranger l'ordinateur portable, aller dans d'autres espaces pour faire autre chose avant de me coucher», témoigne BostonBluestocking. Le travailleur horizontal n'est-il pas, finalement, le produit le plus abouti d'un monde du travail enfin déverticalisé ?

Parmi les raisons qui poussent à l'horizontalité : la douleur, la fatigue, le besoin de réassurance, la dépression, la revendication de pouvoir travailler d'où l'on veut...

MA VIE D'ADO

«Ce que j'aime vraiment, c'est l'élevage, être aux côtés des animaux»

«Le Monde» donne la parole à de jeunes gens qui évoquent leurs envies, leurs états d'âme, leurs difficultés. A 17 ans, Victoire est alternante dans un élevage de chèvres en Charente

Jane Roussel



ZOÉ VADIM

Je travaille dans un élevage caprin où il y a environ 500 chèvres, 150 chevrettes et une vingtaine de bovins. Et je suis en alternance avec mon lycée, en 1^{re}. Au départ, je voulais faire des études d'esthéticienne, pour être maquilleuse. C'était soit ça, soit l'agriculture. Mais j'ai choisi les animaux, j'ai grandi là-dedans, ça m'a toujours fait envie.

Mes parents avaient une ferme laitière, avec des vaches, des montbéliardes. Quand j'étais petite, il y a eu une crise du lait qui a fait chuter les prix. Mes parents ont tout perdu. Je ne m'en souviens pas, et mon père n'en parle jamais, mais je sais qu'il a beaucoup souffert, il vivait pour ça.

Mes parents vivent toujours sous le même toit mais ils sont séparés depuis plus de deux ans. C'est ma mère qui a mis un terme à leur relation mais, avec ma sœur, on le sentait que ça n'allait pas. Ils s'embrouillaient, souvent mon père dormait à part... Ils gardent la maison pour des raisons financières. Depuis, la vie de famille est différente. Par exemple, c'est très rare qu'on mange tous ensemble. Avant, c'était ma mère qui faisait tout pour moi et ma sœur, maintenant mon père a pris le relais. Le plus souvent, c'est avec lui que je mange.

Depuis un an et demi, avec ma mère, c'est conflictuel. Elle me dit : «Victoire, quand tu me parles j'ai l'impression que t'es en colère contre moi.» Je pense que c'est un peu vrai. Souvent on dirait qu'elle me la fait à l'envers. Par exemple, elle me dit qu'elle va me payer un truc et au final elle me demande de le payer moi-même au dernier moment. Avec ma sœur, qui est en BTS à Bordeaux maintenant, on est

quasiment autonomes du point de vue financier. On sait bien que nos parents peuvent pas tout payer... Mais des fois c'est dur à porter avec mon salaire. De manière générale, j'ai l'impression d'être le parent de mes parents : je fais le ménage, je fais à manger, c'est assez pénible. A côté de ça, ma mère me fait beaucoup de remarques, sans se rendre compte de ce que ça me fait. Elle me reproche d'être égoïste parce que je passe trop de temps à la ferme, de ne pas penser à elle.

La ferme, c'est là où je suis en alternance. La femme du propriétaire, c'est ma cousine du côté de mon père. Quand j'arrive le matin et que c'est ma mère qui me dépose, ils voient qu'elle me prend la tête, que je suis pas bien. Je peux en parler avec eux. Ils la connaissent depuis vingt-cinq ans, alors ils me comprennent. Ils ne me disent pas grand-chose mais ils m'écouteront, ça me soulage. Là-bas, je me sens libérée.

En général j'arrive à 8 heures, je fais la traite. Ensuite, on donne à manger aux chèvres et aux chevrettes, et puis on s'occupe des terres, avant de reprendre la traite, le soir. Les champs, je maîtrise pas forcément, c'est pas ce que je préfère. Enfin sauf l'été, quand on moissonne et qu'on fait des bottes de paille. Ce que j'aime vraiment, c'est l'élevage, être aux côtés des animaux. Tout ce que tu fais, c'est pour leur bien-être. C'est magnifique. L'année dernière, j'ai aidé une chèvre à mettre bas. Elles savent le faire seules, mais s'il y a un problème, on va intervenir pour les aider. Je suis super contente de me dire que je fais un métier qui aide les animaux. Ça m'épanouit.

Je pense que mon père est fier que j'aie choisi cette voie.

Avec lui aussi ça a été conflictuel par le passé, parce qu'il n'était jamais là à l'époque. Je lui en ai voulu. Mais ça va mieux grâce à une éducatrice que je vois à la Maison des ados, à Angoulême. C'est un peu comme une psy, si on veut. A la base, j'y suis allée parce que je suis terrifiée par l'école. Je me mets une énorme pression au niveau scolaire, je suis très perfectionniste, je veux que tout soit parfait. C'est franchement pas un avantage dans la vie... J'ai peur de ne pas avoir fait un devoir, d'avoir oublié de remplir une feuille, ça me stresse énormément. J'essaye de faire comprendre à mon mental qu'il ne va pas se passer grand-chose si j'oublie un truc, d'autant que je rends toujours les choses à l'heure, je remplis toujours les bons documents. Ça leur fait de la peine à mes parents, de me voir stresser comme ça.

Ça n'a étonné personne que je prenne cette voie. Il y a plein de femmes qui travaillent avec leur mari dans les exploitations.

L'année dernière, il y a même eu un film qui s'appelle *Femmes de la terre*, qui raconte des histoires de femmes qui sont cheffes de leur propre exploitation. J'ai trouvé ça très intéressant. Et puis de nos jours, plein de filles rejoignent ce secteur, surtout dans le domaine équin. Dans ma classe, on est même plus nombreuses que les garçons !

Auprès des animaux, c'est là où je me sens le mieux. On ne dirait pas comme ça, mais ils ont un impact sur nous, ils sont super apaisants. Même quand je ne suis pas censée travailler, j'y vais les soirs, les weekends, pendant les vacances. A la ferme, je n'ai pas ce truc de perfectionnisme, j'ai plus confiance en moi. J'adore ça.

De manière générale, j'ai l'impression d'être le parent de mes parents : je fais le ménage, je fais à manger, c'est assez pénible

Un cimetière en Charente-Maritime, un jour ensoleillé de février 2024. Une vidéo postée sur le réseau social Facebook par l'entreprise Maritime Sépulture s'ouvre sur un désert de tombes défraîchies. Une croix en pierre est recouverte de mousse et de lichen. Le nom du défunt inhumé quelques mètres plus bas est à peine lisible. Un homme équipé de lunettes de protection surgit dans le cadre. A l'aide d'un nettoyeur haute pression, il asperge la stèle d'eau. La sépulture retrouve peu à peu de ses couleurs. Le nom gravé sur la stèle réapparaît.

Clément Belouin, 33 ans, ancien agent immobilier, s'est reconvertis dans l'entretien et le nettoyage de sépultures en 2022. Lors d'un voyage en Amérique du Sud, en 2019, il a en effet découvert que les cimetières pouvaient être de vrais lieux de vie. «En Bolivie, je me suis rendu compte qu'on pouvait manger, faire des jeux de société et se promener dans un cimetière sans aller voir un défunt.» De retour en France, il se met à entretenir la tombe de son grand-père, à La Vergne (Charente-Maritime), car ses parents, qui ont déménagé en Dordogne, ne peuvent plus s'en occuper. C'est dans ce lieu de recueillement qu'il remarque que de nombreuses sépultures, recouvertes de végétaux, semblent abandonnées.

Depuis, au volant de son fourgon, il écume les cimetières de la côte Atlantique, de la Vendée jusqu'aux Landes. Sollicité par des familles de défunt, il entre dans les cimetières – après autorisation de la mairie – pour récurer des tombes, des stèles ou des plaques funéraires.

Profitant de la baisse de fréquentation des cimetières, des Français se lancent dans le métier de nettoyeur de tombes, également appelé «gazonnier», en créant leur entreprise. Ce service est traditionnellement assuré par les pompes funèbres. «Mais les clients sollicitent de plus en plus des autoentrepreneurs comme moi, car les pompes funèbres sont assez débordées et ce n'est pas leur activité principale. Les délais d'intervention peuvent être longs», explique M. Belouin. Des opérateurs funéraires le contactent pour lui déléguer cette prestation.

Les cimetières regorgent de sépultures vétustes. Christophe Drapeau, responsable des reprises de concessions funéraires pour les trois cimetières de la ville de Bordeaux – où gisent près de 56 000 âmes –, le constate. «Cela fait quarante ans que je fais ce métier, beaucoup de tombes ne sont pas entretenues. On le voit.» Derrière les mousses et les lichens, autant de clients potentiels pour les gazonniers. «En 2024, 75 % à 80 % des devis que j'ai envoyés ont été signés», affirme Clément Belouin, dont l'activité se concentre sur les cimetières du littoral atlantique.

Une véritable opportunité commerciale. Jean-Noël Thromas, 55 ans, a décidé de devenir gazonnier en 2020. Il intervient entre la Charente et la Haute-Vienne. Boucher-charcutier de profession, il s'est reconvertis dans le



MÉMOIRE

Des nettoyeurs sans concession

Profitant de la baisse de fréquentation des cimetières et de l'absence d'entretien des sépultures, des Français se lancent dans le nettoyage de tombes

Djaïd Yamak

métier après un accident de la circulation qui lui a laissé plusieurs séquelles neurologiques. Aidé par son fils, il crée un questionnaire en ligne pour sonder les besoins du marché. Les réponses affluent et lui prouvent qu'une demande existe. Il monte une société et investit 25 000 euros pour acheter un fourgon et du matériel de nettoyage.

Dominique (il n'a donné que son prénom), 63 ans, disc-jockey à Metz le week-end et nettoyeur de tombes la semaine, a lancé son activité il y a douze ans pour arrondir ses fins de mois. «Arrivé à un certain âge, on ne veut plus bosser pour des sociétés qui nous exploitent.» Le monde de la mort est, pour lui, plus reposant que celui de la nuit. «C'est un métier tranquille, paisible, qui me permet de m'évader.» Depuis ses débuts, il n'a jamais augmenté le montant de sa prestation. Pour 35 euros, il récuré une tombe «classique» en granit à l'eau et au savon.

Son activité se calque sur le calendrier chrétien. A l'approche des fêtes de la Toussaint ou du dimanche des Rameaux, son téléphone est en surchauffe. «Beaucoup de clients appellent à la dernière minute pour que la tombe familiale soit propre avant de venir s'y recueillir. Il faut avoir les reins solides», dit-il. Quand on lui demande en quoi consiste son métier, Jean-Noël Thromas répond qu'il est un «frotteur de petits jésus». Il travaille avec des familles catholiques, musulmanes, juives et bouddhistes, et a opté pour une image de marque laïque. Un logo en forme de fougère et un nom sans connotation religieuse : «Entretien des pierres du souvenir».

Prendre soin d'une stèle fatiguée est aussi une manière de se rendre utile. Tillfried et Mattia, deux étudiants lyonnais âgés de 21 et 19 ans, se sont lancés dans cette activité il y a

quelques mois. Ils entretiennent des tombes d'inconnus gratuitement, puis documentent leur activité sur TikTok, YouTube et Instagram, à travers le compte «TombCare».

«On nettoie des tombes gratuitement pour rendre service à des gens qui ne peuvent plus le faire», explique Tillfried. A leurs débuts, les deux jeunes hommes ont reçu de nombreuses critiques. Nettoyer des tombes sans l'accord des familles est une pratique illégale. Ils assurent demander désormais une autorisation aux particuliers avant de se rendre au cimetière.

En France, les sépultures sont des propriétés privées. «Quand on est passé aux cimetières laïques, les familles ont conquis le droit de propriété des tombes. Avant, elles appartenait à l'Eglise», explique Marion Waller, ancienne directrice des affaires funéraires à la Ville de Paris et autrice de l'essai *Redonner une place à nos morts* (Allary Ed., 2024).

Les familles de défunt sont tenues de les maintenir en bon état. Dans un cimetière surpeuplé, identifier une tombe mal entretenue peut permettre de faire de la place. Si une sépulture présente des signes de dégradation, elle peut être revendue par la mairie. «Mais, pour que l'état d'abandon soit constaté, il faut également que l'acte de concession ait plus de trente ans d'existence et que la dernière inhumation remonte à plus de dix ans», observe Patrick Loizeau, consultant en législation funéraire et en gestion de cimetières.

L'éloignement géographique entre la concession funéraire et le lieu d'habitation de ses ayants droit est le carburant de l'activité gazonnière. La plupart des clients de Clément Belouin n'habitent pas dans la région où leurs proches sont inhumés. «Certains ont juste honte de s'y

rendre car ils trouvent la tombe trop délabrée.» «Avant, les gens habitaient toujours les mêmes communes, ils ne déménageaient pas et entretenaient régulièrement la tombe de leurs aînés. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Par ailleurs, le poids de la religion s'est estompé», souligne M. Loizeau.

Les contraintes ne sont pas uniquement géographiques. Jean-Noël Thromas voit beaucoup de clients qui n'ont pas le temps, l'envie ou les moyens matériels d'entretenir la tombe de leurs proches. «J'ai surtout des dames âgées de 60 à 90 ans, qui vivent seules et qui ne peuvent pas se rendre au cimetière pour nettoyer celle de leur mari.» D'autres, plus minoritaires, sont phobiques des cimetières.

«Cela dit aussi quelque chose de notre époque. Aujourd'hui, nous avons un lien plus distant avec nos morts», affirme Marion Waller. Dominique, le DJ gazonnier, se souvient de ses visites au cimetière, lorsqu'il était jeune. «Quand j'étais gamin, avec ma grand-mère, on allait fleurir la tombe de mon grand-père deux fois par semaine.» Un rituel perpétué par les nettoyeurs de tombes.

Solliciter leurs services est une manière d'honorer la mémoire d'un proche à distance. «Au début, j'étais persuadé que



Clément Belouin,
de l'entreprise
Maritime Sépulture,
lors du nettoyage
d'une tombe
dans le cimetière
de La Tremblade
(Charente-Maritime),
le 25 avril. GAËL TURPO
POUR «LE MONDE»

les jeunes délaissaient les cimetières. Mais en fait non, beaucoup sont attachés à la préservation de la mémoire de leurs proches. Et ce n'est pas parce qu'on ne va pas au cimetière qu'on ne pense pas aux défunt», selon Clément Belouin.

Le trentenaire a trouvé dans le toilettage de pierres tombales une profession «utile et humaine», au contact des gens.

«Après mon accident, je voulais me prouver que j'étais encore capable de faire quelque chose», affirme, quant à lui, Jean-Noël Thromas. Ça me rapporte beaucoup de satisfaction. Pour les gens qui sont loin de la tombe de leurs proches, je suis une personne de confiance.» Pour Dominique, ce travail prend tout son sens lorsque ses clients reçoivent la photo de la sépulture étincelante. «C'est très gratifiant. J'ai des clients qui habitent en Australie ou au Canada. Quand je leur envoie une photo de la tombe nettoyée, ils sont très contents. Ils me disent: "Grâce à vous, nous avons un caveau digne."»

Au-delà de la propreté, certains asticteurs de stèles disent veiller sur la mémoire des inhumés. Dans le script d'une vidéo, écrit à l'aide d'une intelligence artificielle, Tillfried et Mattia, le duo d'étudiants lyonnais, défendent l'éthique de cette

activité : «Le défunt, qui a vécu, aimé, souffert et laissé une trace dans ce monde, voit peu à peu sa présence s'effacer, non seulement dans la mémoire de ses proches, mais aussi dans le monde physique.» La voix off poursuit : «Ce n'est pas la personne que l'on honore, mais l'idée qu'aucune vie ne devrait tomber totalement dans l'oubli.»

Les deux jeunes hommes maintiennent une forme de détachement vis-à-vis des défunt dont ils nettoient la concession. «On ne regarde pas les noms, on ne fait pas de recherche. L'important, c'est le rendu de la tombe», affirme Tillfried.

Dans ce métier au plus proche de l'intime, la mise à distance est indispensable. «Il faut avoir de la compassion pour les familles, mais, si tu n'es pas détaché, c'est dur d'intervenir dans des cimetières, où tu côtoies la mort en permanence», assure Clément Belouin. Cette activité n'a pourtant pas bouleversé son rapport à sa propre finitude et à celle de son entourage. «Tu as beau travailler dans le domaine, cela ne te protège pas de la tristesse de perdre un proche.» Mais elle lui a donné une idée plus précise de la concession de ses rêves : une petite plaque funéraire en granit, sobre, sans fleurs et facile à entretenir.

«C'EST UN MÉTIER
TRANQUILLE,
PEINARD,
QUI ME PERMET
DE M'ÉVADER»

Dominique,
disc-jockey et gazonnier



Ci-contre, l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Passy.
Ci-dessous, au 9, rue du Docteur-Blanche, au niveau du croisement avec la rue Mallet-Stevens, l'ancienne maison et agence de l'architecte Robert Mallet-Stevens. Le 29 avril, à Paris.

ALIOCHA BOI POUR « LE MONDE »



En haut à gauche, la fontaine lumineuse de Robert Mallet-Stevens. En haut à droite, la galerie de peinture de la Maison La Roche, construite par Le Corbusier entre 1923 et 1925. Ci-dessus, l'entrée du square du Docteur-Blanche. Ci-contre, l'hôtel particulier-atelier construit par Robert Mallet-Stevens en 1926-1927 pour les frères Martel. A Paris, le 29 avril. ALIOCHA BOI POUR « LE MONDE »

FLC - ADAGP, PARIS, 2025

PARIS

Docteur-Blanche

Histoire de la rue du

Dans un 16^e arrondissement très haussmannien, la voie fait figure d'atypique laboratoire d'architectures moderne et contemporaine, où se croisent touristes, élèves studieux et employés de maison

Anne-Lise Carlo



Il est des rues sur lesquelles on projette déjà beaucoup d'images avant même de s'y rendre. Ainsi, on présente les artères du 16^e arrondissement de Paris résidentielles, calmes et familiales, taillées dans une belle largeur, densément arborées et bordées d'immeubles haussmanniens cossus. Mais sur cette rive droite de la Seine, dans l'ouest de la capitale, une artère atypique s'est dessiné un destin singulier, à quelques minutes à pied des stations Jasmin et Ranelagh, sur la ligne 9 du métro.

Appartenant à l'ancienne commune d'Auteuil, rattachée à Paris en 1860, celle qui fut initialement nommée «rue des Fontis» prend son appellation officielle en 1894. La voie porte dès lors le patronyme d'un médecin psychiatre, Esprit Blanche (1796-1852), fondateur d'une maison de santé spécialisée dans les maladies mentales. Rien ne permet de deviner le destin de cette rue, dans un 16^e arrondissement à l'époque encore rural et excentré.

Le 6 août 1918, durant la première guerre mondiale, un des derniers obus lancés par les canons allemands comme la Grosse Bertha explode au numéro 46 de la rue. Bang! Paris tremble. Le 14 janvier 1986 s'opère au numéro 39 le dernier braquage du «gang des postiches» dans une agence du Crédit lyonnais. L'inspecteur Jean Vrindts et le

gangster Bruno Berliner y trouvent la mort. Bang bis, le voisinage tremble.

Aujourd'hui, sur les trottoirs, ce sont d'autres bandes organisées que l'on croise. Etudiants, retraités, touristes, le nez en l'air, tout occupés à observer le bâti de l'artère. Il faut dire qu'il y a de quoi se tordre le cou: des maisons Le Corbusier, une impasse signée Robert Mallet-Stevens, une résidence de Jean Ginsberg... Dès le numéro 5, les murs plaqués de mosaïques noires de cet immeuble d'ateliers d'artistes sont l'œuvre de l'architecte Pierre Patout, à la fin des années 1920.

«Cette rue est un musée vivant de l'architecture moderne et contemporaine. Ce fut un terrain expérimental pour de grands architectes, car il y avait encore des terrains à bâtir, contrairement aux arrondissements historiques», explique Philippe Dehan, docteur en architecture et professeur à l'ENSA Paris-La Villette, qui emmène ses étudiants ici.

Au 19, l'architecte Jean Ginsberg entreprend la construction de la résidence de la Muette, livrée en 1953. Depuis la rue, les promeneurs marquent souvent un arrêt devant le bassin bleu et la sculpture en résine noire de Pierre Székely, au pied de l'imposant immeuble posé sur pilotis. «Ginsberg a fini par obtenir les autorisations nécessaires, mais, à l'origine, son bâtiment était d'une

grande hauteur, illégale jusque-là dans Paris. Il va vivre dans cette résidence jusqu'en 1967, au 7^e étage, comme il le faisait régulièrement pour éterniser ses architectures», raconte Philippe Dehan.

C'est dès les années 1920 que le quartier devient un laboratoire. Béton, acier et formes nouvelles surgissent. Le maître absolu de l'artère, c'est, bien sûr, Le Corbusier. Tapies au cœur du square verdoyant du Docteur-Blanche, qui démarre au numéro 55, ses deux maisons étaillons aux formes géométriques et sans ornement sont construites entre 1923 et 1925.

C'est dans cette impasse que le père de l'architecture moderne expérimente pour la première fois les cinq points de sa grande théorie: les pilotis, le toit-terrasse, le plan libre, la fenêtre bandeau et la façade libre. Avant-gardistes, les deux maisons peinent à trouver preneurs. Finalement, un ami de Le Corbusier, Raoul La Roche, banquier et collectionneur d'art, et Albert Jeanneret, le frère de l'architecte, s'y installent. Leur succéderont la Fondation Le Corbusier, qui accueille un flot constant de passionnés.

Il faut repartir au numéro 9 pour tomber sur une autre demeure d'architecte. Il s'agit de l'ancienne maison (et agence) de l'architecte Robert Mallet-Stevens, contemporain de Le Corbusier. En arrière-plan, c'est toute une ruelle inaugurée en 1927 que le créateur fait naître ici. Cet appendice forme une succession de cinq hôtels particuliers en béton armé. Le plus bel édifice, à l'origine la maison-atelier des sculpteurs jupeaux Jean et Joël Martel, a gardé sa forme initiale avec, en façade, des décrochements et des jeux de volumes qui stimulent le regard.

La journaliste Agnès Léglise vit dans cette impasse depuis 1999. «Quand je suis arrivée, le nom de Mallet-Stevens ne disait pas grand-chose aux gens. Mais l'intérêt est allé croissant, notamment après l'exposition-rétrospective à Beaubourg en 2005», raconte-t-elle. Passionnée par l'histoire rocambolesque de ces «villas», Agnès Léglise n'hésite pas, tout en prenant son chien, à parfois corriger les conférenciers hésitants qui déambulent dans sa chère ruelle.

Comment faire exister un «village» au milieu de telles prouesses architecturales? En y installant un bar-restaurant à l'allure plus qu'accueillante, loin de toute prétention. Le Brandevin, du nom d'une liqueur de vin, pourrait être partout sauf ici, au numéro 29. En plein 16^e, l'endroit joue la contre-programmation avec sa décoration bistrot restée dans un jus très années 1990.

Aux aurores, ouvriers et provinciaux de passage prennent leur café. Au déjeuner, beaucoup de personnes âgées, descendues de l'immense immeuble en face, ultra-sécurisé, et surnommé «le Paquebot». Le soir, au dîner, on y vient en famille. Quand, à 24 ans, soutenu financièrement par son oncle, le restaurateur autodidacte Denis Peltier ouvre Le Brandevin, il était loin

d'imaginer que sa «première affaire», ouverte en 1991, serait celle de sa vie.

Autour du Brandevin, on cherche d'autres traces du «village», mais les vitrines valsent depuis quelques années. Au numéro 38, la droguerie, fort bien approvisionnée, grotte d'Ali Baba, a un côté rassurant, tout comme la retoucherie voisine. Juste à côté, l'agence d'architecture COSA y construit des logements sociaux et une future crèche pour le bailleur social Régie immobilière de la Ville de Paris. Au pressing du début de la rue, où sur les murs s'accrochent des affiches jaunies de la rétrospective Mallet-Stevens, un ballet de majordomes et de femmes de ménage vient y chercher costumes et autres robes «couture» pour leurs employeurs. «C'est le 16^e!», lance dans un sourire le jeune patron, Kadir Duran.

Au fil de la rue se juxtaposent ainsi des «bulles», des îlots autonomes qui coexistent. Au 10, il y a d'abord eu les «400 filles du docteur Blanche», celles du foyer des lycéennes créé en 1954. Hébergées dans une architecture labyrinthique, des jeunes filles y arrivaient de province puis du monde entier pour préparer les concours des grandes écoles.

«Nous étions dans cette enclave protégée telles des amazones, vivant dans un rythme symbiotique et une grande stimulation intellectuelle. Cet endroit m'a profondément marquée», se souvient Marie Gaumy, ancienne étudiante puis surveillante au foyer de 1993 à 1996 et réalisatrice d'un documentaire en 2005 sur l'endroit. Aujourd'hui, le lycée d'excellence Jean-Zay est un internat public devenu mixte qui accueille en grande majorité des élèves boursiers.

Au 51, même si les drapeaux en façade rappellent les codes d'une ambassade, la délégation de Mayotte est autre chose. Un morceau de l'île de l'archipel des Comores, à Paris, qui a vocation de soutien aux Mahorais présents en métropole. Encore sous le choc du cyclone Chido, en décembre 2024, la délégation est très active. Ce jour-là, une convention y était signée avec des organismes de formation professionnelle pour soutenir la reconstruction à Mayotte.

Enfin, à la jonction avec la rue de l'Assomption, un endroit semble «prolonger» la rue du Docteur-Blanche. C'est l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Passy, une paroisse de confession catholique. Dans le jardin bucolique qui l'entoure, les habitants du quartier viennent chercher de l'ombre. Associations ou syndics organisent leurs réunions en soirée dans les salles de la paroisse.

«Au-delà des cérémonies religieuses, il y a beaucoup de passage depuis la rue», témoigne le sacristain trentenaire Justin Aubou Nébié. Tout le monde le connaît dans cette artère qu'il affectionne tant et où, selon lui, on prend encore soin des gens âgés. Arrivé à 12 ans de Côte d'Ivoire en espérant faire carrière dans le football, c'est un tout autre chemin qui l'attendait rue du Docteur-Blanche.

LE MAÎTRE ABSOLU DE L'ARTÈRE, C'EST BIEN SÛR, LE CORBUSIER : AU COEUR DU SQUARE VERDOYANT DU DOCTEUR-BLANCHE, SES DEUX MAISONS ÉTALONS AUX FORMES GÉOMÉTRIQUES ET SANS ORNEMENT

C'est un phénomène aussi mystérieux qu'inattendu. En très peu de temps, le plus grand rongeur du monde est sorti de l'anonymat des manuels de zoologie pour devenir une star sur TikTok et sur Instagram, avec des vidéos cumulant pour certaines plusieurs millions de vues. On y voit cet herbivore massif, sorte de hamster préhistorique, brouter paisiblement, se mettre à l'eau avec précaution ou profiter du soleil avec ses congénères. Sans compter que, grâce à l'intelligence artificielle, les internautes rivalisent d'imagination pour mettre en scène l'animal vedette dans des situations improbables, comme en train de se masser le ventre dans une piscine ou de monter les marches du Festival de Cannes.

Le compte Instagram @Dark-wingswildlife permet même de suivre les aventures de Cheesecake et de Pumpkin, deux capybaras vivant dans une ferme située en Floride. Pour la modique somme de 40 dollars (environ 35 euros), les internautes peuvent envoyer à aux propriétaires des animaux le message de leur choix, qui sera mâchonné par le rongeur. Sur les vidéos, on découvre ainsi Cheesecake – à moins que ce ne soit Pumpkin? – avaler avec empressement des bouts de papier où on peut lire des messages comme « Tu es la femme de ma vie » ou « Bon anniversaire maman! » Digestif et un brin douteux.

Dans le sillage de cet engouement virtuel, des bars à capybaras ont ouvert au Japon. Il existe aussi des onsen (bains thermaux naturels) où on peut les observer se prélasser dans une eau délicatement parfumée au yuzu, et même, pour ceux qui seraient en quête de l'expérience ultime, un hôtel capybara, dont le site garantit au client qu'il pourra littéralement être immergé dans le monde des capybaras, à travers les baies vitrées à 360 degrés de son bungalow situé dans un parc animalier.

A Nordelta, en Argentine, sa population a été multipliée par trois depuis le confinement en 2020

Car, selon ses fans, la contemplation du rongeur procurerait une sensation de réconfort fulgurante, une dose de détente aussi addictive qu'une drogue dure. Dans un article paru en janvier, dans le magazine *New Yorker*, l'écrivain Gary Shteyngart avoue sans complexe : « Mon psy dit qu'ils m'aident à réguler mes émotions. » L'air tranquille et pacifique de l'herbivore est en effet loué par les « capyaddicts », qui vantent également sa qualité d'herbivore, signe d'un tempérament respectueux de la nature. D'autres expriment un désir trouble d'identification, comme le révèlent ces commentaires lus sur Instagram : « J'aimerais tellement être lui », « Je veux changer ma vie contre la sienne ».

Au point que l'on peut se demander si la rareté de l'animal, difficilement approchable au quotidien, n'exacerbe pas sa dimension fantasmagétique. Le journaliste Vincent Cocquebert, qui a observé des capybaras dans un parc animalier lors d'un séjour à Taiwan, témoigne, quant à lui, d'une expérience plutôt décevante : « C'est un animal qui gagne plus à être vu sur Instagram que dans la vie réelle. Il n'est pas du tout agréable à caresser, son pelage est

AU BESTIAIRE!

Le capybara, nouvelle star des réseaux sociaux

Le plus gros rongeur du monde fait l'objet d'un culte aussi soudain qu'inattendu

Marjorie Philibert



GUILLAUME BLOT POUR « LE MONDE ». BLICKWINKEL/ALAMY STOCK PHOTOS

assez réche. Il est plutôt apathique et pas particulièrement affectueux. » L'essayiste lui reconnaît toutefois des vertus apaisantes : « Sa placidité nous ramène au temps perdu de l'innocence, dans un monde où nous sommes perpétuellement en colère. »

Pourtant, il faut bien reconnaître que rien dans le physique du capybara ne le destinait à devenir un dou dou par excellence. Nous avons interrogé à son sujet l'historien Vincent Lavoie, auteur de *Trop mignon ! Mythologies du cute* (PUF, 2020). Son constat est sans appel : « C'est un animal dont la morphologie ne s'accorde pas avec les critères de la mignonnerie traditionnels. Ceux-ci sont plutôt de l'ordre de la vulnérabilité juvénile, l'archétype du "cute" [mignon] étant le chaton. Or, le capybara est plutôt massif, puisqu'il peut peser jusqu'à 65 kilos et mesurer 1,40 mètre

de long. Il a un museau protubérant et de tout petits yeux, alors que les critères du mignon sont plutôt un nez fin et des grands yeux. »

Vincent Lavoie souligne également un trait mettant à mal son image de peluche bien élevée : « Il a des habitudes alimentaires surprenantes, par exemple une tendance à l'autocoprophagie [consommation de ses propres matières fécales]. » Autre élément surprenant, le « culte » du capybara concerne essentiellement des individus adultes, et non des bébés, comme si les internautes avaient moins envie de le protéger que de s'arrimer à sa force tranquille. « Le capybara n'est pas un prédateur, mais il n'est pas non plus une victime, souligne le professeur à l'université du Québec à Montréal. Il sait très bien échapper aux prédateurs en évitant de manière stratégique près des plans d'eau ou en restant en groupe. Il envoie un double message : à la fois "je ne suis pas dans le conflit" et "je n'ai pas peur de vous". Il y a là une vraie dimension politique de non-agression. »

Certains, qui ne s'y sont pas trompés, voient dans le capybara un résistant des temps modernes ou, comme le résume un internaute : « Les capybaras sauveront le monde. » Cette dimension de lutte sociale s'est précisée avec « l'invasion » par les capybaras d'une zone privée résidentielle de Buenos Aires, en Argentine. Dans cette zone appelée Nordelta, les capybaras ont profité du confinement en 2020 pour « coloniser » parcs et jardins. Depuis, leur population a été multipliée par trois : elle compterait aujourd'hui environ 1 000 individus, pour une zone de 45 000 habitants.

Le phénomène n'a pas tardé à diviser les habitants de Nordelta : les uns défendent les capybaras en soulignant qu'ils étaient là avant les humains, les autres se plaignent qu'ils abîment les pelouses, occasionnent des accidents de circulation et parfois même se battent contre des petits chiens. Nordelta abritant une population aisée, il n'en a guère fallu plus pour que les internautes voient dans le capybara un révolutionnaire pacifique, parvenant à ébranler l'ordre social par sa seule présence, en cela plus proche

de Gandhi que de Che Guevara.

Face à cette situation explosive, en février, la province de Buenos Aires a décidé de stériliser une partie des rongeurs, une mesure jugée « inhumaine » par leurs partisans. Vincent Lavoie décrypte cette lutte des classes : « Depuis l'avènement des sociétés industrielles, l'animal est souvent invoqué comme symbole du prolétariat. Certains vont ainsi interpréter les comportements des animaux en fonction d'un agenda anticapitaliste fantasme, comme ça a été le cas avec les orques "tueurs" qui attaquaient des yachts de tourisme. De fait, nous sommes confortés dans nos valeurs lorsque nous imaginons qu'elles sont partagées par d'autres espèces que la nôtre, même si cette assimilation n'a rien à voir avec la réalité éthologique. » Capybaras de tous les pays, restez sur nos pelouses !

ZINZIN

Les chipouilles





Marian fait la manche sur l'avenue des Champs-Elysées, à Paris, le 9 avril.
FLORENCE BROCHOIRE
POUR «LE MONDE»

Marian, le SDF qui a le don du sans-contact

Alors que l'usage du liquide s'érode et affecte la mendicité des sans-abri, l'homme propose aux passants des Champs-Elysées de flasher un QR code pour lui transférer de l'argent

FIGURE[s]

Par Djaïd Yamak

Une canne à pêche tendue vers le sol. Une casquette de capitaine de bateau vissée sur la tête. Une épaisse barbe blanche. Une écharpe jaune et plusieurs épaisseurs de vêtement sur le dos. Assis entre deux boutiques de luxe des Champs-Elysées, Marian, un sans-abri de 55 ans, fait la manche, adossé contre un mur. Au bout de sa canne à pêche, un gobelet en plastique et quelques mots écrits au feutre : «Aidez-nous». Nous, c'est lui et son chien, Toto, un épagnuel tibétain vêtu d'un pull rouge et d'un gilet noir, blotti contre son maître.

Un passant alourdit le gobelet de quelques pièces. Mais les espèces ne sont plus le seul moyen de lui faire un don. Depuis quelques mois, Marian accepte la Carte bleue. «Les gens n'ont plus d'espèces, alors on cherche des solutions», explique-t-il. Un QR code imprimé sur une feuille plastifiée est posé à sa droite. En le flashant avec un téléphone, il renvoie vers l'application d'une néobanque.

Pour faire face au déclin de l'argent liquide, qui affecte directement la mendicité des sans-domicile-fixe, des amis lui ont conseillé de diversifier ses moyens de paiement. En France, l'usage des espèces s'érode, comme le soulignait une étude de la Banque de France datée d'avril 2023. «L'expression habituelle "je n'ai rien sur moi", une forme de réponse polie à la sollicitation, est aujourd'hui une vraie réponse. Les gens ont de moins en moins de sous sur eux. Aller vers une société sans cash a un impact très puissant sur la mendicité», affirme Julien Damon, sociologue, et auteur de *Qui dort dehors?* (L'aube, 2020) et de *La Question SDF. Critique d'une action publique* (Presses universitaires de France, 2012).

Pour accompagner Marian dans son chemin vers la dématérialisation monétaire, une association lui a fourni une adresse de domiciliation, lui permettant d'ouvrir un compte bancaire. Un terminal SumUp lui a été également offert par un bénévole. Mais il le sort rarement de sa valise. Marian s'est néanmoins fait connaître sur TikTok comme «le SDF qui prend la carte». Sur une vidéo datée de décembre 2024, on l'aperçoit, debout devant une terrasse parisienne,

tendre un terminal bancaire à un groupe de jeunes qui, surpris et hilares, lui viennent de l'argent avec leur portable. «Mais c'est énorme», réagit l'un d'eux.

Originaire de Roumanie, Marian est arrivé en France il y a vingt-cinq ans. Tourneur-fraiseur de métier, il a occupé plusieurs emplois, dont celui de fleuriste, avant qu'une maladie ne l'immobilise. Depuis plusieurs années, il dort dans une «voiture abandonnée», garée dans un parking du 18^e arrondissement de Paris, contre un loyer mensuel de 240 euros, dont on ne saura pas à qui il est versé. Il rejoint tous les jours «la plus belle avenue du monde» à pied, avec son chien et sa valise. «Beaucoup de gens me prennent en photo», confie l'homme, qui semble parfois embarrassé par sa microcélebrité.

Personnage folklorique pour les gens de passage, Marian est une figure du quartier pour les quelques habitants du coin. «Je le considère comme un voisin, au même titre que le pharmacien ou le voisin du 5^e étage», affirme Aurélie Newman, 42 ans, une magistrate qui habite dans une rue perpendiculaire. «Dans le quartier des Champs, il y a un côté village que les gens ne soupçonnent pas. On est tellement peu à habiter ici que l'on se connaît tous.» Une faible densité qu'elle a pu mesurer durant le premier confinement. «A 20 heures, on n'était pas nombreux aux fenêtres pour applaudir les soignants.»

La présence de Marian tranche, selon elle, avec le caractère impersonnel

des flux de salariés et de touristes qui traversent quotidiennement l'avenue. Alors que nous discutons, une femme s'approche de lui et lui donne de l'argent. «Dieu a fait des gens merveilleux», dit-il, philosophe, en touchant la médaille miraculeuse qui enroule son cou depuis un quart de siècle.

«Marian? C'est une mascotte dans le quartier», abonde Allan Mainguene, kiosquier sur les Champs-Elysées. L'homme de 23 ans enchaîne les cigarettes et distribue des «Have a nice day, bye» («Passez une bonne journée, au revoir») à la fin de chaque transaction. Bérets parisiens, chaussettes tour Eiffel et tote bags font de l'ombre aux journaux étalés à l'intérieur de son magasin. Marian passe ici pour lire la presse, «discrètement». Il ne demande jamais rien. «Je lui propose une glace, un café. Mais lui se contente d'un verre d'eau, rien de plus. (...) Depuis qu'il est visible sur les réseaux sociaux, des gens le reconnaissent, prennent des photos avec lui. Mais même avant qu'il y ait des vidéos, les gens s'arrêtaient», affirme le kiosquier.

Le côté visuel de sa mise en scène tranche avec sa personnalité réservée et pudique, disent les riverains qui le croisent quotidiennement. C'est sûr, Marian n'est pas très loquace. «Il y a un décalage entre sa personnalité, discrète, et son côté Benny Hill, cette façon humoristique d'attirer l'attention sur lui», décrit Aurélie Newman. Un «imitateur» se serait mis à

copier le style de Marian sur le trottoir d'en face, selon des salariés d'une boutique de luxe voisine, en faisant la manche avec une casquette de capitaine et une canne à pêche.

Depuis son kiosque à journaux, Allan Mainguene côtoie d'autres mendiants de l'avenue. Pour faire tourner son fond de caisse, il échange parfois la monnaie que certains lui rapportent contre des billets. Devant l'Apple Store, une femme est allongée le ventre contre le sol, les bras tendus. Appuyé contre une entrée de parking, un homme grelotte dans une couverture, devant un verre en plastique transparent. Un autre, emmitouflé dans une couette, fouille une pochette. «Un marketing de la mendicité est mis en œuvre plus ou moins sciemment par les gens qui font la manche. Il y a différentes formules pour tendre la main, certaines techniques et mises en scène sont plus efficaces que d'autres», commente le chercheur Julien Damon.

A côté de ces «techniques» plus traditionnelles, le QR code de Marian a de quoi surprendre. Les passants qui descendent l'artère sont souvent bluffés par la possibilité de faire un don numérique. «C'est la première fois que je vois un SDF prendre la carte», s'étonne Fabrice (il n'a donné que son prénom), un portrait de passage sur l'avenue, une doudoune noire et des chaussures marron reluissantes. «C'est une bonne idée, aujourd'hui on peut tout payer en carte, alors pourquoi pas? Mais en y réfléchissant, je ne serais pas très à l'aise à l'idée de faire un virement comme ça à un inconnu», poursuit-il. D'autres passants sont moins réticents à la dématérialisation des dons. «Ça ne me dérangeait pas du tout. C'est très bien de faire ça», affirme Giulia (qui n'a pas souhaité donner son nom), une touriste italienne de 36 ans venue faire du shopping avec une amie.

Aurélie Newman lui donne régulièrement un billet de 10 euros. Sensible à la cause des sans-abri, la riveraine a participé plusieurs fois à des maraudes dans le 8^e arrondissement. Elle connaît Marian depuis plusieurs années. Elle n'avait jamais remarqué le QR code imprimé sur la feuille A4. «Je fais du sans-contact toute la journée, mais dans ma tradition à moi, lorsque j'aide quelqu'un, je le fais en donnant de l'espèce», explique-t-elle. J'associe la Carte bleue à du commerce. On n'est pas dans un achat, mais dans un rapport humain.»

Des entrepreneurs essaient pourtant de populariser cette pratique. Comme La Nouvelle Pièce, un projet associatif qui travaille sur la création d'une

carte pour les personnes de la rue, visant à stimuler les dons dématérialisés. L'usage de la Carte bleue reste une pratique marginale chez les personnes qui font la manche. Pierre-Emmanuel Boileau, délégué pour l'Ordre de Malte dans le 9^e arrondissement de Paris, l'observe au cours de ses maraudes hebdomadaires. «On nous demande : "Où puis-je dormir? Puis-je avoir un café?" Et pas : "Avez-vous un TPE?"»

Depuis que Marian le met en avant, le QR code n'a pas fait bondir la générosité des passants. «Je ne force personne à me donner de l'argent. Les gens ne donnent pas beaucoup, c'est difficile pour tout le monde. Mais certains oublient la politesse», confie le SDF. Une femme se courbe sous la ligne de sa canne à pêche, s'avance pour lui remettre un billet de 10 euros. Une autre se penche pour caresser Toto («Je peux?»). Des touristes s'arrêtent pour photographier l'homme et son chien. Mais aucun piéton n'a pris en photo son QR code.

Pour ceux qui le remarquent, le paiement sans contact agit plutôt comme un stimulateur de méfiance. «Certaines personnes pensent que je vais absorber leurs données bancaires», déplore Marian. Sur TikTok, un utilisateur a repris la vidéo qui l'a fait connaître pour la renommer «Les SDF à Paris c'est devenu un autre niveau» («niveau»). Il commente la scène : «Donc, maintenant, les SDF se permettent de sortir des TPE, et vous trouvez ça normal? Donc, en fait, on n'a plus le droit de dire non maintenant. (...) Je me demande encore comment il peut être à la rue avec cette âme entrepreneuriale. Pour moi, cet homme, c'est un entrepreneur!»

Comme si la mendicité ne pouvait se mettre au diapason de la modernité. «Beaucoup de gens ont des considérations morales à l'égard des sans-abri. On a toujours les bons et les mauvais pauvres. Il y a une vieille image persistante: celui qui fait la manche doit être tellement dans la mouise que, s'il passe par des voies électroniques très élaborées, c'est qu'il doit tricher ou qu'il n'est pas totalement dans la mouise», analyse Julien Damon.

Marian a déjà été traité de «millionnaire», après une journée de manche sur les Champs-Elysées. «Des millionnaires qui dorment dans un parking, tu en connais beaucoup? Si j'étais millionnaire, je serais déjà sur une plage», s'agace-t-il. Aurélie Newman sait que le sans-abri a l'habitude de se rendre, quelques fois par mois, dans une boulangerie du coin, pour convertir sa récolte mensuelle en billets. Où, sur une table, on peut apercevoir «le millionnaire» empiler des tas de pièces jaunes et rouges.

«LORSQUE J'AIDE
QUELQU'UN, JE LE FAIS
EN DONNANT DE
L'ESPÈCE. J'ASSOCIE
LA CARTE BLEUE
À DU COMMERCE,
ON N'EST PAS DANS UN
ACHAT, MAIS DANS
UN RAPPORT HUMAIN»

Aurélie Newman, magistrate